

ARCHIVES  
DIPLOMATIQUES

1913





# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL

DE DIPLOMATIE, D'HISTOIRE  
ET DE DROIT INTERNATIONAL

FONDÉ EN 1861

---

LIII<sup>e</sup> ANNÉE — TROISIÈME SÉRIE

TOME CENT VINGT-NEUF



PARIS

KRAUS REPRINT  
A Division of  
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED  
Nendeln/Liechtenstein  
1970

# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECHERCHES

DE DIPLOMATIE HISTORIQUE

ET DE DROIT INTERNATIONAL

TOME IV 1861

Reprinted from a copy in the collections of the  
University of Illinois Library



PARIS

ÉDITEUR

A. LEBLANC

25, RUE CASSEDAINE, 25

Printed in Germany  
Lessingdruckerei Wiesbaden



# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

53<sup>e</sup> ANNÉE

N<sup>o</sup> 11-12

Novembre-Décembre 1913

---

## PREMIÈRE PARTIE

---

## TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

---

### ALLEMAGNE — RUSSIE

#### Convention pour la protection des œuvres littéraires et artistiques

(28 février 1913)

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire allemand, également animés du désir de protéger les sciences, les lettres et les arts, ont résolu d'adopter d'un commun accord les mesures les plus propres à assurer réciproquement, dans les deux pays, aux auteurs, la protection de leurs droits sur leurs œuvres littéraires et artistiques et ont à cet effet désigné pour leurs plénipotentiaires ;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies :

M. Wérewkine, Maître de la Cour impériale, adjoint du Ministre de la Justice ;

M. Pogojeff, Conseiller privé, membre du Conseil près le Ministre de la Maison impériale et des Apanages ;

M. Bentkowski, Conseiller d'Etat actuel, Directeur du deuxième Département du Ministère des Affaires Etrangères ;

M. Priléjaïeff, Conseiller d'Etat actuel, membre du Conseil et Chef de la Chancellerie du Ministère du Commerce et de l'Industrie ;

M. Berendts, Conseiller d'Etat actuel, membre du Conseil de l'administration générale de la Presse ;

M. Walter, Conseiller d'Etat actuel, membre du Conseil du Ministère de la Justice ;

Et Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse ;

M. le Dr Goebel von Harrant, Conseiller intime actuel de Légation, Conseiller rapporteur au Département des Affaires Etrangères ;

M. Robolski, Président de l'Office des brevets ;

M. Oegg, Conseiller intime supérieur de Régence, Conseiller rapporteur au Département de la Justice ;

M. le Dr Osterrieth, Professeur,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les dispositions suivantes :

#### ARTICLE PREMIER

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouissent, dans chacun des deux pays, pour leurs œuvres littéraires ou artistiques, qu'il s'agisse d'œuvres publiées dans l'un de ces deux pays ou dans un autre pays ou qu'il s'agisse d'œuvres non publiées, des droits que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux, ainsi que des avantages spécialement stipulés dans la présente convention.

Les stipulations de cette convention s'appliquent également à toute œuvre littéraire ou artistique publiée pour la première fois dans l'un des deux pays contractants et dont l'auteur n'appartient pas à la nationalité de l'un de ces pays.

Par œuvres publiées, il faut, dans le sens de la présente convention, entendre les œuvres éditées. La lecture ou la récitation en public d'une œuvre littéraire, la représentation d'une œuvre dramatique, dramatico-musicale, chorégraphique ou pantomimique, l'exécution d'une œuvre musicale, l'exposition d'une œuvre d'art et la construction d'une œuvre d'architecture ne constituent pas une publication dans le sens de la présente convention.

#### ART. 2

L'expression « œuvres littéraires et artistiques » comprend toute production du domaine littéraire, scientifique ou artistique, quels qu'en soient le mode et la forme de reproduction et quels que soient le mérite et la destination de l'œuvre. Sont comprises parmi les œuvres littéraires et artistiques les œuvres chorégraphiques et les pantomimes dont la mise en scène est fixée par écrit ou autrement, ainsi que les productions cinématographiques ayant un caractère personnel et ori-



ginal. La convention s'applique également aux photographies et autres œuvres obtenues par un procédé analogue à la photographie.

### ART. 3

Les auteurs de chacun des deux pays jouissent, dans l'autre pays, du droit exclusif de faire ou d'autoriser la traduction de leurs ouvrages, jusqu'à l'expiration de dix années à partir de la publication de l'œuvre originale, à la condition de s'être réservé ce droit sur la feuille du titre ou dans la préface.

Le droit exclusif de traduction cesse d'exister lorsque l'auteur n'en a pas fait usage dans un délai de cinq ans à partir de la publication de l'œuvre originale, en publiant ou en faisant publier une traduction de son ouvrage.

Il est toutefois entendu que le délai susmentionné de cinq ans sera réduit à trois ans pour l'usage du droit de traduction des œuvres scientifiques, techniques et destinées à l'enseignement.

Pour les ouvrages composés de plusieurs volumes publiés par intervalles ainsi que pour les cahiers ou numéros de recueils périodiques, les délais susmentionnés comptent à dater de la publication de chaque volume, cahier ou numéro, et, pour les ouvrages publiés par livraisons, à dater de la publication de la dernière livraison de l'œuvre originale, si les intervalles entre la publication des livraisons ne dépassent pas deux ans et, dans le cas contraire, à dater de la publication de chaque livraison.

Dans les cas prévus au présent article, est admis comme date de publication, pour le calcul des délais de protection, le 1<sup>er</sup> janvier de l'année dans laquelle l'ouvrage a été publié. Cette date est calculée d'après le calendrier du lieu où la publication a été faite.

### ART. 4

Le traducteur, sans préjudice des droits de l'auteur de l'œuvre originale, jouit des droits d'auteur sur sa traduction.

### ART. 5

Sont spécialement comprises parmi les reproductions illicites auxquelles s'applique la présente convention les appropriations indirectes non autorisées d'un ouvrage littéraire ou artistique, telles que : adaptations, arrangements de musique, transformations d'un roman, d'une nouvelle ou d'une poésie en pièce de théâtre et réciproquement, lorsqu'elles ne sont que la reproduction de cet ouvrage dans la même forme ou sous une autre forme, avec des changements, additions ou

retranchements, non essentiels, sans présenter le caractère d'une nouvelle œuvre originale.

#### ART. 6

A l'exception des romans-feuilletons et des nouvelles, les articles de journaux ou de recueils périodiques, publiés dans l'un des deux pays, peuvent être reproduits, en original ou en traduction, dans des publications analogues de l'autre pays, à moins que la reproduction n'en ait été expressément interdite. Pour les recueils, il suffit que l'interdiction soit faite au nom des auteurs d'une manière générale en tête de chaque numéro.

La protection de la présente convention ne s'applique pas aux nouvelles du jour ou aux faits divers qui ont le caractère de simples informations de presse.

#### ART. 7

En ce qui concerne la faculté de faire licitement des emprunts à des œuvres littéraires ou artistiques pour des publications destinées à l'enseignement ou ayant un caractère scientifique, ou pour des chrestomaties, est réservé l'effet de la législation du pays dans lequel ladite publication est faite.

#### ART. 8

Dans tous les cas où la présente convention autorise des emprunts à des œuvres littéraires et artistiques, la source doit être indiquée ; la sanction de cette obligation est déterminée par la législation du pays où la protection est réclamée.

#### ART. 9

Les auteurs d'œuvres dramatiques, que ces œuvres soient publiées ou non, sont protégés contre la représentation publique de celles-ci en original, pendant la durée de leur droit d'auteur sur l'original, et le sont contre la représentation publique en traduction, pendant la durée de leur droit de traduction.

Cette disposition s'applique également au texte des œuvres dramatico-musicales.

#### ART. 10

Les auteurs d'œuvres musicales sont protégés contre l'exécution



publique de celles-ci, lorsqu'ils ont indiqué sur chaque exemplaire de l'ouvrage qu'ils l'interdisent.

Les exceptions à cette disposition sont réglées par la législation de chacun des deux pays contractants.

#### ART. 11

La reproduction et l'exécution publique des œuvres musicales par des instruments mécaniques ne peuvent être faites sans le consentement de l'auteur, sauf l'application des réserves et conditions déterminées à cet égard par la loi intérieure du pays où la protection est réclamée.

La protection accordée par les lois d'une des Parties contractantes contre la contrefaçon des notes mécaniques (disques, planches, rouleaux, etc.) est acquise aux ressortissants de l'autre Partie. Les indications et mentions de réserve qui seraient exigées par la législation du pays où la protection est réclamée pourront être faites dans la langue et les caractères de celui des deux pays dans lequel les notes mécaniques ont été fabriquées.

#### ART. 12

Les œuvres obtenues par la photographie ou par un procédé analogue à la photographie ne sont protégées que si chaque exemplaire de l'œuvre porte l'indication de la raison sociale ou des nom, prénoms et domicile de l'auteur ou de l'éditeur de l'œuvre, ainsi que de l'année de la publication.

Celles de ces œuvres qui sont insérées dans un ouvrage publié sont, jusqu'à preuve du contraire, réputées avoir paru pour la première fois avec cet ouvrage et les mentions de nom et de date portées sur ledit ouvrage suffisent à leur égard.

#### ART. 13

La reproduction des œuvres littéraires et artistiques par la cinématographie ou par tout autre procédé analogue ne peut être faite sans le consentement de l'auteur.

Sans préjudice des droits de l'auteur de l'œuvre originale, la reproduction par la cinématographie ou par tout autre procédé analogue, d'une œuvre littéraire ou artistique est protégée comme une œuvre originale.

#### ART. 14

Sous la réserve des dispositions de l'article 3 (alinéa 1<sup>er</sup>), de l'article

10 et de l'article 12 (alinéa 1<sup>er</sup>) ci-dessus, la jouissance des droits stipulés par la présente convention n'est subordonnée à l'accomplissement d'aucune condition ou formalité.

Sera admis pour les mentions de réserve et les indications prescrites par les articles ci-dessus, ainsi que pour l'interdiction prévue à l'article 6, l'emploi de la langue et des caractères de celui des deux pays dans lequel l'œuvre a été publiée.

Pour que les auteurs des ouvrages protégés par la présente convention soient, jusqu'à preuve du contraire, considérés comme tels et admis en conséquence, devant les tribunaux des deux Hautes Parties contractantes, à exercer des poursuites contre les contrefacteurs, il suffit que leur nom soit indiqué sur l'ouvrage en la manière usitée.

Pour les œuvres anonymes ou pseudonymes, l'éditeur dont le nom est indiqué sur l'ouvrage est fondé à sauvegarder les droits appartenant à l'auteur. Il est, sans autre preuve, réputé ayant cause de l'auteur anonyme ou pseudonyme.

#### ART. 15

La durée de protection accordée par la présente convention aux œuvres littéraires et artistiques publiées en original ou en traduction, ou non publiées, aux œuvres photographiques ou obtenues par un procédé analogue à la photographie, aux œuvres posthumes, aux œuvres anonymes ou pseudonymes, est réglée par les lois du pays où la protection est réclamée.

Mais il est entendu que dans celui des deux pays où la protection est réclamée, l'œuvre ne pourra bénéficier d'une durée plus longue que celle accordée par la loi du pays contractant dont l'auteur est ressortissant ou dans lequel l'œuvre a été publiée pour la première fois.

#### ART. 16

Les dispositions de la présente convention ne peuvent porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient au Gouvernement de chacun des deux pays contractants de permettre, de surveiller, d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation, l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

#### ART. 17

La présente convention s'applique à toutes les œuvres qui, au moment de son entrée en vigueur, ne sont pas encore tombées dans le domaine public de leur pays d'origine.



Il est toutefois entendu que les reproductions licitement faites avant l'entrée en vigueur de la convention ne pourront être l'objet de poursuites basées sur ses dispositions.

Dans l'année qui suivra la mise en vigueur de la convention pourront être publiés les volumes et livraisons nécessaires pour l'achèvement des ouvrages licitement en cours de publication dont une partie aurait déjà paru avant son entrée en vigueur.

En outre, les reproductions en voie d'exécution et non interdites jusqu'à ce moment pourront être achevées et répandues de même que celles licitement faites auparavant.

De même, les moyens de réimpression ou de reproduction (clichés, moulages, planches, pierres et formes) dont la fabrication n'était pas interdite jusqu'au moment de la mise en vigueur de la présente convention pourront encore être employés, pour le but indiqué, pendant une durée de quatre ans à dater de cette mise en vigueur. Les produits fabriqués conformément à cette disposition pourront être répandus de même que ceux licitement faits auparavant.

Si une traduction a paru, licitement, en tout ou en partie, avant la mise en vigueur de la présente convention, le traducteur pourra continuer de publier cette traduction, de la répandre et de la représenter publiquement.

Celui qui, avant la mise en vigueur de la présente convention, aura licitement représenté en public une œuvre scénique, en original ou en traduction, pourra continuer à la représenter en public.

#### ART. 18

La présente convention est applicable sur tout le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, y compris leurs colonies et possessions.

#### ART. 19

Les Hautes Parties contractantes conviennent que tout avantage ou privilège plus étendu qui serait ultérieurement accordé par l'une d'elles à une tierce puissance, en ce qui concerne la protection des œuvres littéraires et artistiques, sera, sous condition de réciprocité, acquis de plein droit aux auteurs de l'autre Pays ; sont toutefois exceptés les avantages ou privilèges, concédés en vertu de Conventions d'union internationale auxquelles l'une des Hautes Parties contractantes pourrait adhérer.

## ART. 20

La présente convention entrera en vigueur trois mois après l'échange des ratifications (1).

Sa durée sera de cinq années à partir de cette date.

Elle continuera ses effets jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an, à compter du jour où elle aura été dénoncée par l'une des Hautes Parties contractantes.

## ART. 21

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Saint-Petersbourg le plus tôt possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Saint-Petersbourg, en double exemplaire, le 15-28 février 1913.

(L. S.)	A. WÉREWKINE.
(L. S.)	W. POGOJEFF.
(L. S.)	A. PENTKOWSKI.
(L. S.)	B. PRILÉJAIEFF.
(L. S.)	Ed. BERENDTS.
(L. S.)	Ph. WALTHER.
(L. S.)	Dr. GÖBEL VON HARRANT.
(L. S.)	ROBOLSKI.
(L. S.)	OEGG.
(L. S.)	Dr. Albert OSTERRIETH.

## NORVÈGE — PAYS-BAS

## Traité de commerce et de navigation

(20 mai 1912)

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et Sa Majesté le Roi de Norvège, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié et les rapports de commerce qui unissent les Pays-Bas et la Norvège, ont décidé d'un commun accord de conclure à cet effet un nouveau traité spécial et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

(1) Cette convention est entrée en vigueur le 14 août 1913.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas,

Son Chambellan, le Baron Guillaume Bernard Régnier de Welderen Rengers, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Norvège ; et

Sa Majesté le Roi de Norvège :

Son Ministre des Affaires Etrangères, Monsieur Johannes Irgens,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

#### ARTICLE PREMIER

Le traitement sur le pied de la nation la plus favorisée sera garanti dans les Pays-Bas et dans ses colonies et possessions, complètement et sans autres réserves que celles contenues dans l'article 7, aux sujets norvégiens, et réciproquement ledit traitement sera garanti en Norvège aux sujets néerlandais.

#### ART. 2

Le traitement sur le pied de la nation la plus favorisée sera garanti dans les Pays-Bas et dans ses colonies et possessions, complètement et sans autres réserves que celles contenues dans l'article 7, à toute marchandise originaire de ou venant de la Norvège, et réciproquement ledit traitement sera garanti en Norvège à toute marchandise originaire de ou venant des Pays-Bas et de ses colonies et possessions.

Pour ce qui concerne les marchandises qui ne sont pas produits du sol ou de l'industrie des pays respectifs le traitement de la nation la plus favorisée ne pourra être réclamé que si les marchandises en question sont originaires d'un pays jouissant du traitement le plus favorisé.

#### ART. 3

Le traitement réservé au pavillon national pour tout ce qui regarde les navires ou leur cargaison sera réciproquement garanti en tous points et en toutes circonstances aux navires des deux Hautes Parties contractantes, dans le royaume des Pays-Bas et ses colonies et possessions comme dans le royaume de Norvège.

Il est fait exception à la disposition qui précède pour le cabotage, dont le régime demeure soumis aux lois respectives des Hautes Parties contractantes. Il est cependant convenu qu'à cet égard les navires des deux nations seront traités, de part et d'autre, sur le même pied que les navires des nations les plus favorisées.

## ART. 4

Seront considérés comme néerlandais en Norvège et comme norvégiens dans les Pays-Bas et ses colonies et possessions les navires qui navigueront sous les pavillons respectifs et qui seront porteurs des papiers de bord et des documents exigés pour la justification de la nationalité des bâtiments de commerce, par les lois de l'Etat auxquels ils appartiennent respectivement.

## ART. 5

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls néerlandais en Norvège ainsi que les consuls généraux, consuls et vice-consuls norvégiens dans les Pays-Bas, jouiront, à charge de réciprocité, des mêmes privilèges, pouvoirs et exemptions dont jouissent ou jouiront ceux des nations les plus favorisées.

Dans le cas où ils exerceraient une profession, une industrie ou un commerce quelconques, ils seront soumis aux mêmes lois, règlements et usages auxquels seront soumis les particuliers de leur nation à l'endroit où ils résident.

## ART. 6

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls de chacune des Hautes Parties contractantes recevront des autorités locales toute aide et assistance pour la recherche, l'arrestation et la remise des marins et autres individus faisant partie de l'équipage des navires de guerre ou de commerce de leur pays respectif et qui auraient déserté dans un port situé sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes.

A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux tribunaux, juges ou fonctionnaires compétents et justifieront, par l'exhibition des registres du bâtiment, rôles d'équipage ou autres documents officiels, ou bien, si par contre le navire était parti et que cela leur soit possible, par la copie desdites pièces dûment certifiée par eux, ou en cas d'impossibilité, par une déclaration, émanant d'eux, que les hommes qu'ils réclament ont réellement fait partie dudit équipage.

Sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra être refusée.

Lesdits déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, resteront à la disposition des consuls généraux, consuls et vice-consuls et pourront même être détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des agents précités, jusqu'au moment où ils seront réintégrés à bord du bâtiment auquel ils appartiennent, ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les renvoyer dans les pays desdits agents, sur un navire de la même ou de toute autre nation.

Si, pourtant, cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois, à compter du jour de leur arrestation, ou si les frais de leur emprisonnement n'étaient pas régulièrement acquittés par la partie à la requête de laquelle l'arrestation a été opérée, lesdits déserteurs seront remis en liberté sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Néanmoins, si le déserteur avait commis, en outre, quelque délit à terre, son extradition pourra être différée par les autorités locales jusqu'à ce que le tribunal compétent ait dûment statué sur ce dernier délit, et que le jugement intervenu ait reçu son entière exécution.

Il est également entendu que les marins ou autres individus faisant partie de l'équipage, sujets du pays où la désertion a eu lieu, sont exceptés des stipulations du présent article.

#### ART. 7

Les dispositions des articles 1 et 2 et la disposition finale de l'article 3 ne pourront pas être invoquées en ce qui concerne les concessions résultant de la conclusion d'une union douanière, ni les concessions que les Hautes Parties contractantes ont accordées ou accorderont à l'avenir à des états limitrophes, en vue de faciliter les relations de frontière.

Les articles 5 et 6 ne seront pas applicables aux colonies et aux possessions néerlandaises, les dispositions de la convention conclue à La Haye le 10 septembre 1855 continuant à rester en vigueur.

Les dispositions de l'article 1 et 2 et la disposition finale de l'article 3 ne pourront pas être invoquées en ce qui concerne les concessions spéciales accordées ou à accorder par la Norvège et la Suède.

#### ART. 8

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à la Cour permanente d'arbitrage à La Haye les différends qui pourraient s'élever entre elles au sujet de l'application ou de l'interprétation du présent traité et qui n'auront pu être résolus par la voie diplomatique.

Dans chaque cas particulier, les Hautes Parties contractantes signeront un compromis spécial déterminant nettement l'objet du litige, l'étendue du pouvoir du tribunal arbitral, la langue dont le tribunal arbitral fera usage et celles dont l'emploi sera autorisé devant lui, le montant de la somme que chaque Partie aura à déposer à titre d'avance pour les frais ainsi que les règles à observer en ce qui concerne les formalités et les délais de la procédure.

A défaut de clauses compromissaires contraires le tribunal arbitral sera composé de trois membres. Chacune des Hautes Parties contractantes en désignera un. Le surarbitre sera désigné conformément aux



règles insérées dans la convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

### ART. 9

Le présent traité, après avoir été approuvé par les représentations nationales respectives, sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Kristiania le plus tôt possible.

### ART. 10

Le présent traité entrera en vigueur le jour où l'échange des ratifications aura eu lieu. En même temps le traité de commerce et de navigation entre les Pays-Bas et la Norvège conclu le 25 septembre 1847, avec la déclaration y annexée, ainsi que la déclaration du 29 mai 1827 concernant la remise de marins désertés et celle du 29 novembre 1856 concernant le cabotage cesseront, en ce qui concerne les relations entre les Pays-Bas et la Norvège, à sortir leurs effets.

Le traité restera en vigueur pendant un an à partir du jour de l'échange des ratifications et ensuite jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'une des Hautes Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention de le faire cesser.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent traité et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Kristiania en double expédition le 20 mai 1912.

(L. S.) W. VAN WELDEREN RENGERS.

(L. S.) J. IRGENS.

\*  
\* \*

MINISTÈRE  
DES  
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Christiania, le 20 mai 1912.

Monsieur le Baron,

En me référant à Votre office d'aujourd'hui, j'ai l'honneur de Vous faire savoir ce qui suit :

Il est bien entendu que le traitement de sujets sur le pied de la nation la plus favorisée visé à l'article 1<sup>er</sup> du traité projeté ne sera appliqué aux voyageurs de commerce des deux pays qu'en tant qu'ils voyagent pour le compte d'une maison établie dans l'un des deux pays ou sur le territoire d'une puissance jouissant du traitement de la nation



la plus favorisée dans les territoires de l'une ou de l'autre des deux Parties contractantes.

Veillez agréer, Monsieur le Baron, les assurances de ma haute considération.

*Signé : IRGENS.*

*Monsieur le Baron de Welderen Rengers, Envoyé extraordinaire  
et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas*

---

## PAYS-BAS — ARGENTINE

Traité en réglementant l'assistance médicale à donner  
aux ressortissants respectifs

*(29 septembre 1910)*

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et le Président de la République Argentine, animés du désir de régler d'une manière réciproque l'assistance médicale à donner aux ressortissants des Pays-Bas et de la République Argentine résidant sur le territoire de l'autre des Pays Contractants, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

Son Excellence le Jonkheer R. de Marees van Swinderen, Son  
Ministre des Affaires Etrangères ;

Le Président de la République Argentine :

Son Excellence Monsieur don Alejandro Guesalaga, son Envoyé  
Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté  
la Reine des Pays-Bas,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs. trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER. — Chacune des Parties Contractantes fera donner sur son territoire l'assistance médicale aux ressortissants indigents de l'autre Partie, résidants ou de passage, d'après les dispositions en vigueur, au lieu où ils se trouvent, pour ses propres ressortissants.

Les frais de l'assistance médicale, du traitement ou de l'enterrement des personnes susvisées ne pourront être réclamés de la Partie dont l'indigent est le ressortissant.

ART. 2. — Afin d'obtenir que l'assistance médicale visée à l'article précédent soit accordée gratuitement, l'intéressé devra produire un certificat signé par le fonctionnaire consulaire de son pays, constatant sa nationalité et l'impossibilité dans laquelle il se trouve de payer les frais de l'assistance lui accordée.

ART. 3. — Les dispositions des articles I et II s'appliquent également aux anciens ressortissants des Parties Contractantes tant qu'ils n'ont pas acquis la nationalité de l'autre Partie ou d'un tiers Etat.

ART. 4. — Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à La Haye le plus tôt que faire se pourra (1).

Il entrera en vigueur trois mois après l'échange des ratifications.

Chacune des Parties Contractantes pourra en tout temps dénoncer le présent traité.

La dénonciation devra être annoncée au moins six mois d'avance.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé leurs cachets.

Fait, en double expédition, à La Haye, le 29 septembre 1910.

(L. S.) R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

(L. S.) ALEJANDRO GUETALAYA.

---

## ITALIE — JAPON

### Traité de commerce et de navigation

(25 novembre 1912)

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté l'Empereur du Japon, également animés du désir de resserrer les relations d'amitié et de bonne entente qui existent heureusement entre Eux et entre leurs sujets, et persuadés que la détermination d'une manière claire et positive des règles qui, à l'avenir, doivent s'appliquer aux rapports commerciaux entre Leurs deux Pays, contribuera à la réalisation de ce résultat hautement désirable, ont résolu de conclure à cet effet un Traité de commerce et de navigation, et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir ;

Sa Majesté le Roi d'Italie :

---

(1) Les ratifications ont été échangées à La Haye, le 15 décembre 1911.

S. Exc. le Marquis Antonio Di San Giuliano, Ministre des Affaires Etrangères, Chevalier de l'Ordre Suprême de l'Annonciade, Chevalier de Grand'Croix des Ordres des saints Maurice et Lazare et de la Couronne d'Italie ;

S. Exc. Luigi Facta, Ministre des Finances, Chevalier de Grand'Croix des Ordres des saints Maurice et Lazare et de la Couronne d'Italie ;

S. Exc. Francesco Tedesco, Ministre du Trésor, Chevalier de Grand'Croix des Ordres des saints Maurice et Lazare et de la Couronne d'Italie ;

S. Exc. le Vice-Amiral Pasquale Leonardi-Cattolica, Ministre de la Marine, Chevalier de l'Ordre Suprême de l'Annonciade, Chevalier de Grand'Croix des Ordres des saints Maurice et Lazare et de la Couronne d'Italie ;

S. Exc. Francesco Nitti, Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, Commandeur de l'Ordre des saints Maurice et Lazare, Chevalier de Grand'Croix de l'Ordre de la Couronne d'Italie ;

M. Riccardo Bollati, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté, Secrétaire Général au Ministère Royal des Affaires Etrangères, Chevalier de grand'croix des Ordres des saints Maurice et Lazare et de la couronne d'Italie ;

M. Ernesto Kock, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté, commandeur de l'Ordre des saints Maurice et Lazare, Grand Officier de l'Ordre de la couronne d'Italie ;

M. Lodovico Lucioli, Directeur général des Gabelles au ministère royal des Finances, Commandeur des Ordres des saints Maurice et Lazare et de la couronne d'Italie ;

M. Carlo Bruno, Directeur général de la marine marchande, Officier de l'Ordre des saints Maurice et Lazare, Grand Officier de l'Ordre de la couronne d'Italie ;

M. Luigi Belloc, Inspecteur général du Commerce au ministère royal de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, Commandeur des Ordres des saints Maurice et Lazare et de la Couronne d'Italie ;

Sa Majesté l'Empereur du Japon :

S. Exc. le baron Gonsuke Hayaschi, Jusammi, Son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Rome, décoré de la 1<sup>re</sup> classe de l'Ordre du Soleil-Levant,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

#### ARTICLE PREMIER

Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes auront pleine

liberté, avec leurs familles, d'entrer et de séjourner dans toute l'étendue des territoires de l'autre. Sous la condition de se conformer aux lois du pays, ils jouiront des droits ci-après spécifiés :

1° Ils seront, en ce qui concerne le voyage et la résidence, traités sous tous rapports comme les nationaux ;

2° Ils auront, comme les nationaux, le droit de se livrer au commerce ou à l'industrie manufacturière et de faire le trafic de tous articles de commerce licite, soit en personne, soit par des représentants, soit seuls, soit en association avec des étrangers ou des nationaux ;

3° Ils seront, en ce qui concerne l'exercice de leur industrie, métier ou profession, la poursuite de leurs études ou investigations scientifiques, traités, à tous égards, comme les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée ;

4° Ils pourront posséder ou louer et occuper les maisons, les fabriques, les magasins, les boutiques et les locaux qui peuvent leur être nécessaires et prendre à bail des terrains à l'effet d'y résider ou de les utiliser dans un but licite commercial, industriel, manufacturier ou autre ;

5° Ils pourront, sous la condition de la réciprocité, librement acquérir et posséder toute espèce de propriété mobilière ou immobilière, que la loi du pays permet ou permettra d'acquérir ou de posséder aux sujets ou citoyens de tout autre pays étranger.

Ils pourront en disposer par voie de vente, échange, donation, mariage, testament, ou de toute autre manière, sous les mêmes conditions qui sont ou seront établies à l'égard des nationaux eux-mêmes. Ils pourront aussi exporter librement le produit des ventes de leurs propriétés et tout ce qui leur appartient en général, sans pouvoir être soumis, en tant qu'étrangers, à des droits autres ou plus élevés que ceux auxquels seraient soumis les nationaux dans les mêmes circonstances ;

6° Ils jouiront d'une protection et sécurité constantes et complètes, pour leurs personnes et leurs propriétés ; ils auront un accès libre et facile auprès des cours et tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits, et ils seront, en outre, comme les nationaux eux-mêmes, libres de choisir et d'employer des avocats, avoués et autres hommes de loi pour les représenter devant les cours et tribunaux ; ils seront, en outre, admis à faire valoir leurs réclamations contre l'Etat et ses organes devant les tribunaux ou autres autorités compétentes, et d'une manière générale ils auront les mêmes droits et privilèges que les nationaux pour tout ce qui concerne l'administration de la justice :

7° Ils ne seront contraints à subir des charges ou à payer des impôts, taxes ou contributions, de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être imposés aux nationaux ou aux sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.



## ART. 2

Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes seront exempts de tout service militaire obligatoire soit dans l'armée de terre ou de mer, soit dans la garde nationale ou la milice, ainsi que de toutes les contributions imposées en lieu et place du service personnel. Ils seront exempts également de tous emprunts forcés et de toutes réquisitions ou contributions militaires, sauf ceux qui leur seront imposés, comme aux nationaux eux-mêmes, en leur qualité de possesseurs, locataires ou occupants de biens immeubles. Pour ce qui précède, les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes ne seront pas traités sur les territoires de l'autre moins bien que ne le sont ou ne le seront les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

## ART. 3

Les habitations, magasins, fabriques et boutiques des sujets de chacune des Hautes Parties contractantes dans les territoires de l'autre, ainsi que tous les locaux qui en dépendent, employés pour des buts licites, seront respectés. Il ne sera point permis d'y procéder à des visites domiciliaires ou perquisitions, non plus que d'examiner ou d'inspecter les livres, papiers ou comptes, sauf dans les conditions et formes prescrites par les lois à l'égard des nationaux eux-mêmes.

## ART. 4

Il y aura, entre les territoires des deux Hautes Parties contractantes, liberté réciproque de commerce et de navigation. Les sujets de chacune des Parties contractantes auront, sur le même pied que les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée, pleine liberté de se rendre avec leurs navires et leurs cargaisons dans les lieux, ports et rivières des territoires de l'autre, qui sont ou pourront être ouverts au commerce extérieur ; ils sont, toutefois, tenus de se conformer toujours aux lois du pays où ils arrivent.

## ART. 5

Les produits naturels ou fabriqués des territoires de l'une des Parties contractantes bénéficieront, à leur importation dans les territoires de l'autre, des taxes de douane les plus réduites applicables aux articles similaires de toute autre origine étrangère.

Les produits du sol et de l'industrie de l'Italie dénommés dans le tarif A, joint au présent traité, à leur importation dans le Japon, et les produits du sol et de l'industrie du Japon énumérés dans le tarif

B, joint au présent traité, à leur importation en Italie, seront admis aux conditions spécifiées dans lesdits tarifs.

Aucune des Parties contractantes n'imposera à l'exportation d'un article quelconque à destination des territoires de l'autre, des droits ou charges, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être imposés à l'exportation des articles similaires à destination de tout autre pays étranger.

#### ART. 6

Les produits naturels ou fabriqués des territoires de l'autre, en conformité avec les lois du pays, seront réciproquement affranchis de tous droits de transit, soit qu'ils passent directement, soit que, pendant le transit, ils doivent être déchargés, déposés et rechargés.

#### ART. 7

Aucun droit intérieur perçu pour le compte de l'Etat, d'autorités locales ou de corporations grevant, actuellement, ou à l'avenir, la production, fabrication ou consommation d'un article quelconque dans les territoires de l'une des Hautes Parties contractantes ne sera, pour un motif quelconque, plus élevé ou plus onéreux pour les articles, produits naturels ou fabriqués des territoires de l'autre, que pour les articles similaires d'origine indigène.

Les produits naturels ou fabriqués des territoires de l'une des Parties contractantes importés dans les territoires de l'autre et destinés à l'entreposage ou au transit, ne seront soumis à aucun droit intérieur.

#### ART. 8

Les Parties contractantes conviennent de dispenser en général de l'obligation de produire des certificats d'origine. Toutefois, au cas où il existerait, dans l'un des deux Pays, des taxes de douane différentes à l'égard de quelques articles d'importation, des certificats d'origine pourront exceptionnellement être exigés pour que les articles venant de l'autre Pays soient admis au bénéfice des taxes les plus réduites.

Dans ce cas, les certificats seront délivrés dans les lieux d'expédition, sièges d'un consulat, par le consul de carrière du pays dans lequel l'importation doit être faite, et, dans les autres lieux, par l'autorité douanière, et, à défaut de cette autorité par les Chambres de commerce ou les autorités locales.

Lorsque la délivrance des certificats d'origine entraînera la perception de taxes quelconques réciproque des deux pays par des prohibition ou restriction à l'exportation, dans l'un des pays, des taxes équi-



valentes pourront être établies par l'autre pays, à l'occasion des certificats d'origine qu'il délivrera. Il en sera de même, le cas échéant, pour les factures consulaires.

#### ART. 9

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne pas entraver le commerce réciproque des deux pays des prohibitions ou restrictions à l'importation, à l'exportation ou au transit.

Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles soient applicables à tous les pays ou aux pays se trouvant en conditions identiques, seront admises seulement dans les cas suivants :

1° Dans des circonstances exceptionnelles, par rapport aux provisions de guerre ;

2° Pour des motifs de sûreté ou de santé publique ;

3° Pour les monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir ;

4° Par égard aux mesures sanitaires ayant pour but de protéger les animaux et les plantes utiles contre les maladies et les insectes et parasites nuisibles ;

5° En vue de l'application aux produits étrangers de toutes les prohibitions ou restrictions arrêtées par des lois intérieures à l'égard de la production à l'intérieur des produits similaires, ou à l'égard de la vente ou du transport à l'intérieur des produits similaires de production nationale.

#### ART. 10

Les négociants et les industriels, sujets de l'une des Hautes Parties contractantes, ainsi que les négociants et les industriels, domiciliés et exerçant leur commerce et industrie dans les territoires de cette Partie, pourront, dans les territoires de l'autre soit en personne, soit par des commis voyageurs, faire des achats ou recueillir des commandes, avec ou sans échantillons. Ces négociants, industriels et leurs commis voyageurs, en faisant ainsi des achats et en recueillant des commandes, jouiront, en matière d'imposition et de facilités, du traitement de la nation la plus favorisée.

Les articles importés comme échantillons dans les buts susmentionnés, seront, dans chacun des deux pays, admis temporairement en franchise de droits, en conformité des règlements et formalités de douane établis pour assurer leur réexportation ou le paiement des droits de douane prescrits en cas de non-réexportation dans le délai prévu par la loi. Toutefois, ledit privilège ne s'étendra pas aux articles qui, à cause de leur quantité ou valeur, ne peuvent pas être consi-

dérés comme échantillons, ou qui, à cause de leur nature, ne sauraient être identifiés lors de leur réexportation. Le droit de décider si un échantillon est susceptible d'admission en franchise, appartient exclusivement, dans tous les cas, aux autorités compétentes du lieu où l'importation a été effectuée.

#### ART. 11

Les marques, timbres ou cachets apposés sur ces échantillons par les autorités douanières de l'une des parties contractantes, à fin d'identification, seront reconnus comme suffisants par les autorités de l'autre Partie. Si, toutefois, les échantillons n'avaient pas, à leur arrivée, les marques d'identité sus-indiquées ou si ces marques ne semblaient pas suffisantes à l'administration intéressée, celle-ci pourra appliquer aux dits échantillons, une marque supplémentaire, si cela était reconnu nécessaire.

#### ART. 12

Les sociétés anonymes ou autres et les associations commerciales, industrielles et financières qui sont ou seront constituées conformément aux lois de l'une des Hautes Parties contractantes et qui ont leur domicile dans les territoires de cette Partie, sont autorisées, dans les territoires de l'autre, en se conformant aux lois de celle-ci, à exercer leurs droits et à ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour y défendre.

#### ART. 13

Tous les articles qui sont ou pourront être légalement importés, dans les ports de l'une des Hautes Parties contractantes par des navires nationaux, pourront, de même, être importés dans ces ports par des navires de l'autre Partie contractante, sans être soumis à des droits ou charges, de quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux auxquels les mêmes articles seraient soumis s'ils étaient importés par des navires nationaux. Cette égalité réciproque de traitement sera appliquée sans distinction, que ces articles viennent directement du lieu d'origine, ou de tout autre pays étranger.

Il y aura, de même, parfaite égalité de traitement pour l'exportation, de façon que les mêmes droits de sortie seront payés, et les mêmes primes et drawbacks seront accordés, dans les territoires de chacune des Parties contractantes, à l'exportation d'un article quelconque qui peut ou pourra en être légalement exporté, que cette exportation se fasse par des navires japonais ou par des navires italiens et quel que soit le lieu de destination, soit un port de l'autre Partie, soit un port d'une tierce puissance.

## ART. 14

En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement, leur déchargement dans les eaux territoriales des Hautes Parties contractantes, il ne sera accordé par l'une des Parties aux navires nationaux, aucun privilège ni aucune facilité qui ne le soit également, en pareils cas, aux navires de l'autre pays, la volonté des Parties contractantes étant que, sous ces rapports, les navires respectifs soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

## ART. 15

Aucuns droits de tonnage, de transit, de canal, de port, de pilotage, de pharé, de quarantaine ou autres droits ou charges similaires ou analogues, de quelque dénomination que ce soit, levés au nom ou profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissements quelconques, ne seront imposés dans les eaux territoriales de l'un des deux pays sur le navire de l'autre, sans qu'ils soient également imposés, sous les mêmes conditions, sur les navires nationaux en général ou sur les navires de la nation la plus favorisée. Cette égalité de traitement sera appliquée réciproquement aux navires respectifs, de quelque endroit qu'ils arrivent et quel que soit le lieu de destination.

## ART. 16

Les navires chargés d'un service postal régulier de l'une des Hautes Parties contractantes, qu'ils appartiennent à l'Etat ou qu'ils soient subventionnés par lui à cet effet, jouiront dans les eaux territoriales de l'autre, des mêmes facilités, privilèges et immunités que ceux qui sont accordés aux navires similaires de la nation la plus favorisée.

## ART. 17

Les dispositions du présent traité ne sont pas applicables au commerce de cabotage des Hautes Parties contractantes, qui sera réglé suivant les lois du Japon et de l'Italie respectivement.

Il est entendu, toutefois, qu'un navire d'une des parties contractantes chargé dans un pays étranger avec un chargement destiné à deux ou plusieurs ports de l'autre partie, pourra débarquer une portion de son chargement dans un de ces ports, et continuer son voyage vers l'autre port ou les autres ports de destination, pour y débarquer le reste de la cargaison, en se soumettant toujours aux lois, aux tarifs et aux règlements douaniers du pays de destination ; pareil-

lement et avec les mêmes réserves, les navires d'une des Parties contractantes auront la faculté de prendre de la cargaison dans plusieurs ports de l'autre partie, pour le même voyage à l'étranger.

#### ART. 18

En cas de naufrage, avaries en mer ou relâche forcée, chacune des Hautes Parties contractantes devra donner, en tant que les devoirs de la neutralité le permettent, aux navires de l'autre, qu'ils appartiennent à l'Etat ou à des particuliers, la même assistance et protection et les mêmes immunités que celles qui seront accordées en pareils cas aux navires nationaux. Les articles sauvés de ces navires naufragés ou avariés seront exempts de tous droits de douane, à moins qu'ils n'entrent dans la consommation intérieure, auquel cas ils seront tenus de payer les droits prescrits.

#### ART. 19

Réserve faite des cas où ce traité en dispose autrement de manière expresse, les Hautes Parties contractantes conviennent que, pour tout ce qui concerne le commerce, la navigation et l'industrie, tout privilège, faveur ou immunité quelconque, que l'une d'elles a déjà accordés ou accorderait à l'avenir aux sujets ou citoyens de tout autre Etat, seront étendus, immédiatement et sans condition, aux sujets de l'autre partie contractante.

#### ART. 20

Les dispositions du présent traité ne s'appliquent pas :

1° à l'exercice de la pêche dans les eaux territoriales des Hautes Parties contractantes, ni aux produits de la pêche nationale, ainsi que de la pêche qui, à l'égard de l'importation de ses produits, serait assimilée à la pêche nationale ;

2° aux concessions de tarif que chacune des Parties contractantes ait accordées ou accorderait exceptionnellement à des Etats limitrophes pour faciliter le trafic de frontière ;

3° aux encouragements accordés ou qui pourraient être accordés à la marine marchande nationale.

Il est fait exception aux dispositions du premier alinéa de l'article 5 du présent traité, en ce qui concerne les droits de l'importation sur les tissus de soie (excepté le « habutæ » inscrit au tableau B annexé à ce traité), ou mélangés de soie dans la proportion non inférieure à 12 %.

## ART. 21

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Tokio aussitôt que faire se pourra (1). Il entrera en vigueur le lendemain de l'échange des ratifications et demeurera exécutoire jusqu'au 31 décembre 1917.

Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié à l'autre, douze mois avant l'échéance de ce terme, son intention de mettre fin au Traité, le Traité continuera à rester en vigueur jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une des Parties contractantes l'aura dénoncé.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 25 novembre 1912.

(L. S.) A. DI SAN GIULIANO.

(L. S.) G. HAYASHI.

— L. FACTA.

— F. TEDESCO.

— PASQUALE LEONARDI-CATTOLICA.

— F. NITTI.

— R. BOLLATI.

— E. KOCH.

— L. LUCIOLLI.

— CARLO BRUNO.

— LUIGI BELLOC.

---

(1) Les ratifications ont été échangées à Tokio le 17 juin 1913. La convention a reçu pleine et entière exécution en Italie par la loi N° 639 du 19 juin 1913.



## TARIF A

*Droits à l'entrée au Japon*

Numéros du tarif japonais	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	Unités	Droits yen
Ex 31	2-A-1) Légumes conservés en boîtes de fer-blanc, y compris la conserve de tomates.....	100 kin (y compris le récipient.)	6.00
	ex-2-B-1) Fruits conservés en boîtes de fer-blanc	id.	5.50
	ex-2-B-4-a) Citrons.....	100 kin	2.50
48	Macaroni, vermicelle et autres pâtes similaires....	id.	6.00
Ex 64	Vermouth et marsala contenant plus de 14 % et ne contenant pas plus de 24 % en volume d'alcool pur ayant une densité de 0.7947 à 15° C. :		
	A) en bouteilles.....	100 litres	20.00
	B) en fûts ou barrique.....	id.	10.00
	NOTE. — Les vermouth et marsala contenant plus de 20 grammes de sucre calculé comme sucre de raisin dans 100 centimètres cubes à 15° C. sont assujettis à un droit additionnel de 25 sen par 100 litres pour chaque gramme en plus de sucre.		
	ex-2-A-a) Vins non mousseux de toutes sortes provenant exclusivement de la fermentation naturelle du raisin ne contenant pas plus de 14 % en volume d'alcool pur ayant une densité de 0.7947 à 15° C. :		
	En fûts ou barriques, ne contenant pas plus de 1 gramme de sucre calculé comme sucre de raisin dans 100 centimètres cubes à 15° C....	id.	5.00
Ex 95	ex-1) Huiles volatiles des fruits du genre <i>citrus</i> (essences d'orange, de citron, de bergamote, de mandarine, etc.).....	—	exemples
Ex 98	1) Huile d'olive en récipients de fer-blanc ou barils	100 kin	1 20
Ex 98	ex 9-C-3) Tissus de coton pour parapluies et satins non façonnés, teints :		
	pesant plus de 10 kg. et pas plus de 20 kg. par 100 mètres carrés et ayant en chaîne et en trame dans un carré et ayant en chaîne et en trame dans un carré de 5 mm. de côté :		
	de 28 à 35 fils.....	id.	18.30
	de 36 à 43 fils. ....	id.	22.00
Ex 298	2-B-1) Chapeaux en feutre.....	la douz.	5.60
Ex 334	2-B-2-a) Cloches de chapeaux en feutre, formées.	id.	5.60
Ex 357	ex 2-D) Boutons en ivoire végétal.....	100 kin (y compris l'emballage intérieur)	70.00
	ex 2-E) Boutons en os ou corne.....	id.	70.00
Ex 469	Mercure.....	—	exempt



## TARIF B

*Droits à l'entrée en Italie*

Numéros du tarif italien	DÉSIGNATION DES ARTICLES	Unités	Droits lires
Ex 157	Tresses de fibres végétales du genre « musa »....	100 kil.	80. —
Ex 213	Tissus habutae et similaires, écrus ou seulement décrus (ni blanchis, ni teints, ni imprimés) ayant un poids non supérieur à 40 grammes par m. c. :		
ex b)	ex 1) unis .....	1 kil.	4.50
	NOTE. — Les tissus blanchis sont ceux dont le blanchiment a été obtenu autrement que par le simple décruage.		
Ex 228	Mouchoirs, fichus, écharpes, cache-nez et autres articles cousus en tissus habutae .....	—	droit du tissu habutae augmenté de 20 %
Ex 239	Meubles et parties de meubles finis ou bruts en bois enduit de laque japonaise (Urushi) :		
	a) non embourrés :		
	3) en bois d'ébénisterie .....	100 kil.	40. —
Ex 241	Mercerie en bois enduit de laque japonaise (Urushi).....	id.	40. —
Ex 245	Vannerie en bambou, même garnie de ses accessoires usuels et non ornementaux en cordonnets ou en métaux ordinaires :		
	b) fine.....	id.	20. —
	NOTE. — Les nattes dites « hanamushivo » rentrent sous le n° 245 b) au droit conventionnel de 20 litres.		
Ex 246	Tresses :		
	ex a de paille d'orge nue à six rangs.....	id.	5. —
	ex b) en un peu de bois purs ou mélangés de paille :		
	1) pour chapeaux.....	id.	10. —
Ex 256	Articles en papier et en carton enduits de laque japonaise.....	id.	50. —
Ex 455	Eventails en bambou ou en papier ou tissu avec monture en bambou :		
	a) communs.....	id.	60. —
	b) fins .....	id.	100. —

## RUSSIE — JAPON

## Convention pour la protection réciproque de la propriété industrielle et commerciale

*(10-23 juin 1911)*

Sa Majesté l'Empereur du Japon et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, désireux d'assurer la protection réciproque de la propriété industrielle et commerciale, ont résolu, conformément aux stipulations de l'article 16 du traité de commerce et de navigation conclu entre eux le 28<sup>e</sup> jour du 7<sup>e</sup> mois de la 40<sup>e</sup> année du Meiji, correspondant au 15-28 juillet 1907, de conclure à cet effet une convention et ont nommé leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur du Japon :

Son Ministre des Affaires Etrangères, le marquis Jutaro Komura, Jusammi, grand-cordon de l'Ordre Impérial du Soleil Levant avec fleurs de Paulownia ; et

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies :

Son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près sa Majesté l'Empereur du Japon, le Maître de Sa Cour et Sénateur Nicolas Malewsky-Maléwitch,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

## ARTICLE PREMIER

Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie, en ce qui concerne la propriété en matière de brevets d'invention (y compris les brevets de perfectionnement), de dessins (y compris les modèles) et de marques de commerce (y compris les marques de fabrique), de la même protection que les nationaux sous réserve de l'accomplissement des formalités et des conditions imposées par la législation de cette autre Partie, et celles-ci ne pourront en aucun cas être plus onéreuses que celles imposées aux nationaux.

Les inventions, dessins et marque de commerce, dûment brevetés ou enregistrés par les sujets de l'une des Parties contractantes dans leur Etat, ne jouiront pas sur le territoire de l'autre Partie, d'une protection plus étendue ou pour une durée plus longue que dans le pays d'origine.

## ART. 2

Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes n'ayant ni domicile ni résidence sur le territoire de l'autre Partie contractante devront, à l'effet de faire le dépôt des demandes, ou réclamations, ou toutes autres démarches concernant les inventions, dessins ou marques de commerce, y être dûment représentés par un agent domicilié ou résidant sur le territoire de cette autre Partie.

## ART. 3

Toute personne admise au bénéfice de la présente convention qui aura régulièrement fait le dépôt d'une demande de brevet d'invention ou d'un dessin ou d'une marque de commerce dans l'un des Etats contractants, jouira, pour effectuer le dépôt dans l'autre Etat contractant et sous réserve des droits des tiers, d'un droit de priorité pendant les délais déterminés ci-après et le dépôt ultérieurement opéré dans cet autre Etat contractant avant l'expiration de ces délais, ne pourra être invalidé par des faits accomplis dans l'intervalle, soit, notamment, par un autre dépôt, par la publication de l'invention ou son exploitation, par la mise en vente d'exemplaires du dessin ou du modèle, par l'emploi de la marque.

Les délais de priorité mentionnés ci-dessus seront de douze mois pour les brevets d'invention, et de quatre mois pour les dessins ou marques de commerce, à compter de la date à laquelle le dépôt a été fait dans le pays d'origine.

## ART. 4

L'introduction par le breveté, dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes où le brevet a été délivré, d'objets fabriqués sur le territoire de l'autre Partie, n'entraînera pas la déchéance.

Toutefois le breveté restera soumis à l'obligation d'exploiter son brevet conformément aux lois du pays où il introduit les objets brevetés.

## ART. 5

Toute marque de commerce régulièrement déposée dans l'un des Etats contractants sera, sans modifications de forme ou de composition, admise à l'enregistrement dans l'autre Etat contractant, à condition qu'elle ne soit considérée comme contraire à la morale ou à l'ordre public.

Pourra être refusé l'enregistrement des marques de commerce qui

ne se distinguent pas suffisamment des autres marques antérieurement déposées.

#### ART. 6

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage, en ce qui concerne la protection des inventions, dessins ou marques de commerce, à accorder sur son territoire aux sujets de l'autre Partie contractante, sous les mêmes conditions, le traitement qui est ou pourra ultérieurement être accordé aux sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

#### ART. 7

La présente convention entrera en vigueur quatre mois après l'échange des ratifications et restera en force jusqu'à ce qu'elle ne prenne fin conformément aux conditions du paragraphe qui suit :

Chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit à un moment quelconque, après le 23<sup>e</sup> jour du 6<sup>e</sup> mois de la 49<sup>e</sup> année du Meiji correspondant au 10-23 juin 1916, de notifier à l'autre Partie son intention d'y mettre fin, et, à l'expiration de douze mois après cette notification, la présente convention aura complètement cessé d'exister.

#### ART. 8

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Tokyo aussitôt que possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Tokyo, en double exemplaire, le 23<sup>e</sup> jour du 6<sup>e</sup> mois de la 44<sup>e</sup> année du Meiji correspondant au 10-23 juin 1911.

(L. S.) JUTARO KOMURA.

(L. S.) N. MALEWSKY-MALÉWITCH.

■  
\* \*

Convention pour la protection réciproque de la propriété  
industrielle en Chine

(10-13 juin 1911)

Sa Majesté l'Empereur du Japon et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, désireux d'assurer en Chine la protection réciproque de

la propriété industrielle de leurs sujets respectifs, ont résolu de conclure à cet effet une Convention et ont nommé leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur du Japon :

Son Ministre des Affaires Etrangères, le marquis Jutaro Komura Jusammi, grand-cordon de l'Ordre Impérial du Soleil Levant avec fleurs de Paulownia ; et

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies :

Son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur du Japon, le Maître de Sa Cour et Sénateur Nicolas Malewsky-Maléwitch,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

#### ARTICLE PREMIER

Les inventions, dessins et marques de fabrique dûment brevetés ou enregistrés par les sujets de l'une des Hautes Parties contractantes à l'office compétent de l'autre Partie contractante auront dans toutes les parties de la Chine, la même protection contre toute contrefaçon de la part des sujets de cette autre Partie contractante, que sur le territoire et possessions de cette autre Partie contractante.

#### ART. 2

Dans le cas de la contrefaçon, en Chine, par tout sujet de l'une des deux Hautes Parties contractantes d'une invention, d'un dessin, d'une marque de fabrique quelconque jouissant de la protection en vertu de la présente convention, la partie lésée aura, devant les tribunaux nationaux ou consulaires compétents de cette Partie contractante, les mêmes droits et recours que les sujets de cette Partie contractante.

#### ART. 3

Il est mutuellement convenu entre les Hautes Parties contractantes que les effets de la présente convention seront étendus, dans la mesure où elle est applicable, à tout autre pays où chacune d'Elles aurait des droits de juridiction extraterritoriale.

Tous les droits résultant de la présente convention seront reconnus dans les possessions insulaires et autres et les territoires occupés à bail des Hautes Parties contractantes et tous les moyens légaux prévus pour la protection desdits droits seront dûment appliqués par les tribunaux compétents.



## ART. 4

Toute personne à laquelle les dispositions de cette convention sont applicables, qui, au moment de la présente convention entrera en vigueur, possédera une marchandise portant l'imitation d'une marque de fabrique appartenant à une autre personne et ayant droit à la protection en vertu de ladite convention, devra enlever ou annuler cette fausse marque de fabrique ou retirer cette marchandise du marché chinois dans le délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de cette convention.

## ART. 5

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Tokyo le plus tôt possible. Elle entrera en vigueur quatre mois après l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double à Tokyo, le 23<sup>e</sup> jour du 6<sup>e</sup> mois de la 44<sup>e</sup> année de Meiji correspondant au 10-23 juin 1911.

(L. S.) JUTARO KOMURA.

(L. S.) N. MALEWSKY-MALÉWITCH.

## GRANDE-BRETAGNE — NORWÈGE

Convention relative à l'application du traité de commerce anglo-norvégien du 18 mars 1826 à certaines possessions britanniques.

(16 mai 1913)

## TEXTE ORIGINAL EN LANGUE NORVÉGIENNE

Hans Majestæt Kongen av det Forenede Kongerike Storbritannien og Irland og av de Britiske Besiddelser hinsides havet, Keiser av Indien, og Hans Majestæt Kongen av Norge, som ønsker at træffe særlig bestemmelse angaaende anvendelsen av handels-og sjøfartskonventionen mellem Storbritannien og Norge av 18 mars 1826 paa visse dele av den Britiske Krones lydlande, har i denne hensigt utnævnt til sine befuldmægtigede :

Hans Majestæt Kongen av det Forenede Kongerike Storbritannien og Irland og av de Britiske Besiddelser hinsides havet, Keiser av Indien : Herr Mansfeldt de Cardonnel Findlay, Hans Envoyé Extraordinaire og Ministre Plénipotentiaire hos Hans Majestæt Kongen av Norge ; og

Hans Majestæt Kongen av Norge : Herr Nils Claus Ihlen. Hans Utenriksminister

Hvilke, efter at ha meddelt hinanden sine respektive fuldmagter, som er fundet i god og behørig form, er kommet overens om følgende :

Da det ansees for ønskelig at træffe særlig bestemmelse angaaende anvendelsen av handels-og sjøfartskonventionen mellem Storbritannien og Norge av 18 mars 1826 paa visse dele av den Britiske Krones lydlande, nemlig : Kanada, Den Australske Union, Ny Zealand, Den Sydafrikanske Union og Kolonien New-Foundland, enes de Høie Kontraherende Parter herved om, at enhver av dem skal ha ret til at opsi den nævnte konvention i forholdel til et eller alle av de ovennævnte lydlande til en hvilkenksomhelst tid mot at gi et aars forutgaaende varsel.

Fremdeles er der enighet om, at den ovennævnte konvention, dersom den som følge av nærværende konvention ophøber at være anvendelig overfor Den Australske Union, ogsaa skal ophøre at være anvendelig i forhold til Papua og Norfolk Island, hvis en av de Høie Kontraherende Parter ønsker det.

Nærværende konvention skal ratificeres og ratifikationerne skal utveksles i Kristiania saa snart som mulig.

Til bekræftelse herav har de respektive befuldmægtigede undertegnet og forsynet med sine segl nærværende konvention i to exemplarer.

Utfærdiget i Kristiania, den 16 mai 1913.

(L. S.) M. DE C. FINDLAY.

(L. S.) IHLEN.

\*  
\* \*

#### TRADUCTION FRANÇAISE

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions britanniques au-delà des mers, Empereur de l'Inde, et Sa Majesté le Roi de Norvège, étant désireux de conclure un accord spécial relatif à l'application de la convention de commerce et de navigation signée le 18 mars 1826 à certaines parties des dominions de Sa Majesté britannique, ont nommé leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, et des Possessions britanniques au-delà des mers, Empereur de l'Inde :

Mr. Mansfeldt de Cardonnell Findlay, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre plenipotentiaire auprès de S. M. le Roi de Norvège.

Sa Majesté le Roi de Norvège ; Monsieur Nils Claus Ihlen, Son Ministre des Affaires Etrangères.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Comme il est désirable de conclure un accord spécial relatif à l'application de la convention de commerce et de navigation signée entre la Grande-Bretagne et la Norvège le 18 mars 1826 à certaines possessions britanniques, à savoir : le Dominion du Canada, la Confédération Australienne et le Dominion de la Nouvelle-Zélande, l'Union Sud-Africaine et la colonie de Newfoundland, les Hautes Parties contractantes ont conclu que chacune aurait le droit de dénoncer la dite convention à l'égard des possessions ci-dessus mentionnées à toute époque, sous réserve d'un préavis fait douze mois avant la date de la dénonciation.

Il est, en outre, conclu que si la convention cesse d'être en vigueur en ce qui concerne la Confédération Australienne, elle cessera, de ce fait, d'être applicable à Papua et à Norfolk-island, si l'une des Hautes Parties contractantes le désire.

La présente convention devra être ratifiée et les ratifications en seront échangées à Christiania le plus rapidement possible (1).

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention en double exemplaire (2) et y ont apposé leur sceaux.

Fait à Christiania, le 16 mai 1913.

(L. S.) M. DE C. FINDLAY.

(L. S.) IHLEN.

---

(1) Les ratifications ont été échangées à Christiania le 8 septembre 1913.

(2) en langues anglaise et norvégienne.

## GRANDE-BRETAGNE — PARAGUAY

Accord relatif à l'application à certaines possessions  
britanniques du traité d'extradition du 12 septembre 1908

(16 juillet 1913)

## TEXTE ORIGINAL EN LANGUE ANGLAISE

The Governments of His Britannic Majesty and the Republic of Paraguay, considering that the treaty of extradition concluded at this city by their respective Plenipotentiaries on 12th September, 1908, makes no mention of His Majesty's Protectorates in determining the jurisdiction within which the said treaty shall take effect, have agreed to add an article to it, giving full powers to Francis Alfred Oliver, Esquire, His Britannic Majesty's Chargé d'Affaires *ad interim* at Asuncion, and to his Excellency Señor Don Manuel Gondra, Minister for Foreign Affairs of the Republic of Paraguay, for the purpose.

The appointed Plenipotentiaries, after having found their credentials in due form and in accordance with their instructions, have agreed as follows :—

## ARTICLE I

The Protectorates of His Britannic Majesty, mentioned in the list attached, shall be declared to be comprehended in the enumeration of territories determined by article 18 of the said treaty.

If, after the signature of this agreement, it should be considered advisable to apply its provisions to British Protectorates other than those mentioned in the list annexed to this treaty, then, after agreement arrived at between the respective Governments, its conditions shall apply also to these other Protectorates.

In witness whereof the said Plenipotentiaries have signed in duplicate the preceding supplemental article, which shall be considered as an integral part of the Treaty referred to, and shall take effect as soon as the approval and publication of it by both Governments has been notified.

## ANNEX

*List of British Protectorates*

Bechuanaland Protectorate.  
 East Africa Protectorate.  
 Gambia Protectorate.  
 Norther Rhodesia.  
 Northern Nigeria.  
 Norther Territories of the Gold Coast.  
 Nyasaland.  
 Sierra Leone Protectorate.  
 Somaliland Protectorate.  
 Southern Nigeria Protectorate.  
 Southern Rhodesia.  
 Swaziland.  
 Uganda Protectorate.  
 Zanzibar.

Done at Asuncion, this sixteend day of July, one thousand nine hundred and thirteen.

(L. S.) OLIVER.

(L. S.) M. GONDRA.

\*  
\* \*

## TRADUCTION FRANÇAISE

Les Gouvernements de Sa Majesté Britannique et de la République de Paraguay considérant que le traité d'extradition signé en cette ville par leurs Plénipotentiaires respectifs le 12 septembre 1908, ne font pas mention des protectorats de Sa Majesté, dans l'état des juridictions où le dit Traité sera mis en vigueur, ont décidé de signer un article additionnel et ont donné pouvoir à cet effet à M. Francis Alfred Oliver, Esquire, Chargé d'Affaires de Sa Majesté britannique *ad interim* à Asunción et à S. Exc. Don Manuel Gondra, Ministre des Relations Extérieures de la République de Paraguay.

Lesdits Plénipotentiaires, après avoir trouvé leurs pleins pouvoirs en due forme, conformément aux instructions reçus sont convenus des clauses suivantes :



## ARTICLE PREMIER

Les protectorats de Sa Majesté britannique dont la liste est ci-jointe sont compris dans l'énumération des territoires fixés par l'article 18 dudit traité.

Au cas où, après la signature du présent accord, il serait considéré comme nécessaire d'en appliquer les stipulations à des protectorats britanniques autres que ceux ci-dessous mentionnés, l'application pourra être faite, sous réserve d'un accord préalable entre les deux gouvernements.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susdits signent, en double exemplaire (1), l'article additionnel précédent, lequel sera considéré comme partie intégrante du Traité auquel il fait allusion et commencera à entrer en vigueur dès que l'approbation et la publication par les gouvernements en seront devenues officielles.

\* \*

## ANNEXE

*Liste des Protectorats britanniques*

Protectorat de Bechuanaland.

Protectorat de l'Afrique de l'Est.

Protectorat de Gambie.

Rodesie du Nord.

Nigerie du Nord.

Territoire du Nord de la Côte-d'Or.

Nyasaland.

Protectorat de Sierra Leone.

Protectorat de Somaliland.

Protectorat de la Nigerie du Sud.

Rodésie du Sud.

Swaziland.

Protectorat d'Uganda.

Zanzibar.

Fait à Asunción, le seize juillet mil neuf cent treize.

(E. S.) F. OLIVER.

(L. S.) M. GONDRA.

---

(1) En anglais et en espagnol.

## AUTRICHE-HONGRIE. — SERBIE.

## Convention d'assistance judiciaire.

*(le 30/17 mars 1911)*

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc. et Roi Apostolique de Hongrie.

et

Sa Majesté le Roi de Serbie,

désirant régler entre l'Autriche et la Hongrie, d'une part, et la Serbie d'autre part, les rapports concernant certaines questions de la procédure civile, l'exécution des jugements et transactions judiciaires en matière civile et commerciale, ainsi que les faillites, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc. et Roi Apostolique de Hongrie :

pour l'Autriche et pour la Hongrie :

M. le Comte Jean Forgách de Ghimes et Gács, Son Conseiller intime, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Cour Royale de Serbie, Grand-Croix de l'ordre de François-Joseph, Chevalier de l'ordre de Léopold et de l'ordre de la Couronne de fer troisième classe etc. ;

pour l'Autriche ;

M. le Chevalier Othon de Lutterotti de Gazzolis et Langenthal, Conseiller ministériel au Ministère Impérial Royal autrichien de la justice, etc ;

pour la Hongrie :

M. Gustave de Töry, Secrétaire d'Etat au Ministère Royal hongrois de la Justice, Chevalier de l'ordre de Léopold, etc ;

et

Sa Majesté le Roi de Serbie :

M. M. G. Milovanovitch, Son Ministre des Affaires Etrangères, Grand-Croix de l'ordre de St. Sava, Commandeur de l'Etoile de Karageorge et de l'Aigle Blanc, etc.,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et d'une forme, sont convenus des articles suivants :

*A. Communication d'actes judiciaires et extra-judiciaires  
et commissions rogatoires.*

ARTICLE PREMIER.

Les parties contractantes s'engagent, en matière civile et commerciale, à faire signifier réciproquement les citations ou autres actes et à faire exécuter les commissions rogatoires par leurs autorités respectives, dans la forme prescrite par la législation intérieure de l'Etat requis ou dans une forme spéciale demandée par l'autorité requérante, pourvu que cette forme ne soit pas contraire à la législation de l'Etat requis.

Ces actes et commissions rogatoires seront accompagnés pour l'Autriche d'une traduction allemande ou française, pour la Hongrie d'une traduction hongroise ou française, pour la Serbie d'une traduction serbe, française ou allemande, si ces pièces ne sont pas rédigées dans une de ces langues ou dans la langue de l'autorité requise; il en sera de même pour leurs annexes. Les frais occasionnés par ces traductions seront à la charge de l'Etat requérant.

Les pièces prouvant la signification ou indiquant le fait qui l'empêche, les réponses aux commission rogatoires, et les pièces dressées en exécution des commissions rogatoires, ainsi que leurs annexes ne seront pourvues de traductions qu'à la demande de l'Etat requérant et contre remboursement des frais de traduction.

Toutes les pièces mentionnées ci-dessus seront exemptes de légalisation et seront revêtues du sceau de l'autorité judiciaire qui les a délivrées. Leur transmission se fera sur une demande émanée du fonctionnaire consulaire autorisé par l'Etat requérant, et adressée à l'autorité qui sera désigné par l'Etat requis.

Les dispositions de cet article ne s'oppose pas à la faculté pour les Parties contractantes de faire faire directement, par les soins de leurs agents diplomatiques ou fonctionnaires consulaires, toutefois sans contrainte, les significations destinées à des ressortissants de l'Etat requérant.

ART. 2.

L'exécution de la signification prévue par l'article 1<sup>er</sup> ne pourra être refusée que si l'Etat sur le territoire duquel elle devrait être faite, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

La preuve de sa signification se fera au moyen, soit d'un récépissé daté et légalisé du destinataire, soit d'une attestation de l'autorité de l'Etat requis, constatant le fait, la forme et la date de la signification.

Si l'acte à signifier a été transmis en double exemplaire, le récépissé ou l'attestation doit se trouver sur l'un des doubles ou y être annexé.

### ART. 3.

L'autorité judiciaire à laquelle une commission rogatoire prévue par l'article 1<sup>er</sup> est adressée, sera obligée d'y satisfaire, en usant des mêmes moyens de contrainte que pour l'exécution d'une commission des autorités de l'Etat requis ou d'une demande formée à cet effet par une partie intéressée. Ces moyens de contrainte ne seront pas nécessairement employés, s'il s'agit de la comparution des parties en cause.

L'autorité requérante sera, si elle le demande, informée de la date et du lieu où il sera procédé à la mesure sollicitée, afin que la partie intéressée soit en état d'y assister.

L'exécution de la commission rogatoire ne pourra être refusée que :

1° si l'authenticité du document n'est pas établie ;

2° si dans l'Etat requis, l'exécution de la commission rogatoire ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire ;

3° si l'Etat, sur le territoire duquel l'exécution devrait avoir lieu, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

En cas d'incompétence de l'autorité requise, la commission rogatoire sera transmise d'office à l'autorité judiciaire compétante du même Etat, suivant les règles établies par la législation de celui-ci.

Dans tous les cas où la commission rogatoire n'est pas exécutée par l'autorité requise, celle-ci en informera immédiatement l'autorité requérante, en indiquant, dans le cas de l'alinéa 3, les raisons pour lesquelles l'exécution de la commission rogatoire a été refusée et, dans le cas de l'alinéa précédent, l'autorité à laquelle la commission est transmise.

### ART. 4.

Les significations d'actes, ainsi que l'exécution des commissions rogatoires ne pourront donner lieu au remboursement de taxes ou de frais de quelque nature que ce soit.

Toutefois l'Etat requis aura le droit d'exiger de l'Etat requérant le remboursement des indemnités payées aux témoins ou aux experts.

B. *Accès des tribunaux. Caution « judicatum solvi ».*

### ART. 5.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront

autorisés à poursuivre et à défendre leurs droits devant les tribunaux de l'autre partie contractante, même contre les ressortissants de cette dernière Partie. Les tribunaux de chacune des parties contractantes devront en cette matière leur appliquer un traitement égal à celui des nationaux.

En tant que les lois sur la procédure civile des parties contractantes contiennent des dispositions au sujet de la juridiction qui seraient exclusivement applicables aux étrangers, ces dispositions ne seront point appliquées aux ressortissants des Parties contractantes.

Est spécialement accordée aux extraits dûment légalisés des livres de commerce tenus dans les territoires de l'une des Parties contractantes, la même force probante devant les tribunaux de l'autre Partie qu'aux extraits des livres de commerce tenus dans le pays même.

#### ART. 6.

Aucune caution ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé, à raison soit de leur qualité d'étrangers, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays, aux ressortissants de l'une des Parties contractantes ayant leur domicile dans les territoires de l'une de ces Parties, et qui seront demandeurs ou intervenants devant les tribunaux de l'autre Partie contractante.

#### ART. 7.

Les condamnations aux frais et dépens du procès, prononcées par les tribunaux de l'une des Parties contractantes contre le demandeur ou l'intervenant, dispensés de la caution ou du dépôt en vertu soit de l'article 6, soit de la loi de l'Etat où l'action est intentée, seront, sur une demande faite par la voie diplomatique, rendues gratuitement exécutoires par l'autorité compétente de l'autre Partie contractante d'après la loi du pays.

#### ART. 8.

Les décisions relatives aux frais et dépens seront rendues exécutoires sans entendre les parties, mais sauf recours ultérieur de la partie condamnée, conformément à la législation du pays où l'exécution est poursuivie.

L'autorité compétente pour statuer sur la demande d'exéquatur, se bornera à examiner :

1° si, d'après la loi du pays où la condamnation a été prononcée, l'expédition de la décision réunit les conditions nécessaires à son authenticité ;



2° si, d'après la même loi, la décision est passée en force de chose jugée ;

3° si le dispositif de la décision est rédigé ou bien s'il est traduit conformément à la règle contenue dans l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

Pour satisfaire aux conditions prescrites par l'alinéa précédent, numéros 1 et 2, il suffira d'une déclaration de l'autorité compétente de l'Etat requérant, constatant que la décision est passée en force de chose jugée. La déclaration dont il vient d'être parlé, doit être rédigée ou traduite conformément à la règle contenue dans l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

### *C. Assistance judiciaire gratuite.*

#### ART. 9.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront admis dans les territoires de l'autre au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite, comme les nationaux eux-mêmes, en se conformant à la législation de l'Etat où l'assistance judiciaire gratuite est réclamée.

#### ART. 10.

Dans tous les cas, le certificat ou la déclaration d'indigence doit être délivrée ou reçue par les autorités de sa résidence habituelle du requérant, ou, à défaut de celle-ci, par les autorités de sa résidence actuelle. Dans le cas où la résidence du requérant ne serait pas située dans les territoires des Parties contractantes et que les autorités de sa résidence ne délivreraient pas ou ne recevraient pas des certificats ou des déclarations de cette nature, il suffira d'un certificat ou d'une déclaration délivré ou reçue par un agent diplomatique ou un fonctionnaire consulaire du pays auquel le requérant appartient.

Si le requérant ne réside pas dans les territoires de la Partie contractante dont les autorités seront saisies de la demande, le certificat ou la déclaration d'indigence sera, en tant que la légalisation est requise, légalisé gratuitement par un agent diplomatique ou un fonctionnaire consulaire du pays où le document doit être produit.

#### ART. 11.

L'autorité compétente pour délivrer le certificat ou recevoir la déclaration d'indigence, pourra prendre des renseignements sur la situation de fortune du requérant auprès des autorités de l'autre Partie contractante.

L'autorité chargée de statuer sur la demande d'assistance judiciaire

gratuite, conserve, dans les limites de ses attributions, le droit de contrôler les certificats, déclarations et renseignements qui lui sont fournis.

*D. Exécution des jugements et transactions judiciaires  
en matière civile et commerciale.*

ART. 12.

Il n'y aura exécution, en vertu des dispositions de la présente convention, que lorsqu'il s'agit d'une demande portant sur une somme d'argent ou sur d'autres biens et en tant qu'il n'y est question de droits de propriété ou d'autres droits réels sur des immeubles sis dans l'Etat auquel l'exécution est demandée.

La disposition de l'alinéa 1<sup>er</sup> ne s'oppose pas à soumettre à l'exécution les biens immeubles sis dans l'Etat auquel l'exécution est demandée, lorsqu'il s'agit de titre exécutoires ne portant pas sur des droits de propriété ou d'autres droits réels sur des immeubles situés dans l'Etat où l'exécution devra avoir lieu.

ART. 13.

L'exécution sera, de part et d'autre, admise :

1° sur la base de jugements, d'ordres de paiement et d'autres arrêts rendus par les tribunaux civils ou commerciaux de chacune des Parties contractantes ;

2° sur la base de transactions passées, en matière contentieuse, devant lesdits tribunaux ;

5° sur la base de jugements rendus par des arbitres, en tant que ces derniers seraient appelés à statuer sur la cause soit en suite d'un compromis dressé par écrit, soit en vertu d'une disposition légale établissant la compétence d'un tribunal arbitral pour certaines affaires.

ART. 14.

Toutefois, l'exécution ne sera pas accordée au cas où elle servirait à réaliser un rapport juridique ou une prétention auxquels, pour des raisons d'ordre public ou de morale, la loi du lieu de l'exécution refuse la validité ou l'action.

ART. 15.

L'exécution sur la base d'une décision judiciaire n'aura lieu qu'aux conditions suivantes :

1° si le tribunal qui a statué sur la cause, doit être considéré compétent aux termes de l'article 16 de la présente convention ;

2° si la décision est passée en force de chose jugée et est devenue exécutoire.

#### ART. 16.

La compétence du tribunal qui a statué sur la cause, sera considérée comme établie dans le sens de l'article 15, numéro 1, si, d'après les lois de l'Etat requis, un tribunal de l'autre Partie contractante pouvait être saisi de l'affaire.

La compétence sera toujours considérée comme établie dans les cas suivants :

1° s'il s'agit d'une demande formée par le porteur d'une lettre de change ou d'un chèque contre une personne obligée par la lettre de change ou le chèque, est qu'il en a été statué par le tribunal du lieu lequel, d'après les lois de ce tribunal, est considéré comme lieu de paiement ;

2° si, sur une demande reconventionnelle, le tribunal devant lequel la demande originaire était pendante, a statué conformément aux lois valables pour lui-même ;

3° si les parties en cause sont des commerçants, fabricants ou industriels et qu'il a été statué sur une demande en exécution ou en résiliation d'un contrat ou en dommages-intérêts pour non-exécution ou exécution imparfaite par le tribunal du lieu où le contrat a été conclu ou doit être exécuté ;

4° si les parties s'étaient, d'un commun accord, soumises au préalable à la compétence du tribunal qui a statué sur l'affaire.

#### ART. 17.

L'exécution sur la base d'une transaction judiciaire n'aura lieu que lorsque cette transaction sera exécutoire suivant les lois du lieu où elle a été passée.

#### ART. 18.

L'exécution d'un jugement arbitral n'aura lieu que lorsqu'il sera passé en force de chose jugée et qu'il sera devenu exécutoire.

#### ART. 19.

La demande d'exécution sera accompagnée des pièces suivantes :

1<sup>o</sup> d'une expédition de la décision judiciaire ou arbitrale avec les considérants ou d'une expédition de la transaction judiciaire ;

2<sup>o</sup> d'une déclaration officielle certifiant que la décision est passée en force de chose jugée et qu'elle constitue un titre exécutoire, ou bien que la transaction judiciaire est devenue exécutoire.

Seront appliquées à la demande d'exécution les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> concernant la langue et l'expédition des commissions rogatoires ainsi que la disposition de l'article 3, alinéa 4. La demande sera transmise par la voie diplomatique.

#### ART. 20.

L'autorité compétente de l'Etat requis statuera sur l'admissibilité de l'exécution, sans entendre la partie obligée. L'exécution sera accordée, si les conditions stipulées à cet égard par les articles 12 à 19 de la présente convocation, sont remplies. Il est interdit au tribunal requis d'entrer dans l'examen du fond de l'affaire.

#### ART. 21.

Lorsque dans la commission rogatoire demandant l'exécution un fondé de pouvoir de la partie poursuivante n'est point désigné, le tribunal qui procède à l'exécution devra lui constituer un représentant et en avertir le tribunal requérant.

#### ART. 22.

Si l'exécution est accordée, les mesures nécessaires pour l'effectuer jusqu'à caution seront, sans retard, prises d'office.

#### ART. 23.

La partie obligée pourra, sauf le pourvoi en recours concédé par les lois du pays, faire valoir contre l'exécution effectuée d'après l'article 22, les raisons suivantes :

1<sup>o</sup> que l'une des conditions stipulées par les articles 12 à 18 de la présente convention fait défaut ;

2<sup>o</sup> que l'acte introductif du procès n'a pas été signifié régulièrement au défenseur qui, dans la procédure formant la base de la décision, n'était pas entré en contestation ;

3<sup>o</sup> que par suite d'une autre irrégularité de la procédure la personne contre laquelle l'exécution doit être opérée, était privée de la possibilité de prendre part à cette procédure ;



4° que d'après la législation du lieu où la décision a été rendue ou la transaction passée, cette décision ou transaction a cessé d'être exécutoire ;

5° que d'après la législation du lieu de l'exécution, l'exception de la chose jugée s'oppose à la présentation pour laquelle l'exécution doit avoir lieu.

La signification ne sera considérée comme régulière aux termes du numéro 2, que si l'acte introductif du procès a été signifié, en personne, au défendeur ou bien à son représentant autorisé à recevoir ledit acte. Dans les territoires de la Partie contractante dont les tribunaux ont été saisis de l'exécution, la signification doit avoir été effectuée par voie de secours judiciaire ou de la manière prévue au dernier alinéa de l'article 1<sup>er</sup>.

A l'exception des cas prévus à l'article 14 et aux numéros 4 et 5 du présent article, les raisons à faire valoir contre l'exécution devront être invoquées dans les deux semaines à partir de la signification de l'arrêt d'exécution.

Si la partie obligée s'est, d'après les dispositions précédentes, opposée à l'exécution, le tribunal compétent statuera après débats sommaires sur la question de savoir si l'exécution ne doit pas être refusée pour une des raisons ci-dessus énumérées.

L'audience devra être fixée au plus court délai possible qui ne dépassera point de deux semaines la date à laquelle la partie obligée a fait valoir un motif de refus.

Si les motifs de refus invoqués ont été trouvés dénués de fondement ou bien si de pareils motifs n'ont pas été invoqués en temps utile, l'exécution effectuée jusqu'à caution sera poursuivie d'office jusqu'au recouvrement de la créance.

#### ART. 24.

En tant que cette convocation ne contient pas des dispositions spéciales, les lois de l'Etat requis devront être appliquées pour effectuer l'exécution.

#### ART. 25.

Lorsque à défaut des conditions requises l'exécution est refusée, le créancier poursuivant sera libre de se pourvoir en recours.

La demande d'exécution pourra, toutefois, être renouvelée, par le tribunal requérant ou par la partie intéressée, en tant que les conditions stipulées par la présente convention seront ultérieurement remplies.

## ART. 26.

Les frais judiciaires occasionnés par l'exécution des décisions et des transactions judiciaires seront à la charge des parties en cause et devront être payés suivant les lois en vigueur dans le pays où l'exécution a lieu ; ils seront, si la nécessité se présente, avancés par l'Etat requis.

Si le remboursement desdits frais ne peut être obtenu des parties, il seront supportés par l'Etat requérant.

Les taxes qu'il y aurait lieu de payer lors de l'exécution, seront fixées suivant les lois du pays où l'exécution doit être effectuée. L'exécution ne pourra, cependant, être retardée pour la raison que les taxes susmentionnées n'ont pas été payées.

## ART. 27.

Les décisions rendues et les transactions passées dans les territoires de l'une des Parties contractantes, auront sur les territoires de l'autre la même force et le même effet que les décisions et transactions nées dans le pays, en tant que l'exécution y est admissible en vertu de la présente Convention.

## ART. 28.

La contrainte par corps, soit comme moyen d'exécution, soit comme mesure simplement conservatoire, ne pourra pas, en matière civile ou commerciale, être appliquée aux étrangers, ressortissants de l'une des Parties contractantes, dans les cas où elle ne serait pas applicable aux ressortissants du pays. Un fait qui peut être invoqué par un ressortissant domicilié dans le pays, pour obtenir la levée de la contrainte par corps, doit produire le même effet au profit d'un ressortissant de l'autre Partie contractante, même si se fait s'est produit à l'étranger.

*E. Faillites*

## ART. 29.

Lorsqu'une faillite est ouverte dans les territoires de l'une des Parties contractantes, et que le failli possède des biens meubles dans les territoires de l'autre, sans qu'il y soit établi, il sera pourvu à la sécurité, à l'inventaire et à la remise au tribunal saisi de la faillite, des biens meubles susmentionnés, si demande en est faite par le tribunal saisi de la faillite.

A partir du jour où la demande adressée au tribunal compétent et tendant à pourvoir à la sécurité, ou à la remise desdits biens lui sera parvenue, des gages ne pourront plus être légalement constitués sur la fortune susceptibles de la remise. La remise au tribunal saisi de la faillite, n'aura point lieu, lorsque des droits de revendication ou de restitution, des droits de rétention ou des privilèges, des gages ou d'autres droits réels constitués avant le jour sus-indiqués, sont réclamés soit avant, soit après ce jour sur les biens qu'il s'agirait de remettre. Il en est de même lorsque la séparation de tels bien, notamment d'une succession, est demandée. Dans ce cas il ne pourra être remis au tribunal saisi de la faillite, que ce qui reste des biens après que lesdites prétentions auront été entièrement satisfaites.

Seront considérés comme appartenant à la fortune mobilière, des créances, même si elles sont hypothéquées sur des biens immeubles.

#### ART. 30.

Pour ce qui concerne les dispositions à prendre à l'égard des biens meubles qui, d'après l'article précédent, ne font pas l'objet de la remise, de même que tous les biens immeubles d'un failli, elles seront en tout cas de la compétence des tribunaux de l'Etat sur le territoire duquel ces biens sont situés.

Si ces biens y sont soumis à la vente forcée, un excédent obtenu sur le prix de la vente après avoir satisfait les créanciers qui y ont droit, sera remis au tribunal saisi de la faillite, conformément aux dispositions de l'article précédent.

#### ART. 31.

Dans les faillites ouvertes dans les territoires de l'une des Parties contractantes, les créanciers, ressortissants de l'autre, seront entièrement assimilés aux créanciers nationaux.

Lorsqu'à l'ouverture de la faillite on présume que des créanciers se trouvent sur les territoires de l'autre Partie contractante, l'ouverture de la faillite devra être publiée aussi dans les journaux de l'autre pays, désignés à cet effet et d'après les dispositions qui y sont en vigueur.

#### *F. Dispositions finales.*

#### ART. 32.

La présente convention sera exécutoire huit jours après l'échange des ratifications et remplacera la convention sur le secours mutuel en

matière judiciaire en date du 6 mai - 24 avril 1881. Elle restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1917.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncée.

ART. 33.

La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Belgrade aussitôt que faire se pourra (1).

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs y ont apposé leurs signatures et l'ont revêtu de leurs seaux.

Fait en double original à Belgrade, le <sup>dix-sept</sup><sub>trente</sub> mars mil neuf cent onze.

(L. S.) FORGACH

(L. S.) LUTTEROTTI

(L. S.) TÖRY

(L. S.) M. G. MILOVANOWITCH

\*  
\* \*

Au moment de procéder à la conclusion de la Convention d'assistance judiciaire en date d'aujourd'hui le soussigné Ministre d'Autriche-Hongrie a l'honneur de porter à la connaissance de Son Excellence, Monsieur le Ministre des affaires étrangères de Serbie, qu'il est entendu que les dispositions de la Convention susmentionnée trouveront leur application analogue par rapport à la Bosnie et l'Herzégovine.

Il est, en outre, entendu que les actes et commissions rogatoires indiqués dans l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de ladite convention et émanant des autorités serbes seront, pour la Bosnie et l'Herzégovine, accompagnés d'une traduction allemande, hongroise ou française dans les cas où ces pièces ne seraient pas rédigées dans la langue serbo-croate.

Cette disposition s'appliquera également aux cas prévus par l'article 8, alinéa 2 et 3, et par l'article 19, alinéa 2, de la convention susmentionnée.

En priant Son Excellence, Monsieur le Ministre des affaires étrangères de Serbie, de vouloir bien lui faire parvenir une note analogue

---

(1) Les ratifications ont été échangées à Belgrade le 10-23 janvier 1912.



à la présente, le soussigné profite de l'occasion pour Lui renouveler l'assurance de sa haute considération.

Belgrade, le 17-30 mars 1911.

FORGACH.

Son Excellence  
M. Milovan Milovanovich, Ministre Royal des affaires Etrangères de  
Serbie etc., etc., etc.

\*  
\* \* \*

Ministère  
des Affaires Etrangères.  
P. No. 455.

Belgrade, le 17 mars 1911.

M. le Ministre,

En réponse à la Note que Votre Excellence m'a remise au moment de procéder à la conclusion de la convention d'assistance judiciaire, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, qu'il est entendu que les dispositions de la convention susnommée trouveront leur application analogue par rapport à la Bosnie-Herzégovine.

Il est bien entendu que les actes et commissions rogatoires indiqués dans l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2 de ladite convention et émanant des autorités serbes, seront, pour la Bosnie-Herzégovine, rédigés en langue serbo-croate.

Cette disposition s'appliquera également aux cas prévus par l'article 8, alinéa 2 et 3 et par l'article 19, alinéa 2, de la convention susmentionnée.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

M. G. MILOVANOVITCH.

A Son Excellence  
Monsieur le Comte de Forgach, Ministre d'Autriche-Hongrie.

---

## BELGIQUE. — ROUMANIE.

Convention pour la protection réciproque des œuvres  
littéraires, artistiques et photographiques;*(10 avril - 28 mars 1910).*

## CONVENTION.

Sa Majesté le Roi des Belges et sa Majesté le Roi de Roumanie, désirant garantir en Belgique et en Roumanie l'exercice du droit de propriété sur les œuvres littéraires, artistiques et photographiques, publiées dans l'un ou dans l'autre de ces deux pays, ont jugé utile de conclure une convention spéciale à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Belges :

M. Davignon, Officier de l'Ordre de Léopold, Grand'Croix de l'ordre de la couronne, etc, etc, Son Ministre des Affaires Etrangères, et

Sa Majesté le Roi de Roumanie :

M. T. G. Djuvara, Grand Officier de son ordre de la Couronne de Roumanie, Commandeur de son Ordre de l'Etoile de Roumanie, Grand Cordon de l'ordre de Léopold de Belgique, etc., etc., Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près sa Majesté le Roi des Belges,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

## ARTICLE PREMIER.

Les auteurs des œuvres publiées pour la première fois en Belgique ou en Roumanie, dès qu'ils auront accompli, s'il y a lieu, les formalités nécessaires dans leurs pays d'origine, jouiront, on ce qui concerne la protection du droit de propriété sur les œuvres littéraires, artistiques ou photographiques, de tous les avantages et de tous les droits accordés aux nationaux par les lois respectives.

La durée de la protection, ainsi accordée en Belgique aux œuvres des auteurs roumains et en Roumanie aux œuvres des auteurs belges, ne pourra toutefois excéder la durée qui leur est accordée par les lois du pays d'origine.

## ART. 2.

Les dispositions de la présente convention seront également appli

cables aux œuvres littéraires, artistiques et photographiques qui sont déjà publiés ou édités avant la mise en vigueur de la convention.

Cependant les œuvres dramatiques et les compositions musicales, dont la représentation ou l'exécution a été dûment autorisée avant la mise en application de la Convention, pourront être représentées ou exécutées à l'avenir selon les anciennes dispositions.

En outre les reproductions déjà terminées selon les anciennes règles, avant la mise en application de la convention, pourront être mises en circulation ; les reproductions seulement en cours d'exécution, lors de l'entrée en vigueur de la convention et qui n'étaient pas interdites jusqu'alors, pourront être achevées et mises en circulation.

### ART. 3.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que tout avantage ou privilège plus étendu qui serait ultérieurement accordé par l'une d'Elles à une tierce Puissance, en ce qui concerne la protection des œuvres littéraires, artistiques et photographiques, sera acquis de plein droit aux auteurs de l'autre pays ou à leurs ayants cause.

### ART. 4.

La présente convention entrera en vigueur le quinzième jour après la date à laquelle l'échange des ratifications aura eu lieu.

La durée de cette convention est fixée à dix années à partir du jour de son entrée en vigueur.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'échéance de ce terme, son intention de faire cesser les effets de la présente convention, celle-ci demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncée.

### ART. 5.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Bruxelles aussitôt que possible (1).

En foi de quoi, les Plénipotentiaires l'ont signée et revêtue de leurs cachets.

Fait à Bruxelles, en double original, le 10 avril 1910.

(L. S.) J. DAVIGNON.

(L. S.) T. G. DJUVARA.

---

(1) L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles le 31 mai 1910.

## BELGIQUE. — ALLEMAGNE.

Arrangement pour régler le mouvement des alcools et spiritueux franchissant la frontière belgo allemande.

(27 juin 1911)

En vue de régler le mouvement des alcools et des spiritueux franchissant la frontière entre la Belgique et l'Allemagne, les soussignés,

Ministre des Affaires Etrangères de Belgique,

D'une part, et

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse,

D'autre part,

Sont convenus, sous la réserve du consentement de leurs Gouvernements, de ce qui suit :

## ARTICLE PREMIER.

La décharge ou la restitution de l'accise pour les alcools et spiritueux exportés par les bureaux de douane qui sont ou seront ouverts à cet effet à la frontière entre la Belgique et l'Allemagne, est subordonné à la condition qu'il soit produit au bureau de sortie du pays exportateur une attestation du bureau d'entrée de l'autre pays, constatant que les marchandises ont été régulièrement déclarées à ce dernier bureau.

## ART. 2.

Les attestations visées à l'article 1<sup>er</sup> doivent énoncer le nom de l'expéditeur et celui du destinataire le lieu d'expédition et celui de destination, ainsi que le nombre et l'espèce, le poids brut et le contenu des colis. Les attestations sont délivrées par le bureau où a lieu l'entrée, sans distinguer si les marchandises sont destinées à l'intérieur du pays ou au transit, aussitôt que la déclaration en a été effectuée, cela sans frais et en particulier sans frais de timbre; ces attestations sont envoyées aussitôt que possible au bureau par lequel a lieu l'exportation. Lorsque les attestations sont transmises par la poste, les envois doivent être affranchis par le bureau expéditeur, sans qu'il y ait lieu à remboursement des frais d'affranchissement.



## ART. 3.

Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> ne sont pas applicables aux marchandises exportées par la poste.

## ART. 4.

Le gouvernement de chacun des deux pays restera libre de résilier, à tout moment, le présent arrangement.

## ART. 5.

Le présent Arrangement entrera en vigueur après l'échange des ratifications des deux Gouvernements et sera appliqué en remplacement de celui concernant le même objet, conclu à Berlin le 1<sup>er</sup> août 1902.

Fait en double expédition à Bruxelles, le 27 juin 1911 (1).

J. DAVIGNON.

---

ESPAGNE — ITALIE

## Déclaration relative à la Lybie et au Maroc

(4 mai 1913)

Le gouvernement royal d'Italie et le gouvernement royal d'Espagne sont tombés d'accord pour exprimer leur mutuelle intention de n'apporter réciproquement aucun obstacle à la réalisation de toutes les mesures qu'ils jugeront opportun d'édicter, l'Italie en Lybie et l'Espagne dans sa zone au Maroc.

Ils sont également tombés d'accord sur le point que le traitement visé par la déclaration franco-italienne en date Paris 28 octobre 1912, est pareillement assuré à l'Italie au Maroc (zone d'influence espagnole) et à l'Espagne en Lybie ; de sorte que le même traitement de faveur qui, en Lybie et au Maroc, serait accordé de part et d'autre aux nationaux, aux produits, aux établissements, aux entreprises de tous tiers Etat, se trouvera immédiatement acquis par l'autre puissance signataire du présent accord.

Fait à Rome, en double exemplaire, ce 4 mai 1913.

A. DI SAN GIULIANO.

PINA Y MILLET.

---

(1) Cet arrangement a été mis en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1912 par le gouvernement allemand.

## DEUXIÈME PARTIE

---

# CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

---

### ITALIE. — NORVÈGE.

Echange de notes entre le Ministre des Affaires Etrangères du Royaume de Norvège et le Ministre d'Italie à Copenhague au sujet de la notification réciproque par les deux gouvernements italien et norvégien des nationaux condamnés dans l'un et l'autre de ces deux pays.

(avril - décembre 1911).

#### NOTE VERBALE.

Par une Note verbale en date du 18 février dernier, la Légation royale d'Italie, en remettant au Ministre des affaires étrangères un bulletin concernant un sujet norvégien condamné en Italie, a bien voulu inviter ce Ministère à adopter une réciprocité de traitement en pareille matière.

Le Ministre remercie la légation royale de sa communication et a l'honneur de l'informer qu'il est heureux d'accepter la proposition concernant la réciprocité. Il estimerait cependant que — par analogie avec ce qui a été stipulé dans l'article 4 du traité additionnel au traité d'extradition entre la Norvège et l'Empire d'Allemagne du 7 mars 1907 (voir le numéro ci-joint du Bulletin officiel « *Overenskomst* » les communications réciproques ne doivent s'étendre qu'aux jugements passés en force de chose jugée et infligés pour des actes punissables présentant une certaine gravité. Du côté norvégien il ne semblerait, par conséquent, pas nécessaire de communiquer les jugements rendus à propos des contraventions (*forseelser*) pour lesquelles la punition infligée ne dépasse pas trois mois d'emprisonnement. La distinction établie par le code criminel norvégien entre *forbrydelser* (crimes et délits)

et *forseelser* (contraventions) doit correspondre à peu près à celle établie dans le code italien entre *delitti* et *contravvenzioni*.

Kristiania 7 avril 1911.

\*  
\* \*

Copenhague, le 11 août 1911.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me réitérer à la Note de Votre Excellence du 7 avril dernier.

Le Ministère royal de la Justice ayant examiné le code pénal qui a été mis en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1904, en rapport au code pénal italien, n'est pas d'avis que le Gouvernement de Sa Majesté puisse accepter la proposition énoncée dans la note verbale du 18 février dernier, « tendant à exclure dans la Convention pour l'échange des extraits des cahiers judiciaires, les sentences de condamnation prononcées en Norvège contre les sujets italiens pour des peines inférieures à trois mois de prison ». — Ces condamnations peuvent effectivement viser des faits considérés comme délits par le Code pénal italien, et dont le minimum de peine restrictive de la liberté personnelle est de trois jours de détention ou de réclusion.

Le Ministère royal de la Justice estimerait pourtant juridiquement plus exact et plus prudent d'adopter une formule générique telle qu'elle a été insérée dans les Conventions du 30 octobre 1871 et 29 août 1892 entre l'Italie, l'Empire Allemand et le Monténégro, soit « que l'Italie communiquera les sentences de condamnation pour des faits considérés comme délits par le Code pénal italien, et la Norvège communiquera les sentences de condamnation pour les faits qui, d'après le Code pénal norvégien en vigueur, sont compris dans les catégories des crimes et délits ».

En soumettant à Votre Excellence cette contre-proposition formulée par le Ministre royal de la Justice, dans l'espoir qu'elle trouvera un accueil favorable de la part du Gouvernement royal norvégien, je Vous serais bien obligé de vouloir me faire connaître les décisions qui seront prises à cet égard.

Veuillez agréer, etc.

EMANUELE BERTI.

\*  
\* \*

Kristiania, le 9 octobre 1911

Monsieur le Ministre,

Par Votre lettre en date du 11 août dernier relative à l'établissement d'une communication réciproque des sentences de condamnations prononcées en Norvège contre les sujets italiens et en Italie contre les sujets norvégiens, Vous avez bien voulu m'informer que le Gouvernement royal italien estime utile d'adopter une formule générique soit :

« que l'Italie communiquera les sentences de condamnations pour des faits considérés comme délits par le Code pénal italien et la Norvège communiquera les sentences de condamnations pour des faits qui, d'après le Code pénal norvégien en vigueur, sont compris dans les catégories des crimes et délits ».

En réponse, j'ai l'honneur de Vous informer que le Gouvernement royal est heureux d'adopter cette formule.

Je Vous serais reconnaissant de me faire savoir si Votre Gouvernement regarde l'accord établi par notre correspondance ou s'il préfère que l'accord soit constaté d'une manière plus formelle, soit par un échange de notes ou par la signature d'une déclaration, etc.

Veuillez agréer, etc.

J. IRGENS.

\*  
\* \*

Copenhague, le 3 décembre 1911.

Monsieur le Ministre,

En me référant à la Note de Votre Excellence du 9 octobre, j'ai l'honneur, d'ordre du Gouvernement du Roi, de Vous donner acte de l'acceptation de la formule que nous avons proposée pour l'échange des bulletins pénaux.

Le Gouvernement du Roi considérant d'ores et déjà l'accord définitivement conclu à la suite de l'échange de notes effectué, ne croit pas nécessaire d'autre formalité, si tel est l'avis du Gouvernement norvégien.

Veuillez agréer, etc.

EMANUELE BERTI.

\*  
\* \*



Kristiana, le 23 décembre 1911.

Monsieur le Ministre,

Par Votre lettre en date du 3 de ce mois Vous avez bien voulu m'informer que le le Gouvernement d'Italie regarde l'accord relatif à une communication réciproque des sentences de condamnations prononcées en Norvège contre les sujets italiens et en Italie contre les sujets norvégiens *définitivement établi* par l'échange de notes effectué.

En portant à Votre connaissance que le Gouvernement norvégien est du même avis, je Vous prie d'agréer, etc.

J. IRGENS.

---

## ESPAGNE — NORVÈGE

Lettre du ministre de Norvège à Madrid au ministre d'Etat espagnol pour lui proposer les bases d'un accord hispano-norvégien relatif à la reconnaissance mutuelle des lettres de jauge.

(3 mars 1913)

LÉGATION DE NORVÈGE

Madrid le 3 mars 1913.

Monsieur le Ministre,

Par une note en date du 26 mars 1912 Son Excellence M. le marquis de Alhucemas avait bien voulu proposer au Gouvernement norvégien l'établissement d'un accord quant à la reconnaissance mutuelle des lettres de jauge délivrées en Norvège et en Espagne, et, en même temps, il avait indiqué les bases sur lesquelles ladite entente devrait s'établir.

Ayant examiné la proposition du Gouvernement de Sa Majesté Catholique mon Gouvernement m'a chargé de porter à la connaissance de Votre Excellence qu'il est tout disposé à conclure l'accord en question et qu'il accepte les bases définitives ainsi conçues :

Les certificats de jauge délivrés aux bateaux espagnols par les autorités de leur Pays seront reconnus valables dans les ports norvégiens pour la perception des droits de navigation et, réciproquement, seront reconnus valables dans les ports espagnols, pour le même objet, les

certificats de jauge délivrés aux bateaux norvégiens par les autorités de leur Pays, en tenant compte dans les deux cas des observations suivantes :

a) Lorsqu'un bateau norvégien, dont le certificat de jauge est d'une date antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1914, arrivera dans un port espagnol, les autorités espagnoles se réservent le droit d'examiner son certificat national de jauge, afin de vérifier si la déduction faite au tonnage total pour ce qui concerne le volume occupé par l'appareil propulseur, excède 55 % de ce qui reste, après que les emplacements mentionnés à l'article 27 du Règlement espagnol, auront été déduits du tonnage total, et si un tel excédent est constaté, la quantité excédante sera ajoutée au tonnage net indiqué dans son certificat national afin d'obtenir ce qui doit servir de base pour le calcul des droits à payer.

b) Les bateaux espagnols, arrivant dans un port norvégien, auront le droit, après qu'une requête en aura été, au préalable, adressée par leur capitaine aux autorités de ce port, à ce que si, en vertu du règlement norvégien, il leur est accordé, à titre de déduction pour l'appareil propulseur, un tant pour cent plus élevé, que celui dont fait mention le précédent paragraphe, ce tant pour cent soit compté et qu'on déduise du tonnage net, indiqué dans son certificat national, la différence qui en résulte pour obtenir ce qui doit servir de base pour le calcul des droits à payer.

c) En tout cas, les autorités norvégiennes dans les ports de leur Pays, de même que les autorités espagnoles dans ceux de l'Espagne, se réservent le droit de contrôler les certificats de jauge des bateaux espagnols et norvégiens respectivement et, si les autorités dont il s'agit constatent des différences importantes entre les jauges espagnole et norvégienne ou norvégienne et espagnole, elles pourront rectifier le tonnage inscrit pour la perception des droits, conformément au résultat du contrôle.

Il est entendu que ces rectifications ne produiront effet qu'en ce qui concerne le voyage au cours duquel l'examen du certificat a été jugé nécessaire.

d) Les bénéfices de cet accord ne seront applicables qu'aux bateaux espagnols qui produiront un certificat de jauge, délivré par les autorités de leur pays à une date postérieure au 1<sup>er</sup> avril 1910 et en-tête duquel se trouve l'observation suivante : « La calcul des jauges et les déductions inscrits dans ce certificat ont été effectuées conformément aux règles édictées par le « Board of Trades ». Reciproquement, les dispositions de cet accord ne seront applicables qu'aux bateaux norvégiens, dont les certificats de jauge nationaux auront été délivrés à une date postérieure au 1<sup>er</sup> Octobre 1893.

e) Si le Gouvernement espagnol vient à donner un effet rétroactif au nouveau Règlement il sera obligé de donner avis au gouvernement norvégien de la date à laquelle tous les navires portant son pavillon doivent être rejaugés conformément au dit Règlement et à partir de

cette date on considérera la clause d) comme étant sans effet et les autres stipulations de cet accord comme étant établies sans aucune distinction.

Je prie Votre Excellence de bien vouloir en prendre acte et de me faire connaître la conformité du Gouvernement de Sa Majesté Catholique avec ces bases pour que l'accord à ce sujet reste établi entre les deux puissances.

Veillez agréer, etc.

K. WEDEL JARLSBERG.

*Son Excellence M. Navarro Reverter, Ministre d'Etat, etc., etc., etc.*

## ALLEMAGNE — TURQUIE

Échange de notes entre le chargé d'affaires de l'empire d'Allemagne à Constantinople et le ministre ottoman des Affaires Etrangères, concernant le traitement douanier des échantillons introduits par les voyageurs de commerce (1).

(10-15 août 1911)

AMBASSADE IMPÉRIALE  
D'ALLEMAGNE

*A Son Excellence Rifaat Pacha, ministre impérial ottoman  
des Affaires Etrangères, Sublime Porte.*

Thérapia, le 10 août 1911.

Monsieur le Ministre,

Le Gouvernement Impérial d'Allemagne et le Gouvernement Impérial de Turquie, afin de faciliter dans la mesure du possible l'expédition dans les douanes respectives des échantillons introduits dans l'un des deux pays par les voyageurs de commerce de l'autre pays, sont convenus de ce qui suit :

Il sera réciproquement ajouté toi aux marques de reconnaissance officiellement apposées pour garantir l'identité des échantillons ou modèles exportés de l'un des deux pays et destinés à être réimportés, c'est-à-dire que les marques apposées par l'autorité douanière du pays

(1) Le Conseil fédéral allemand a approuvé l'échange de notes ci-dessus.

d'exportation seront reconnues par les douanes de l'autre pays dans le sens que les articles qui les portent seront regardés comme échantillons et traités d'après les stipulations y relatives, sans être soumis au plombage obligatoire ou à une manipulation analogue pour leur identification. Les douanes de l'un et de l'autre pays pourront toutefois apposer des marques supplétives, si cette précaution est reconnue indispensable.

Il est bien entendu qu'il ne sera fait aucune différence entre les diverses sortes de marques (plombs, sceaux de cire à cacheter, timbres) appliquées dans les deux pays.

De même il est entendu que la présente convention et la procédure à suivre en Turquie lors de l'introduction en Turquie des échantillons allemands communiquée par la lettre de Son Excellence Rifaat Pacha, ministre impérial ottoman des Affaires Etrangères, en date du 5 novembre 1910 n° g<sup>1</sup> 4502, n° s<sup>1</sup> 96, et confirmée par la lettre de Son Excellence Monsieur le baron de Marschall, ambassadeur d'Allemagne, en date du 29 mars 1911, numéro 766, seront applicables à tous les échantillons sans exception et notamment aux échantillons des articles de bijouterie et des objets d'or et d'argent, conformément à la même lettre du 29 mars courant.

La durée du présent arrangement est fixée à cinq ans, à l'expiration desquels cet acte continuera à être en vigueur pendant une année à partir du jour où l'un ou l'autre des deux Gouvernements l'aura dénoncé.

En priant Votre Excellence, au nom de mon Gouvernement, de prendre acte de cette déclaration et de me confirmer l'arrangement y contenu, je profite, etc.

MIQUEL.

\*  
\* \*

SUBLIME PORTE  
MINISTÈRE  
DES AFFAIRES ETRANGÈRES

*A Monsieur de Miquel, chargé d'affaires d'Allemagne.*

Le 15 août 1911.

Monsieur le chargé d'affaires,

J'ai reçu la note que vous avez bien voulu m'adresser en date du 10 août 1911 N° 2116 pour me faire part que le gouvernement impérial d'Allemagne et le gouvernement impérial ottoman, afin de faciliter, dans la mesure du possible, l'expédition dans les douanes respectives des échantillons introduits dans l'un des deux pays par les voyageurs de commerce de l'autre pays, sont convenus de ce qui suit :



Il sera réciproquement ajouté foi aux marques de reconnaissance officiellement apposées pour garantir l'identité des échantillons ou modèles, exportés de l'un des deux pays et destinés à être réimportés, c'est-à-dire que les marques apposées par l'autorité douanière du pays d'exportation seront reconnues par les douanes de l'autre pays dans le sens que les articles qui les portent seront regardés comme échantillons et traités d'après les stipulations y relatives, sans être soumis au plompage obligatoire ou à une manipulation analogue pour leur identification. Les douanes de l'un et de l'autre pays pourront toutefois apposer des marques supplétives, si cette précaution est reconnue indispensable.

Il est bien entendu qu'il ne sera fait aucune différence entre les diverses sortes de marques (plombs, sceaux de cire à cacheter, timbres) appliquées dans les deux pays.

De même, il est entendu que la présente convention et la procédure à suivre en Turquie lors de l'introduction en Turquie des échantillons allemands communiquée par ma lettre en date du 5 novembre 1910, numéros 4502-96, et confirmée par la lettre de Son Excellence Monsieur le baron de Marschall, ambassadeur d'Allemagne, en date du 29 mars 1911, numéro 766, seront applicables à tous les échantillons sans exception et notamment aux échantillons des articles de bijouterie et des objets d'or et d'argent, conformément à la même lettre du 29 mars courant.

La durée du présent arrangement est fixée à cinq ans, à l'expiration desquels cet acte continuera à être en vigueur pendant une année à partir du jour où l'un ou l'autre des deux Gouvernements l'aura dénoncé.

En prenant acte de la déclaration qui précède, j'ai l'honneur de vous confirmer l'arrangement y contenu et je saisis, etc.

RIFAAT.

\*  
\* \*

## ANNEXE I

SUBLIME PORTE  
MINISTÈRE  
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

*A Son Excellence Monsieur le baron Marschall de Bieberstein,  
Ambassadeur de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne*

Le 5 novembre 1910.

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai eu l'honneur de recevoir les notes que l'Ambassade de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne a bien voulu m'adresser successive-

ment le 11 octobre 1909 et les 26 janvier et 25 juillet 1910, *sub* numéro 758, 104 et 1813, relativement à la reconnaissance mutuelle des marques d'identité apposées sur les échantillons.

L'examen, auquel a été soumis le mode proposé, a permis de constater qu'il y aura profit, quoique à un degré moindre pour nous, à le mettre immédiatement en application. Nos autorités douanières ont seulement trouvé nécessaire de fixer d'avance la procédure à suivre en Turquie lors de l'introduction d'échantillons allemands.

Voici cette procédure :

1. Les échantillons des articles passibles de droits de douane, importés d'Allemagne en Turquie par des voyageurs de commerce, seront admis en franchise douanière, pourvu que les formalités ci-dessous mentionnées soient remplies ;

2. Le voyageur de commerce doit présenter une déclaration en double exemplaire, certifiée conforme par la douane du pays d'exportation et indiquant la quantité et la nature des échantillons importés. Avec cette déclaration, les formalités à la douane d'importation consisteront seulement à constater que les échantillons y sont dûment indiqués. Si le voyageur de commerce ne présente pas une telle déclaration, il devra en dresser une, en double exemplaire, à la douane d'importation, après vérification et estimation détaillée des échantillons par les employés compétents de cette douane. La déclaration ainsi faite devra être contresignée par le Directeur de la douane ;

3. Si les échantillons portent les marques, les plombs ou les sceaux réglementaires de la douane du pays d'exportation, les douanes du pays d'importation n'auront plus à les soumettre au plombage ou à une autre formalité analogue pour en assurer l'identité ;

4. Les échantillons indiqués sur la déclaration et munis de marques d'identité seront admis contre le dépôt au comptant des droits de douane ;

5. L'un des exemplaires de la déclaration mentionnée dans le paragraphe 2 sera signé, avec indication de la date, par des agents autorisés de la douane d'importation, qui y mentionneront : 1° le nom de la douane où les échantillons ont été importés ; 2° le montant des droits dont ils sont passibles ; 3° le dépôt fait au comptant. Cet exemplaire sera remis au commis voyageur avec le récépissé du dépôt, et l'autre sera gardé par la douane d'importation.

6. Si les échantillons sont réexpédiés, totalement ou en partie, soit au pays de provenance, soit à un autre pays, dans un délai de six mois à partir de la date de leur entrée en Turquie, la douane d'expédition devra restituer intégralement la somme déposée, à la condition que le commis voyageur présente le récépissé dont il est porteur ainsi que l'exemplaire de la déclaration mentionnée à l'article 5 et que les employés de la douane d'expédition constatent la conformité des échantillons avec les indications de la déclaration ;

7. La douane d'expédition se fera délivrer par le commis voyageur un récépissé pour les droits restitués et gardera la déclaration ainsi que le récépissé du dépôt. Le récépissé et la déclaration seront transmis, avec le compte des dépenses y relatives, à la direction générale des contributions indirectes ;

8. L'exemplaire de la déclaration retenu à la douane d'importation sera également transmis par elle à la direction générale, où il sera confronté avec la copie reçue de la douane d'expédition ;

9. Des exemplaires des plombs et des marques officielles apposés aux échantillons par les douanes allemandes seront envoyés aux douanes ottomanes pour faciliter l'accomplissement des formalités susmentionnées.

En faisant part à Votre Excellence des modalités ci-haut énumérées, je ne doute pas qu'elles ne soient dûment appréciées et admises par son Gouvernement.

En attendant donc une réponse favorable, je transmets, ci-joint, à Votre Excellence des exemplaires des marques et plombs en usage dans nos douanes.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, etc.

RIFAAT.



## ANNEXE II

AMBASSADE IMPÉRIALE  
D'ALLEMAGNE

*A Son Excellence Rifaat Pacha, ministre impérial ottoman des  
Affaires Etrangères, Sublime Porte.*

Péra, le 29 mars 1911.

Monsieur le Ministre,

J'ai eu l'honneur de recevoir la lettre en date du 5 novembre 1910, numéros 4502-96, par laquelle Votre Excellence a bien voulu m'informer que l'examen auquel a été soumis le mode proposé par le gouvernement allemand relativement à la reconnaissance mutuelle des marques d'identité apposées sur les échantillons a permis de constater qu'il y aura profit à le mettre immédiatement en application. Seulement les autorités douanières ottomanes ont trouvé nécessaire de fixer d'avance la procédure à suivre en Turquie lors de l'introduction d'échantillons allemands, à savoir :

1. Les échantillons des articles passibles de droits de douane, importés d'Allemagne en Turquie par des voyageurs de commerce, seront

admis en franchise douanière, pourvu que les formalités ci-dessous mentionnées soient remplies ;

2. Le voyageur de commerce doit présenter une déclaration en double exemplaire, certifiée conforme par la douane du pays d'exportation et indiquant la quantité et la nature des échantillons importés. Avec cette déclaration, les formalités à la douane d'importation consisteront seulement à constater que les échantillons y sont dûment indiqués. Si le voyageur de commerce ne présente pas une telle déclaration, il devra en dresser une, en double exemplaire, à la douane d'importation, après vérification et estimation détaillée des échantillons par les employés compétents de cette douane. La déclaration ainsi faite devra être contresignée par le Directeur de la douane ;

3. Si les échantillons portent les marques, les plombs ou les sceaux réglementaires de la douane du pays d'exportation, les douanes du pays d'importation n'auront plus à les soumettre au plombage ou à une autre formalité analogue pour en assurer l'identité.

4. Les échantillons indiqués sur la déclaration et munis de marques d'identité seront admis contre le dépôt au comptant des droits de douane ;

5. L'un des exemplaires de la déclaration mentionnée dans le paragraphe 2 sera signé, avec indication de la date, par des agents autorisés de la douane d'importation, qui y mentionneront : 1° le nom de la douane où les échantillons ont été importés ; 2° le montant des droits dont ils sont passibles ; 3° le dépôt fait au comptant. Cet exemplaire sera remis au commis voyageur avec le récépissé du dépôt, et l'autre sera gardé par la douane d'importation ;

6. Si les échantillons sont réexpédiés, totalement ou en partie, soit au pays de provenance, soit à un autre pays, dans un délai de six mois à partir de la date de leur entrée en Turquie, la douane d'expédition devra restituer intégralement la somme déposée, à la condition que le commis voyageur présente le récépissé dont il est porteur ainsi que l'exemplaire de la déclaration mentionnée à l'article 5 et que les employés de la douane d'expédition constatent la conformité des échantillons avec les indications de la déclaration ;

7. La douane d'expédition se fera délivrer par le commis voyageur un récépissé pour les droits restitués et gardera la déclaration ainsi que le récépissé du dépôt. Le récépissé et la déclaration seront transmis, avec le compte des dépenses y relatives, à la Direction générale des contributions indirectes ;

8. L'exemplaire de la déclaration retenu à la douane d'importation sera également transmis par elle à la direction générale, où il sera confronté avec la copie reçue de la douane d'expédition ;

9. Des exemplaires des plombs et des marques officielles apposés aux échantillons par les douanes allemandes seront envoyés aux



douanes ottomanes pour faciliter l'accomplissement des formalités susmentionnées.

Je n'ai pas manqué de soumettre les modalités ci-haut énumérées à l'appréciation de mon Gouvernement et j'ai été chargé de déclarer au Gouvernement impérial ottoman son plein consentement à ce que ces modalités soient mises en vigueur le plus tôt possible.

Quant à l'interprétation qui leur sera donnée par les douanes de l'Empire ottoman, la direction générale des contributions indirectes a déclaré au Consulat général d'Allemagne qu'elles seront également applicables aux échantillons des articles de bijouterie et des objets d'or et d'argent qui sont soumis à un tarif spécial, pourvu qu'ils soient munis des marques d'identité convenues. Il serait par conséquent entendu que tout droit d'importation perçu actuellement sur ces échantillons d'après le tarif spécial, ainsi que le droit d'exportation de 1 %, sera aboli du moment que la Convention allemande-turque sur les marques d'identité susmentionnée entrera en vigueur, sans même qu'il soit nécessaire d'en faire mention spéciale dans le texte de cette convention ou des instructions y afférentes.

En même temps l'administration des contributions indirectes a confirmé qu'elle a l'intention de faire valoir de laisser passer l'exemplaire de la déclaration dont le commis voyageur est porteur, d'après les prescriptions *ad hoc*, de sorte que, dans toutes les douanes de l'Empire ottoman par lesquelles passeraient les échantillons faisant l'objet de la convention, expédiés d'un port ottoman à un autre port ottoman, les formalités douanières en général consisteront seulement à confronter les échantillons avec la déclaration en question quant au nombre, marque et plombs ou sceaux.

Je prie Votre Excellence de vouloir bien me confirmer que l'opinion émise par la Direction générale des contributions indirectes et développée ci-haut est en tous points partagée et acceptée par la Sublime Porte. Comme je suis persuadé que Votre Excellence sera en mesure de donner cette déclaration immédiatement, rien ne s'oppose plus à conclure l'arrangement projeté sur la reconnaissance mutuelle des marques d'identité, par l'échange de notes en conformité des propositions faites à Votre Excellence, par la lettre de cette ambassade du 25 juillet 1910.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, etc.

MARSCHALL.

\*  
\* \*

Echange de notes entré l'ambassadeur impérial à Constantinople et le ministre ottoman des Affaires Etrangères, touchant la prolongation du traité de commerce et de navigation du 26 août 1890 entre l'empire d'Allemagne et la Turquie, et de la convention additionnelle à ce traité, en date du 25 avril 1907 (1).

(15 novembre 1911)

AMBASSADE IMPÉRIALE  
D'ALLEMAGNE

Péra, le 15 novembre 1911.

Monsieur le Ministre,

Comme Votre Excellence le sait, le Traité de commerce et de navigation, conclu entre l'Allemagne et la Turquie le 26 août 1890, et la Convention additionnelle du 25 avril 1907, formant partie intégrante dudit traité, expireront le 13 mars 1912.

Le gouvernement allemand est prêt à prolonger les effets dudit traité et de la dite convention jusqu'au 25 juin 1914.

En Vous priant de porter ce qui précède à la connaissance de votre Gouvernement, je profite, etc.

MARSCHALL.

*Son Excellence Assim Bey, Ministre des Affaires Etrangères.*

\*  
\* \*

SUBLIME PORTE

—  
MINISTÈRE  
DES AFFAIRES ETRANGÈRES

Le 15 novembre 1911.

Monsieur l'Ambassadeur,

Par la note que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date du 15 novembre 1911, numéro 3408, Elle m'a informé que le gou-

---

(1) L'accord établi par l'échange des notes ci-dessus a été approuvé par les deux gouvernements.

vernement impérial allemand est prêt à prolonger jusqu'au 25 juin 1914 les effets du traité de commerce et de navigation, conclu entre la Turquie et l'Allemagne le 26 août 1890, et de la Convention additionnelle du 25 avril 1907, formant partie intégrante dudit traité, qui expireront le 13 mars 1912.

En prenant acte au nom de mon gouvernement de ce qui précède, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le gouvernement impérial ottoman est également disposé à prolonger les effets du traité de commerce et de navigation actuellement en vigueur entre la Turquie et l'Allemagne et de ladite convention additionnelle, jusqu'au 25 juin 1914.

Je profite, etc.

MOUSTAPHA ASSIM.

*Son Excellence le baron Marschall de Bieberstein, ambassadeur de  
Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne.*

---

## TROISIÈME PARTIE

---

# LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS, DOCUMENTS DIVERS

---

### FRANCE

**Instruction du Ministre de l'Agriculture concernant l'importation en Allemagne des vins, moûts de raisins et raisins foulés de vendange provenant de France et d'Algérie et la délivrance des certificats d'analyse**

En Allemagne, le commerce des vins (fabrication, emmagasinage, vente, transport, etc.) est régi par la loi du 7 avril 1909 (Weingesetz), et ses règlements d'application, en date des 9 juillet 1909, 20 juillet 1910 et 6 juillet 1911.

L'importation des vins, moûts de raisins et raisins foulés de vendange, envisagée par les articles 13 et 14 de cette loi et les règlements d'application qui les concernent, est, en outre, soumise tout spécialement aux dispositions de l'ordonnance douanière sur les vins (Weinzollordnung) du 17 juillet 1909, modifiée et complétée les 29 avril 1910, 20 juillet 1910 et 15 avril 1911.

De ces différents textes, il résulte, d'une façon générale, que les vins, moûts de raisins ou raisins foulés de vendange, destinés à l'importation sur le territoire douanier allemand, doivent être soumis à une analyse officielle ayant pour objet d'établir la possibilité d'importation, autrement dit ayant pour but de prouver que ces produits sont conformes aux dispositions en vigueur dans le pays d'origine et qu'en outre ils ne contiennent aucune substance, tant en nature qu'en proportion, autre que celles autorisées par les règlements allemands.

Toutefois, sont exempts de toute analyse les colis d'un poids brut ne dépassant pas 5 kilogrammes, les échantillons et les vins en bouteilles autant que le poids du colis (verre compris) n'est pas supérieur à 10

kilogrammes et que le vin n'est pas destiné au trafic commercial professionnel (art. 4 de l'ordonnance douanière).

D'autre part, les vins de grande valeur en bouteilles peuvent également être dispensés de l'analyse officielle, par les autorités douanières compétentes (art. 4 de l'ordonnance douanière).

En principe, cette analyse doit être faite au moment de l'importation par un bureau de douane allemand compétent. Cependant, conformément à l'article 8, alinéa 6, de l'ordonnance douanière (Weinzollordnung), les produits destinés à l'importation sont exempts de ladite analyse officielle, si la possibilité d'importer résulte d'un certificat émanant d'un établissement officiel ou d'un chimiste professionnel dont les pouvoirs, à cet effet, ont été reconnus par le gouvernement impérial, c'est-à-dire en ce qui nous concerne, habilités par le ministère de l'agriculture et agréés par le gouvernement allemand.

Ces certificats qui sont bilingues affectent les dispositions indiquées aux modèles ci-après (Formulaires A et B).

L'emploi du formulaire A exige que le prélèvement et l'analyse des échantillons soient faits par la même autorité. Mais comme cette obligation imposée au chimiste d'effectuer lui-même le prélèvement présente souvent, dans la pratique, d'assez grosses difficultés, il a été admis que le soin de prélever des échantillons pourrait être confié aux agents des douanes et des contributions indirectes ainsi qu'aux receveurs buralistes. Mais, dans ces conditions, le certificat est établi suivant le formulaire B.

Ce formulaire B comprend, d'une part, une attestation de l'agent autorisé qui a fait le prélèvement et, d'autre part, un certificat d'analyse chimique, émanant de l'expert habilité qui a procédé à l'analyse.

Des feuilles de ce modèle sont mises à la disposition des expéditeurs par les chimistes habilités.

L'autorité (chimiste habilité ou agent autorisé) qui procède au prélèvement doit, dès que cette opération est terminée, munir immédiatement les wagons-citernes ou les différents colis de l'expédition d'une fermeture officielle dont la description ou la reproduction figurera sur le certificat.

D'autre part, les échantillons prélevés, qui ne doivent pas être mélangés, sont également scellés officiellement et remis à l'exportateur pour qu'il les adresse au chimiste ou à l'établissement chargé de les analyser.

Les irais de prélèvement, d'analyse et de délivrance des certificats sont à la charge de l'exportateur.

En ce qui nous concerne, l'examen des vins, des moûts de raisins, des raisins foulés de vendange destinés à être importés en Allemagne, au point de vue de la possibilité d'importation selon la loi allemande (Weingesetz), a pour objet d'établir :



1° Que les produits satisfont aux prescriptions en vigueur sur le trafic intérieur en France ;

2° Qu'ils ne sont additionnés d'aucune autre substance, tant en nature qu'en proportions que celles autorisées en Allemagne.

A cet effet, des échantillons sont prélevés dans chaque wagon-citerne, parties d'un même wagon-citerne, tonneau, caisse, formant l'expédition et soumis à une analyse chimique suivant les méthodes officielles françaises.

En principe, cette analyse doit porter sur chacun des échantillons prélevés dans tous les colis. Cependant, lorsqu'il s'agit d'une expédition homogène, c'est-à-dire d'une expédition dont tous les colis contiennent un produit de nature identique, on peut ne procéder à l'analyse chimique complète que sur un échantillon par 50 colis.

Pour profiter de cette disposition, il y a donc lieu de rechercher tout d'abord si l'expédition est homogène. A cet effet, l'agent autorisé qui procède au prélèvement des échantillons doit vérifier, papiers d'expédition en mains (factures, lettre de voiture, bordereau de chargement, etc.), si la déclaration d'homogénéité faite par l'exportateur se trouve fondée ; ainsi il vérifiera la concordance des marques des colis avec celles mentionnées sur ces titres et recherchera par ce moyen si aucun signe particulier n'infirme la déclaration de l'expéditeur.

Toutes les marques, quelles qu'elles soient, relevées sur chacun des colis, seront reproduites très exactement sur l'attestation de prélèvement.

D'une façon générale, ne peuvent être tenues pour homogènes les expéditions comprenant des vins de localités différentes, même proches les unes des autres, ou des vins qui, provenant d'une même localité, diffèrent entre eux par l'âge ou l'espèce.

Même deux fûts contenant un même vin, mais désignés différemment ou accompagnés de deux factures portant des prix différents, ne constituent pas un tout homogène et doivent être considérés comme formant deux lots différents.

Toutefois, il n'entre pas dans les vues de l'administration allemande d'exiger entre les vins contenus dans les divers colis d'une même expédition une identité absolue. C'est ainsi que des produits pareils accusant de petites différences par suite d'une fermentation plus ou moins longue seront encore considérés par elle comme identiques.

La vérification confirmant la déclaration de l'exportateur, l'agent autorisé prélève dans chaque colis de l'expédition un échantillon de 100 centimètres cubes au moins. Ces échantillons sont alors adressés au chimiste habilité selon les dispositions de l'attestation du formulaire B.

Le chimiste soumet d'abord les échantillons à un examen organoleptique, et si celui-ci ne soulève aucune suspicion, il procède alors à une

analyse chimique sommaire qui doit porter sur deux échantillons pour une expédition contenant jusqu'à 20 colis et au moins sur un échantillon par 10 colis (et fraction de 10) pour les expéditions plus importantes.

Enfin, l'analyse chimique sommaire ayant établi que l'expédition est réellement homogène, le chimiste habilité procède à l'analyse chimique qui fera l'objet du certificat, sur au moins un échantillon par 50 colis, conformément aux indications suivantes :

L'analyse chimique consiste d'une façon générale :

1. A rechercher et à doser :

a) Dans les vins blancs :

L'alcool ;

L'extrait ;

Les cendres ;

L'acidité totale ;

L'acidité volatile ;

Le sucre interverti ;

Le saccharose (si la recherche indique sa présence) ;

L'acide tartrique total ;

L'acide sulfureux.

b) Dans les vins rouges (1) ;

Les mêmes dosages que pour les vins blancs et, en outre, le dosage de l'acide sulfurique et la recherche des matières colorantes étrangères.

c) Dans les moûts de raisins (1) et les raisins foulés de vendange :

Le poids spécifique ;

L'alcool ;

L'extrait ;

Les cendres ;

L'acidité totale ;

L'acidité volatile ;

Le sucre interverti ;

Le saccharose (si la recherche indique sa présence) ;

L'acide sulfureux ;

L'acide sulfurique.

d) Dans les raisins foulés de vendange fermentés :

---

(1) Voir au paragraphe suivant qui a trait aux « vins de coupage » et « aux moûts de coupage ».

Les mêmes recherches et dosages que dans les vins.

2. A vérifier, dans chaque cas, que les produits n'ont reçu aucune addition d'alcool, d'acide tartrique, de tartrate de potassium, d'acide citrique, de carbonate de potassium, de sulfite de potassium, de méta-sulfite de potassium, de sulfite de chaux, de phosphate d'ammoniaque, de phosphate de calcium.

3. L'analyse doit s'étendre à la recherche d'autres additions (1) lorsque l'aspect, le goût, l'odeur de l'échantillon, ou des motifs particuliers de suspicion rendent cela nécessaire.

Toutefois, en l'absence de tels motifs de suspicion, les recherches supplémentaires peuvent être limitées à l'échantillon pour lequel elles paraissent utiles.

Suivant l'article 19, alinéa 2, de l'ordonnance douanière allemande, les vins de coupage et les moûts de coupage (*verschnittwein*, *verschnittmost*) provenant des Etats jouissant d'un tarif conventionnel ou du traitement de la nation la plus favorisée, bénéficient du droit de douane réduit de 15 marks par 100 kilogrammes.

L'ordonnance douanière (*Weinzollordnung*, article 19, alinéa 1) définit ainsi les vins de coupage et les moûts de coupage.

« Sont considérés comme « vins de coupage » les vins rouges naturels de raisins qui contiennent dans 190 parties en poids au moins 9,5 parties et au plus 20 parties en poids d'alcool de vin et dans un litre de liquide au moins 28 grammes d'extrait sec à 100 degrés centigrades.

« Sont considérés comme moûts de coupage les moûts frais de raisins pour vins rouges, qui contiennent une quantité de sucre, provenant du fruit, correspondant à la teneur minimum en alcool de vin des « vins de coupage » et en outre par litre de liquide au moins 28 grammes d'extrait sec à 100 degrés centigrades. »

D'autre part, l'article 28 de la même ordonnance entend par « coupage » le mélange des « vins de coupage » ou des « moûts » de coupage » avec des vins blancs ou des vins rouges en proportions déterminées. On y procède après déclaration sous surveillance officielle.

« Dans un coupage de vin blanc, la quantité employée de « vin de

---

(1) Comme additions de ce genre, il y a lieu de considérer, d'après les règlements allemands, les additions suivantes :

Carbonates alcalins (potasse ou similaires), acides organiques ou leurs sels et combinaisons (acide formique, benzoïque, oxalique, salicylique, tartrique, cinnamique, citrique, tartre brut, tartrate neutre de potasse ou similaires), sels solubles d'aluminium (alun et similaires), composés de baryum, acide borique, ferri et ferrocyanures, matières colorantes, excepté de petites quantités de caramel, composés de fluor, aldéhyde de formique et toutes les substances susceptibles de le produire, glycérine, phytolacca, composés de magnésium, alcools impurs (contenant de l'alcool amylique libre), glucose impur, sirop de glucose, composés de strontium et de bismuth, sels de zinc, sels et combinaisons de l'acide borique et de l'acide sulfureux (sulfite, méta-sulfite et similaires) ; édulcolorants artificiels (saccharine et similaires) — paragraphe 2 b de la loi allemande sur les édulcolorants du 7 juillet 1902.

coupage » ou de « moût de coupage » ne doit pas dépasser 60 p. 100 du mélange total ; et, dans un coupage de vin rouge, cette quantité ne doit pas dépasser  $33 \frac{1}{3}$  p. 100 du mélange total. »

Il est important de noter que l'analyse des « vins de coupage » et des « moûts de coupage » doit être faite comme celle des vins rouges et des moûts, mais qu'il est, en outre, nécessaire de vérifier que la teneur en alcool, sucre et extrait sec, du vin ou du moût analysé, répond aux conditions précédemment indiquées ; la quantité de sucre pouvant être comptée comme extrait sec, dans les vins faits, ne devant pas dépasser 2 gr. 5 par litre.

Enfin, en ce qui concerne le vin destiné à la préparation du « kognak », l'article 40 de l'ordonnance douanière allemande est ainsi conçu :

« Les vins en fûts ou en wagons-citernes, destinés à la préparation du « kognak » contenant au plus 20 parties en poids d'alcool pour 100 parties en poids, s'ils ne sont additionnés que d'alcool de vin et qu'ils proviennent sans aucun doute des pays jouissant d'un tarif conventionnel ou du traitement de la nation la plus favorisée, sont soumis au droit de douane réduit de 10 marks par 100 kilogr. à la condition qu'ils soient employés à la préparation du « kognak », suivant les prescriptions des articles 41 à 45 de l'ordonnance douanière.

L'examen en douane du vin destiné à la fabrication du « kognak », au point de vue de la teneur en alcool, a lieu suivant les prescriptions de l'annexe IV de l'ordonnance douanière. Il consiste à vérifier l'homogénéité de l'expédition en prenant le poids spécifique des différents échantillons, puis à doser l'alcool sur des échantillons moyens établis en prélevant cent centilitres sur chacun des échantillons et mélangeant les prélèvements provenant de vingt-cinq échantillons homogènes.

En résumé, et d'une façon générale, l'expédition des vins, des moûts de raisins et des raisins foulés de vendange destinés à l'importation en Allemagne, donne lieu, pour établir la possibilité d'importation, aux opérations suivantes :

I. — *En ce qui concerne l'agent qui procède au prélèvement  
des échantillons*

L'agent autorisé des douanes ou des contributions indirectes ou le receveur ruraliste autorisé, prélève, en présence de l'exportateur, un échantillon de 100 centimètres cubes au moins dans chaque colis de l'expédition (wagon-citerne, parties d'un même wagon-citerne, tonneau, caisse) et munit, immédiatement après le prélèvement, chaque colis d'une fermeture officielle, reproduite ou décrite sur l'attestation de prélèvement ; puis il scelle officiellement chacun des échantillons et



les remet à l'exportateur qui les fait parvenir au chimiste chargé de l'analyse.

D'autre part, l'agent des douanes ou des contributions indirectes adresse lui-même l'attestation de prélèvement au chimiste habilité. En même temps, il informe ce dernier qu'il a procédé, à l'aide des papiers d'expédition (factures, lettre de voiture, etc.), des marques sur les colis, etc.. à une vérification de la déclaration d'homogénéité, et que cet examen confirme (ou infirme) ladite déclaration.

Il est évident que l'homogénéité peut s'appliquer à une partie seulement de l'expédition. Il y a lieu alors d'opérer pour cette partie de l'expédition comme il vient d'être dit pour la totalité d'une expédition.

## II. — *En ce qui concerne le chimiste habilité qui procède à l'analyse chimique*

1. S'il s'agit d'échantillons provenant d'une expédition non homogène, le chimiste soumet chacun des échantillons à l'analyse chimique réglementaire et délivre un certificat d'analyse pour chaque échantillon.

2. S'il s'agit d'échantillons provenant d'une expédition déclarée homogène ;

a) Le chimiste d'abord soumet les échantillons reçus à un examen organoleptique. Il note la couleur, l'odeur, le goût, le degré de fluidité, etc.

b) Si les échantillons apparaissent alors comme identiques, le chimiste procède à une analyse chimique sommaire (dans les vins, en dosant l'alcool, l'extrait, l'acidité totale, les cendres) afin d'établir définitivement si l'expédition est réellement homogène. Cette analyse sommaire doit porter sur deux échantillons pour une expédition contenant jusqu'à 20 colis et au moins sur un échantillon par 10 colis (et fraction de 10) pour les expéditions plus importantes, c'est-à-dire sur les échantillons moyens préparés à l'aide de 10 échantillons de prélèvement (ou fraction de 10).

c) 1. Si l'expédition n'est pas homogène, le chimiste ne procède pas à l'analyse chimique complète et ne délivre pas de certificat, il remet, dans ce cas, un bulletin d'analyse explicatif à l'intéressé.

d) 2. Si l'expédition est bien homogène, l'expert habilité procède alors à l'analyse chimique réglementaire sur au moins un échantillon par 50 colis, c'est-à-dire sur un échantillon moyen préparé en mélangeant 5 échantillons soumis à l'analyse chimique sommaire. Il établit alors le certificat d'analyse du formulaire B.

Paris, le 8 août 1913.

*Le Ministre de l'Agriculture,*  
CLÉMENTEL.





Auf Grund der erteilten Ermächtigung bescheinigt die Anstalt — unterfertigte — :  
der Fachchemiker

1. — Dass — die nach Vorschrift entnommene (n) Probe(n) ohne Vermischung untereinander  
nach Bildung einer Durchschnittsprobe (Mischprobe)

aus der vorliegenden Sendung unter Beobachtung der hierfür vereinbarten Vorschriften untersucht hat ;

2. — Das in allen Pakstücken, aus deren Inhalt die Durchschnittsprobe (Mischprobe) gebildet wurde, ein gleichartiges Erzeugnis enthalten ist ;

3. — Dass } der Wein  
} der Most  
} die Traubenmaisch  
der für den Verkehr innerhalb Frankreichs geltenden gesetzlichen Vorschriften entspricht und dass überdies ein Zusatz von Alkohol, Alkalikarbonaten, Weinsäure, Zitronensäure, neutralem Kalium oder Salzen und Verbindungen der schwefeligen Säure (Sulfite, Metasulfite, u. dgl.) oder der Phosphorsaure (Phosphate), bei der Untersuchung nicht nachweisbar war ;

4. — Dass der Gehalt an Schwefelsäure in einem Liter Flüssigkeit nicht mehr beträgt als 2 gr. neutralen schwefelsauren Kaliums entspricht (1) ;

5. — Dass } der Wein  
} der Most  
} der Traubenmaische

En vertu de l'autorisation conférée, le directeur de l'établissement soussigné certifie :  
le chimiste professionnel

1. — Qu'il a analysé lui-même, en se conformant aux prescriptions établies à cet effet, les échantillons prélevés réglementairement de la présente expédition sans les avoir mélangés les uns aux autres  
après formation d'un échantillon moyen (échantillon de mélange)

2. — Que tous les colis, à l'aide du contenu desquels a été formé l'échantillon moyen, renferment un produit de même nature ;

3. — Que } le vin  
} le moût de raisin  
} le raisin foulé de vendange  
est conforme aux prescriptions légales en vigueur dans le trafic intérieur en France et qu'en outre il n'est additionné d'aucune des substances suivantes : alcool, carbonates alcalins, acide tartrique, acide citrique, tartrate neutre de potasse, sels ou combinaisons de l'acide sulfureux (sulfite métasulfite et similaires) ou de l'acide phosphorique (phosphates) ;

4. — Que la teneur en acide sulfurique, évaluée en sulfate neutre de potasse, ne dépasse pas 2 grammes par litre de liquide (1) ;

5. — Que } le vin  
} le moût de raisin  
} le raisin foulé de vendange

einen Zuckerzusatz nicht erhalten hat ;  
erhalten

6. — Dass sie unmittelbar nach Entnahme der  
er den Kesselwagen (Reservoirwagen)  
Probe (n) jedes Packstück

mit dem oben angegebenen amtlichen Verchluss ver-  
sehen hat ;

7. — Dass ein Verschnitt mit weissem Wein, weissem  
Traubenmost oder weisser Traubenmaische nicht vor-  
liegt (1) ;

8. — Dass der Wein einen Weingeistgehalt von .....  
Most Gewichtsteilen in hundert Gewichtsteilen und einen  
Gehalt an trockenem Extrakt von ..... Gramm in  
Liter Flüssigkeit bei 100 Grad Celsius enthält (2).

..... den ..... 19...  
Siegel .....  
.....

(Bezeichnung des Anstalt.)

(UnTERSCHRIFT und AMTSELLUNG des Zeugnisausstellers.)

(1) Nur bei rotem Wein sowie bei Traubenmost und Trauben-  
maische zu solchem Wein zu beschelnigen.

(2) Nur bei Verschnittweinen und Verschnittmosten auszufüllen.

n'a pas reçu une addition de sucre ;  
a reçu

6. — Qu'immédiatement après le prélèvement des  
échantillons, il a mis de la fermeture officielle décrite  
le wagon-citerne (wagon-réservoir) ;  
ci-dessus chaque colis

7. — Qu'il ne s'agit pas d'un coupage avec du vin  
blanc, du moût de raisin blanc ou de raisin blanc foulé  
de vendange (1) ;

8. — Que le vin contient ..... parties en poids  
moût d'alcool de vin dans cent parties en poids, et .....  
grammés d'extrait sec, à 100 degrés Celsius par litre de  
liquide (2).

..... le ..... 19...  
Sceau. ....  
.....

(Designation de l'établissement)

(Signature et situation officielle de l'auteur du certificat.)

(1) A ne certifier que s'il s'agit de vins rouges ou de moûts de  
raisins et de raisins foulés de vendange pour vins rouges.

(2) A n'indiquer que s'il s'agit de « vin de coupage » ou de  
« moût de coupage ».

FRANZÖSISCHE REPUBLIK

MINISTERIUM DES ACKERBAUES

Zeugnisz

über die chemische Untersuchung einer zur Ausfuhr in das  
 deutsche Lollgebiet bestimmten Sendung  
 von { Wein  
 Most  
 Traubenmaische.

A. — Bescheinigung

Zur Feststellung der Einfuhr Fähigkeit für d .....  
 nachstehend verzeichnete (n) .....  
 (Zahl und Art der Kesselwagen, Reservoirwagen,  
 Packstücke.)

enthaltend { Wein  
 Most  
 Traubenmaische  
 bescheinigt die unterfertigte Staatsbeborde dass sie :

1. — Nach vorschritftmassiger Probeentnahme den  
 Reservoirwagen  
 Resselwagen, jedes Packstücke  
 mit dem unten angegebenen amtlichen Verschluss  
 veesehen.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISÉ

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Certificat

relatif à l'analyse chimique d'une expédition  
 de { vin  
 moût de raisin  
 raisins foulés de vendange  
 destinée à l'exportation sur territoire douanier allemand.

A. — Attestation

Afin d'établir la possibilité d'importer le .....  
 .....  
 (Nombre et espèce des wagons-citernes, wagons-réservoirs  
 colis.)

désigné, ..... ci-après { vin  
 et contenant du .. } moût  
 l'autorité soussignée atteste que : raisin foulé de vendange

1. — Après le prélèvement réglementaire des échantil-  
 lons, elle a muni ..... chaque colis  
 de la fermeture officielle décrite ci-dessous.

2. — Die entnommene(n) Probe(n) ohne Vermischung untereinander in.....  
 (Zahl und Art der Umschliessungen.)
- gezeichnet.....  
 und amtlich verschlossen dem Versender zur Herbeiführung der chemischen Untersuchung durch.....  
 (Name der Anstalt, des Fachchemikers.)
- überlassen hat.

2. — Elle a remis les échantillons prélevés, non mélangés entre eux, répartis en.....  
 (Nombre et espèce de flacons.)
- marqués.....  
 et muni d'une fermeture officielle, à l'exportateur pour qu'il en fasse effectuer l'analyse chimique par.....  
 (Nom de l'établissement, du chimiste professionnel.)

(1) Name und Wohnort des Versenders	Zahl, Art, Zeichen, Nummern der Kesselwagen, Reservoirwagen oder Packstücke (Faesser, Kisten, u.s.w.)	Rohgewicht in Kilogramm	Bezeichnung nach Herkunft (Land, Weinbaugebiet oder Abdruck des Gemeinde o dgl. farbe jahrgang, u.s.w.)	Beschreibung amlichen Verschlussess
(1) Nom et domicile de l'exportateur	Nombre, espèce des wagons-citernes, wagons-réservoirs ou de collis	Poids bruts en kilogrammes	Désignation concernant l'origine (pays, région vinicole communes, etc., la couleur, l'année, etc.	Description ou reproduction de la fermeture officielle
1	2	3	5	6

..... den..... 19...  
 .....  
 (Bezeichnung der Behörde.)

Siegel.

.....  
 .....  
 (Désignation de l'autorité.)

Sceau.

.....  
 .....  
 (Signature et situation officielle de l'auteur du certificat.)

Unterschrift und Amtsstellung des Zeugnisausstellers.)

(1) Modèle du certificat à remplir par l'agent des douanes ou des contributions indirectes après le prélèvement des échantillons.



**B. — Zeugnis über die chemische Untersuchung Nr. . . .**

Auf Grund der erteilten Ermächtigung bescheinigt die unterfertigte Anstalt der Fachchemiker

1. — Dass sie die laut Bescheinigung A entnommene (n) Probe (n).  
 ohne Vermischung untereinander nach Feststellung der Gleichartigkeit der Proben und nach Bildung einer Durchschnittsprobe (Mischprobe) unter Beobachtung der hierfür vereinbarten Vorschriften untersucht hat ;

2. — Dass der Wein der Most die Traubenmaische den für den Verkehr innerhalb Frankreichs geltenden gesetzlichen Vorschriften entspricht und dass überdies ein Zusatz von Alkohol, Alkalikarbonaten, Weinsäure, Zitronensäure, neutralem weinsaurem Kalium oder Salzen und Verbindungen der schwefeligen Säure (Sulfite, Metasulfite, u. dgl.) oder Phosphorsaure (Phosphate) bei der Untersuchung nicht nachweisbar war ;

3. — Dass der Gehalt an Schwefelsäure in einem Liter Flüssigkeit nicht mehr beträgt, als zwei Gramm neutralen Schwefelsauren Kaliums entspricht (1) ;

(1) Nur bei reinem Wein sowie bei Traubenmost und Traubenmaische mit solchem Wein zu bescheinigen.

**B. — Certificat sur l'analyse chimique N° . . .**

En vertu de l'autorisation conférée, le directeur de l'établissement soussigné, certifie : le chimiste professionnel

1. — Que le(s) échantillon(s) prélevé(s) suivant l'attestation A  
 sans être mélangés entre eux  
 après formation d'un échantillon moyen (échantillon de mélange),  
 l'homogénéité ayant été établie  
 . . . . . été analysé . . . . . par lui-même, conformément aux prescriptions établies à cet effet ;

2. — Que le vin le moût de raisin le raisin foulé de vendange est conforme aux prescriptions légales en vigueur dans le trafic intérieur en France, et qu'en outre il n'est additionné d'aucune des substance suivantes : alcool, carbonate alcalins, acide tartrique, acide citrique, tartrate neutre de potasse, sels et combinaisons de l'acide sulfureux (sulfite, métsulfite et similaires) ou de l'acide phosphorique (phosphates) ;

3. — Que la teneur en acide sulfurique évaluée en sulfate neutre de potasse ne dépasse pas 2 grammes par litre de liquide (1) ;

(1) A ne certifier que s'il s'agit de vins rouges ou de moûts de raisins foulés de vendange pour vins rouges.

4. — Que  $\left\{ \begin{array}{l} \text{le vin} \\ \text{le moût de raisin} \\ \text{le raisin foulé de vendange} \end{array} \right.$   
n'a pas été additionné de sucre ;  
a été

5. — Qu'il ne s'agit pas d'un coupage avec du vin blanc, du moût de raisin blanc ou du raisin blanc foulé de vendange (1) ;

6. — Que le  $\frac{\text{vin}}{\text{moût}}$  contient..... parties en poids d'alcool de vin dans cent parties en poids, et..... grammes d'extract sec, à 100 degrés Celsius, par litre de liquide (2).

..... le..... 19.....

Sceau.

(Désignation de l'établissement.)

.....

(Signature et situation officielle de l'auteur du certificat.)

(1) A ne certifier que s'il s'agit de vins rouges ou de moûts de raisins et de raisins foulés de vendange pour vins rouges.  
(2) A n'indiquer que s'il s'agit de « vin de coupage » ou de « moût de coupage ».

4. — Dass  $\left\{ \begin{array}{l} \text{der Wein} \\ \text{der Most} \\ \text{die Traubenmaische} \end{array} \right.$   
nicht erhalten hat ;  
einen Zuckersatz erhalten

5. — Dass ein Verschnitt mit weissem Wein, weissem Traubenmost oder weisser Traubenmaische nicht vorliegt (1) ;

6. — Das der  $\frac{\text{Wein}}{\text{Most}}$  einen Weingeitsgehalt von..... Gewichtsteilen in hundert Gewichtsteilen und einen Gehalt an trockenem Extrakt von..... Gramm in Liter Flüssigkeit bei 100 Grad Celsius enthält (2).

..... den..... 19.....

.....

.....

Siegel.

(Bezeichnung der Anstalt.)

.....

.....

(Unterschrift und Amtsstellung des Zeugnissausstellers.)

(1) Nur bei rotem Wein sowie bei Traubenmost und Traubenmaische zu solchem Wein zu bescheinigen.  
(2) Nur bei Verschnittweinen und Verschnitttweinen auszufüllen.

## PRÉLÈVEMENT DES ÉCHANTILLONS

**Formalités à remplir****I. — (Prélèvement opéré par un agent des contributions indirectes ou des douanes.)**

L'importateur adresse une demande de prélèvement, soit à l'administration des contributions indirectes, soit à l'administration des douanes. Il s'engage, dans cette demande, à payer les frais de prélèvement. Lorsqu'elle est adressée à cette dernière administration, la demande est écrite sur les déclarations d'exportation.

Les frais de prélèvement sont calculés d'après le tarif de l'arrêté du 20 janvier 1900 relatif aux frais de mission. Ils sont comptés par heure, y compris le temps nécessaire au parcours de la résidence de l'employé au point où est effectué le prélèvement, à raison de :

1 fr. 67 pour les contrôleurs ;

1 fr. 34 pour les receveurs ;

1 fr. pour les commis principaux ordinaires ;

0 fr. 50 pour les préposés et receveurs buralistes.

Le montant en est recouvré par les soins de l'administration compétente pour être mis à la disposition des ayants droit.

L'exportateur — ou son représentant — doit assister au prélèvement et fournir la main-d'œuvre, le matériel et le formulaire imprimé nécessaires. Il doit donner les renseignements qui lui sont demandés. L'opération effectuée, il fait parvenir aussitôt à l'expert choisi par lui les échantillons et le certificat de prélèvement, en même temps que le prix de l'analyse. (*Arrêté du 12 novembre 1909.*)

Les chimistes-experts tiennent à la disposition des exportateurs des formulaires du type B.

**II. — Prélèvement opéré par le chimiste-expert**

Cette manière de procéder, qui correspond à l'emploi du formulaire du type A, exige une entente préalable entre l'exportateur et le chimiste-expert choisi par lui.

\*  
\* \*

**Décret allouant des crédits supplémentaires  
au Ministre des Affaires Etrangères sur l'exercice 1913**

(7 septembre 1913)

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et du ministre des finances,

Vu l'article 4 de la loi du 14 décembre 1879 sur les crédits supplémentaires et extraordinaires ;

Vu la loi du 30 juillet 1913, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1913, et notamment les numéros 3, 4 et 7 de l'état F y annexé, relatif à la nomenclature des services votés pour lesquels il peut être ouvert, en ce qui concerne le ministre des affaires étrangères, des crédits par décrets, en exécution de l'article 5 de la loi susvisée du 14 décembre 1879 ;

De l'avis du Conseil des ministres ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

**ARTICLE PREMIER**

Il est ouvert au ministre des affaires étrangères, sur l'exercice 1913, en addition aux crédits alloués par la loi du 30 juin 1913 et par des lois spéciales, les crédits supplémentaires suivants :

Sur le chapitre 15 : Frais d'établissement, 100.000 francs.

Sur le chapitre 16 : Frais de voyages et de courriers, 200.000 francs.

Sur le chapitre 29 : Frais de réception de personnages étrangers, missions extraordinaires à l'étranger, conférences internationales, 34.730 francs.

**ART. 2**

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1913.

**ART. 3**

Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres dans la première quinzaine de leur plus prochaine réunion.



## ART. 4

Le ministre des affaires étrangères et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* et inséré au *Bulletin des Lois*.

Fait à Paris, le 7 septembre 1913.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

*Le Ministre des Affaires Étrangères,*  
STEPHEN PICHON.

*Le Ministre des Finances,*  
CHARLES DUMONT.

■  
\* \*

Rapport du Ministre des Affaires Etrangères et du Ministre de la Justice au Président de la République sur l'organisation judiciaire française au Maroc.

Paris, le 1<sup>er</sup> septembre 1913.

Monsieur le Président,

Dès l'établissement de notre protectorat au Maroc, le résident général de France attirait toute l'attention du Gouvernement sur l'urgence d'une réforme judiciaire : condition primordiale de la réorganisation administrative du pays à laquelle l'abrogation du régime des capitulations est subordonnée.

Dans une lettre datée de Marrakech, le 19 mars 1913, M. le général Lyautey traçait les grandes lignes d'un projet qu'il soumettait à l'approbation du Gouvernement avant d'en proposer l'adoption au sultan.

La commission de jurisconsultes, chargée, conformément aux suggestions du commissaire résident général de préciser un plan d'organisation judiciaire du protectorat français du Maroc, a siégé au ministère des affaires étrangères, du 7 mai au 25 juin. Elle était composée de MM. Louis Renault, membre de l'Institut, jurisconsulte du ministère des affaires étrangères ; Herbaut, conseiller à la cour de cassation ; Berge, conseiller la cour d'appel de Paris ; Boulloche, directeur des affaires civiles au ministère de la justice ; Romieu, conseiller d'Etat ; Grünebaum Ballin, président du conseil de préfecture de la Seine ; Jean Labbé, avocat au conseil d'Etat ; Chardenet, maître des requêtes au conseil d'Etat ; Collavet, auditeur au conseil d'Etat ; de

Lapradelle, professeur à la faculté de droit ; Georges Teissier, professeur à l'école des sciences politiques ; Gauthier, consul de France, chef du bureau de la Tunisie au département ; Cruchon-Dupeyrat, consul général de France, chef du bureau du Maroc au département ; Kammerer, consul de France, rédacteur à la direction des affaires politiques et commerciales au département. Ont également pris part aux délibérations : MM. de Saint-Aulaire, ministre plénipotentiaire, délégué à la résidence générale de France au Maroc, et Paul Tirard, secrétaire général du protectorat marocain, durant leur séjour en France.

Ses travaux, aujourd'hui terminés, ont abouti à l'adoption d'un certain nombre de textes qu'elle a elle-même commentés dans un rapport d'ensemble ci-annexé (annexe).

Le premier de ces textes trace les règles de la nouvelle organisation judiciaire et pose les principes de compétence des juridictions françaises. Comme pour les tribunaux français de Tunisie, le principe de l'unité de juridiction a été admis : les mêmes tribunaux jugeront, d'une part en matière répressive, d'autre part en matière civile, commerciale et administrative.

Un second dahir concerne l'instruction criminelle. Les règles édictées sont analogues à celles en vigueur dans la métropole, sous réserve de l'adjonction d'assesseurs marocains et étrangers pour le jugement d'accusés non français.

Le projet de dahir sur la condition civile des français et des étrangers dans le protectorat français du Maroc constitue un véritable code de droit international privé s'inspirant, dans la plupart des cas, des solutions adoptées par les conventions internationales de La Haye.

Dans le dahir formant « code des obligations et contrats », les européens trouveront des règles inspirées, dans une large mesure, par leurs lois nationales ; les musulmans, de leur côté, n'y trouveront rien qui puisse froisser leur conscience religieuse, puisque les textes tunisiens qui ont servi de base à ce travail ont été revisés et reconnus orthodoxes par une commission composée de cinq professeurs de la grande mosquée de Tunis et de cinq membres du « chara » (tribunal religieux).

Le projet de dahir formant code de commerce est une adaptation de la législation française, améliorée par des emprunts aux lois allemande et suisse, notamment en ce qui concerne l'établissement d'un « registre du commerce ».

La discussion du projet de dahir sur la procédure civile a tenu très grande place dans les travaux de la commission. Le code nouveau est, quant aux idées directrices qui ont présidé à son élaboration, sensiblement différent du code en vigueur en France. Il s'inspire de la procédure sommaire et peu formaliste des juridictions consulaires à laquelle il est appelé à succéder. Dans un but de simplification et d'économie dont doivent profiter les justiciables, on a renoncé au système de véna-

lité des charges en ce qui concerne les auxiliaires de la justice en transformant les officiers ministériels en fonctionnaires publics. La commission a suivi, en cette matière, de nombreux exemples offerts par l'Autriche, la Suisse et plusieurs Etats d'Allemagne ; elle s'est également inspirée des règles de notre procédure devant les tribunaux administratifs et de précédents tunisiens et coloniaux. Tout système de postulation, tout intermédiaire nécessaire et obligatoire entre le justiciable et le juge ont été supprimés. Une autre caractéristique de cette procédure nouvelle, c'est qu'elle est écrite, sauf devant les justices de paix, où l'instruction verbale paraît indispensable. L'organisation du barreau et celle d'un corps d'experts et d'interprètes, également nouvelles, constituent pour les plaideurs des garanties toutes particulières.

Dans toutes ces dispositions, la commission a cherché à établir l'équivalent d'une loi de procédure internationale propre à s'adapter aux litiges concernant les lois nationales les plus diverses et garantissant aux ressortissants des différents Etats l'application, quant aux règles de fond, de leur statut personnel.

Deux documents ont encore fait l'objet des délibérations de la commission : les projets de dahir sur l'assistance judiciaire et sur les frais de justice et d'actes extrajudiciaires. Pour l'élaboration de ce dernier document, le tarif des chancelleries diplomatiques et consulaires a été pris pour base.

Après avoir complété une œuvre législative aussi considérable, la commission s'est demandé quelle était, en l'état des principes généraux du droit et des textes relatifs au protectorat marocain, l'autorité compétente pour donner force de loi à la nouvelle organisation. Le texte du traité du 30 mars 1912 pour l'organisation du protectorat français dans l'empire chérifien approuvé par la loi du 15 juillet 1912, ne permet de conserver aucun doute sur les formes à employer. Des dispositions contenues dans cet instrument diplomatique résultent deux conséquences : la première, que si toute réforme à introduire au Maroc dépend de l'initiative du Gouvernement français et est subordonnée, pour être mise en vigueur, à une approbation et à une promulgation émanant de son représentant, aucune ne peut être exécutée dans l'étendue de l'empire sans l'intervention du sultan, c'est-à-dire autrement que par « dahir » ; la seconde, que les mots « réformes judiciaires » qui existent dans l'article 1<sup>er</sup> doivent s'appliquer, non seulement à l'organisation de la justice indigène, mais encore à celle de la justice française telle qu'on la veut instituer. Cette dernière interprétation résulte également des termes de l'accord franco-allemand du 4 octobre 1911 et de l'accord franco-espagnol du 27 novembre 1912. Dans les conditions où les traités précités prévoient la collaboration des deux souverainetés française et marocaine, un dahir chérifien, pris sur la proposition et avec le visa du commissaire résident général, serait indispensable et suffisant pour réaliser le projet mis au point par la commission.

Toutefois il a paru à la commission qu'il était utile de confirmer de manière plus explicite le caractère français des juridictions, à la création desquelles la souveraineté française, si l'on se contentait du seul dahir chérifien, n'aurait pas participé par un acte qui lui fût exclusivement propre. Il importe, en effet, que les jugements des nouveaux tribunaux soient considérés comme jugements d'un tribunal français exécutaires sur le territoire de la métropole et soumis au contrôle de la cour de cassation.

Une intervention directe du Gouvernement de la République dans l'organisation de la justice française au Maroc, à la suite du dahir chérifien, devient ainsi nécessaire. Au point de vue du droit interne et, conformément aux nombreux précédents relatés dans la « Note juridique », elle doit être réalisée non pas par une loi, mais par un acte du Président de la République agissant en sa qualité de législateur des pays de protectorat et en exécution des traités internationaux déjà ratifiés par le Parlement.

Nous avons donc l'honneur de vous soumettre le projet de décret ci-joint. Si vous voulez bien approuver les motifs qui l'ont inspiré, nous vous serons reconnaissants de le sanctionner de votre signature.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, les assurances de notre profond respect.

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*

ANTONY RATIER.

*Le Ministre des Affaires Étrangères,*

S. PICHON.

\*  
\* \*

*Rapport du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice sur les travaux  
de la commission judiciaire du protectorat français du Maroc*

La commission chargée d'étudier les projets relatifs à l'organisation judiciaire du protectorat français du Maroc s'est réunie pour la première fois le 7 mai 1912. Après avoir consacré ses premières séances à l'importante discussion qui a abouti à l'adoption du projet de décret joint au présent dossier et à la rédaction des documents qui l'accompagnent, la commission a abordé l'étude des projets de dahir dont la promulgation est nécessaire au fonctionnement de la justice française au Maroc. De ses délibérations qui ont occupé 24 séances, du 7 mai au 25 juin, sont sortis un certain nombre de textes.

Le premier a un caractère général : il trace les règles de la nouvelle organisation judiciaire, fixe les degrés de juridiction, le nombre, le siège et la composition des tribunaux, les conditions dans lesquelles



seront déterminés leurs ressorts ; il trace les principales règles concernant la nomination et le recrutement des magistrats français appelés à remplir des fonctions judiciaires dans le protectorat.

Il pose en même temps les principes de compétence des juridictions françaises à l'égard des français, des marocains, des étrangers appartenant, soit à des Etats qui jouissent actuellement au Maroc d'un privilège de juridiction et y auront renoncé par la suite, soit à des Etats qui ne possèdent aucun privilège de ce genre. Ces règles sont d'ailleurs celles qui sont généralement adoptées pour la compétence des tribunaux français dans les colonies et pays de protectorat, et plusieurs d'entre elles sont empruntées à la loi du 27 mars 1883 sur l'organisation judiciaire de la Tunisie.

Comme pour les tribunaux français de Tunisie, le principe de l'unité de juridiction a été admis : les mêmes tribunaux jugeront, d'une part en matière répressive, d'autre part en matière civile, commerciale et administrative. Toutefois le contentieux administratif ne leur a été attribué que dans les limites et dans les conditions fixées, pour les tribunaux français de Tunisie, par le décret du 27 novembre 1888. De même qu'en Tunisie, il n'y aura pas, en matière administrative, de recours en cassation, sauf en cas de violation des principes de la séparation des pouvoirs : cela, pour ne rien changer aux attributions de la cour de cassation et du Conseil d'Etat qui ne peuvent être étendues que par une loi.

En second lieu, la commission a adopté un projet de dahir sur l'instruction criminelle dont la préparation est principalement due à M. Herbaux, conseiller à la Cour de cassation et vice-président de la commission. Il a été entendu qu'en matière répressive des lois pénales et des lois d'instruction criminelle de la métropole devraient, en principe, entrer en vigueur dans le protectorat, sous réserve de l'adjonction d'assesseurs marocains et étrangers pour le jugement des accusés n'appartenant pas à la nationalité française.

La haute compétence du rédacteur du projet dans les questions touchant au droit criminel, sa longue expérience de l'application de la loi française et, en particulier, de la loi pénale dans les pays musulmans de l'Afrique du Nord le désignaient pour indiquer quelles dérogations il convenait d'apporter aux règles de l'instruction criminelle française en les promulguant dans le protectorat du Maroc. Ces dérogations sont peu nombreuses ; pour le surplus, les dispositions du code d'instruction criminelle demeurent applicables.

Un règlement sur l'assessorat, s'inspirant étroitement des dispositions édictées en Tunisie sur le même objet, complète le projet de dahir sur l'instruction criminelle.

Le projet de dahir « sur la condition civile des français et des étrangers dans le protectorat français du Maroc », qui comprend vingt articles, mérite particulièrement de retenir l'attention. Il ne correspond à aucun des avant-projets élaborés par les soins de la résidence géné-



rale, et est sorti d'une décision spontanée de la commission. C'est un véritable code de droit international privé, le premier qui ait été rédigé en langue française à l'usage de tribunaux français, et pour la préparation duquel la commission s'est félicitée d'avoir le concours précieux d'un spécialiste éminent, M. Geouffre de Lapradelle, professeur à la faculté de droit de Paris.

Cette œuvre juridique originale donne à toutes les catégories de conflits de lois des solutions précises, conformes, dans la plupart des cas, à celles qui ont été adoptées par les conventions internationales de La Haye ou les assemblées internationales de jurisconsultes, elles sont, sur quelques autres points, tout à fait neuves. Il n'est pas besoin d'insister sur l'utilité pratique de cette législation nouvelle dans un pays où les justiciables appartiendront à tant de nationalités différentes.

Le dahir formant « code des obligations et contrats » et celui qui codifie les lois commerciales, adoptés l'un et l'autre par la commission, sont de dimensions beaucoup plus vastes que ceux dont il vient d'être parlé, puisque l'un compte, 1.250 articles et l'autre 389 ; ils n'ont cependant pas exigé de la part de la commission un long examen, parce qu'il s'agit de textes empruntés, dans leur plan général et dans leurs dispositions de détail, à des législations préexistantes.

Il était nécessaire de dissiper toutes les incertitudes pouvant se faire jour, au sujet de la loi locale, relativement aux contrats et aux obligations qui se forment sans convention ; cette loi consiste actuellement dans le droit musulman, déformé et modifié par des usages locaux. Or le droit musulman n'a pas été codifié au Maroc et les usages sont incertains, flottants, contradictoires et mal connus.

Heureusement, il avait été fait, en Tunisie, une étude approfondie de la même difficulté ; une commission, créée en 1901, a élaboré un texte qui a été ensuite soumis à une commission de jurisconsultes indigènes composée de cinq professeurs de la grande mosquée de Tunis et de cinq membres de son « Chara » (tribunal religieux). De ce texte, révisé et reconnu orthodoxe par ces savants musulmans, a été extrait un code dit « des obligations et des contrats », qui a été promulgué en 1905, et dont l'application s'est poursuivie jusqu'ici sans difficultés.

L'un des principaux auteurs du code tunisien était M. Berge, conseiller à la Cour d'Appel de Paris, ancien président du tribunal mixte de Tunis, membre de la commission. Il a pris à ses travaux une part tout à fait prépondérante ; c'est lui qui a été chargé de tirer du code tunisien un dahir sur les obligations et contrats qui, dans la pensée de la commission, doit être la loi locale du protectorat, applicable à tous les engagements nés sans contrat sur le territoire et à tous les contrats non soumis à une autre loi en vertu des règles du droit international.

Il est à croire qu'une telle législation serait acceptée avec satisfaction par tout le monde au Maroc ; les Européens y trouveraient des règles

inspirées, dans une large mesure, par leurs lois nationales. On a eu soin d'indiquer, en marge des articles, ceux des codes européens qui s'en rapprochent le plus, et de donner ainsi la preuve évidente des éléments d'analogie qui rapprochent ces lois de celle qui est proposée pour le Maroc.

Les musulmans, de leur côté, n'y trouveront rien qui puisse froisser leur conscience religieuse, ni même leurs habitudes, puisque des pontifes, révéérés et estimés entre tous ceux qui vivent à notre époque, ont déclaré que le travail qui leur était soumis et qu'ils ont longuement et soigneusement amendé ne contenait rien de contraire aux principes de leur loi religieuse.

Il paraît étonnant, au premier abord, qu'on ait pu, en Tunisie, écrire, sur des matières aussi difficiles, un texte capable de concilier les législations européennes et le droit musulman ; ce phénomène est pourtant facile à expliquer. Lorsque les juriconsultes, chargés de travailler avec la commission musulmane de Tunis et de le lui présenter l'avant-projet créé par la commission française, se sont trouvés aux prises avec des objections et des contradictions, ils n'ont eu qu'à recourir au droit romain du Digeste pour y trouver des solutions acceptées par les musulmans et très conciliables avec les législations européennes ou certaines d'entre elles, sinon tout à fait identiques. C'est que, si nos codes, dans les parties relatives aux obligations et aux contrats, sont fortement imprégnés de droit romain, on a constaté alors, avec une surprise agréable, que les premiers juriconsultes de l'Islam, qui avaient rencontré dans les pays conquis le droit romain du Bas-Empire, se l'étaient assimilé, dans leur propre droit alors en formation, par un adroit et ingénieux travail de jurisprudence. C'est cette analogie d'origine qui a permis d'arriver autrefois à un accord, et qui laisse espérer que, demain encore, ce qui en est sorti pourra être un instrument d'entente et de pénétration pacifique, loin qu'on puisse le redouter comme un élément de mésintelligence et de division.

Le texte proposé est beaucoup plus court que le code tunisien et n'est pas complètement semblable à ce dernier dans les parties qui ont été conservées. D'une part, on a supprimé les articles qui contenaient les règles purement commerciales, et touchant à la procédure, ou dominées par le droit foncier spécial de la Tunisie, ou enfin fondés sur des usages particuliers à ce pays ; d'autre part, on a modifié un certain nombre d'articles pour les mettre en harmonie avec les autres parties de la nouvelle législation marocaine. Mais rien, dans ces changements n'est venu altérer le caractère primordial du monument législatif qui les a subis, et qui est de se présenter comme un instrument de concorde et de bonne harmonie entre les divers éléments de la population, indigènes et européens.

Le projet de dahir formant code de commerce est purement et simplement une adaptation de la législation française, sauf en ce qui touche la réglementation des transports, pour laquelle on a fait de

larges emprunts aux autres législations européennes. On a complété la législation des faillites par celle sur la liquidation judiciaire et la réhabilitation et on a introduit, pour la sauvegarde des droits des tiers, le registre du commerce, établi par les lois de l'Allemagne et de la Suisse, sans toutefois le rendre aussi rigoureusement obligatoire.

Tandis qu'on complétait ainsi le code de commerce français, une partie de celui-ci était entièrement laissée de côté ; c'est celle qui touche le droit maritime. On a observé que la plupart des transactions du commerce maritime se trouvent sous le régime de la loi du port d'attache du navire ou de celle des contractants, que seuls les phénomènes juridiques qui se produisent sans contrats dans les eaux territoriales pourraient donner lieu à une application de la loi locale. Il n'est pas douteux qu'il faudra faire celle-ci ; mais il a paru que ce délicat travail pouvait être réservé pour un avenir prochain, sans qu'il soit essentiel de lui donner une place dans les mesures considérées comme indispensables pour le fonctionnement immédiat de la nouvelle organisation judiciaire, et alors qu'il était impossible de promulguer purement et simplement la loi française.

La discussion du projet de dahir sur la procédure civile a tenu une très grande place dans les travaux de la commission et ce projet appelle effectivement des observations plus longues.

Il s'agit en effet d'un code en 557 articles qui, non seulement correspond à la plupart des 1.042 articles du code français de procédure civile, mais contient, en outre, la substance des dispositions de procédure éparses dans le livre premier du code civil, et de celles de la loi du 24 juillet 1889 sur la procédure de déchéance de la puissance paternelle, de la loi du 12 juillet 1908 sur la compétence des juges de paix, d'autres lois encore.

Bien que les formes prévues par le code de procédure civile de 1806 aient été beaucoup simplifiées, le code nouveau est nécessairement assez étendu ; il est, surtout, quant aux idées directrices qui ont présidé à son élaboration, sensiblement différent du code en vigueur en France. Sans doute, un très grand nombre de dispositions de ce code s'y retrouvent presque textuellement : la commission n'a pas hésité à reprendre, en leur laissant toute la saveur de leur ancienne rédaction, les formules qui répondent à des nécessités communes aux justices de tous les pays : celles qui, depuis les jurisconsultes de Rome et de Byzance, ont pénétré dans toutes les législations, parce qu'elles expriment des règles éternelles de bon sens et d'équité. Mais elle s'est résolument écartée du mécanisme général de procédure qui domine le code de procédure civile et qui comporte nécessairement le concours d'un très grand nombre d'agents, officiers ministériels ou mandataires plus ou moins assimilés à ces officiers.

Cette décision lui a été dictée par les faits.

Les tribunaux français qui ont été constitués dans le protectorat

sont appelés à remplacer, dès leur installation, les juridictions consulaires françaises et, après un délai assez court sans doute, les juridictions consulaires des puissances étrangères, qui attendent l'établissement de la justice française pour renoncer à leurs privilèges juridictionnels. La procédure des tribunaux consulaires est sommaire et peu formaliste ; elle revêt souvent un caractère presque arbitral. Les actes judiciaires ou extra-judiciaires, répartis dans la métropole entre un si grand nombre d'officiers ministériels de diverses catégories, s'accomplissent dans les chancelleries par les soins de quelques fonctionnaires.

Les justiciables des nouveaux tribunaux, a-t-il semblé à la commission, qu'ils fussent français, étrangers ou indigènes, ont, en quelque sorte, un droit acquis à la conservation de ces formes et de ces pratiques si aisées. Ce serait mal concevoir les réformes judiciaires annoncées dans l'article 1<sup>er</sup> du traité de Fez que d'établir dans le protectorat, avec des tribunaux français, le système compliqué et un peu archaïque de notre vieille procédure civile et de faire débarquer au Maroc, en même temps que les nouveaux juges, le groupe entier des officiers ministériels et autres auxiliaires de justice qui les entourent et les assistent dans la métropole : l'avoué, l'huissier, le greffier, le notaire, le curateur aux successions vacantes, le syndic de faillite, le liquidateur, le commissaire-priseur, l'administrateur judiciaire, l'arbitre, l'agréé.

Il fallait tenir compte aussi de ce que, dans beaucoup d'Etats étrangers, dont la renonciation à leurs juridictions consulaires est escomptée, mais non encore obtenue à titre définitif, de vives critiques sont formulées depuis longtemps contre le fonctionnement de l'organisme judiciaire tel qu'il est imposé par le code de 1806. De tous les codes napoléoniens, le code de procédure civile est celui qui porte le plus la marque de l'âge, d'une part, parce que l'esprit novateur du dix-huitième siècle et de la Révolution ne l'a pas imprégné aussi profondément que les autres et qu'il n'est, dans une large mesure, qu'une réédition de la vieille ordonnance de 1667 d'autre part, parce qu'il a été, depuis un siècle, moins remanié que ses contemporains, et qu'à la différence de ceux-ci, il a été peu modernisé. Des pays étrangers, qui ont emprunté à la France les bases de leur législation moderne, ont pourtant renoncé au système de la vénalité des charges, en ce qui concerne les auxiliaires de la justice, ont transformé les officiers ministériels des temps anciens en fonctionnaires publics, ou tout au moins réduit leur nombre. Il suffira de rappeler, à titre d'exemple, qu'en Autriche les agents d'exécution et de signification des jugements sont des fonctionnaires publics, pris parmi les employés du greffe (lois des 27 mai et du 27 novembre 1896) ; qu'il en est de même en Prusse et à Hambourg et dans beaucoup d'autres Etats allemands pour les huissiers chargés des significations, assignations et exécutions ; en Suisse, pour les agents d'exécution chargés des poursuites ; qu'en Allemagne et en Autriche il n'y a pas d'avoués, le *Rechtsanwalt* allemand, le *Hof-*



*und Gerichtsadvokat* autrichien étant tout à la fois avocat et avoué, c'est-à-dire « avocat-défenseur » comme dans certaines de nos colonies, ce qui supprime la répartition si délicate, et souvent si difficile, entre deux personnes différentes, du rôle du *dominus litis*.

Devait-on, dans ces conditions, au moment d'instituer un régime judiciaire nouveau et moderne, qui doit s'inspirer des « règles générales de législation des puissances intéressées » (art. 9 de l'accord franco-allemand du 4 novembre 1911) maintenir le nombreux personnel d'officiers ministériels que comportait le code de procédure de 1806, lui conserver dans la vie judiciaire ce rôle primordial qui découle du système de la postulation, et qui s'accorde avec l'attitude en quelque sorte passive donnée au juge dans ce système ? Pouvait-on, même si on avait voulu reprendre intégralement notre vieux mécanisme judiciaire, espérer que, dans un pays tel que le Maroc, à l'heure présente, des officiers ministériels offrant les garanties d'honorabilité et de compétence qui peuvent peut-être justifier, dans une certaine mesure, en France, le maintien du système traditionnel, pourraient être recrutés en nombre suffisant ?

La commission ne l'a pas pensé. Elle a constaté, d'autre part, que sans avoir besoin d'imiter des législations étrangères, elle trouvait dans des textes français, dont deux au moins sont beaucoup plus récents que le code de procédure civile, tous les éléments d'une procédure excellente, simple et peu coûteuse et où l'importance des auxiliaires de la justice étant beaucoup réduite, la mission du juge se trouve, en revanche, considérablement élargie.

Ces textes, ce sont ceux qui ont codifié les règles de la procédure devant les tribunaux administratifs : le décret très complet et fort bien rédigé du 5 août 1881 sur la procédure devant les conseils de contentieux administratif des colonies et, surtout la loi du 22 juillet 1889 sur la procédure devant les conseils de préfecture. La procédure administrative, telle qu'elle est réglée par cette dernière loi, a, depuis longtemps, recueilli l'approbation unanime de tous ceux qui l'ont étudiée ou pratiquée ; après une épreuve de près de vingt-cinq ans, elle apparaît presque parfaite, comme au premier jour, et susceptible seulement de quelques légères retouches. La commission, entrant pleinement sur ce point dans les vues de la résidence générale de France au Maroc et des auteurs des avant-projets préparés à Rabat, il y a quelques mois, a fait de cette loi la base de ses travaux pour la rédaction du dahir sur la procédure.

A supposer qu'elle eût pu hésiter à appliquer aux matières civiles et dans un pays comme le Maroc, la procédure des tribunaux administratifs de la métropole, elle eût été rassurée par un précédent topique. Un code de procédure civile en langue française à l'usage des tribunaux indigènes de Tunisi, présentant, par la simplicité de ses règles, par la suppression totale du système de la postulation, les plus grandes analogies avec la loi du 22 juillet 1889, est en vigueur en



Tunisie. Son principal auteur est précisément M. le conseiller Berge. Il a pu attester que ce code de procédure avait été depuis sa promulgation, appliqué à la satisfaction générale.

Ce sont ces diverses considérations qui ont présidé à l'élaboration d'une loi de procédure dont les caractères essentiels sont les suivants : suppression de tout système de postulation, de tout intermédiaire nécessaire et obligatoire entre le justiciable et le juge, direction de la procédure confiée, non aux plaideurs ou à leurs représentants, mais au juge lui-même. Le juge cesse ici, comme dans la loi du 22 juillet 1889, d'être simplement le spectateur du duel judiciaire entre les représentants des parties en litige et d'assister à de savantes passes d'armes, souvent prolongées par l'art des adversaires, en ayant pour seule attribution de proclamer le vainqueur. Il est réellement le directeur du combat ou plus simplement le fonctionnaire chargé d'une affaire qu'il a pour devoir de conduire par les voies les plus rapides à sa solution nécessaire : le jugement (voir art. 555). Les parties ne citent pas directement leurs adversaires devant le magistrat. C'est celui-ci qui reçoit toutes les requêtes au secrétariat du tribunal, ordonne toutes les notifications et communications, convoque les parties à l'audience aux jour et heure fixés par lui, prescrit toutes les mesures d'instruction (voir art. 155), intervient pour faire reprendre son cours à une procédure suspendue ou arrêtée par un événement quelconque (voir art. 130).

Une autre caractéristique de cette procédure nouvelle, c'est qu'elle est écrite, sauf devant les tribunaux de paix où l'instruction verbale est indispensable, étant donné la nature des litiges et la nécessité pour le juge de s'éclairer en entendant et en provoquant les déclarations orales de justiciables très souvent hors d'état de s'expliquer par écrit. Devant les tribunaux de première instance et devant la cour d'appel, dans toutes les instances, sans exception, l'affaire ne vient à l'audience qu'après une instruction préalable faite par un juge rapporteur et sur rapport écrit. Les observations orales, c'est-à-dire les plaidoiries, ne sont que le complément de la procédure écrite, laquelle a seule valeur légale (voir art. 188). C'est l'idée maîtresse de la procédure administrative suivie devant le Conseil d'Etat et les Conseils de Préfecture. Son adoption réalise sans contredit un progrès considérable sur les législations étrangères, encore attachées à la pratique de l'instruction faite à l'audience. Enfin — dernier trait marquant de cette nouvelle procédure — elle est aussi souple, aussi peu formaliste que possible : fort peu de textes impératifs, quantité de dispositions en quelque sorte facultatives ou alternatives donnant au juge le choix entre plusieurs procédés ou s'en remettant à sa prudence, à l'appréciation qu'il fera des circonstances de la cause, de l'intérêt des parties (voir art. 549). L'initiative et la responsabilité du juge sont ainsi constamment mises en jeu : il n'est pas de moyen plus sûr d'avoir de bons magistrats, rendant une bonne justice.

Dans une telle conception de la procédure judiciaire et extrajudiciaire, il est naturel et logique que tous les actes de notification, d'exécution, de sommation et de constatation et même ceux d'administration et de liquidation qui se rattachent à la vie judiciaire soient accomplis, sur l'ordre ou avec la permission du juge, par des fonctionnaires placés sous son autorité. De là l'importance et la diversité des attributions confiées dans le projet de dahir sur la procédure civile aux « secrétaires greffiers » des nouveaux tribunaux et à leurs collaborateurs, les agents des secrétariats. Mais en conférant à ces agents ces missions si étendues et si chargées de responsabilités que se partagent dans la métropole plusieurs catégories d'officiers ministériels, il ne fallait pas priver les justiciables des garanties que leur donnent les fortes traditions corporatives de ces officiers, le fonctionnement des conseils de discipline de leurs compagnies respectives et enfin la possibilité d'être indemnisés sur les biens personnels et sur le cautionnement de l'officier ministériel pécuniairement responsable d'une faute de charge. Bien au contraire, il convenait de donner aux intéressés des sûretés beaucoup plus fortes encore. La commission a la conviction d'y être parvenue par un recrutement des agents des secrétariats soigneusement limité à certaines catégories de candidats (art. 27), par des règles de discipline sévères et dont les plus importantes sont formulées dans le texte même du dahir (art. 29 à 31), par la continuelle surveillance des magistrats sous l'autorité desquels ils sont placés (art. 26), par la crainte des peines disciplinaires que les agents des secrétariats encourront en cas de faute, comme tous autres fonctionnaires, et qui pourront aller jusqu'à la révocation ; enfin, par la mise en jeu, au profit des victimes des fautes professionnelles de ces agents, des responsabilités pécuniaires, soit de l'Etat, s'il s'agit de simples fautes de service, soit de l'agent personnellement et de l'Etat subsidiairement, en cas d'insolvabilité de l'agent, pour les fautes lourdes et le dol (art. 21 et 33).

Ces responsabilités sont d'ailleurs identiques à celles que la commission a admises pour les fautes de tous les fonctionnaires du protectorat (voir art. 79, 80 et 81 du code des obligations et contrats,) à l'exception toutefois des magistrats. A ceux-ci, la commission a cru devoir laisser le même statut qu'aux magistrats de France, puisqu'ils doivent demeurer dans les cadres de la magistrature française, et elle n'a prévu à leur égard que la procédure de la prise à partie (art. 255 à 265).

S'il est aisé de réduire le nombre des auxiliaires de la justice et de transformer la plupart d'entre eux, il en est cependant qu'il est indispensable de conserver et surtout de maintenir libres de tout lien de dépendance avec l'administration. Ce sont en premier lieu les avocats. Même quand l'intermédiaire obligatoire entre le juge et le plaideur est supprimé et surtout dans ce cas, doit-on dire, le plaideur, dès qu'il ne s'agit plus de très petits procès, a besoin d'un représentant, d'un défenseur apte à l'assister de ses conseils et à porter la parole en

son nom. Pour l'exercice de la profession d'avocat (art. 34 à 44), la commission devait nécessairement beaucoup emprunter à l'ordonnance du 22 novembre 1822 qui demeure, après quatre-vingt-onze ans, un bon modèle de législation, en beaucoup de ses parties. Mais il était indispensable, étant donné la situation particulière du protectorat français du Maroc, d'admettre des avocats étrangers au barreau, dans certaines conditions. En revanche, il a été spécifié que les bâtonniers seraient toujours de nationalité française.

Comme il s'agira de barreaux relativement peu nombreux et qu'au surplus l'exemple fourni par le protectorat tunisien conduit à ne pas laisser à un bureau international la liberté de son recrutement et l'exercice de sa discipline, le dahir, appliquant la règle admise en certains cas par l'article 10 de l'ordonnance de 1822, a donné à la Cour d'appel la mission de statuer sur l'admission au stage et l'inscription au tableau, et aux tribunaux de première instance, sauf appel devant la cour, la plupart des attributions, en matière disciplinaire, des conseils de l'ordre de la métropole. Soumis ainsi à une forte discipline et investis d'un rôle considérable, puisque les parties n'auront pas de mandataires légaux et puisqu'ils plaident devant des juridictions compétentes à la fois en matière pénale, civile, commerciale et administrative, les avocats exerçants dans le protectorat auront, en même temps, ce que réclament si légitimement les membres des barreaux de la métropole (1) : à savoir le monopole du titre d'avocat, monopole garanti par une sanction pénale (art. 47).

Pas plus que les parties ne sauraient se passer d'avocats, les tribunaux ne peuvent se dispenser du concours d'experts et, bien moins encore, d'interprètes, dans un pays où sont en usage les langues les plus diverses. Par certaines dispositions qu'elle a adoptées, la commission croit avoir fait tout le possible pour éviter beaucoup d'abus trop connus.

Tout d'abord, s'inspirant de la pratique adoptée par le tribunal civil et le conseil de préfecture de la Seine, comme du projet de loi déposé le 30 juin 1910 par M. Louis Barthou, ministre de la Justice, le projet institue des tableaux d'experts et d'interprètes dressés par la Cour d'appel. Ainsi que le demandent MM. Bérard et Bureau dans leur proposition de loi du 29 mars 1911, les experts et interprètes sont assermentés une fois pour toutes et n'ont pas à prêter serment dans chaque affaire où ils interviennent, ce qui évite des lenteurs et des frais. Les parties devront choisir les experts sur le tableau ; elles ne pourront d'ailleurs que les proposer à la désignation du juge et non les nommer elles-mêmes, ce qui fait apparaître le vrai caractère des experts ; ce sont des auxiliaires de la justice et non des mandataires des parties. Les contacts entre les experts ou interprètes et les parties, pour la rémunération de ceux-là par celles-là, sont soigneusement évités.

---

(1) Voir le livre récent de M. G. Devaux, secrétaire du Conseil de l'ordre des avocats près la Cour de Paris.



Généralisant une pratique suivie depuis longtemps par le tribunal de commerce de la Seine pour toute provision d'honoraires d'arbitres qui dépasse la somme de 50 francs, le projet supprime le versement direct de la provision sur la partie à l'expert ou l'interprète : cette provision est consignée au secrétariat sur l'ordre du juge et distribuée sous sa surveillance (art. 79 et 80, voir aussi art. 3 du projet de dahir sur les frais de justice).

Ce n'est qu'après le litige terminé que l'expert ou l'interprète conserve le droit de s'adresser directement aux parties, pour le cas, en pratique peu fréquent, où une somme lui resterait due après épuisement de la provision et liquidation de ses frais et honoraires.

La commission a attaché une grande importance à ces dispositions, sinon tout à fait originales, du moins nouvelles ou peu usitées jusqu'à ce jour. Elle les considère comme indispensables à la marche régulière de la justice française dans le protectorat.

Le commentaire qui précède suffit à donner une idée générale du code de procédure civile adopté par la commission. Quelques remarques sur les différentes parties de ce code sont cependant nécessaires.

Le titre premier est tout entier consacré aux règles de compétence. La compétence des tribunaux de paix a été étendue autant que possible, puisqu'ils auront tout à la fois la compétence très large des juges de paix d'Algérie (décret du 19 août 1854), celle des juges de paix de France, définie par la loi du 12 juillet 1905, et, en outre, une compétence toute nouvelle en certaines matières spéciales, notamment en matière de scellés et inventaires après décès. Mais les tribunaux de première instance constituent le premier degré de droit commun des juridictions du protectorat. C'est eux seuls, en particulier, qui connaîtront, sauf appel devant la cour, des litiges administratifs, des actions intentées contre l'administration et les fonctionnaires pour fautes de services ou fautes personnelles. Comme il n'y aura pas, en matière administrative, de recours possible, soit devant la Cour de Cassation, soit devant le Conseil d'Etat, la Cour d'appel jouera le rôle d'organe régulateur de la jurisprudence pour ces questions souvent très délicates.

Le titre deuxième est consacré aux agents des secrétariats, aux avocats et enfin aux experts ou interprètes ; les observations qui précèdent en ont fait connaître la substance.

Les titres troisième et quatrième ont pour objet la procédure devant les tribunaux de paix et devant les tribunaux de première instance ; ils présentent de grandes analogies entre eux, le second contenant d'ailleurs beaucoup de références au premier. La plupart des différences s'expliquent par le caractère de la procédure, essentiellement verbale et simple devant les tribunaux de paix, essentiellement écrite et un peu plus complexe devant ceux de première instance. D'une manière générale, c'est la loi du 22 juillet 1889 qui a, ici, servi de modèle, sans préjudice cependant de très nombreux emprunts faits au code de procédure civile.

La substitution, aux huissiers de la métropole, des fonctionnaires des secrétariats comme agents de notification a permis et a, en même temps, nécessité l'abandon du système de notification si critiqué, qui a passé, sans changement, des ordonnances de l'ancien régime dans le code de 1806 et qu'on pourrait appeler le système de la notification fictive. Combinant les procédés de notification prévue par la loi du 22 juillet 1889 (notification en la forme administrative) par le code tunisien de procédure devant les tribunaux indigènes et par les articles 173 et 193 à 195 du code de procédure allemande (notification par la poste sous pli recommandé), enfin par la convention internationale de La Haye sur la procédure civile, le projet assure la transmission et la remise effective aux intéressés des actes judiciaires et extra-judiciaires qui doivent les toucher (art. 53 à 57, art. 151, et c.).

Le titre cinquième est relatif aux procédures en cas d'urgence, aux voies de recours ordinaires et extraordinaires. Ses premières dispositions concernent les sommations et constats, d'une part, les référés, d'autre part ; elles touchent donc à des questions d'un très grand intérêt pratique. Conformément aux principes généraux qui le dominent, le projet de dahir fait intervenir le juge, même pour les actes extra-judiciaires accomplis avant tout litige et en vue d'un litige éventuel ; et ce sont également des fonctionnaires placés sous l'autorité du magistrat, les agents des secrétariats, qui accomplissent ces actes.

Spécialement pour les constats, le projet a pu s'inspirer des dispositions si utiles de l'article 24 de la loi du 22 juillet 1887 sur le constat d'urgence. Le constat d'urgence de la loi de 1889 a sur le constat d'huissier ordinaire le double avantage d'être ordonné par le juge, exécuté en quelque sorte sous sa surveillance, et d'être contradictoire, autant qu'il est possible. Mais il est nécessairement fait par un homme de l'art et entraîne des frais relativement élevés. Le projet n'a eu qu'à dédoubler en quelque sorte cette institution, en créant, à côté du constat technique fait par un expert, le constat ordinaire et peu coûteux fait par un agent du secrétariat.

A la juridiction des référés, dont on connaît le développement depuis un demi-siècle, est attribuée, dans le projet, la plus vaste compétence : exercée par les présidents des tribunaux de première instance et par les juges de paix hors des villes où siègent ces tribunaux, elle s'étend à toutes les difficultés d'un caractère urgent, à toutes les mesures conservatoires. La commission a fait siennes la plupart des dispositions du projet de loi déposé le 7 novembre 1911 par M. Cruppi, alors ministre de la Justice, et qui élargissent de façon si heureuse les pouvoirs du juge des référés.

Pour le surplus, le titre cinquième reproduit, mais en les simplifiant le plus possible, les règles du code de procédure civile concernant l'appel et les voies extraordinaires de recours.

Le sixième titre est consacré à la matière si délicate de l'exécution des jugements. Le principe général demeure le même ; c'est le juge



qui assure l'exécution de ses jugements par les agents placés sous son autorité et commis à cet effet. Le principe avait déjà été posé dans la loi sur les juridictions mixtes d'Egypte du 17 décembre 1875. Pour les règles générales et les modalités de l'exécution forcée des décisions de justice, la commission a surtout pris pour modèle le code tunisien de procédure civile dont il a été parlé ci-dessus ; il était excellent de pouvoir s'appuyer sur des textes ayant déjà subi l'épreuve de l'expérience, alors qu'il s'agira souvent d'exécuter les décisions de la justice française, au Maroc comme en Tunisie, à l'égard des indigènes musulmans.

La simplicité est le trait caractéristique de la procédure d'exécution forcée réglée par le projet : elle se caractérise aussi par cette disposition si humaine et si équitable de l'article 302, qui interdit toute saisie-exécution « si l'on ne peut attendre de la vente des objets saisis un prix supérieur au montant des frais de l'exécution forcée ». Aux 234 articles du code de procédure civile de 1806 qui ont trait à cette exécution correspondent ici 80 articles. De la procédure d'ordre, si compliquée, il n'est pas question ; elle serait destinée à faire bientôt double emploi avec les dispositions de la législation à intervenir dans le protectorat au sujet de l'immatriculation des propriétés immobilières.

Infiniment plus simples et plus courts que les textes du code de la métropole, ceux que la commission a adoptés sont cependant beaucoup plus complets. Les dispositions essentielles de la loi de 1895 sur les saisies-arrêts s'y trouvent insérées ; et la procédure des saisies conservatoires, qui y figure, contraste avec l'absence si regrettable des dispositions analogues dans le code de procédure de 1806. La disparition des biens du débiteur, seul gage du créancier, avant l'issue définitive de la procédure judiciaire, est une pratique fréquente en France, bien plus connue encore dans des pays tels que la Tunisie ou le Maroc. À défaut de saisies conservatoires, la victoire judiciaire est trop souvent un leurre pour la partie gagnante. Ce sont ces saisies qui assurent véritablement l'exécution des décisions de justice. Il n'est guère d'innovation plus utile dans la pratique que l'introduction de cette procédure.

Le septième titre correspond aux trois livres qui forment la deuxième partie du code de 1806, principalement consacrée aux procédures diverses. Il faut y noter surtout l'idée directrice dont s'est inspirée la commission pour les procédures concernant les matières qui touchent à l'état des personnes (Chap. VI, art. 394 à 473.)

Ici, comme dans le projet de dahir sur la condition civile des Français et des étrangers, elle s'est souvenue qu'au Maroc les nationalités et les religions les plus diverses vont se rencontrer, qu'une vie internationale intense, conséquence du régime de la « porte ouverte » que la République française est résolue à pratiquer loyalement, s'y développera par la force des choses, qu'enfin la nouvelle juridiction, fran-

çaise par ses origines et les conditions de fonctionnement, sera cependant celle de tous les justiciables, Français ou étrangers, et qu'elle aura hérité ses pouvoirs, non d'une souveraineté locale, mais des souverainetés extérieures en quelque sorte : celle du pays protecteur, celle des Etats étrangers qui renonceront en sa faveur à leurs privilèges de juridiction. Il n'était donc même pas suffisant de garantir formellement aux ressortissants des divers Etats l'application, quant aux règles de fond, de leur statut personnel : principe fondamental que rappelle en termes exprès l'article 3 du dahir sur la condition civile des Français et des étrangers.

Il fallait aussi, en édictant, en vertu de l'axiome classique *locus regit actum*, la loi locale de la procédure à suivre dans les difficultés concernant le statut personnel, poser ces règles de procédure de telle manière qu'elles fussent assez souples pour s'accorder toujours avec le fond du droit national applicable à chacune des parties, et les libeller assez prudemment pour que tout empiètement sur le fond du droit fût évité. C'est à quoi s'est efforcée la commission dans ce chapitre VI ; elle a, en réalité, établi ainsi presque l'équivalent d'une loi de procédure internationale propre à s'adapter aux litiges concernant les lois nationales les plus diverses.

Comme le mode de 1806, le projet de dahir s'achève par un certain nombre de dispositions générales ; il suffira de signaler le texte qui interdit toute caution *judicatum solvi* ou versement analogue, texte fondé sur les considérations qui viennent d'être indiquées et conforme, aussi, aux dispositions de la convention de La Haye sur la procédure civile, à laquelle la France a donné son adhésion. L'on doit citer aussi l'article 552, relatif aux jours fériés pendant lesquels ne peuvent avoir lieu des actes d'exécution : disposition qui assure, dans le protectorat, conformément aux engagements pris par l'Etat protecteur, le respect des croyances religieuses et des cérémonies cultuelles de tous les sujets du Sultan.

Deux derniers documents ont encore fait l'objet des délibérations de la commission : le projet de dahir sur l'assistance judiciaire qui reproduit, en les adaptant à la nouvelle organisation judiciaire, les textes métropolitains ; le dahir sur les frais de justice et frais d'actes extrajudiciaires ou notariés, suite nécessaire du code de procédure.

Les quarante-huit articles de ce dernier projet, résultant d'un travail minutieux et délicat qui est dû à M. le conseiller Berge et à son collaborateur M. Berteaux, consul de France, établissent une tarification basée sur des principes très intéressants : « D'une manière générale et afin de ménager les transitions, le tarif des chancelleries diplomatiques et consulaires récemment remanié et simplifié a été pris pour base : mais les perceptions sont, dans beaucoup de cas, sensiblement plus basses ; quantité de droits fixes du tarif en vigueur dans la métropole ont été remplacés par des droits échelonnés qui dégrèvent les petites procédures en chargeant les procédures plus importantes... »

Par ces dispositions d'ordre secondaire en apparence, mais si importantes pour la masse des justiciables, la commission a complété une œuvre législative qu'elle croit prête à une promulgation immédiate et propre à assurer le fonctionnement de la justice française au Maroc dans des conditions dignes du renom juridique de notre pays.

25 juin 1912.

*Signé : GRUNEBaum-BALLIN.*

*N.-B.* — La partie de cette note concernant le projet de code des obligations et contrats et de projet de code de commerce a été presque textuellement empruntée à une note rédigée par M. le conseiller Berge.

Sur la proposition de M. Bouulloche, l'un de ses membres, la commission a décidé de compléter la note ci-dessus par la mention suivante :

Pour la préparation et la rédaction du projet de dahir sur la procédure civile, la commission a eu la bonne fortune d'avoir la collaboration de M. Grunebaum-Ballin, président du Conseil de préfecture de la Seine, qui s'est consacré à l'examen des questions soulevées par ce projet avec un zèle, un dévouement et un esprit de labeur auxquels il est difficile de rendre suffisamment hommage.

Le code de procédure qui renferme des innovations si importantes et si intéressantes est son œuvre et celle de M. le conseiller Berge et la commission est sincèrement persuadée qu'il fera le plus grand honneur à leurs auteurs.

*Le secrétaire de la Commission,*

A. KAMMERER.

\* \* \*

Le Président de la République française,

Vu la loi du 15 juillet 1875, article 8 ;

Vu la loi du 15 juillet 1912 autorisant le Président de la République française à ratifier et, s'il y a lieu, à faire exécuter le traité conclu à Fez, le 30 mars 1912, pour l'organisation du protectorat français dans l'empire chérifien ;

Vu ledit traité du 30 mars 1912, promulgué par le décret du 20 juillet 1912, notamment les articles 1, 4 et 5 ;

Vu la convention franco-allemande du 4 novembre 1911 pour le Maroc (art. 9) et la convention franco-espagnole du 27 novembre 1911 (art. 24).

Sur la proposition du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et du Ministre des Affaires Étrangères,

Décrète :

#### ARTICLE PREMIER

Les juridictions, instituées en exécution des articles 1, 4 et 5 du traité de protectorat du 30 mars 1912, approuvé par la loi du 15 juillet 1912 et promulgué par décret du 20 juillet 1912, fonctionneront dans les conditions fixées et suivant les règles établies par le dahir de Sa Majesté Chérifienne en date du 12 août 1913 (9 ramadan 1331).

#### ART. 2

Les magistrats français appelés à faire partie desdites juridictions, conformément à l'article 23 du dahir susmentionné, seront nommés par le Président de la République sur le rapport du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et du Ministre des Affaires étrangères.

#### ART. 3

Les tribunaux français ainsi constitués remplaceront, pour les nationaux et ressortissants français, les tribunaux consulaires qui cesseront, en conséquence, de fonctionner dès la mise en vigueur de la nouvelle organisation judiciaire.

#### ART. 4

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et le Ministre des Affaires étrangères sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 7 septembre 1913.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République,  
*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*

ANTONY RATIER.

*Le Ministre des Affaires Étrangères,*

S. PICHON.

Décrets réglementant les positions diverses des agents des services extérieurs du Ministère des Affaires Etrangères ainsi que le recrutement, l'avancement, les cadres et les traitements de ces fonctionnaires.

(22 septembre 1913)

Le Président de la République française,  
Sur la proposition du Ministre des Affaires étrangères et du Ministre des Finances,

Décète :

#### ARTICLE PREMIER

Les positions diverses des agents des services extérieurs du Ministère des Affaires étrangères sont : 1° l'activité ; 2° la disponibilité ; 3° la non-activité.

#### ART. 2

L'activité comprend : 1° les agents qui occupent un poste un ou emploi déterminé relevant du Ministère des Affaires étrangères ; 2° ceux qui sont chargés d'une mission.

#### ART. 3

Les agents mis à la disposition d'un gouvernement étranger sont placés hors cadres. Sont également placés dans cette situation, les agents mis à la disposition d'un autre département ministériel lorsqu'ils en reçoivent un traitement soumis à retenues.

Ces agents continuent à figurer, sans y être comptés, dans les cadres de l'activité de leur grade ; ils conservent leurs droits à l'ancienneté.

#### ART. 4

Le cadre de la disponibilité des agents des services extérieurs du Ministère des Affaires étrangères comprend deux sections. Dans la première sont inscrits les agents mis à la disposition du ministre ; dans la seconde, les agents placés en disponibilité.

#### ART. 5

Les agents des services extérieurs du Ministère des Affaires étran-



gères sont mis à la disposition du Ministre par décret ou par arrêté selon le mode de leur nomination ; ils conservent leur rang d'ancienneté ; ils peuvent recevoir un traitement, quelle que soit la durée de leurs services rétribués ; le temps qu'ils passent à la disposition compte alors pour la retraite.

## ART. 6

La durée de la disposition est au maximum d'un an. Les agents qui, à l'expiration de ce délai, ne sont pas pourvus d'un nouveau poste d'activité sont placés d'office en disponibilité.

## ART. 7

La période passée à la disposition avec traitement sera comprise dans le calcul de la durée maximum du traitement de disponibilité lorsque la mise en disponibilité sera consécutive à la mise à la disposition.

## ART. 8

Les agents des services extérieurs du Ministère des Affaires étrangères sont placés en disponibilité par décret ou par arrêté, selon le mode de leur nomination, pour un laps de temps égal à la durée du temps passé par eux dans le cadre de l'activité ; toutefois le temps passé en disponibilité ne pourra au total excéder dix années.

## ART. 9

Les agents qui comptent plus de dix ans d'activité de services avec appointements soumis aux retenues dans le département des Affaires étrangères peuvent obtenir par arrêté ministériel un traitement de disponibilité. Dans la supputation de ces services, ceux qui ont été rendus hors d'Europe comptent pour moitié en sus de leur durée effective.

## ART. 10

Le temps passé en disponibilité ne compte pas pour l'ancienneté. Le temps passé en disponibilité avec traitement compte pour la retraite.

## ART. 11

La durée du traitement de disponibilité est au maximum de trois années.

## ART. 12

Le maximum de la durée du traitement de disponibilité est porté à cinq années lorsque la disponibilité aura été prononcée pour cause de suppression d'emploi. Dans ce cas, le traitement peut être alloué quelle que soit la durée des services rétribués de l'agent et le temps passé en disponibilité compte pour l'ancienneté.

## ART. 13

Le traitement de disposition ou de disponibilité peut être, dans tous les cas, suspendu, modifié ou supprimé par arrêté ministériel.

## ART. 14

Les traitements de disposition ou de disponibilité ne peuvent excéder les sommes ci-après ; ils ne peuvent être intérieurs à la moitié de ces sommes.

Ambassadeurs. . . . .	12.000 fr.
Ministres plénipotentiaires de 1 <sup>re</sup> classe. . . . .	10.000 fr.
Ministres plénipotentiaires de 2 <sup>e</sup> classe . . . . .	8.000 fr.
Conseillers d'ambassades et consuls généraux. . . . .	6.000 fr.
Secrétaires d'ambassade de 1 <sup>re</sup> classe et consuls de 1 <sup>re</sup> classe	5.000 fr.
Secrétaires d'ambassade de 2 <sup>e</sup> classe et consuls de 2 <sup>e</sup> classe	4.000 fr.
Secrétaires d'ambassade de 3 <sup>e</sup> classe et consuls suppléants de 1 <sup>re</sup> classe . . . . .	3.000 fr.
Premiers drogmans, premiers interprètes et vice-consuls .	3.000 fr.
Drogmans, interprètes et chanceliers . . . . .	2.000 fr.
Attachés d'ambassade et consuls suppléants de 2 <sup>e</sup> classe. .	2.000 fr.
Attachés de chancellerie, élèves drogmans, élèves inter- prètes et commis de chancellerie . . . . .	1.800 fr.

## ART. 15

Le traitement de disposition ou de disponibilité ne peut être cumulé avec un traitement ni avec une indemnité quelconque payée par le Trésor.

## ART. 16

Les agents des services extérieurs du Ministère des Affaires étran-

gères sont mis en non-activité en conséquence d'une mesure disciplinaire prononcée par le Ministre et après avis du conseil de discipline.

ART. 17

Les agents en non-activité sont placés dans un cadre spécial. Leurs droits à l'ancienneté sont suspendus pendant la durée de la peine. Aucun traitement ne peut leur être attribué.

ART. 18

La sortie des cadres a lieu :

1° Par l'expiration du délai de disponibilité tel qu'il est fixé à l'article 8 ; elle est alors de droit sans avertissement préalable à l'agent ;

2° Par la démission ; les agents démissionnaires ne peuvent quitter leur poste ou leur emploi qu'après l'acceptation régulière de leur démission ;

3° Par l'admission à la retraite ;

4° Par la révocation.

ART. 19

Sont abrogées toutes dispositions concernant les agents des postes extérieurs contraires au présent décret et spécialement celles contenues dans le décret du 24 avril 1880, le décret du 1<sup>er</sup> avril 1882, le décret du 20 juillet 1891, le décret du 31 décembre 1901, modifié par décret du 8 septembre 1907, le décret du 15 mars 1904.

ART. 20

Le Ministre des Affaires étrangères et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 22 septembre 1913.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

*Le Ministre des Affaires Etrangères,*

S. PICHON.

*Le Ministre des Finances,*

Charles DUMONT.

\*  
\* \*

Le Président de la République française,  
Sur la proposition du Ministre des Affaires étrangères,  
Décrète :

DU RECRUTEMENT ET DE L'AVANCEMENT DES AGENTS  
DES SERVICES EXTÉRIEURS

ARTICLE PREMIER

Les agents des services extérieurs du Ministère des Affaires étrangères sont, conformément au décret du 22 septembre 1913 sur les cadres :

Ambassadeurs.

Ministres plénipotentiaires de 1<sup>re</sup> classe.

Ministres plénipotentiaires de 2<sup>e</sup> classe.

Conseillers d'ambassade.

Secrétaires d'ambassade de 1<sup>re</sup> classe.

Secrétaires d'ambassade de 2<sup>e</sup> classe.

Secrétaires d'ambassade de 3<sup>e</sup> classe.

Attachés d'ambassade.

Consuls généraux.

Consuls de 1<sup>re</sup> classe.

Consuls de 2<sup>e</sup> classe.

Consuls suppléants de 1<sup>re</sup> classe.

Consuls suppléants de 2<sup>e</sup> classe.

Vice-consuls.

Chanceliers.

Premiers drogmans ou premiers interprètes.

Drogmans ou interprètes.

Elèves drogmans ou élèves interprètes.

Attachés de chancellerie.

Commis de chancellerie.

ART. 2

Le grade, attaché à la personne de l'agent, est indépendant du poste auquel l'agent est affecté.

Toutefois, le grade de Ministre plénipotentiaire n'est conféré qu'aux agents pourvus d'un poste ou emploi de ce grade.

### ART. 3

L'avancement est conféré exclusivement au choix.

### ART. 4

Les Ministres plénipotentiaires de 1<sup>re</sup> classe sont choisis parmi les Ministres plénipotentiaires de 2<sup>e</sup> classe comptant au moins trois ans d'ancienneté.

### ART. 5

A part des cas exceptionnels justifiés par quinze ans au moins de services publics, les ministres plénipotentiaires de 2<sup>e</sup> classe sont choisis parmi les conseillers d'ambassade et les consuls généraux comptant au moins trois ans d'ancienneté.

### ART. 6

Les conseillers d'ambassade, les secrétaires d'ambassade de 1<sup>re</sup> classe et les secrétaires d'ambassade de 2<sup>e</sup> classe sont exclusivement choisis, respectivement parmi les secrétaires d'ambassade de 1<sup>re</sup> classe, les secrétaires d'ambassade de 2<sup>e</sup> classe et les secrétaires d'ambassade de 3<sup>e</sup> classe, comptant au moins trois ans d'ancienneté.

### ART. 7

Les attachés d'ambassade, nommés à la suite du concours institué par le décret du 17 février 1907, peuvent seuls être promus secrétaires d'ambassade de 3<sup>e</sup> classe après au moins deux ans de grade.

### ART. 8

Les consuls généraux et les consuls de 1<sup>re</sup> classe sont exclusivement choisis, respectivement, parmi les consuls de 1<sup>re</sup> classe et les consuls de 2<sup>e</sup> classe comptant au moins trois années d'ancienneté.

### ART. 9

Les consuls de 2<sup>e</sup> classe sont choisis exclusivement parmi les



consuls suppléants de 1<sup>re</sup> classe, les vice-consuls, premiers drogmans, premiers interprètes, comptant au moins trois ans d'ancienneté.

#### ART. 10

Les consuls suppléants de 1<sup>re</sup> classe peuvent être nommés titulaires d'un vice-consulat.

#### ART. 11

Les consuls suppléants de 2<sup>e</sup> classe, nommés à la suite du concours institué par le décret du 17 janvier 1907, peuvent seuls, lorsqu'ils comptent au moins deux ans d'ancienneté, être promus consuls suppléants de 1<sup>re</sup> classe.

#### ART. 12

Les vice-consuls sont choisis exclusivement parmi les chanceliers comptant au moins cinq ans d'ancienneté.

#### ART. 13

Les chanceliers sont choisis exclusivement parmi les attachés de chancellerie comptant au moins trois ans d'ancienneté ou les commis de chancellerie comptant au moins sept ans d'ancienneté, ces derniers ne pouvant être nommés que dans la proportion du quart des vacances.

#### ART. 14

Les chanceliers exercent à l'étranger les fonctions d'agent percepteur dans les consulats généraux ou consulats et dans les postes diplomatiques où se font des recettes budgétaires.

#### ART. 15

Les fonctions de secrétaire archiviste dans les ambassades et légations sont remplies par des agents du cadre des chancelleries, en principe, du grade de chancelier qui les cumulent avec les fonctions d'agent percepteur dans le cas visé à l'article 14.

#### ART. 16

Les attachés de chancellerie sont recrutés par la voie du concours, tel qu'il est institué par le décret du 24 mai 1908.

## ART. 17

Les commis de chancellerie sont choisis exclusivement parmi les commis auxiliaires de nationalité française, libérés définitivement de leurs obligations militaires dans l'armée active, qui comptent deux ans de service dans un poste à l'étranger et qui ont fait l'objet d'une proposition favorable de leurs chefs.

## ART. 18

Les premiers drogman et les premiers interprètes sont choisis exclusivement dans les cadres respectifs des drogman et des interprètes, parmi les agents comptant au moins cinq ans d'ancienneté.

## ART. 19

Les drogman et les interprètes sont choisis respectivement parmi les élèves drogman et les élèves interprètes comptant au moins trois ans d'ancienneté.

## ART. 20

Les agents appartenant aux cadres des premiers drogman, premiers interprètes, drogman ou interprètes peuvent, en dehors des emplois de leur grade dans les postes diplomatiques ou consulaires, être chargés des vice-consulats qui leur sont réservés conformément au tableau annexé au décret du 22 février 1913 sur les traitements. Ils restent alors inscrits dans le cadre de leur grade.

## ART. 21

Les agents du cadre de l'interprétariat ou du drogmanat qui viendraient à être payés à tout autre poste ou emploi sont inscrits dans le cadre des vice-consuls ou des chanceliers, à la date de leur nomination au grade équivalent.

## ART. 22

Peuvent être exceptionnellement nommés drogman ou interprètes, pour une proportion ne dépassant en aucun cas le sixième des places vacantes dans chacun des deux cadres : les Français jouissant de leurs droits, pourvus des diplômes exigés des candidats aux fonctions d'élèves drogman ou élèves interprètes et remplissant les conditions

suivantes : être âgés d'au moins trente ans et au plus de trente-six, ayant servi soit comme officier dans l'armée de terre ou de mer, soit comme fonctionnaire dans une administration officielle locale pendant au moins six ans.

### ART. 23

Les élèves drogmans et les élèves interprètes se recrutent exclusivement parmi les élèves brevetés de l'école des langues orientales vivantes, de nationalité française, âgés de moins de vingt-huit ans et libérés définitivement de leurs obligations militaires dans l'armée active.

## DES CONSEILS DE DISCIPLINE ET DES PEINES DISCIPLINAIRES

### ART. 24

Le conseil de discipline est convoqué par arrêté du Ministre, qui lui défère toutes les affaires intéressant la discipline ou engageant la situation d'un agent des cadres des services extérieurs du département.

### ART. 25

Le conseil est présidé par le Ministre, s'il s'agit de faits concernant un ambassadeur ou un ministre plénipotentiaire de 1<sup>re</sup> classe ; par le directeur des affaires politiques et commerciales, s'il s'agit d'un autre agent des cadres diplomatiques, d'un consul général ou consul ou du chef d'un poste consulaire ; par un chef de service ou sous-directeur, désigné par le Ministre, dans les autres cas.

Le conseil est en outre composé de quatre membres :

1<sup>o</sup> Le directeur des affaires politiques et commerciales, si le comparant est ambassadeur ou ministre plénipotentiaire de 1<sup>re</sup> classe ; dans tous les autres cas, le sous-directeur (ou le chef de division) dont relève l'agent ;

2<sup>o</sup> Le chef de cabinet ;

3<sup>o</sup> Deux agents, dont l'un du même grade que l'agent inculqué et l'autre du grade immédiatement supérieur. Ces deux membres du conseil sont désignés par le sort parmi les agents détachés à l'administration centrale, à défaut, parmi les agents en congé.

Lorsqu'il s'agit d'un ambassadeur ou d'un ministre plénipotentiaire de 1<sup>re</sup> classe, deux membres du comité sont désignés par le Ministre parmi les agents du même grade que l'inculpé.

Le chef, ou à son défaut, le sous-chef du bureau du personnel, rem-

plit les fonctions de secrétaire et de rapporteur avec voix consultative. Toutefois, lorsqu'il s'agit d'un ambassadeur ou ministre plénipotentiaire de 1<sup>re</sup> classe, le rapporteur est désigné par le Ministre parmi les ministres plénipotentiaires en activité.

#### ART. 26

L'agent inculpé est cité à comparaître par le Ministre ; il est, avant la réunion du conseil de discipline, invité à prendre connaissance de son dossier personnel.

#### ART. 27

Lorsque le conseil de discipline est réuni, le président donne lecture de l'arrêté de convocation, puis le rapporteur résume les faits qui ont rendu cette convocation nécessaire.

Le conseil de discipline entend alors les explications de l'agent inculpé, auquel les différents membres du conseil de discipline ont la faculté de poser les questions qu'ils jugent utiles pour obtenir des précisions.

Le conseil de discipline entre ensuite en délibération en dehors de la présence de l'inculpé, puis il rédige l'avis motivé qu'il est appelé à donner au Ministre.

#### ART. 28

Les peines disciplinaires prononcées après avis du conseil de discipline sont :

1° La réprimande, avec inscription au dossier, qui est prononcée par arrêté ;

2° La mise en non-activité ;

3° La révocation.

Ces deux dernières peines sont prononcées par décret ou par arrêté selon le mode de nomination de l'agent.

La mise en non-activité peut être prononcée pour une durée déterminée ou sans fixation de durée.

#### ART. 29

Lorsque la durée de la mise en non-activité a été fixée à un délai déterminé, l'agent, à l'expiration de ce délai, est placé de plein droit dans le cadre de la disposition sans traitement. Il est réintégré dans le

cadre de l'activité de son grade dès qu'il peut être pourvu d'un nouveau poste ou emploi équivalent à celui qu'il occupait.

#### ART. 30

Lorsque le Ministre n'a pas fixé de délai déterminé à la mise en non-activité, cette position ne peut, en aucun cas, durer plus de cinq ans. A l'expiration de ce délai l'agent est placé de plein droit dans le cadre de la disponibilité sans traitement. Il peut, à partir de ce moment, demander à comparaître de nouveau devant le conseil de discipline, qui aura à donner au Ministre un avis sur le maintien en disponibilité ou la réintégration dans les cadres de l'activité. Si le Ministre se prononce en faveur de cette dernière mesure, l'agent se trouve placé dans les conditions stipulées à l'article précédent.

#### ART. 31

Dans l'un et l'autre cas, le temps passé en non-activité sera compris dans le calcul de la durée maximum du temps de disponibilité tel qu'il est fixé à l'article 8 du décret sur les positions diverses des agents.

#### ART. 32

Sont abrogées toutes dispositions concernant les agents des services extérieurs contraires au présent décret, et spécialement celles contenues dans le décret du 15 mars 1904, le décret du 25 mars 1904, modifié par le décret du 1<sup>er</sup> janvier 1906, les décrets du 29 mai 1902, modifiés par le décret du 1<sup>er</sup> juillet 1906, le décret du 24 avril 1880, le décret du 1<sup>er</sup> avril 1891.

#### ART. 33

Le Ministre des Affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 22 septembre 1913.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

*Le Ministre des Affaires Etrangères,*

S. PICHON.



Le Président de la République française,  
Sur la proposition du Ministre des Affaires étrangères et du Ministre  
des Finances,

Décète :

I. — CADRES DES AGENTS DES SERVICES EXTÉRIEURS  
DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

ARTICLE PREMIER

- 10 ambassadeurs.
- 15 ministres plénipotentiaires de 1<sup>re</sup> classe.
- 24 ministres plénipotentiaires de 2<sup>e</sup> classe.
- 16 conseillers d'ambassade.
- 18 secrétaires d'ambassade de 1<sup>re</sup> classe.
- 24 secrétaires d'ambassade de 2<sup>e</sup> classe.
- 28 secrétaires d'ambassade de 3<sup>e</sup> classe.
- 21 attachés d'ambassade.
- 36 consuls généraux.
- 40 consuls de 1<sup>re</sup> classe.
- 58 consuls de 2<sup>e</sup> classe.
- 20 consuls suppléants de 1<sup>re</sup> classe.
- 15 consuls suppléants de 2<sup>e</sup> classe.
- 65 vice-consuls.
- 100 chanceliers.
  - 8 premiers drogmans.
  - 6 premiers interprètes.
- 15 drogmans.
- 10 interprètes.
- 60 attachés de chancellerie au maximum.
- 78 commis de chancellerie.
- 20 élèves drogmans.
- 15 élèves interprètes.

ART. 2

A partir de la date du présent décret, les élèves consuls porteront le

nom de consuls suppléants de 2<sup>e</sup> classe et les consuls suppléants celui de consuls suppléants de 1<sup>re</sup> classe.

### ART. 3

A partir de la date du présent décret, les agents du drogmanat (d'Orient) et ceux de l'interprétariat (d'Extrême-Orient) formeront deux cadres distincts.

### ART. 4

Les agents issus du cadre de l'interprétariat, inscrits dans le cadre des vice-consuls conformément à l'article 6 du décret du 29 mai 1902, seront réinscrits dans le cadre du drogmanat ou de l'interprétariat, soit immédiatement s'ils sont titulaires de l'un des vice-consulats indiqués au tableau annexé au décret du 22 septembre 1913 sur les traitements, soit du jour où ils seront nommés à l'un de ces postes.

### ART. 5

A partir de la date du présent décret les élèves vice-consuls porteront le nom d'attachés de chancellerie.

## II. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES

### ART. 6

Jusqu'au jour où les cadres des ministres plénipotentiaires seront ramenés à la quotité fixée par le présent décret, il ne pourra être procédé qu'à trois nominations sur quatre vacances.

### ART. 7

Les agents titulaires, à la date du présent décret, d'un emploi de conseiller et ceux qui viendraient à être nommés titulaires d'un emploi de conseiller dont le traitement n'est pas encore révisé, pourront être maintenus dans leurs fonctions avec le grade de ministre plénipotentiaire de 2<sup>e</sup> classe jusqu'au jour où ils pourront être pourvus d'un poste ou emploi de leur grade.

### ART. 8

Les seize secrétaires d'ambassade inscrits à la date du présent décret

en tête du cadre des secrétaires d'ambassade de 1<sup>re</sup> classe, tel qu'il a été établi par le décret du 15 mars 1904, seront inscrits dans le cadre des conseillers d'ambassade, en conservant leurs droits à l'avancement tels qu'ils étaient fixés par ledit décret.

#### ART. 9

Les vingt-quatre secrétaires d'ambassade inscrits à la date du présent décret à la fin du même cadre seront inscrits dans le cadre des secrétaires d'ambassade de 1<sup>re</sup> classe, tel qu'il est établi par le présent décret. Ils conserveront néanmoins leurs droits à l'avancement tels qu'ils étaient fixés par le décret du 15 mars 1904.

Ils seront inscrits par ordre d'ancienneté et au fur et à mesure des vacances, dans le cadre des conseillers d'ambassade tel qu'il est établi par le présent décret.

#### ART. 10

Les secrétaires d'ambassade inscrits à la date du présent décret, dans le cadre des secrétaires d'ambassade de 2<sup>e</sup> classe pourront être promus conseillers d'ambassade après deux ans de grade de secrétaire d'ambassade de 1<sup>re</sup> classe et ministres plénipotentiaires après deux ans de grade de conseiller d'ambassade.

#### ART. 11

Les secrétaires d'ambassade inscrits à la date du présent décret dans le cadre des secrétaires d'ambassade de 3<sup>e</sup> classe pourront être promus à la 1<sup>re</sup> classe après deux ans de grade de secrétaire d'ambassade de 2<sup>e</sup> classe.

#### ART. 12

Jusqu'au jour où les cadres des secrétaires d'ambassade seront ramenés à la quotité fixée par le présent décret, il ne pourra être procédé qu'à trois nominations sur quatre vacances.

#### ART. 13

Jusqu'au jour où le cadre des consuls généraux sera ramené à la quotité fixée par le présent décret, il ne pourra être procédé qu'à trois nominations sur quatre vacances.

## ART. 14

Jusqu'au jour où le cadre des consuls de 1<sup>re</sup> classe sera ramené à la quotité fixée par le présent décret, il ne pourra être procédé qu'à trois nominations sur quatre vacances.

## ART. 15

Jusqu'au jour où le cadre des consuls de 2<sup>e</sup> classe sera ramené à la quotité fixée par le présent décret, il ne pourra être procédé qu'à trois nominations sur cinq vacances.

## ART. 16

Seront inscrits dans le cadre des vice-consuls prévu par le présent décret, les agents inscrits dans le cadre des vice-consuls de 1<sup>re</sup> classe, tel qu'il était fixé par le décret du 29 mai 1902. Pour chaque vacance qui se produira et jusqu'au jour où le cadre sera porté au nombre prévu par l'article 1<sup>er</sup> du présent décret, il sera fait deux nominations parmi les agents inscrits dans le nouveau cadre des chanceliers et comptant au moins cinq ans d'ancienneté depuis leur nomination de vice-consul de 3<sup>e</sup> classe.

## ART. 17

Seront inscrits dans le cadre des chanceliers prévu au présent décret les agents inscrits à la date du présent décret dans les cadres de vice-consuls de 2<sup>e</sup> et de 3<sup>e</sup> classe, tels qu'ils étaient fixés par le décret du 29 mai 1902.

## ART. 18

Seront inscrits dans les cadres des premiers drogman ou des premiers interprètes prévu par le présent décret, les agents inscrits à la date du présent décret dans le cadre des interprètes de 1<sup>re</sup> classe, tel qu'il était fixé par le décret du 29 mai 1902.

## ART. 19

Seront inscrits dans les cadres des drogman ou des interprètes, prévus par le présent décret, les agents inscrits dans les cadres des interprètes de 2<sup>e</sup> et de 3<sup>e</sup> classe, tels qu'ils étaient fixés par le décret du 29 mai 1902.

## ART. 20

Les agents inscrits à la date du présent décret dans les cadres des vice-consuls de 1<sup>re</sup> et de 2<sup>e</sup> classe, ou des interprètes de 1<sup>re</sup> et de 2<sup>e</sup> classe, tels qu'ils étaient fixés par les décrets du 27 mars 1902, pourront être promus au grade de consul de 2<sup>e</sup> classe, lorsqu'ils compteront au moins cinq ans depuis leur promotion au grade de vice-consul de 2<sup>e</sup> classe ou d'interprète de 2<sup>e</sup> classe.

## ART. 21

Jusqu'au jour où les cadres des chanceliers, des drogmans et des interprètes seront ramenés à la quotité fixée par le présent décret, il ne pourra être procédé qu'à trois nominations sur quatre vacances.

## ART. 22

Les agents inscrits, à la date du présent décret, dans les cadres des vice-consuls de 2<sup>e</sup> et de 3<sup>e</sup> classe sont autorisés à conserver le titre honorifique de vice-consul.

## ART. 23

Les attachés autorisés pourront être nommés secrétaires de 3<sup>e</sup> classe dans les conditions prévues par le décret du 17 janvier 1907,

## ART. 24

Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret et spécialement le décret du 15 mars 1904, le décret du 25 mars 1904, modifié par le décret du 1<sup>er</sup> juillet 1906, les décrets du 29 mai 1902, modifiés par le décret du 1<sup>er</sup> juillet 1906, le décret du 31 mai 1902, le décret du 25 octobre 1894.

## ART. 25

Le Ministre des Affaires étrangères et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 22 septembre 1903.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

*Le Ministre des Affaires Etrangères,*

S. PICHON.

*Le Ministre des Finances,*  
Charles DUMONT.



■  
\* \*

Le Président de la République française.

Sur la proposition du Ministre des Affaires étrangères et du Ministre des Finances,

Décrète :

## TRAITEMENTS DES AGENTS DES SERVICES EXTÉRIEURS

### ARTICLE PREMIER

A partir du 1<sup>er</sup> octobre 1913 seront rétribués, dans les conditions ci-après spécifiées, les titulaires des postes et emplois diplomatiques ou consulaires dont la liste figure au tableau annexé au présent décret, ainsi que les attachés de chancellerie, élèves drogmans, élèves interprètes régulièrement affectés à l'un de ces postes.

#### ART. 2

Les agents titulaires d'un poste ou d'un emploi des services extérieurs du Ministère des Affaires étrangères reçoivent un traitement de grade, qui appartient à l'agent lorsqu'il est à son poste, en route ou en congé.

#### ART. 3

Les ambassadeurs et titulaires de légations ou d'agences diplomatiques reçoivent, en plus de leur traitement de grade, une indemnité forfaitaire de frais de représentation, à partir du jour de leur prise de service.

#### ART. 4

Les titulaires de consulats généraux, consulats, vice-consulats, les consuls suppléants, chanceliers, secrétaires archivistes, premiers interprètes ou premiers drogmans, interprètes ou drogmans affectés aux postes ou emplois des services extérieurs reçoivent, en plus d'un traitement de grade, un traitement attaché au poste ou à l'emploi et attribué en cas du congé, ou d'absence du titulaire en dehors de la circonscription consulaire, à la personne chargée d'assurer l'intérim.

Les quinze secrétaires archivistes qui comptent le plus d'années de services dans le même poste, à dater de leur nomination au grade de

chancelier, ont, en outre, droit à une majoration de leur traitement d'emploi fixée à 500 francs par an.

Les trente commis de chancellerie qui comptent le plus d'années de service ininterrompu reçoivent un traitement d'emploi de 500 fr.

La majoration de traitement d'emploi ou le traitement d'emploi prévus aux deux paragraphes qui précèdent ne sont pas acquis aux secrétaires archivistes et commis de chancellerie en congé ou retenus par ordre; ils ne sont pas attribués, en cas d'absence, à l'agent chargé de l'intérim.

#### ART. 5

Les traitements de grade et de poste sont fixés conformément au tableau annexé au présent décret. Ils sont seuls soumis aux retenus pour les pensions civiles.

#### ART. 6

Tous les agents pourvus de postes ou d'emplois des services extérieurs du Ministère des Affaires étrangères qui ne reçoivent pas d'indemnité de frais de représentation ont droit — outre leur traitement de grade et de poste — à une indemnité de cherté de vie : elle n'est toutefois pas attribuée aux agents en congé ou retenus par ordre.

Le montant de cette indemnité est fixé par fonction et par catégorie, conformément aux tableaux annexés au présent décret.

Les agents des postes ou emplois ces services extérieurs logés gratuitement par l'Etat subissent sur leur indemnité pour cherté de vie une retenue du cinquième de cette indemnité.

Le minimum de cette retenue, pour une année, est fixé aux chiffres indiqués au tableau ci-dessous ou égal au montant total de l'indemnité, si cette dernière est inférieure aux minima ainsi établis.

Agents auxquels est attribuée l'indemnité de :

Conseiller d'ambassade, consul général. . . . .	3.000 fr.
Consul, premier drogman ou premier interprète, hors classe. . . . .	2.000 fr.
Secrétaire de 1 <sup>re</sup> et de 2 <sup>e</sup> classe, vice-consul. . . . .	1.500 fr..
Consul suppléant, premier drogman ou premier interprète, secrétaire de 3 <sup>e</sup> classe. . . . .	1.000 fr.
Drogman, interprète, secrétaire archiviste, chancelier. . .	750 fr.
Attaché d'ambassade, attaché ou commis de chancellerie, élève drogman, élève interprète . . . . .	500 fr.

## ART. 7

Le conseiller ou secrétaire d'ambassade titulaire des fonctions qui le désignent pour prendre rang, dans une ambassade ou légation, après le chef de mission, recevra, en outre de l'indemnité de cherté de vie, une indemnité fixée pour les légations et l'ambassade de Berne, à 1.500 fr., pour les autres ambassades, à 3.000 francs par an.

Cette indemnité n'est pas attribuée aux agents en congé ou retenus par ordre.

## ART. 8

Les commis auxiliaires sont nommés par les chefs de poste et rétribués par eux au moyen des crédits mis à cet effet à leur disposition.

## ART. 9

Ne se trouvent pas placés dans les conditions spécifiées aux articles qui précèdent .

1° Les agents chargés de mission, le président de la délégation française à la commission des Pyrénées, le délégué à la commission européenne du Danube, le représentant à la commission de contrôle des finances helléniques, qui ne reçoivent qu'un traitement forfaitaire imputé soit sur le chapitre des missions, soit sur le chapitre des services extérieurs ;

2° Les attachés commerciaux, dont la situation est régie par les dispositions du décret du 31 janvier 1909 ;

3° Les agents remplissant les fonctions de leur grade aux résidences générales à Tunis et au Maroc, et qui reçoivent un traitement imputé sur les budgets tunisien et chérifien.

## ART. 10

Les agents des cadres des services extérieurs nommés à l'administration centrale ne reçoivent que le traitement fixé par décret rendu en forme de règlement d'administration publique, conformément à la loi de finances du 13 avril 1900.

## ENTRÉE EN JOUISSANCE DES TRAITEMENTS

## ART. 11

La date d'entrée en jouissance du traitement de grade est fixée par

le décret ou l'arrêté de nomination. Toutefois, lorsque le point des mutations est déterminé soit par une mise à la retraite, à la disposition, en disponibilité ou en non-activité, soit par une nomination à l'administration centrale, cette entrée en jouissance sera reportée au lendemain de la remise du service par l'agent retraité, mis à la disposition, en disponibilité ou en non-activité, ou nommé à l'administration centrale. La date de la remise de service pourra être fixée par décision ministérielle.

#### ART. 12

La jouissance de l'indemnité de représentation, du traitement de poste et de l'indemnité de cherté de vie court du jour de la prise du service si le service du poste ou de l'emploi est vacant, à dater du lendemain de la prise de service dans le cas contraire.

#### ART. 13

Le chef de mission nommé à une nouvelle résidence et maintenu temporairement à son ancien poste, conserve l'intégralité des frais de représentation alloués à ce poste.

#### ART. 14

Le traitement de ministre plénipotentiaire ne peut être attribué qu'aux agents pourvus d'un poste ou emploi de ce grade.

#### ART. 15

Tous les autres agents maintenus dans leur poste ou leur emploi après leur promotion à un grade supérieur reçoivent le traitement de leur nouveau grade, mais conservent l'indemnité de cherté de vie qui leur était précédemment attribuée.

#### ART. 16

Les agents chargés d'un poste ou d'un emploi supérieur à leur grade, et ceux qui, par suite de nécessités de service, sont chargés d'un poste ou d'un emploi inférieur à leur grade, reçoivent, en outre de leur traitement de grade et du traitement du poste, ou de l'emploi, l'indemnité de cherté de vie afférente au poste ou à l'emploi dont ils sont chargés.



## CESSATION DES TRAITEMENTS

## ART. 17

Les droits du titulaire ou de l'intérimaire d'un poste ou emploi à la jouissance de l'indemnité de représentation, du traitement de poste, de l'indemnité de cherté de vie, s'éteignent le lendemain du jour de la cessation des services.

## ART. 18

L'agent mis à la disposition, en disponibilité, en non-activité, admis à la retraite, démissionnaire ou révoqué, perd également le droit au traitement de grade à dater du lendemain du jour de la remise de service.

## ART. 19

Quand un agent en congé ou retenu par ordre est placé dans le cadre de la disposition, de la disponibilité, de la non-activité, est admis à la retraite, démissionnaire ou révoqué, il cesse de recevoir ses traitements ou indemnité à dater du lendemain du jour du décret ou de l'arrêté qui l'a placé dans sa nouvelle situation.

## ART. 20

L'agent ou fonctionnaire démissionnaire, mis à la disposition, en disponibilité, en non-activité ou admis à la retraite, peut être maintenu momentanément en fonctions lorsque les besoins du service l'exigent.

## ART. 21

Dans le cas où un chef de mission diplomatique aura rompu son établissement dans le lieu de sa résidence officielle, il n'aura plus droit à aucune partie de ses frais de représentation.

## DES CONGÉS

## ART. 22

Les agents des services extérieurs du Ministère des Affaires étran-

gères peuvent obtenir annuellement soixante jours de congé dont ils peuvent d'ailleurs profiter par fractions.

#### ART. 23

Pendant la durée de ce congé, les agents ne conservent que le traitement de grade. Les chefs de missions diplomatiques conservent en outre le tiers de leur indemnité de frais de représentation s'ils ont maintenu leur établissement dans le lieu de leur résidence.

#### ART. 24

Par exception, les agents d'Europe conservent pendant quinze jours de congé chaque année l'intégralité de leurs émoluments (traitements et indemnités).

#### ART. 25

Aucun agent ne peut quitter son poste en congé sans l'autorisation préalable du Ministre. En cas de nécessité absolue, le chef de mission peut autoriser le départ d'un de ses subordonnés, sous réserve d'en aviser immédiatement le département.

#### ART. 26

Les dates de départ en congé et celles du retour au poste sont portées sur les états trimestriels de présence, sous la responsabilité du chef de poste.

#### ART. 27

Tout agent qui ne profite pas de son congé annuel peut le cumuler avec celui des années suivantes dans la limite de six mois pour les agents résidant hors d'Europe et de quatre mois pour les agents résidant en Europe.

#### ART. 28

La durée du voyage calculée d'après les itinéraires habituellement fixés par le département ne sera ajoutée à la durée du congé que pour les agents hors d'Europe.

#### ART. 29

Les agents qui comptent trois ans de séjour ininterrompu hors

d'Europe peuvent obtenir, dans la limite des crédits disponibles, le remboursement des frais de leur voyage pour eux, leur femme et leurs enfants, lorsqu'ils l'auront sollicité en même temps que l'autorisation de partir en congé.

Ce temps de séjour est réduit à deux ans ou porté à quatre ans pour les agents occupant l'un des postes hors d'Europe qui se trouvent énumérés aux deux paragraphes du tableau annexé au présent décret.

#### ART. 30

L'agent en congé pour cause de maladie, dûment constatée par un certificat médical, peut être autorisé par décision ministérielle à conserver l'intégralité de son traitement de grade pendant un temps qui ne peut excéder trois mois ; pendant les trois mois suivants, il peut, sur la production d'un nouveau certificat médical, obtenir une prolongation de congé avec jouissance de la moitié de son traitement de grade.

Passé ce délai, et à défaut par lui de reprendre son service, l'agent est placé d'office dans le cadre de la disposition ou de la disponibilité sans traitement.

#### ART. 31

Dans le cas où les agents auront dépassé sans autorisation la durée de leur congé, l'ordonnancement de leurs traitement et indemnités sera suspendu d'office.

### DES AGENTS RETENUS OU APPELÉS PAR ORDRE

#### ART. 32

Après un second congé, autre qu'un congé de maladie, dont la durée réglementaire est expirée, les agents pourront être retenus en vertu d'une décision ministérielle et recevront dans cette situation la moitié de leur traitement de grade, pendant deux mois si leur résidence est située en Europe, pendant six mois si elle est située hors d'Europe.

#### ART. 33

Les agents diplomatiques et consulaires appelés en France et retenus par ordre pour cause de rupture des relations diplomatiques ne jouissent que de leur traitement de grade pendant huit mois à dater du len-

demain du jour où ils ont quitté leur résidence si cette résidence est en Europe, pendant un an, si elle est située hors d'Europe.

#### ART. 34

Les agents diplomatiques et consulaires appelés en France et retenus par ordre pour remplir les fonctions de chef, chef adjoint et sous-chef de cabinet du Ministre reçoivent la moitié de leur traitement de grade pendant toute la durée de cette mission.

#### ART. 35

Les agents appelés par ordre, en vertu d'une décision ministérielle spéciale, conservent l'intégrité de leurs émoluments (traitements et indemnités) pendant au maximum quinze jours. A l'expiration de ce délai, ils seront, suivant les circonstances, soit placés en congé, soit retenus par ordre.

#### ART. 36

Seront placés dans la même situation et pendant le même délai les agents qui, ayant épuisé les périodes de congé annuel auxquelles ils avaient droit, seront par suite de circonstances tout à fait exceptionnelles, autorisés par décision ministérielle à s'absenter de leur poste.

#### ART. 37

Lorsqu'un agent est nommé à un nouveau poste alors qu'il est en congé ou retenu par ordre, il acquiert le droit de jouir de l'intégralité de son traitement de grade pendant un mois s'il s'agit d'un poste en Europe, pendant deux mois s'il s'agit d'un poste hors d'Europe, à dater de l'expiration de son congé ou de la période pour laquelle il a été retenu par ordre.

A l'expiration de ce délai et jusqu'à sa prise de service l'agent ne reçoit plus aucun traitement.

#### ART. 38

Les agents de l'administration centrale nommés à un poste à l'étranger jouissent de l'intégralité de leur traitement de grade, pendant deux mois, si leur nouvelle résidence est située en Europe, pendant trois mois si elle est située hors d'Europe.

A l'expiration de ce délai, ils pourront être retenus par ordre pendant un délai qui ne peut excéder un mois.

Ces délais courent du jour où les agents ont acquis le droit à leur traitement de grade, conformément à l'article 11 ; ils sont calculés indépendamment du temps du voyage.

#### ART. 39

Les dispositions prévues à l'article précédent seront appliquées aux agents nommés pour la première fois à un poste à l'étranger.

#### ART. 40

Le chef d'une mission diplomatique autorisé à quitter le lieu de sa résidence pour accompagner le souverain ou chef de l'Etat auprès duquel il est accrédité, conserve l'intégralité de son indemnité de frais de représentation pendant toute la durée du voyage.

### DROITS DES INTÉRIMAIRES

#### ART. 41

Le droit des intérimaires commence à dater du jour qui suit la prise de service et cesse à dater du lendemain de la remise du service.

Il sera suspendu pendant le délai de quinze jours prévu aux articles 24, 35 et 36.

#### ART. 42

Les agents remplissant par intérim les fonctions de chargé d'affaires dans le poste de leur résidence reçoivent, en plus de l'intégralité de leurs traitements et indemnités personnels, la moitié de l'indemnité attribuée, à titre de frais de représentation, au poste dont ils font l'intérim.

#### ART. 43

Lorsqu'un agent est désigné comme chargé d'affaires dans une autre résidence que la sienne, il recevra les deux tiers de l'indemnité des frais de représentation.



## ART. 44

Le chef de mission diplomatique qui s'absente en congé, doit laisser au chargé d'affaires la disposition des appartements et objets mobiliers dont l'État lui assure la jouissance pour les réceptions.

## ART. 45

L'intérimaire du chef d'un poste consulaire est, à moins qu'il ne soit spécialement désigné par le Ministre, et à défaut de consul suppléant : 1° l'agent le plus élevé en grade ; 2° entre deux agents du même grade, le plus ancien ; toutefois, lorsque l'un des deux appartient au cadre du drogmanat ou de l'interprétariat, il prend de droit la gérance.

## ART. 46

L'agent chargé d'un intérim dans le poste auquel il est affecté reçoit pendant cet intérim le traitement du poste ou de l'emploi dont il fait l'intérim en conservant l'intégralité de ses traitements et indemnités personnels.

## ART. 47

L'agent désigné pour faire un intérim dans un poste autre que celui auquel il est affecté reçoit, en plus de son traitement de grade personnel et du traitement du poste ou de l'emploi dont il fait l'intérim, l'indemnité de cherté de vie attribuée au titulaire de ce poste ou emploi.

## ART. 48

Lorsqu'un agent auxiliaire est chargé de l'intérim d'un poste ou d'un emploi, il recevra l'intégralité de son indemnité personnelle et, en outre du traitement du poste ou de l'emploi dont il fait l'intérim, la moitié de l'indemnité de cherté de vie du titulaire.

## ART. 49

Lorsqu'un agent étranger à l'administration est chargé de l'intérim d'un poste ou d'un emploi, il recevra, en outre du traitement du poste ou de l'emploi, une partie à déterminer par arrêté ministériel de l'indemnité de cherté de vie du titulaire.

## ART. 50

Les remises de 5 p. 100 accordées aux agents percepteurs sur leurs recettes de chancellerie sont soumises aux retenues pour pensions civiles en ce qui concerne les agents de carrière. Lorsque dans le courant d'une année, plusieurs agents percepteurs se sont succédé dans un même poste, la part de bonification afférente à chacun d'eux est calculée sur les recettes qu'il a affectuées et non sur une partie des recettes de l'année, proportionnelle au temps de sa gestion.

Dans le cas où l'agent percepteur est absent de son poste, la bonification appartiendra intégralement, à partir de la remise du service, à l'agent chargé de l'intérim, et elle est calculée de même sur les recettes effectuées pendant l'intérim.

## DISPOSITIONS TRANSITOIRES

## ART. 51

A partir du 1<sup>er</sup> octobre 1913, la revision des postes ou emplois se fera par catégories en commençant par les catégories comportant l'indemnité de cherté de vie la plus importante, et dans chaque catégorie, par les postes consulaires.

## ART. 52

A partir de la même date, les postes ou emplois qui ne figurent pas au tableau annexé au présent décret ou dont la transformation est prévue, seront supprimés ou transformés au fur et à mesure des changements de titulaire.

## ART. 53

A partir de la même date, les postes ou emplois dont la création est prévue seront créés au fur et à mesure de l'application de la revision des traitements à la catégorie à laquelle appartiennent ces postes ou emplois.

## ART. 54

Il pourra toutefois être tenu compte de circonstances exceptionnelles motivant la création, la transformation ou la suppression immédiate d'un poste ou emploi d'une autre catégorie.

## ART. 55

Lorsqu'il sera procédé à la transformation ou à la création d'un poste ou emploi d'une catégorie qui n'est pas encore révisée, le traitement du titulaire de ce poste ou emploi sera fixé en réunissant en un traitement unique les émoluments qui doivent être alloués à ce poste ou emploi lorsque sera opérée la révision de la catégorie.

## ART. 56

Les traitements des catégories qui n'auront pas encore été révisées pourront continuer à être modifiés par décret, jusqu'au jour où les dispositions du présent décret leur seront applicables.

## ART. 57

Les disponibilités budgétaires produites par la suppression ou la transformation des postes ou emplois seront utilisées trimestriellement pour continuer l'application du programme de révision des traitements.

## ART. 58

Les décrets des 17 juillet 1882 et 8 janvier 1884 continueront à être appliqués aux titulaires ou intérimaires des postes et emplois qui ne sont pas révisés, et cesseront d'être appliqués au fur et à mesure de la transformation des traitements de poste en traitements de grade.

## ART. 59

Néanmoins, afin d'uniformiser la situation des agents en congé ou retenus par ordre, les dispositions contenues dans le présent règlement seront appliquées à tous les agents des services extérieurs en ce qui concerne seulement la durée des congés ou de la retenue par ordre et le remboursement des voyages de congé.

## ART. 60

Dans le cas où le titulaire d'un poste ou d'un emploi révisé est appelé, pendant le congé du titulaire ou en cas de vacance, à remplir l'intérim d'un poste ou d'un emploi non révisé, il reçoit, outre son traitement de grade, la moitié du traitement alloué au poste où à l'emploi dont il fait l'intérim.

## ART. 61

Si le titulaire d'un poste ou d'un emploi qui n'est pas encore revisé est appelé, pendant le congé du titulaire ou en cas de vacance, à remplir l'intérim d'un poste ou d'un emploi revisé, il reçoit, en plus de la moitié de son traitement personnel, le traitement de poste et l'indemnité de cherté de vie attribuée au titulaire du poste ou de l'emploi dont il assure l'intérim.

## ART. 62

Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret, et spécialement le décret du 17 juillet 1882, le décret du 2 janvier 1884, modifié par le décret du 4 février 1898, le décret du 19 mars 1896, et l'article 11 du décret du 6 octobre 1906, concernant les frais de voyage et de courriers.

## ART. 63

Le Ministre des Affaires étrangères et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 22 septembre 1913.

POINCARÉ.

Par le Président de la République :

*Le Ministre des Affaires Etrangères,*  
S. PICHON.

*Le Ministre des Finances,*  
Charles DUMONT.

## TABLEAU A

TRAITEMENTS DE GRADE ET DE POSTE. — INDEMNITÉS DE CHERTÉ DE VIE

DÉSIGNATION														TRAITEMENTS	
Grades.....	{ Ambassadeurs..... Ministres plénipotentiaires de 1 <sup>re</sup> classe..... Ministres plénipotentiaires de 2 <sup>e</sup> classe.....													40 000 30 000 24 000	
DÉSIGNATION	ATTACHÉS ET COMMISS de chancellerie Elèves interprètes	CHANCELIERS	DROGMANS Interprètes	SECRÉTAIRES archivistes	CONSULS SUPPLÉANTS de 2 <sup>e</sup> classe	ATTACHÉS d'ambassade	PREMIERS DROGMANS Premiers Interprètes	VICE-CONSULS Consuls suppléants de 1 <sup>re</sup> classe	SECRÉTAIRES d'ambassade de 3 <sup>e</sup> classe	CONSULS DE 2 <sup>e</sup> CLASSE	CONSULS DE 1 <sup>re</sup> CLASSE	SECRÉTAIRES d'ambassade de 2 <sup>e</sup> classe	SECRÉTAIRES d'ambassade de 1 <sup>re</sup> classe	CONSULS GÉNÉRAUX	CONSEILLERS d'ambassade
Traitement de grade	3 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	6 000	6 000	6 000	10 000	12 000	10 000	12 000	15 000	15 000
Traitement de poste.	»	4 250	1 750	2 000	1 500	»	2 500 4 000 à Pékin 6 000 à Cons- tantinople	4 000	»	5 000	»	»	»	7 000	»
Majoration.....	500	»	»	500	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1 <sup>re</sup> catégorie.....	600	750	1 250	750	750	1 000	1 000	1 000	1 000	4 500	4 500	1 250	1 250	2 000	2 000
2 <sup>e</sup> catégorie.....	1 000	1 250	2 000	1 250	1 250	1 500	1 500	1 500	1 500	3 000	3 000	2 250	2 250	3 000	3 000
3 <sup>e</sup> catégorie.....	1 500	2 000	2 750	2 000	2 000	2 500	2 500	2 500	2 500	4 500	4 500	3 000	3 000	4 000	4 000
4 <sup>e</sup> catégorie.....	2 000	2 750	3 500	2 750	2 750	3 500	3 500	3 500	3 500	6 000	6 000	4 000	4 000	5 000	5 000
5 <sup>e</sup> catégorie.....	2 500	3 250	4 000	3 250	3 250	4 000	4 000	4 000	4 000	8 000	8 000	5 500	5 500	6 500	6 500
6 <sup>e</sup> catégorie.....	3 250	4 000	5 000	4 000	4 000	5 000	5 000	5 000	5 000	10 000	10 000	7 000	7 000	8 500	8 500
7 <sup>e</sup> catégorie.....	4 250	5 000	6 000	5 000	5 000	6 000	6 000	6 000	6 000	12 000	12 000	9 000	9 000	11 000	11 000
8 <sup>e</sup> catégorie.....	5 000	6 000	7 000	6 000	6 000	7 000	7 000	7 000	7 000	16 000	16 000	12 000	12 000	14 000	14 000

Grades..... { Ambassadeurs.....  
Ministres plénipotentiaires de 1<sup>re</sup> classe.....  
Ministres plénipotentiaires de 2<sup>e</sup> classe.....

40 000  
30 000  
24 000

FRANCE

135



## TABLEAU B

## POSTES ET EMPLOIS DES SERVICES EXTÉRIEURS

*Ambassades*

Berlin.	Rome.
Berne.	Saint-Pétersbourg.
Constantinople.	Tokyo.
Londres.	Vienne.
Madrid.	Washington.

*Légations*

Addis-Abeda.	La Haye.
Athènes.	Lima.
Bangkok.	Lisbonne.
Belgrade.	Luxembourg.
Bogota.	Mexico.
Bruxelles.	Montevideo.
Bucarest.	Munich.
Buenos-Ayres.	Pékin.
Caracas.	Port-au-Prince.
Le Caire.	Rio-de-Janeiro.
Cettigné.	Santiago du Chili.
Christiania.	Sofia.
Copenhague.	Stockholm.
Guatemala.	Téhéran.
La Havane.	

*Conseillers, secrétaires et attachés d'ambassade (1)*

<b>Berlin (2) :</b>	<b>Constantinople (2) :</b>
1 conseiller d'ambassade.	1 conseiller d'ambassade.
1 secrétaire de 1 <sup>re</sup> classe.	1 secrétaire de 2 <sup>e</sup> classe.
1 secrétaire de 3 <sup>e</sup> classe.	2 secrétaires de 3 <sup>e</sup> classe.
2 attachés d'ambassade.	2 attachés d'ambassade.
<b>Berne (1) :</b>	<b>Londres (3) :</b>
1 conseiller d'ambassade.	1 conseiller d'ambassade.
1 attaché d'ambassade.	1 secrétaire de 1 <sup>re</sup> classe.

(1) Le chiffre placé entre parenthèses indique la catégorie de cherté de vie dans laquelle le poste est placé.

- 1 secrétaire de 2<sup>e</sup> classe.
- 2 secrétaires de 3<sup>e</sup> classe.
- 2 attachés d'ambassade.

#### Madrid (2) :

- 1 conseiller d'ambassade.
- 1 secrétaire de 2<sup>e</sup> classe.
- 1 secrétaire de 3<sup>e</sup> classe.
- 1 attaché d'ambassade.

#### Rome (1) :

- 1 conseiller d'ambassade.
- 1 secrétaire de 2<sup>e</sup> classe.
- 1 secrétaire de 3<sup>e</sup> classe.
- 1 attaché d'ambassade.

#### Saint-Petersbourg (6) :

- 1 conseiller d'ambassade.
- 1 secrétaire de 2<sup>e</sup> classe.
- 1 secrétaire de 3<sup>e</sup> classe.
- 1 attaché d'ambassade.

#### Tokyo (6) :

- 1 secrétaire de 1<sup>re</sup> classe.
- 1 secrétaire de 3<sup>e</sup> classe.

#### Vienne (2) :

- 1 conseiller d'ambassade.
- 1 secrétaire de 2<sup>e</sup> classe.
- 1 secrétaire de 3<sup>e</sup> classe.
- 1 attaché d'ambassade.

#### Washington (7) :

- 1 conseiller d'ambassade.
- 1 secrétaire de 3<sup>e</sup> classe.
- 1 attaché d'ambassade.

#### Athènes (2) :

- 1 secrétaire de 1<sup>re</sup> classe.

#### Bangkok (6) :

- 1 secrétaire de 3<sup>e</sup> classe.

#### Belgrade (2) :

- 1 secrétaire de 2<sup>e</sup> classe.

#### Bruxelles (1) :

- 1 conseiller d'ambassade.

- 1 attaché d'ambassade.

#### Bucarest (5) .

- 1 secrétaire de 2<sup>e</sup> classe.

#### Buenos-Ayres (5) :

- 1 secrétaire de 2<sup>e</sup> classe.

#### Le Caire (5) :

- 1 secrétaire de 1<sup>re</sup> classe.
- 1 secrétaire de 3<sup>e</sup> classe.

#### Christiania (2) :

- 1 secrétaire de 2<sup>e</sup> classe.

#### Copenhague (2) :

- 1 secrétaire de 1<sup>re</sup> classe.
- 1 attaché d'ambassade.

#### La Havane (8) :

- 1 secrétaire de 3<sup>e</sup> classe.

#### La Haye (2) :

- 1 secrétaire de 1<sup>re</sup> classe.

#### Lima (6) .

- 1 secrétaire de 3<sup>e</sup> classe.

#### Lisbonne (1) :

- 1 secrétaire de 1<sup>re</sup> classe.

#### Mexico (7) :

- 1 secrétaire de 2<sup>e</sup> classe.

#### Montevideo (6) :

- 1 secrétaire de 2<sup>e</sup> classe.

#### Munich (1) :

- 1 secrétaire de 2<sup>e</sup> classe.

#### Pékin (6) :

- 1 secrétaire de 1<sup>re</sup> classe.
- 1 secrétaire de 3<sup>e</sup> classe.
- 1 attaché d'ambassade.

#### Rio-de-Janeiro (8) :

- 1 secrétaire de 2<sup>e</sup> classe.

Santiago du Chili (6) :

1 secrétaire de 2<sup>e</sup> classe.

Sofia (2) :

1 secrétaire de 1<sup>re</sup> classe.

Stockholm (4) :

1 secrétaire de 2<sup>e</sup> classe.

Tanger (3) :

1 secrétaire de 2<sup>e</sup> classe.

Téhéran (4) :

1 secrétaire de 2<sup>e</sup> classe.

### *Consulats généraux*

Anvers (2).

L'Assomption (5).

Barcelone (1).

Beyrouth (2).

Budapest (4).

Calcutta (8).

Constantinople (2).

Gênes (1).

Genève (1).

Hambourg (2).

Jérusalem (2).

Johannesburg-Prétoria (7).

Londres (3).

Milan (1).

Montréal (7).

Moscou (6).

New-York (8).

La Paz (4).

Quito (4).

San-Francisco (7).

Santo-Domingo (4).

Shanghai (7).

Smyrne (2).

Sydney (7).

Tanger (3). (Agence et consulat général.)

Varsovie (5).

### *Consulats*

Alep (2).

Alexandrie (5).

Athènes et le Pirée (1).

Bagdad (3).

Bahia (7).

Bâle (1).

Berlin (1).

Bruxelles (1).

Buenos-Ayres (8).

Le Caire (5).

Canton (6).

Cardiff (2).

Casablanca (3).

Chicago (8).

Damas (2).

Dirré-Daoua (4).

Dublin (2).

Düsseldorf (2).

Fez (2).

Francfort (2).

Glasgow (2).

Hankéou (7).

Helsingfors (5).

Hodeidah et Djeddah (5).

Hongkong (7).

Kharkoff (5).

Kobé et Osaka (6).

Leipzig (1).

Liège (1).

Liverpool (3).

Livourne (1).

Madrid (2).

Malaga (1).

Mascate (5).

Mexico (7).

Mogador (2).

Monaco (1).  
 Moukden (6).  
 Naples (1).  
 Newcastle (2).  
 La Nouvelle-Orléans (6).  
 Odessa (5).  
 Palerme (1).  
 Panama et Colon (7).  
 La Plata (7).  
 Prague (2).  
 Rabat (3).  
 Rio-de-Janeiro (8).  
 Rome (1).  
 Rosario (6).  
 Rotterdam (2).  
 Saint-Paul (8).  
 Saint-Pétersbourg (5).  
 Saint-Sébastien (2).

Salonique (2),  
 San-José-de-Costa-Rica (6).  
 Stuttgart (1).  
 Tanger (3).  
 Tauris (4).  
 Tchentou (7).  
 Tientsin (7).  
 Tiflis (4).  
 Trébizonde (1).  
 Tripoli de Barbarie (3).  
 Turin (1).  
 Valence (1).  
 Valparaiso (6).  
 Vienne (2).  
 Xieng-Maï (6).  
 Yunnanfou (7).  
 Zanzibar (5).

*Vice-consulats*

Alexandrette (1).  
 Alicante (1).  
 Andrinople (2).  
 Amsterdam (2).  
 Auckland (8).  
 Bahia Blanca (6).  
 Batavia (7).  
 \*Benghazi (3).  
 \*Bender-Bouchir (5).  
 Berne (1).  
 Bilbao (2).  
 Bombay (7).  
 Brême (1).  
 Cagliari (1).  
 \*Caïffa (1).  
 La Canée (1).  
 Le Cap (7).  
 Carthagène (1).  
 Colombo (7).  
 La Corogne (1).  
 Dantzig (1).  
 \*Diarbékir (3).  
 Durban (7).  
 \*Erzeroum (3).  
 Florence (1).

\*Foutchéou (5).  
 Galatz (4).  
 Gibraltar (3).  
 Guadalajara (6).  
 \*Hoïhow (5).  
 Iquique (7).  
 Janina (2).  
 Jersey (2).  
 Larache (2).  
 Larisse et Volo (1).  
 Larnaca (1).  
 Lisbonne (1).  
 \*Longtchéou et Nanning (6).  
 Lourenço-Marquez (7).  
 Malte (2).  
 Manille (8).  
 Mannheim (1).  
 Marrakech (3).  
 Mazagan (2).  
 Melbourne (7).  
 Mendoza (6).  
 \*Mersina et Tarsous (1).  
 Monastir (2).  
 \*Mongtseu (6).  
 \*Mossoul (3).

\*Pakhoï et Tong-Hing (5).  
 Las Palmas (1).  
 Para (8).  
 Patras (1).  
 Port-Louis (7).  
 Porto (1).  
 Porto-Rico (7).  
 Port-Saïd (4).  
 Recht (4).  
 Reikiavik (3).  
 Saffi (2).  
 Saint-Jean de Terre Neu-  
 ve (6).  
 Santiago de Cuba (7).  
 Scutari d'Albanie (2).  
 Seattle (7).  
 \*Séoul (6).  
 Séville (1).

Singapour 17).  
 \*Siwas (3).  
 Southampton (2).  
 Suez (4).  
 Swansea (2).  
 \*Tong-Hing (7).  
 Tétouan (2).  
 Trieste (2).  
 La Trinité (7).  
 Tripoli de Syrie (1).  
 Tucuman (6).  
 Uskub (2).  
 \*Van (3).  
 Varna (2).  
 Venise (1).  
 La Vera Cruz (6).  
 Yokohama (6).  
 Zurich (1).

### *Consuls suppléants*

Alexandrie (5).  
 Barcelone (1).  
 Beyrouth (2).  
 Le Claire (5).  
 Casablanca (3).  
 Constantinople (2).

Genève (1).  
 Londres (3).  
 New-York (8).  
 Shanghai (7).  
 Smyrne (2).  
 Tanger (3).

### *Premiers drogmans et premiers interprètes*

Constantinople (2) (hors classe).  
 Pékin (6) (hors classe).  
 Le Caire (5).  
 Constantinople (2).  
 Tanger (3).

Téhéran (4).  
 Bangkok (6).  
 Tokio (6).

### *Drogmans et interprètes*

Alep (2).  
 Alexandrie (5).  
 Beyrouth (2).  
 Le Caire (5).  
 Casablanca (3).

Constantinople (A.) (2).  
 Constantinople (C.G.) (2).  
 Damas (2).  
 Jérusalem (2).  
 Smyrne (2).

---

L'astérisque désigne les postes réservés aux agents des cadres du drogmanat ou de l'interprétariat.



Tanger (3).  
 Tripoli de Barbarie (3).  
 Bangkok (1).  
 Moukden (6).  
 Pékin (6).

Shanghai (6).  
 Tientsin (7).  
 Tokyo (6).  
 Yunnanfou (7).

*Chanceliers secrétaires-archivistes*

Addis-Abeba (5).  
 Athènes (2).  
 Bangkok (6).  
 Belgrade (2).  
 Berlin (2).  
 Berne (1).  
 Bogota (6).  
 Bruxelles (1).  
 Bucarest (5).  
 Buenos-Ayres (8).  
 Caracas (5).  
 Le Caire (5).  
 Cettigné (2).  
 Christiania (2).  
 Constantinople (2).  
 Copenhague (2).  
 Guatemala (5).  
 La Havane (8).  
 La Haye (2).  
 Lima (6).

Lisbonne (1).  
 Londres (3).  
 Luxembourg (1).  
 Madrid (2).  
 Mexico (7).  
 Montevideo (6).  
 Munich (1).  
 Pékin (6).  
 Port-au-Prince (4).  
 Rio-de-Janeiro (8).  
 Rome (1).  
 Saint-Petersbourg (6).  
 Santiago du Chili (6).  
 Sofia (2).  
 Stockholm (4).  
 Téhéran (4).  
 Tokyo (5).  
 Vienne (2).  
 Washington (7).

*Chancelleries*

Alexandrie (5).  
 Anvers (2).  
 L'Assomption (5).  
 Bâle (1).  
 Barcelonne (1).  
 Beyrouth (2).  
 Budapest (3).  
 Buenos-Ayres (8).  
 Le Caire (5).  
 Calcutta (8).  
 Canton (6).  
 Cardiff (2).  
 Casablanca (3).  
 Constantinople (2).

Dublin (2).  
 Gênes (1).  
 Genève (1).  
 Glasgow (2).  
 Hambourg (2).  
 Han-Kéou (7).  
 Hongkong (7).  
 Jérusalem (2).  
 Johannesburg-Prétoria (7).  
 Kobé-Osaka (6).  
 Liverpool (3).  
 Londres (c.g.) (3).  
 Milan (1).  
 Mogador (2).

Montréal (7).  
 Moscou (6).  
 Naples (1).  
 Newcastle (2).  
 New-York (8)  
 Nouvelle-Orléans (6).  
 Panama et Colon (7).  
 La Paz (4),  
 Quito (4).  
 Rabat (3).  
 Rio-de-Janeiro (c) (8)  
 Saint-Sébastien (2).

Salonique (2).  
 San-Francisco (7).  
 Santo-Domingo (4).  
 Shanghai (7).  
 Smyrne (2).  
 Sydney (7).  
 Tanger (3).  
 Tientsin (7).  
 Turin (1).  
 Valparaiso (6).  
 Varsovie (5).

### TABLEAU C

POSTES DONT LES TITULAIRES PEUVENT OBTENIR, CONFORMÉMENT A  
 L'ARTICLE 29, LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE VOYAGE DE CONGÉ  
 APRÈS UN SÉJOUR DE DEUX OU QUATRE ANS.

#### *Séjour de deux ans*

L'Assomption.  
 Bagdad.  
 Bahia.  
 Bangkok.  
 Batavia.  
 Bender-Bouchir.  
 Bombay.  
 Calcutta.  
 Canton.  
 Colombo.  
 La Havane.  
 Han-Kéou.  
 Hodeidah et Djeddah.  
 Hoï-How.  
 Hongkong.  
 Iquique.  
 Longtchéou.  
 Lourenço-Marquez.  
 Manille.

Mascate.  
 Mongtseu.  
 Pakhoï.  
 Panama et Colon.  
 Para.  
 Port-au-Prince.  
 Port-Louis.  
 Porto-Rico.  
 Rio-de-Janeiro.  
 Santiago de Cuba.  
 Santo-Domingo.  
 Shanghai.  
 Singapour.  
 Tong-Hing.  
 La Trinité.  
 La Vera-Cruz.  
 Xieng-Maï.  
 Zanzibar.

#### *Séjour de quatre ans*

Alexandrette.  
 Beyrouth.  
 Caïffa.

Casablanca.  
 Fez.  
 Larache.

Larnaca.  
 Las Palmas.  
 Marrakech.  
 Mazagan.  
 Mercina et Tarsous.  
 Mogador.  
 Rabat.

Saffi.  
 Smyrne.  
 Tanger.  
 Tétouan.  
 Tiflis.  
 Trébizonde.  
 Tripoli de Syrie.

Vu pour être annexé au décret du 22 septembre 1913.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République .  
*Le Ministre des Affaires Étrangères,*  
 S. PICHON.

*Le Ministre des Finances,*  
 Charles DUMONT.

\*\*\*

Décret autorisant l'agent consulaire de France à Sainte-Marie  
 de Bathurst à faire les actes simples de notariat

(23 septembre 1913)

Le Président de la République française,

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 26 octobre 1833 sur les fonctions  
 des agents consulaires,

Sur le rapport du Ministre des Affaires étrangères,

Décrète :

#### ARTICLE PREMIER

L'agent consulaire de France à Sainte-Marie de Bathurst est autorisé  
 à faire les actes simples du ministère du notariat généralement délivrés  
 en brevet (autorisations maritales, procurations, décharges et révoca-  
 tions de mandats, actes de notoriété, consentement à mariage, etc.).

#### ART. 2

Le Ministre des Affaires étrangères est chargé de l'exécution du  
 présent décret.

Fait à Paris, le 13 septembre 1913.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :  
*Le Ministre des Affaires Étrangères,*  
 S. PICHON.

■  
\* \*

Décret autorisant l'exécution en France du legs Pittaud  
de Forges

(12 septembre 1913)

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Ministre des Affaires étrangères,

Vu le testament de M<sup>me</sup> Pittaud de Forges, veuve de M. Buisman,  
en date du 20 mars 1899 ;

Vu l'acte de décès de la testatrice en date du 14 août 1911 ;

Vu les pièces constatant l'accomplissement des formalités de publi-  
cation et d'affichage prescrites par le décret du 1<sup>er</sup> février 1895 ;

Vu l'article 910 du code civil ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat du 12 janvier 1854 ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

ARTICLE PREMIER

Est autorisée en France l'exécution du legs de 100.000 francs fait  
à la ville de Zwolle (Hollande) par M<sup>me</sup> Pittaud de Forges, veuve  
Buisman.

ART. 2

Le Ministre des Affaires étrangères est chargé de l'exécution du pré-  
sent décret.

Fait à Tulle, le 12 septembre 1913.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

*Le Ministre des Affaires Etrangères,*

S. PICHON.

\*  
\* \*

Décret autorisant les agents consulaires de Lagos (Portugal)  
et d'Accra (Côte d'Or) à faire les actes simples de notariat

(19 septembre 1913)

Le Président de la République française,

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 26 octobre 1833 sur les fonctions  
des agents consulaires ;

Sur le rapport du Ministre des Affaires étrangères,

Décète :

#### ARTICLE PREMIER

Les agents consulaires de France à Lagos et à Accra sont autorisés  
à dresser des actes de naissance et de décès et à faire les actes simples  
du ministère du notariat généralement délivrés en brevet (autorisations  
maritales, procurations, décharges et révocations de mandats, actes de  
notoriété, consentement à mariage, etc.).

#### ART. 2

Le Ministre des Affaires étrangères est chargé de l'exécution du pré-  
sent décret.

Fait à Bordeaux, le 19 septembre 1913.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

*Le Ministre des Affaires Etrangères,*

S. PICHON.

\*  
\* \*



## Décret relatif à la comptabilité des agents consulaires

(6 novembre 1913)

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Ministre des Affaires étrangères,

Vu la 13<sup>e</sup> disposition générale du tarif des chancelleries diplomatiques et consulaires (article 26 de la loi de finances du 30 juillet 1913 et décret du 3 novembre 1913) ;

Vu le décret du 20 décembre 1890 sur la comptabilité des chancelleries diplomatiques et consulaires ;

Vu le décret du 18 septembre 1912 sur les recettes des agences consulaires,

Décrète,

### ARTICLE PREMIER

Les agents consulaires tiennent un registre de recettes par année et par titulaire. Chaque perception y est inscrite par ordre de date et de numéro, avec l'indication de la disposition générale, de l'article et de l'observation du tarif qui l'autorise, de l'énoncé sommaire de l'acte qui y aura donné lieu et des noms et qualités des requérants.

Ils doivent faire également mention, sur les minutes, et sur chaque expédition des actes, du montant du droit acquitté, de la disposition générale, de l'article et de l'observation du tarif qui l'autorise ainsi que du numéro de leur registre.

Lorsque les actes ont été délivrés gratis, mention doit en être faite sur les actes.

### ART. 2

Ceux de ces agents qui ont été autorisés par décisions spéciales à recevoir des dépôts sont tenus, en ce qui concerne la gestion de ces dépôts, de se conformer aux prescriptions de l'ordonnance du 24 octobre 1833 sur les dépôts faits dans les chancelleries et des articles 15 et 16 du décret du 20 décembre 1890.

## ART. 3

Le chef de l'arrondissement consulaire veille à ce que les agents consulaires ne fassent que des actes de leur compétence, n'opèrent que des perceptions autorisées par le tarif et se conforment aux instructions relatives à son application. Il surveille également la situation des dépôts pouvant, dans le cas prévu par l'article précédent, exister dans les agences de la circonscription.

## ART. 4

Dès le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année ou en cours d'année, lors d'un changement de titulaire, les agents consulaires doivent transmettre au chef de l'arrondissement consulaire :

1<sup>o</sup> Leur livre à souche clos et arrêté ; 2<sup>o</sup> la déclaration de retenue de la totalité ou d'une quote-part des recettes ; cette déclaration est dressée pour néant par les agents qui n'ont opéré aucune recette ; 3<sup>o</sup> le tableau de répartition des recettes entre le Trésor et l'agent.

## ART. 5

Dès la réception des documents énumérés en l'article précédent, le chef de poste s'assure de la régularité des opérations effectuées et de l'exactitude de la répartition. Le cas échéant, il prescrit à l'agent consulaire de faire les corrections nécessaires. Il appose ensuite sur le livre à souche son vu et certifié, ainsi que la date, le cachet du poste et sa signature, et il invite l'agent consulaire à lui faire parvenir une traite, à l'ordre du caissier-payeur central du Trésor public à Paris, représentant le montant net de la somme qui est due au Trésor.

## ART. 6

Le total des recettes annuelles de toute agence consulaire qui a encaissé dans l'année plus de 1.000 francs est inscrit, à titre de recettes budgétaires (recettes diverses), dans la comptabilité du poste diplomatique ou consulaire dont relève l'agence consulaire. Sont portés en dépenses la part revenant au Trésor et la part retenue par l'agent.

## ART. 7

Dans le premier trimestre de chaque année, le chef de la circonscription consulaire transmet au Ministère des Affaires étrangères : 1<sup>o</sup> les tableaux de répartition des recettes des agences consulaires relevant de

son poste ; 2° les traites représentant la part du Trésor dans les recettes de ces agences ; 3° les déclarations de retenue de toutes les agences consulaires.

#### ART. 8

En cas de changement du titulaire d'une agence consulaire dans le cours d'une année, les documents mentionnés dans les articles précédents sont établis, non plus par année, mais par gestion. Les transmissions de documents prescrites par les articles 4 et 7 s'affectuent dès la cessation des fonctions de l'agent remplacé. Si les recettes de la gestion sont supérieures à 1.000 francs le montant en est aussitôt inscrit dans la comptabilité du poste dont relève l'agence et la quote part du Trésor dans lesdites recettes est immédiatement transmise, le tout dans les conditions prévues par les articles précédents.

#### ART. 9

Sont abrogées toutes les dispositions contraires à celles qui sont contenues dans le présent décret, lequel sera mis en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1914.

#### ART. 10

Le Ministre des Affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 novembre 1913.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

*Le Ministre des Affaires étrangères,*

S. PICHON.

■  
\* \*

Décret concernant le tarif des droits à percevoir  
dans les chancelleries

(6 novembre 1913)

Le Président de la République française,

Sur la proposition des Ministres des Affaires étrangères, des Finances, de la Marine, du Commerce et de l'Industrie,

Vu l'article 26 de la loi du 30 juillet 1913, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1913,

Décète :

#### ARTICLE PREMIER

Le tarif des droits à percevoir dans les chancelleries diplomatiques et consulaires et au Ministère des Affaires étrangères annexé à la loi de finances du 30 juillet 1913 sera mis en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1914.

#### ART. 2

Les Ministres des Affaires étrangères, des Finances, de la Marine, du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 novembre 1913.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

*Le Ministre des Affaires étrangères,*

S. PICHON.

*Le Ministre des Finances,*

Charles DUMONT.

*Le Ministre de la Marine,*

Pierre BAUDIN.

*Le Ministre du Commerce, de l'Industrie,  
des Postes et des Télégraphes,*

A. MASSÉ.

## ÉGYPTE

## Loi organique

( 1<sup>er</sup> juillet 1913 )

Nous, Khédive d'Égypte,

Attendu que c'est notre désir de doter notre pays d'un système éclairé de gouvernement qui, tout en assurant une bonne administration, la protection de la liberté individuelle et le développement du progrès et de la civilisation, soit spécialement adapté à ce pays ;

Attendu qu'un pareil résultat ne peut être obtenu que par la coopération loyale de toutes les classes et la coordination de tous les intérêts en vue du développement calme et réfléchi d'un système de gouvernement qui, sans être une servile imitation des méthodes occidentales, soit capable de favoriser la prospérité du peuple égyptien ;

Et attendu que c'est par conséquent notre intention d'introduire des amendements à la Loi organique dans le but d'améliorer notre système législatif, en substituant aux Lois organiques actuelles des lois qui tendent à la fusion en une seule assemblée du Conseil législatif et de l'Assemblée générale, à l'adoption d'un mode d'élection plus large et plus rationnel, à l'augmentation du nombre des représentants appelés à participer à l'exercice du pouvoir législatif, à l'attribution à l'Assemblée nouvelle des pouvoirs actuellement conférés au Conseil législatif et à l'Assemblée générale et à l'organisation d'une procédure de consultation et d'initiative qui permettra à notre Gouvernement de mieux profiter des avis et des suggestions de cette Assemblée nouvelle en ce qui concerne la direction des affaires intérieures de l'Égypte,

Décrétons :

## TITRE I

## ARTICLE PREMIER

Il est institué :

1. Une Assemblée législative ;
2. Un Conseil provincial dans chaque moudirieh.



## TITRE II

*De la Composition de l'Assemblée législative*

## ART. 2

L'Assemblée législative se compose de membres de droit, de membres élus et de membres nommés.

Les Ministres sont membres de droit.

Les membres élus sont au nombre de soixante-six, dont l'un est ensuite élu par l'Assemblée aux fonctions de Vice-Président. L'élection de ces membres se fera dans les formes et conditions prescrites par la Loi électorale.

Les membres nommés sont au nombre de dix-sept, savoir, un Président, un Vice-Président et quinze membres destinés à assurer la représentation des minorités et des intérêts non représentés par la fraction élective de l'Assemblée.

Les membres élus et les membres nommés ont droit à une indemnité.

Un décret rendu sur la proposition de notre Conseil des Ministres établira la composition de l'Assemblée législative à la suite de l'élection.

## ART. 3

Les sièges des membres élus sont répartis comme suit :

Le Caire . . . . .	4
Alexandrie . . . . .	3
Gharbieh . . . . .	7
Menoufieh . . . . .	5
Dakahlieh . . . . .	5
Béhéra . . . . .	5
Charkieh . . . . .	5
Galioubieh . . . . .	3
Guizh . . . . .	3
Béni-Souef . . . . .	2
Fayoum . . . . .	3
Minia . . . . .	4
Assiout . . . . .	5

Guirgua . . . . .	4
Kéna . . . . .	4
Assouan . . . . .	1
Port-Saïd et Ismaïlia . . . . .	1
Suez . . . . .	1
Dametters . . . . .	1

Les quinze membres à nommer par le Gouvernement seront choisis de manière à assurer aux différentes classes de la population un minimum de représentation dans l'Assemblée conformément au tableau suivant :

Coptes . . . . .	4
Arabes Bédouins . . . . .	3
Commerçants . . . . .	2
Médecins . . . . .	2
Ingénieurs . . . . .	1
Représentation de l'éducation générale ou religieuse	2
Représentants des municipalités . . . . .	1

#### ART. 4

Le mandat des membres élus ou nommés de l'Assemblée législative a une durée de six années. Les membres élus ou nommés sont respectivement renouvelés par tiers tous les deux ans.

#### ART. 5

Les membres de l'Assemblée législative devront, dès la première séance, et avant d'exercer leurs fonctions, prêter serment de fidélité à notre personne et d'obéissance aux lois du pays.

#### ART. 6

En dehors des cas de déchéance prévus par la Loi électorale, les membres de l'Assemblée ne pourront être révoqués de leurs fonctions que par décret rendu sur la proposition de notre Conseil des Ministres à la suite d'une délibération prise par l'Assemblée à la majorité des trois quarts des voix.

#### ART. 7

En cas de vacance d'un siège de l'Assemblée, il sera procédé, au plus

tard dans un délai de trois mois, à une nouvelle élection ou à la nomination d'un nouveau membre, selon les cas. Le mandat du nouveau membre ne durera que jusqu'à l'expiration du mandat de celui qu'il remplace.

#### ART. 8

La dissolution de l'Assemblée législative peut être prononcée par nous à tout moment par décret rendu sur la proposition de notre Conseil des Ministres.

En cas de dissolution, les nouvelles nominations et élections devront avoir lieu dans un délai de trois mois.

La désignation des membres sortants lors du premier et du second renouvellement partiel de la nouvelle Assemblée se fera par le tirage au sort.

Ces renouvellements partiels auront toujours lieu au mois de janvier qui suivra l'expiration du délai de deux ans fixé par l'article 4.

### TITRE III

#### *Pouvoirs et attributions de l'Assemblée législative*

#### ART. 9

Aucune loi ne sera promulguée sans avoir été préalablement présentée pour avis à l'Assemblée législative.

Sera considérée comme loi toute disposition relative aux affaires intérieures de l'Égypte et touchant à l'organisation des pouvoirs dans l'Etat, ou statuant par mesure générale sur les droits civils ou politiques de ses habitants, ainsi que tout décret portant règlement d'administration publique.

Toute autre disposition pourra être prise en vertu d'un décret promulgué par nous, sur l'avis conforme de notre Conseil des Ministres.

#### ART. 10

Aucune loi, aucun décret, ne peut être promulgué sans avoir été contresigné par le Président du Conseil des Ministres et les Ministres compétents.

#### ART. 11

L'Assemblée jouira du droit d'initiative, en matière législative, sauf en ce qui concerne les lois constitutionnelles.

Quand l'Assemblée aura été saisie par un ou plusieurs de ses membres d'une proposition de loi, elle décidera en séance publique s'il y a lieu ou non de la prendre en considération.

En cas de prise en considération, le texte proposé sera soumis à une commission et ensuite examiné par l'Assemblée réunie en comité. En cas d'approbation, le projet sera transmis au Conseil des Ministres.

Si le Conseil l'approuve, il le retourne à l'Assemblée avec ou sans amendements pour qu'il y soit procédé dans les formes ordinaires. Dans le cas contraire, le Conseil des Ministres notifiera à l'Assemblée les motifs de sa décision. Ces motifs ne pourront donner lieu à aucune discussion.

En aucun cas, le projet ne peut être discuté par l'Assemblée en séance publique, sans avoir été approuvé au préalable par le Conseil des Ministres.

#### ART. 12

Quand l'Assemblée législative est saisie par le Gouvernement d'un projet de loi, elle peut soit l'accepter purement, soit l'amender, soit le rejeter.

#### ART. 13

Si le Gouvernement ne partage pas l'avis de l'Assemblée, il retournera le projet accompagné d'un exposé de sa manière de voir.

L'Assemblée pourra discuter les explications du Gouvernement, et si elle ne se rallie pas à sa manière de voir, une conférence aura lieu entre le Conseil des Ministres et l'Assemblée réunie en comité.

#### ART. 14

Si la conférence n'aboutit pas à un accord, l'examen du projet de loi à l'étude sera ajourné pour une période de quinze jours. A l'expiration de cette période le projet sera soumis à nouveau à l'Assemblée dans sa forme originale ou avec les remaniements que le Gouvernement aura jugé utile d'y apporter, sans qu'il puisse s'écarter du principe du projet primitif ou de celui des amendements qui y ont été introduits.

#### ART. 15

Si, après l'ajournement prévu à l'article 14, le désaccord subsiste entre l'Assemblée et le Gouvernement, ce dernier aura la faculté ou de dissoudre l'Assemblée ou de promulguer la loi dans la forme par lui

proposée en dernier lieu ou avec les modifications qu'il aura jugé utile d'accepter.

Le Gouvernement notifiera à l'Assemblée les motifs qui l'auront porté à passer outre à l'avis de l'Assemblée.

#### ART. 16

En cas de dissolution de l'Assemblée législative par suite de la persistance du désaccord entre le Gouvernement et l'Assemblée, ainsi qu'il est prévu à l'article 15, le projet de loi qui aura donné lieu à ce désaccord sera, s'il y a lieu, soumis à la nouvelle Assemblée à sa première session, et aura la priorité sur toutes autres questions sauf le budget.

Le projet ainsi soumis sera considéré comme un projet de loi et sera examiné dans les formes ordinaires.

#### ART. 17

Nul impôt nouveau, direct, foncier ou personnel ne peut être établi en Egypte sans avoir été discuté et voté par l'Assemblée législative.

#### ART. 18

L'Assemblée législative doit être consultée pour avis :

1. Sur tout emprunt public ;
2. Sur tout projet général intéressant plusieurs provinces pour la construction ou la suppression de canaux, de drains ou de lignes de chemin de fer ;
8. Sur la classification générale des terres du pays au point de vue de l'impôt foncier.

Le Gouvernement devra faire connaître à l'Assemblée les motifs pour lesquels, le cas échéant, il n'aurait pas tenu compte de son avis.

#### ART. 19

L'Assemblée législative émet des avis ou des vœux soit sur la demande du Gouvernement relativement aux questions et projets soumis à son examen, soit spontanément.

Les matières sur lesquelles l'Assemblée peut émettre des avis et des vœux spontanés, en ce qui concerne les affaires intérieures de l'Egypte, sont les matières économiques, administratives ou financières.



Le Gouvernement devra faire connaître à l'Assemblée les motifs pour lesquels, le cas échéant, il n'aurait pas tenu compte de l'avis ou du vœu exprimé par elle.

#### ART. 20

Ne peuvent être l'objet d'aucune décision, discussion, observation ou vœu : le service de la Liste civile, celui du Tribut, de la Dette publique et d'une manière générale les charges et obligations résultant de la Loi de Liquidation ou des accords internationaux ainsi que les questions intéressant les Puissances étrangères et les relations de l'Egypte avec elles.

Echappent également à la compétence de l'Assemblée les questions relatives à la nomination, promotion, transtert, poursuite ou licenciement d'un fonctionnaire de l'Etat, ou de tout agent chargé d'un service public ainsi que toute autre mesure intéressant individuellement un fonctionnaire ou un agent.

#### ART. 21

Toute délibération prise par l'Assemblée législative en dehors des conditions de la présente loi est nulle et de nul effet.

#### ART. 22

Le budget général des recettes et des dépenses doit être communiqué à l'Assemblée législative quarante jours au moins avant la clôture de l'année budgétaire.

L'Assemblée législative pourra émettre des avis, des observations ou des vœux sur chacun des chapitres du budget, à l'exception de ceux se référant aux questions énoncées à l'article 20.

Ces avis, observations ou vœux seront transmis au Ministre des Finances, qui devra, le cas échéant, motiver le rejet des propositions de l'Assemblée.

L'Assemblée législative a le droit de discuter les explications ainsi fournies et de formuler de nouvelles observations.

#### ART. 23

En tous cas le budget sera rendu exécutoire par décret pris sur la proposition de notre Conseil des Ministres au plus tard cinq jours avant la fin de l'année budgétaire.

Dans le mois qui suit la publication du budget, le Ministère des

Finances devra fournir à l'Assemblée législative des explications sur toutes les nouvelles observations dont il n'a pas été tenu compte.

#### ART. 24

Le compte général de l'Administration des Finances rendu pour l'exercice écoulé sera présenté chaque année à l'Assemblée législative pour avis, observations ou vœux, au moins quatre mois avant la présentation du nouveau budget.

#### ART. 25

Tout Egyptien peut nous adresser une pétition.

Les pétitions envoyées au Président de l'Assemblée législative seront, après examen par l'Assemblée, rejetées ou prises en considération.

Les pétitions prises en considération sont envoyées, pour telles suites que de droit, au Ministre compétent, qui devra informer l'Assemblée de la suite donnée.

#### ART. 26

Toute pétition ayant pour objet des droits ou des intérêts personnels sera rejetée si elle ressort de la compétence des tribunaux, ou si elle n'a été préalablement adressée à l'autorité administrative compétente.

#### ART. 27

Les membres de l'Assemblée législative auront la faculté de poser aux Ministres des questions touchant des matières administratives d'intérêt général, sous les conditions suivantes :

1. Ils devront remettre par écrit au secrétariat de l'Assemblée législative un préavis de cinq jours au moins, contenant le texte intégral de la question.

Toutefois, en cas d'urgence, et avec l'approbation du Président de l'Assemblée et du Ministre intéressé, une question pourra être posée par préavis écrit de vingt-quatre heures.

2. Le Président de l'Assemblée législative, assisté des deux Vice-Présidents, rejettera ou renverra pour être modifiée toute question qu'il estimera contenir des expressions inconvenantes ou des attaques personnelles ou être de nature à provoquer des animosités entre les divers éléments de la population ainsi que toute question ayant trait aux relations et aux arrangements avec les puissances.

## ART. 28

Les Ministres ou leurs représentants répondront aux questions ainsi posées ; ils auront néanmoins la faculté de ne pas répondre à une question s'ils jugent que l'intérêt public s'y oppose.

## ART. 29

Les réponses des Ministres ou de leurs représentants ne pourront faire l'objet d'aucune discussion. Toutefois, les membres de l'Assemblée auront, avec l'approbation du Président, le droit de poser des questions complémentaires en vue seulement d'élucider les points qui auraient pu être soulevés par la réponse ministérielle.

## TITRE IV

*Fonctionnement de l'Assemblée législative*

## ART. 30

L'Assemblée législative se réunit le 1<sup>er</sup> novembre de chaque année et prolonge sa session jusqu'à la fin de mai de l'année suivante.

Elle peut, en outre, être convoquée par nous toutes les fois que les circonstances nécessiteront sa réunion.

Dans tous les cas, les sessions ordinaires ou extraordinaires ne peuvent être closes qu'après que l'Assemblée législative aura communiqué au Gouvernement son avis sur toutes les questions qui lui sont soumises.

## ART. 31

Les Ministres pourront se faire assister ou représenter dans des questions spéciales par de hauts fonctionnaires de leur département ministériel.

## ART. 32

Les séances de l'Assemblée législative sont publiques dans les conditions fixées par un règlement intérieur arrêté à cet effet par l'Assemblée.

Les conférences avec le Conseil des Ministres ainsi que les réunions de l'Assemblée en comité ne sont pas publiques.

## ART. 33

L'Assemblée législative ne peut délibérer valablement que si les deux tiers au moins de ses membres, non compris ceux en congé régulier, assistent à la délibération.

Hors les cas où la majorité des trois quarts est requise, les délibérations sont prises à la majorité des voix.

En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Le vote ne peut être émis par mandataire. Il doit être public, à moins que l'Assemblée ne décide dans l'intérêt public qu'il aura lieu au scrutin secret.

## ART. 34

Le Président de l'Assemblée législative nomme les employés formant le personnel nécessaire pour l'expédition des affaires de l'Assemblée.

## TITRE V

*Attributions des Conseils provinciaux*

## ART. 35

(a) Le Conseil provincial pourra voter les contributions temporaires dans la moudirieh destinées à des dépenses d'utilité publique, y compris celles de l'enseignement.

Il pourra affecter à l'enseignement la totalité de ces contributions.

Jusqu'à concurrence de 5 pour cent du montant intégral de l'impôt foncier dans la moudirieh, la décision du Conseil, tant pour l'imposition que pour l'affectation, sera définitive et fera l'objet d'un décret.

Dans le cas où le Conseil dépasserait cette limite, sa décision, en ce qui concerne le surplus, ne sera définitive qu'autant qu'elle aura été approuvée par le Gouvernement et sanctionnée par décret.

Les règles concernant les deniers publics seront applicables à la perception, à la garde et à l'emploi du produit des contributions dont il s'agit.

Le Conseil aura le droit de contrôler l'emploi de toute la partie de ce produit dont il n'aura pas disposé directement, soit en vertu de la présente loi, soit en vertu de toute autre loi.

(b.) En dehors des prévisions du budget annuel, qui sera voté par le Conseil, pour une période de douze mois, à partir du 1<sup>er</sup> janvier, et approuvé par le Ministre de l'Intérieur, aucun paiement sur les fonds destinés à être employés directement par le Conseil ne sera effectué sans une autorisation spéciale du Ministre de l'Intérieur.

(e.) Il appartient au Ministère des Finances d'inspecter et de vérifier la comptabilité des Conseils provinciaux.

(d.) Le Conseil peut, par l'organe de son Président, demander aux services publics de la moudirieh, tous renseignements et informations ayant trait aux travaux de sa compétence.

#### ART. 36

Indépendamment des attributions à lui conférées par disposition formelle de la présente loi ou de toute autre loi, le Conseil peut être consulté pour le moudir ou par tout Ministre sur toute question au sujet de laquelle le moudir ou le Ministre juge utile de prendre son avis. Le Conseil peut en outre soumettre spontanément au moudir, ou par l'entremise de ce dernier, à tout Ministre ou au Conseil des Ministres, des vœux sur les besoins généraux de la province et notamment en matière d'agriculture, d'irrigation, de voies de communication, de sécurité publique, d'hygiène publique et d'enseignement.

Toutefois :

(a.) Le Conseil provincial est incompétent pour connaître de toute question rentrant dans les attributions des commissions locales ou des commissions locales mixtes établies dans la moudirieh.

(b.) Le Conseil provincial ne peut délibérer sur la nomination, le transfert, la discipline ou le licenciement des fonctionnaires du Gouvernement.

#### ART. 37

L'avis préalable du Conseil provincial est nécessaire dans les questions suivante :

(1.) Changement des limites de la moudirieh ;

(2.) Création ou suppression d'une commission locale dans la circonscription de la moudirieh ;

(3.) Création, transfert ou suppression d'écoles ou hôpitaux gouvernementaux ainsi que de cimetières publics ;

(4.) Achat, vente, échange, construction, réparation ou changement de destination des bâtiments et immeubles appartenant à l'Etat dans la moudirieh ;

(5.) Application d'une loi à un bandar ou village de la moudirieh ou cessation d'une telle application ;



(6.) Réglementation de l'application d'une loi dans un bandar ou village de la moudirieh ;

(7.) Changement de circonscriptions administratives et judiciaires dans la moudirieh ;

(8.) Changement des limites des bandars ou des villages ; création de nouveaux villages ; suppression des villages existant dans la moudirieh ;

(9.) Construction de chemins de fer agricoles dans la moudirieh et fixation de leur tracé ;

(10.) Octrois de concessions dans la moudirieh, soit à des sociétés, soit à des particuliers.

2. L'avis conforme du Conseil provincial est obligatoire dans les questions suivantes, avant d'être l'objet d'une mesure quelconque d'exécution :

(a.) Promulgation, modification ou abrogation d'un règlement par le moudir, soit pour tout ou partie de la moudirieh, soit pour certains bandars ou villages de la moudirieh ;

(b.) Application d'un arrêté ou d'un règlement à un bandar ou village ou cessation d'une telle application ;

(c.) Réglementation de l'application d'un arrêté ou d'un règlement dans un bandar ou village de la moudirieh.

Toutefois, les dispositions des alinéas *a, b, c*, ci-dessus ne seront pas applicables aux arrêtés et règlements provisoires pris ou rendus applicables en cas d'épidémie ou en d'autres circonstances ayant un caractère d'urgence. Dans ce cas, le moudir doit, à la première réunion du Conseil, mettre celui-ci au courant des motifs pour lesquels il aura été passé outre à son avis. De même, lesdites dispositions ne seront pas applicables aux questions rentrant dans la compétence d'une commission locale ou d'une commission locale mixte de la moudirieh ni aux mesures prescrites par une loi sur laquelle l'Assemblée législative aura donné son avis.

#### ART. 38

Sera soumis, pour avis, au Conseil provincial le programme annuel du Ministère des Travaux publics, concernant les matières suivantes :

(a.) Création de canaux et drains publics ;

(b.) Curage de canaux et drains publics.

Au cas où le Ministère des Travaux publics jugerait nécessaire d'apporter une modification quelconque à la délibération du Conseil provincial, il doit consulter le Conseil sur cette modification.

(c.) Rotation d'irrigations pendant l'étiage.

Toutefois, le fait de soumettre au Conseil le programme des rotations ne portera aucune atteinte au droit du Ministère des Travaux publics et de ses agents de modifier l'ordre des rotations, en cas d'urgence, sans demander préalablement l'avis du Conseil provincial. Dans ce cas, le Conseil, dans sa première réunion, doit être informé des raisons qui ont motivé la modification.

ART. 39

Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, aucune foire ni aucun marché ne sera tenu dans un endroit quelconque de la moudirieh où il n'était pas tenu périodiquement avant cette date, à moins d'une autorisation préalablement donnée par la moudirieh, après l'avis conforme du Conseil provincial.

Les foires et marchés tenus en contravention des dispositions du présent article seront fermés administrativement par le moudir.

Toutefois :

(a.) Le présent article ne sera pas applicable aux marchés qui seront établis, en vertu d'une concession accordée avant l'entrée en vigueur de la présente loi ;

(b.) Aucune autorisation ne pourra être accordée, en vertu du présent article, contrairement aux stipulations d'une concession déjà donnée ;

(c.) Aucune autorisation accordée en vertu du présent article ne dispensera de l'obligation de se conformer à tous règlements sanitaires ou autres en vigueur sur les foires ou marchés.

ART. 40

(a.) Le Conseil provincial fixera, sous réserve de l'approbation du Ministère de l'Intérieur, le nombre des ghaffirs nécessaires à la garde de chaque bandar ou village dans la moudirieh, autres que ceux dotés d'une commission locale ou d'une commission locale mixte ; il déterminera en outre les différentes classes de ghaffirs ;

(b.) Le Conseil fixera, dans les mêmes conditions, les salaires des ghaffirs, en tenant compte du taux des salaires en cours dans les différentes parties de la moudirieh ;

(c.) Si, avant le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, le Conseil n'a pas modifié le nombre des ghaffirs dans un bandar ou un village quelconque, ou le taux de leurs salaires, le nombre des ghaffirs employés dans le bandar ou village ainsi que le taux de leurs salaires resteront les mêmes que ceux de l'année précédente.

Toutefois, le Ministre de l'Intérieur pourra, après avoir pris l'avis

du Conseil, augmenter le nombre des ghaffirs dans un bandar ou village quelconque, si l'augmentation lui paraît nécessaire dans l'intérêt de la sécurité publique.

(d.) Il sera institué annuellement un comité du Conseil provincial, qui statuera souverainement sur les réclamations formulées contre la répartition faite entre les habitations des sommes nécessaires pour le maintien des ghaffirs dans un bandar ou village, autre que ceux dotés d'une commission locale ou d'une commission locale mixte.

#### ART. 41

1. Le Conseil provincial aura les attributions suivantes, en ce qui concerne les ezbehs :

(a.) Aucune ezbeh ne sera construite dans une province sans autorisation préalable de la moudirieh, donnée sur l'avis conforme du Conseil provincial.

Le Conseil prendra en considération : la superficie des terrains qui appartiennent au pétitionnaire dans le lieu où l'ezbeh doit être construite, le nombre des personnes employées à la culture de ces terrains, la distance entre lesdits terrains et tout village ou toute autre localité où l'on pourrait trouver un logement, et la possibilité d'assurer, d'une manière satisfaisante, le service de gardiennage de l'ezbeh, sans dépense excessive.

Les demandes d'autorisation pour la construction d'un ezbeh, doivent être accompagnées d'un plan de la situation des lieux, d'un plan des constructions et de tous autres renseignements utiles pour permettre au Conseil de prendre une décision conformément aux dispositions du présent article.

(b.) Le Conseil pourra toujours décider la démolition d'une ezbeh, même autorisée, si elle sert habituellement de refuge à des personnes de mauvaise conduite ou si des malfaiteurs y trouvent asile ;

(c.) Le Conseil pourra décider la démolition de toute ezbeh qui aura été construite sans autorisation, soit avant, soit après l'entrée en vigueur de la présente loi, si l'organisation du service de gardiennage est trop difficile ou trop coûteuse par rapport au nombre de ses habitants et à leurs conditions d'existence.

Toutefois :

(a.) Aucune décision ne sera prise en vertu des alinéas *b* et *c* de cet article, avant que le propriétaire de l'ezbeh n'ait été préalablement invité à se faire entendre par le Conseil ou par-devant un comité du Conseil, et sous réserve de l'approbation du Conseil des Ministres ;

(b.) Aucune autorisation ne devra être donnée pour la construction d'une ezbeh située à moins de 10 mètres de la digue du Nil, ou d'un

canal public, ou d'un drain public, ou d'un cimetière, ou à moins de 300 mètres d'un birket se trouvant au nord de l'emplacement proposé pour l'ezbeh, ou à moins de 200 mètres d'un autre birket quelconque ;

(c.) Tout refus d'autorisation sera susceptible de recours devant le Ministre de l'Intérieur.

2. Si l'on a construit ou si l'on entreprend de construire une ezbeh sans autorisation du moudir ou du Ministre de l'Intérieur, en cas de recours, l'administration pourra procéder à la démolition de l'ezbeh, avant son achèvement ou dans les six mois de cet achèvement.

Le moudir fera procéder à la démolition par voie administrative. Les frais de démolition seront recouvrés du propriétaire de l'ezbeh ou du propriétaire des terrains sur lesquels l'ezbeh était en cours de construction dans les formes prescrites par le décret du 25 mars 1880.

#### ART. 42

En plus du développement de l'enseignement élémentaire (y compris l'enseignement agricole et celui des métiers manuels), il appartient au Conseil de veiller au développement dans la moudirieh de l'instruction, dans toutes ses branches et degrés, de la manière suivante :

(a.) Il pourra décider la création ou l'acquisition d'écoles dans la moudirieh et en assurer la direction, et aura à cet effet tous les pouvoirs nécessaires ;

(b.) Indépendamment des écoles ainsi créées ou acquises, le conseil pourra également assumer la gestion de toute autre école dans la moudirieh et en assurer la direction, pourvu que l'affectation des locaux aux besoins de l'enseignement soit garantie d'une façon permanente et que la gestion effective de l'école lui soit assurée par des conditions stipulées dans l'acte de transfert ;

(c.) Afin d'établir un système uniforme dans toute la moudirieh, le Conseil pourra édicter des règlements et programmes pour la direction des écoles de diverses catégories, outre celles créées, acquises ou gérées conformément au paragraphe précédent ; il pourra conférer le titre d'« écoles reconnues » aux écoles dont la direction se conformera auxdits règlements et dont les propriétaires ou gérants se soumettront aux conditions arrêtées à cet effet.

(d.) Il pourra s'adjoindre quatre personnes, au maximum, choisies parmi celles qui s'intéressent particulièrement à l'enseignement dans la moudirieh, lesquelles assisteront, avec voix consultative, aux séances du Conseil réuni pour se prononcer sur des questions se rattachant à l'enseignement, et, dans le cas d'institution d'un comité pour l'enseignement, elles en seront membres de plein droit.



Le mandat desdites personnes sera de deux ans ; il est renouvelable ;

(e.) Le Conseil pourra instituer, en les composant de membres pris dans son sein ou parmi les personnes qui s'intéressent à l'instruction dans la moudirieh, des comités qui seront chargés, chacun, de la gestion d'une ou de plusieurs écoles et dont il définira, lui-même, les pouvoirs.

(f.) Il pourra accepter des donations pécuniaires ou d'immeubles qui seront affectées ou dont les revenus seront affectés aux besoins de l'enseignement dans la moudirieh, en général ou dans les localités déterminées.

Il pourra aussi accepter des souscriptions avec affectation à des buts spéciaux rentrant dans les attributions du Conseil en matière d'enseignement ; dans ce cas, les souscriptions seront employées suivant les conditions de l'affectation ;

(g.) Soixante-dix pour cent du total des contributions consacrées à l'enseignement seront affectés par le Conseil à l'enseignement élémentaire, y compris l'enseignement agricole et celui des métiers manuels. Les 30 pour cent restants seront utilisés au profit de l'instruction primaire et de celle des degrés plus élevés.

Dans l'exercice des pouvoirs conférés par le présent article, le Conseil doit tenir compte, dans la mesure du possible, des principes généraux contenus dans tout règlement général promulgué par une loi ou un arrêté du Ministre de l'Instruction publique.

#### ART. 43

Le Conseil devra, dans un délai raisonnable et à partir du jour où il en aura été saisi, examiner toute question à lui soumise en vertu de la présente loi ou de toute autre loi, et émettre son avis.

Si le Conseil provincial refuse de donner son avis ou s'il ne le donne pas dans un délai raisonnable, le Conseil des Ministres pourra décider de passer outre.

### TITRE VI

#### *Composition et procédure des Conseils provinciaux*

#### ART. 44

Les Conseils provinciaux seront composés comme suit :

Chaque Conseil comprendra deux représentants de chacun des



markaz de la moudirieh, élus par les électeurs-délégués des villages du markaz.

Les deux représentants doivent être domiciliés dans la circonscription du markaz qu'ils représentent.

Aux fins de cette disposition.

1. Tout chef-lieu d'une moudirieh ayant une organisation administrative à lui propre sera considéré comme faisant partie du markaz dans la circonscription duquel il se trouve situé ;

2. Tout markaz dont la population ne dépasse pas 29.000 habitants et toute subdivision administrative d'une moudirieh ne formant pas un markaz, seront réunis à d'autres markaz par arrêté pris par le Ministre de l'Intérieur, sur l'avis conforme du Conseil des Ministres.

Le moudir est le président du Conseil provincial et, en cas d'absence ou d'empêchement, il sera remplacé par le sous-moudir.

Les Conseils provinciaux ainsi constitués seront considérés comme des personnes morales : ils seront représentés par le moudir pour l'exercice des pouvoirs et l'accomplissement des obligations rentrant dans leurs attributions.

#### ART. 45

Les représentants des markaz aux Conseils provinciaux seront élus pour quatre ans. Un représentant de chaque markaz sortira tous les deux ans à tour de rôle.

Les membres sortants du Conseil continueront à exercer leurs fonctions jusqu'à la désignation de leurs remplaçants. Ils sont rééligibles.

#### ART. 46

En cas de vacance d'un siège de membre d'un Conseil provincial, il sera procédé au plus tard dans le délai de trois mois à une nouvelle élection. Le mandat du nouvel élu ne durera que jusqu'à l'expiration du mandat de celui qu'il remplace.

#### ART. 47

Tout membre nouvellement élu au Conseil provincial prêtera, devant le moudir, avant d'entrer en fonctions, le serment de fidélité au Khédive et d'obéissance aux lois du pays.

#### ART. 48

Tout membre d'un Conseil provincial, qui, sans motifs jugés suffi-

sants par le Conseil manquera à trois sessions consécutives, sera déclaré déchu par le Conseil.

Par « session » on entend une ou plusieurs séances consécutives tenues en vertu d'une seule convocation.

En dehors des cas de déchéance prévus par la loi électorale, les membres des Conseils provinciaux ne pourront être révoqués de leurs fonctions que par décret rendu sur la proposition de notre Conseil des Ministres à la suite d'une délibération prise par le Conseil provincial à la majorité des trois quarts des voix.

#### ART. 49

Les Conseils provinciaux se réuniront aux époques qui seront fixées par les règlements intérieurs ou, à défaut, toutes les fois qu'ils seront convoqués par le moudir,

Le moudir pourra à tout moment convoquer le Conseil en réunion spéciale et il sera tenu de le faire toutes les fois qu'il en sera requis par demande écrite signée d'un tiers au moins des membres du Conseil.

En dehors des membres du Conseil provincial, nul ne pourra assister aux séances du Conseil ni à celles de ses comités, sans y être invité par le Conseil ou par le moudir, dans l'intérêt des questions portées à l'ordre du jour.

Toutefois, il appartient à tout ministre de nommer un ou plusieurs délégués chargés d'assister aux séances du Conseil provincial ou de ses comités, dans lesquelles seront discutées des questions intéressant un service dépendant de son Ministère. Ces délégués prendront part aux discussions, sans voix délibérative.

Le moudir, ou pour lui le sous-moudir, sera membre de droit de tous les comités du Conseil. Il présidera toute séance à laquelle il assistera.

Les séances du Conseil ne seront régulières qu'autant que le nombre des membres présents aura été supérieur à la moitié. Les décisions seront prises à la majorité, et, en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Le Ministre de l'Intérieur pourra édicter, par arrêté approuvé par le Conseil des Ministres, des règlements d'application générale pour le fonctionnement des Conseils provinciaux.

Tout en se conformant aux règlements d'application générale, chaque Conseil provincial pourra, avec l'approbation du Ministre de l'Intérieur, établir son règlement intérieur.

#### ART. 50

La dissolution d'un Conseil provincial peut être prononcée à tout

moment par un décret motivé. Dans ce cas, il sera procédé à de nouvelles élections dans les trois mois à partir de la date de la dissolution.

## TITRE VII

### *Interpretation*

#### ART. 51

Toute question qui pourrait s'élever sur l'interprétation de la présente loi sera jugée souverainement par une commission spéciale composée de deux Ministres — dont l'un sera celui de la Justice, qui en aura la présidence, et l'autre sera nommé par le Conseil des Ministres — de deux membres de l'Assemblée législative désignés par cette Assemblée et du Président, du Vice-Président et du conseiller le plus ancien de la Cour d'Appel indigène.

## TITRE VIII

### *Dispositions générales et transitoires*

#### ART. 52

Le premier renouvellement partiel de l'Assemblée législative aura lieu en janvier 1916, le second en janvier 1918 et la troisième en janvier 1920.

La désignation des membres sortants au premier et aux deuxième renouvellement se fera par le tirage au sort.

#### ART. 53

Les membres actuels des Conseils provinciaux conserveront leurs fonctions jusqu'à l'expiration de leur mandat. Toutefois, dans le but d'assurer le renouvellement par moitié tous les deux ans conformément à l'article 15, les représentants dont le mandat devait normalement expirer à la fin de 1916 ne conserveront leurs fonctions que jusqu'à la fin de 1915.

#### ART. 54

La Loi organique du 1<sup>er</sup> mai 1883, successivement modifiée par le décret en date du 29 septembre 1883, et par les lois n° 3, n° 18 et

n° 22 de 1909, la Loi n° 2 de 1911, la Loi n° 7 de 1912 ; ainsi que toutes dispositions de lois, décrets, ordres supérieurs et règlements contraires à la présente loi sont et demeurent abrogées.

## ART. 55

Nos Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente loi, qui entrera en vigueur dès sa publication au *Journal officiel*. En outre, elle sera affichée dans les villes et villages de toute l'Égypte.

Fait le 26 Ragab 1331 (le 1<sup>er</sup> juillet 1913).

ABBAS HILMI.

Par le Khédivé :

*Le Président du Conseil des Ministres,*  
*Ministre de l'Intérieur,*  
MOHAMMAD SAID.

*Le Ministre de la Justice,*  
YOUSSEUF WAHBA.

*Le Ministre des Travaux publics,*  
*de la Guerre et de la Marine,*  
AHMAD HECHMAT.

*Le Ministre de l'Instruction publique,*  
AHMAD HECHMAT.

*Le Ministre des Finances,*  
AHMED HILMI.

*Le Ministre des Affaires Étrangères,*  
YOUSSEUF WAHBA.

**Loi électorale***(1<sup>er</sup> juillet 1913)*

Nous, Khédive d'Egypte,

Vu la Loi organique promulguée à la date de ce jour,

Décrétons :

**TITRE I***Corps électoral***CHAPITRE I. — Des électeurs****ARTICLE PREMIER**

Sont électeurs tous les Egyptiens, sujets locaux, âgés de 20 ans accomplis, n'étant pas dans un des cas d'incapacité prévus par l'article 5.

Les militaires en activité de service ne peuvent exercer le droit d'élection.

**ART. 2**

L'électeur doit exercer son droit en personne et dans le collège électoral de son domicile.

Tout individu est censé avoir son domicile dans le lieu où il réside à titre permanent ou dans celui où se trouve le centre principal de ses affaires. Il doit désigner celui de ces deux domiciles où il entend exercer ses droits.

En cas de changement de domicile, l'électeur doit notifier ce changement par déclaration écrite au moudir ou au gouverneur du lieu où il a son domicile actuel, ainsi qu'au moudir ou gouverneur du lieu où il veut transférer le domicile.

**ART. 3**

Aucun électeur ne peut exercer son droit électoral plus d'une fois dans la même élection.



## ART. 4

Une liste électorale sera établie dans chaque ville ou village des moudiriehs par les soins d'un comité composé de l'omdeh comme président, du mâzoum et d'un notable désigné par le mamour du markaz. La liste sera dressée par ordre alphabétique et en double exemplaire.

Dans les gouvernorats, la liste électorale sera établie par les soins d'un comité composé, pour les kisms du Caire, d'Alexandrie et de Port-Saïd, du mamour de chaque kism, qui aura la présidence et de deux notables nommés par le gouverneur et, pour les autres villes, d'un délégué du gouverneur, qui aura la présidence, et de deux notables de la ville, nommés par le gouverneur.

La liste comprendra tous les électeurs ayant, au moment de sa formation, leur domicile dans la localité pour laquelle la liste est dressée.

## ART. 5

Ne peuvent être électeurs :

(a.) Les condamnés aux travaux forcés, à la détention ou à l'internement dans une localité désignée, ainsi que les condamnés pour vol, escroquerie, abus de confiance, faux, attentat aux mœurs ou corruption ;

(b.) Ceux qui auront été révoqués des fonctions qu'ils remplissaient au service du Gouvernement à la suite d'une condamnation judiciaire, prononcée pour malversation, prévarications, concussion ou attentat au libre exercice des droits civiques des Egyptiens ;

(c.) Les avocats rayés du tableau à la suite d'une décision disciplinaire pour l'une des causes énumérées à l'alinéa (a) du présent article ;

(d.) Ceux qui sont en état de faillite déclarée et les interdits.

## ART. 6

La liste électorale sera affichée dans chaque ville ou village, dans les endroits désignés par arrêté du moudir ou gouverneur.

L'affichage aura lieu du 1<sup>er</sup> au 31 janvier de chaque année.

## ART. 7

Tout Egyptien qui se croira indûment omis sur la liste, pourra réclamer son inscription, et tout électeur inscrit pourra réclamer l'ins-

cription de tout Egyptien indûment omis ou la radiation de tout individu indûment inscrit.

Ces réclamations pourront être produites jusqu'au 15 février de chaque année.

Elles seront adressées dans les moudiriehs, au moudir, et, dans les gouvernorats, au gouverneur.

Il sera ouvert, auprès de chacune de ces autorités, un registre sur lequel les réclamations seront inscrites par ordre de date.

Il sera donné récépissé de chaque réclamation.

L'électeur dont l'inscription aura été contestée, en sera averti, sans frais, par la commission mentionnée à l'article suivant et pourra présenter ses observations.

#### ART. 8

Les réclamations seront jugées sans frais, du 15 février au 15 mars de chaque année, par une commission composée du moudir ou gouverneur, qui aura la présidence, d'un juge désigné par le président du tribunal de première instance et du chef du parquet ou son substitut.

A défaut du moudir ou du gouverneur, la présidence appartiendra à celui qui en fera les fonctions.

Les décisions de ces commissions seront notifiées aux intéressés, par écrit et à domicile, sans frais, dans les trois jours, par voie administrative.

Tout défaut de décision par une commission sur une réclamation dont elle est saisie équivaut au rejet de cette réclamation.

#### ART. 9

Les intéressés pourront se pourvoir contre les décisions des commissions devant le tribunal de première instance de la circonscription dans le délai de huit jours à dater de la notification. Ce délai augmenté de trois jours courra du 15 mars, pour le cas de défaut de décision par une commission ou celui de défaut de notification. La décision des commissions aura toutefois son effet jusqu'à ce que le tribunal ait statué.

L'appelant qui succombera pourra être condamné à une amende ne dépassant pas 500 piastres.

#### ART. 10

Un des deux exemplaires des listes électorales dûment signé par les

membres du comité qui les auront dressées, et le procès-verbal constatant l'accomplissement de la formalité de l'affichage, seront, le jour même, transmis au moudir ou au gouverneur.

Le moudir ou le gouverneur contresignera ces listes ; il ne pourra y être fait de modifications dans le courant de l'année, sauf le cas de changement de domicile ou de rectification conformément aux décisions de la commission ou aux décisions du tribunal. Les modifications seront signées par le moudir ou le gouverneur.

L'autre exemplaire des listes restera auprès des présidents des comités et sera rectifié par eux, suivant les modifications qui leur auront été notifiées par le moudir ou le gouverneur.

#### ART. 11

Au mois de décembre de chaque année les comités procéderont à la revision des listes électorales ; ils ajouteront à ces listes les Egyptiens qui auront acquis les qualités requises par la loi.

Ils en retrancheront :

1. Les individus décédés ;
2. Ceux qui ont perdu les qualités requises.

La liste revisée est soumise aux mêmes recours que la liste antérieure.

#### ART. 12

Nul ne peut être admis à voter, s'il n'est inscrit sur la liste électorale.

### CHAPITRE II. — *Des électeurs-délégués*

#### ART. 15

Dans chaque kism du Caire, d'Alexandrie et de Port-Said, dans chacun des autres gouvernorats et dans chaque ville ou village des moudirieh, chaque groupe de cinquante électeurs élira un électeur-délégué.

Une fraction dépassant vingt-cinq électeurs donnera lieu à la désignation d'un électeur-délégué.

Le mandat des électeurs-délégués est de six ans. En cas d'extinction du mandat d'un électeur-délégué pour cause de décès, de démission ou de changement de domicile, il sera procédé à l'élection d'un nouvel électeur-délégué, toutes les fois qu'il y aura lieu de pourvoir à

une vacance à l'Assemblée législative ou au Conseil provincial pour la circonscription de l'électeur-délégué à remplacer.

De même, quand il s'agira de pourvoir à une vacance à l'Assemblée législative ou au Conseil provincial, il sera procédé à une nouvelle élection en vue du remplacement ou du maintien d'un électeur-délégué, si demande en est faite par la majorité des électeurs qu'il représente. La demande devra être adressée par écrit au moudir ou gouverneur au plus tard un mois avant la date fixée pour les élections législatives ou provinciales dont il s'agit.

#### ART. 14

Pour être élu électeur-délégué, il faut :

1. Etre inscrit sur la liste des électeurs ;
2. Etre âgé de trente ans accomplis.

#### ART. 15

Les comités prévus à l'article 4 établiront la liste des personnes possédant les qualités requises pour être électeurs-délégués. Ces listes seront soumises aux mêmes règles et aux mêmes recours que ceux prévus pour les listes des électeurs.

#### ART. 16

L'élection des électeurs-délégués se fera au jour, à l'heure et au lieu fixés par le décret de convocation des électeurs sans égard au nombre des votants et à la majorité relative des voix.

La direction de l'élection, pour chaque ville, village ou kism, appartient à une commission composée d'un délégué du moudir ou du gouverneur comme président et de quatre électeurs sachant lire et écrire, élus par les électeurs présents.

Les formes et les conditions dans lesquelles il doit être procédé aux élections seront, pour chaque élection, déterminées par ordre de notre Ministre de l'Intérieur, qui devra s'inspirer à cet effet des règles contenues au titre suivant.

Le moudir ou gouverneur prendra les mesures nécessaires pour assurer la liberté du suffrage et la régularité des opérations électorales.

#### ART. 17

Les moudirs ou gouverneurs devront vérifier la légalité de l'acte

de l'élection des électeurs-délégués dans leurs circonscriptions et statueront sur toute réclamation. Ces réclamations doivent être présentées dans les trois jours qui suivront la clôture de l'élection.

Toutefois, s'ils estiment qu'il y a lieu d'annuler l'élection ou s'il leur est présenté par un électeur une réclamation contre l'élection, ils en saisiront le Ministre de l'Intérieur, qui statuera définitivement et, en cas d'annulation, motivera sa décision et ordonnera une nouvelle élection immédiatement.

#### ART. 18

Les moudirs et gouverneurs délivreront à ceux qui ont été élus comme électeurs-délégués, des cartes de légitimation, qui devront contenir leur nom et leur domicile.

### TITRE II

#### *Des élections des membres de l'Assemblée législative*

#### ART. 19

Les électeurs-délégués de chaque circonscription électorale éliront un membre de l'Assemblée législative.

Les circonscriptions électorales d'après la répartition indiquée à l'article 3 de la Loi organique seront déterminées dans un tableau qui sera arrêté par le Ministre de l'Intérieur avec l'approbation du Conseil des Ministres.

Chaque circonscription peut être divisée en sections par un arrêté du Ministre de l'Intérieur au point de vue des opérations de l'élection.

#### ART. 20

Pour être élu membre de l'Assemblée législative il faut :

1. Être âgé de 35 ans révolus ;
2. Savoir lire et écrire ;

3. Avoir payé depuis deux ans 58 liv. égyptiennes par an d'impôts pour des terrains, ou 20 liv. égyptiennes d'impôts pour propriété bâtie ou un total de 35 liv. égyptiennes d'impôts pour terrains et propriété bâtie, que ces biens soient situés dans la circonscription où se trouve son domicile ou qu'ils soient situés dans une autre partie du territoire.



Toutefois, pour les porteurs de diplômes d'une école supérieure le montant de l'impôt est réduit aux deux cinquièmes.

3. Etre inscrit depuis trois ans sur la liste des électeurs de la moudirieh ou gouvernorat où il est élu.

L'exercice des fonctions publiques est incompatible avec le mandat de membre de l'Assemblée législative. Tout fonctionnaire élu est censé avoir résigné ses fonctions si, dans les huit jours qui suivront l'élection, il ne fait pas connaître qu'il n'accepte pas le mandat de membre de l'Assemblée. Dans ce cas il pourra faire valoir ses droits à la retraite ou à l'indemnité selon les cas.

A l'expiration du mandat, le membre ainsi élu sera, sur sa demande, réintégré au service à son poste, ou à un poste équivalent, à la première vacance.

De même, le mandat de conseiller provincial est incompatible avec celui de membre de l'Assemblée législative. Tout conseiller provincial élu membre de l'Assemblée législative est censé avoir résigné son mandat de conseiller provincial, si, dans les huit jours qui suivent l'élection, il ne fait pas connaître qu'il n'accepte pas le mandat de membre de l'Assemblée législative. Inversement, tout membre de l'Assemblée législative élu membre d'un Conseil provincial est censé avoir résigné son mandat de membre de l'Assemblée législative si dans les huit jours qui suivront l'élection il ne fait pas connaître qu'il n'accepte pas le mandat de conseiller provincial.

#### ART. 21

Il sera procédé pour chaque moudirieh ou gouvernorat à la confection d'une liste de toutes les personnes éligibles comme membres de l'Assemblée législative.

#### ART. 22

Cette liste sera établie par les soins d'un comité composé du sous-moudir ou sous-gouverneur comme président, et de deux notables désignés par le Ministre de l'Intérieur comme membres.

A défaut d'un sous-moudir ou d'un sous-gouverneur, le Ministre de l'Intérieur désignera le fonctionnaire qui aura la présidence.

#### ART. 23

La liste sera affichée pendant huit jours à partir du 1<sup>er</sup> avril.

Toute personne qui se croira indûment omise sur la liste pourra réclamer son inscription, et tout électeur inscrit pourra réclamer la radiation de toute personne indûment inscrite.

Ces réclamations sont régies par les dispositions des articles 7, 8 et 9, sauf les modifications suivantes :

1. Le délai pour la présentation des réclamations expire le 15 avril.
2. La commission statuera sur ces réclamations jusqu'au 30 avril.
3. Les recours contre les décisions de la commission sont portés devant la Cour d'Appel. Le délai de onze jours prévu à l'article 9 courra du 1<sup>er</sup> mai.

#### ART. 24

Toute personne dont le nom est porté sur la liste des éligibles en recevra notification par les soins du moudir ou du gouverneur. Si cette personne entend refuser le mandat qui pourrait éventuellement lui être confié, elle doit dans les huit jours de la notification en faire la déclaration au moudir ou au gouverneur en précisant si ce refus se limite à l'élection en cours ou s'étend à toute autre élection ultérieure.

Mention sera faite de sa déclaration en regard de son nom sur la liste des éligibles.

#### ART. 25

La liste devra être revisée chaque année dans les formes prescrites par les articles 10 et 11.

#### ART. 26

La date des élections sera fixée par décret pour les élections générales et par arrêté du Ministre de l'Intérieur pour les élections complémentaires.

Dans l'un et l'autre cas, les moudirs et gouverneurs aviseront les électeurs-délégués, au moins huit jours à l'avance, d'avoir à se rendre à la date fixée pour les élections, au siège de leur circonscription ou section de circonscription.

Les électeurs-délégués seuls assistent à la réunion. Ils ne peuvent pas s'y présenter en armes.

#### ART. 27

Dans chaque ville, village ou kism, chaque électeur-délégué doit se mettre en rapport avec les cinquante électeurs qu'il représente, en vue de s'éclairer sur les préférences de la majorité au sujet du candidat à élire à l'Assemblée.

A cet effet il sera remis à chaque électeur-délégué, huit jours au

moins avant les élections, par les soins de la moudirieh ou du gouvernorat, une liste des éligibles de la moudirieh et du gouvernorat.

#### ART. 28

La direction de l'élection dans chaque circonscription ou section de circonscription appartient à une commission électorale, à la composition de laquelle on procédera en présence d'un délégué du Ministre de l'Intérieur.

Cette commission sera composée de cinq membres, dont trois élus par les électeurs présents, un juge ou un membre du parquet désigné par le Ministre de la Justice, et un délégué du Ministre de l'Intérieur, qui aura la présidence.

Le président de la commission prendra les mesures nécessaires pour assurer la liberté du suffrage et la régularité de l'opération électorale.

#### ART. 29

Le jour de l'élection, à l'heure et au lieu fixés, quel que soit le nombre des électeurs présents, on commencera l'opération électorale par la composition de la commission, conformément à l'article précédent.

Cette commission nommera dans son sein son secrétaire, qui aura à rédiger le procès-verbal des opérations, dont il donnera lecture à la fin de la séance.

#### ART. 30

Le président de la commission électorale a la police de l'Assemblée, et pourra, à cet effet, requérir en cas de nécessité, la force armée par l'intermédiaire du moudir ou gouverneur qui aura toujours le droit de surveiller les réunions électorales et au besoin d'intervenir pour le maintien de l'ordre public.

#### ART. 31

Trois membres de la commission au moins doivent être présents pendant tout le cours des opérations.

Le secrétaire compte au nombre de ces trois membres.

Si la commission, pendant le cours des opérations ne se trouve plus composée de trois membres, le président doit la compléter en prenant, parmi les électeurs présents, le nombre de membres nécessaires.

En cas d'absence, le président est remplacé par le membre qu'il désignera.

Le président désignera aussi le membre ou l'électeur qui aura à remplacer le secrétaire absent momentanément.

#### ART. 32

La votation reste ouverte depuis une heure après le lever du soleil jusqu'au coucher du soleil et se fera par scrutin secret.

#### ART. 33

Les membres de la commission votent les premiers.

#### ART. 34

Chaque électeur-délégué présentera à la commission sa carte de légitimation au moment où il vote.

L'électeur qui aurait perdu sa carte de légitimation peut être admis à voter après que son identité aura été constatée par la commission.

#### ART. 35

Les électeurs qui ne savent pas écrire pourront exprimer leur vote de vive voix, de manière que les membres de la commission seule entendent.

Dans ce cas, le vote de chaque électeur est écrit sur un bulletin visé par le président.

#### ART. 36

Les votes donnés conditionnellement sont nuls ainsi que les votes donnés pour une personne dont le nom ne figure pas sur la liste des éligibles.

#### ART. 37

A l'heure fixée pour la clôture, le président de la commission déclare la votation close.

On procédera ensuite au dépouillement des votes.

En cas de sectionnement d'une circonscription électorale, les urnes contenant les votes seront scellées pour être procédé dans les vingt-

quatre heures à leur dépouillement collectif par les soins d'une des commissions électorales de section, mais en remplaçant un ou deux des membres élus de cette commission par un délégué élu de chacune des autres commissions de section, sans que toutefois le nombre des membres élus puisse y être inférieur à trois.

La désignation de cette commission de section et le remplacement des membres élus se feront par le moudir.

#### ART. 38

Sans préjudice des dispositions contenues au titre suivant, la commission statuera sur tout incident relatif aux opérations de l'élection et sur la validité des votes pris individuellement.

La délibération de la commission est secrète.

Les décisions sont prises à la majorité. En cas de partage, dont il sera fait mention au procès-verbal, la voix du président est prépondérante. Ces décisions doivent être motivées et seront prononcées à haute voix par le président.

#### ART. 39

Toutes réclamations et décisions sont insérées au procès-verbal.

Toutefois, le défaut de mention au procès-verbal des incidents survenus et des décisions prises ne peut motiver l'annulation des opérations électorales.

#### ART. 40

Les membres de l'Assemblée législative sont élus à la majorité absolue des voix exprimées.

Si au premier tour de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il sera procédé dans la huitaine à un ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.

Au second tour de scrutin, l'élection a lieu à la majorité relative des voix exprimées.

Si au second tour de scrutin, deux ou plusieurs candidats obtiennent le même nombre de suffrages, la majorité est acquise à celui qui sera désigné par le sort. Le tirage au sort sera fait par le président de la commission.

#### ART. 41

Le président de la commission proclamera le nom du membre élu.



Tous les membres de la commission signeront, séance tenante, le procès-verbal de l'élection, qui sera transmis directement avec toutes les pièces à l'appui au Ministère de l'Intérieur, dans la huitaine.

Il restera un double, certifié conforme par les membres de la commission, auprès du moudir ou du gouverneur.

#### ART. 42

Le Ministre de l'Intérieur adressera sans délai à chacun des membres élus, un certificat d'élection. La remise de cette carte n'implique pas renonciation au droit d'agir, s'il y a lieu, en invalidation de l'élection.

### TITRE III

#### *Election des conseillers provinciaux*

#### ART. 43

Pour être élu membre d'un Conseil provincial, il faut réunir les conditions suivantes :

1. Être âgé de 30 ans révolus ;
2. Savoir lire et écrire ;
3. Avoir payé depuis deux ans 35 livres égyptiennes par an d'impôt foncier pour des terrains situés dans le markaz. Toutefois, pour les porteurs de diplômes d'une école supérieure, le montant de l'impôt annuel est réduit aux deux cinquièmes. Pour les représentants du markaz d'Assouan, le montant de l'impôt dont le paiement est exigé est réduit à 5 livres égyptiennes et les représentants du markaz d'El Derr sont exempts de la condition imposée par le présent paragraphe.
4. Être domicilié dans la circonscription du markaz qu'il représente ;
5. Être inscrit depuis trois ans sur la liste des électeurs de la moudirieh ;
6. Ne pas être fonctionnaire du Gouvernement ou officier de l'armée active ; à ce point de vue les ondehs et les cheikhs ne seront pas considérés comme fonctionnaires du Gouvernement ;
7. Ne pas être membre d'un autre Conseil provincial.

#### ART. 44

Il sera procédé pour chaque markaz conformément aux dispositions

des articles 21 à 25 à la confection de la liste de toutes les personnes éligibles comme membres du Conseil provincial. Toutefois, le recours contre les décisions des commissions sera porté devant le tribunal de première instance de la circonscription.

La liste des éligibles sera remise à chaque électeur délégué du markaz, huit jours au moins avant les élections par les soins de la moudirieh ou du gouvernorat.

#### ART. 45

Les conseillers provinciaux sont élus par les électeurs-délégués convoqués à cet effet au chef-lieu du markaz.

Les dispositions des articles 26 à 72 ci-dessus sont applicables aux élections des conseillers provinciaux.

Lorsqu'il y aura lieu à l'élection simultanée de deux conseillers provinciaux pour un même markaz, le candidat qui au premier tour de scrutin n'aura pas obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés sera soumis à un second tour de scrutin conformément à l'article 40.

### TITRE IV

#### *De l'Invalidation des Elections des Membres de l'Assemblée législative et des Conseils provinciaux. Des déchéances*

#### ART. 46

Toute élection d'une personne comme membre de l'Assemblée législative ou comme membre d'un Conseil provincial sera invalidée, si cette personne ou celle qui a été chargée d'agir pour elle en vue de l'élection, en vertu d'un pouvoir général ou spécial, s'est rendue coupable, comme auteur ou complice, de l'une des infractions prévues par l'article 48.

#### ART. 47

L'élection pourra être invalidée également :

1. S'il a été commis au profit de l'élu un grand nombre de ces infractions, sans que ni lui ni son agent électoral n'en soit coupable comme auteur ou comme complice ;

2. En cas d'irrégularité dans la composition ou le fonctionnement de la commission électorale, ou dans les opérations accomplies devant elle,

## ART. 48

Toute corruption d'un électeur, toute menace ou voie de fait exercée sur un électeur en vue de lui faire donner ou refuser son vote à un candidat, toute émission de vote par supposition de personne, sera punie d'un emprisonnement simple ou avec travail ne dépassant pas une année ou d'une amende n'excédant pas L. E. 100, à moins qu'une peine plus sévère ne soit applicable à ce fait en vertu des dispositions du Code pénal.

Sera considéré comme s'étant livré à des actes de corruption au sens du présent article celui qui, pour amener un électeur à voter ou à s'abstenir de voter en faveur d'un candidat, lui donne ou promet de l'argent ou toute autre valeur, des aliments, des provisions ou tout avantage, ou le régale à ses frais.

## ART. 49

La demande en invalidation ne peut être formée que par le Ministre de l'Intérieur ou par tout électeur de la moudirieh ou gouvernorat où a eu lieu l'élection attaquée. Cette demande devra être motivée et sera adressée par écrit dans les huit jours de la proclamation de l'élection, au Président de l'Assemblée législative ou au moudir, suivant que le membre élu est appelé à siéger comme membre de l'Assemblée législative ou comme membre du Conseil provincial.

## ART. 50

Le président ou le moudir, suivant le cas, transmettra dans les huit jours suivants la demande en invalidation au procureur général, qui en saisira la Cour d'Appel, s'il s'agit de la validité de l'élection d'un membre de l'Assemblée législative, et le tribunal de première instance dans la circonscription duquel se trouve le Conseil provincial, s'il s'agit de la validité de l'élection d'un conseiller provincial.

## ART. 51

Le tribunal saisi statuera définitivement et sans frais, la personne élue dûment citée et le Ministère public entendu.

Si la demande est basée sur une des infractions prévues par l'article 18, le Ministère public intentera en même temps, le cas échéant, devant le tribunal saisi de la demande en invalidation, l'action publique contre toute personne à impliquer dans l'infraction. Dans ce cas, il sera statué par un seul et même arrêt ou jugement sur les deux actions.

## ART. 52

Si un membre de l'Assemblée législative ou d'un Conseil provincial se trouve dans un des cas d'incapacité prévus à l'article 5 de la présente loi, que cette incapacité soit survenue pendant l'exercice du mandat ou qu'elle n'ait été découverte que depuis l'élection, il sera déchu de plein droit de son mandat.

Sera également déchu, tout membre dont le nom au moment de la revision annuelle, sera rayé de la liste des éligibles pour cause de perte d'une des qualités requises pour l'éligibilité.

## ART. 53

Le Ministre de l'Intérieur, sur le vu de la sentence ou de la décision définitive, ou sur le vu de la liste des éligibles, ordonnera une nouvelle élection au siège devenu vacant.

## TITRE V

*Dispositions générales et transitoires*

## ART. 54

Pour les premières élections générales, les dispositions des articles 6 à 9, 15 et 23 de la présente loi sont modifiés comme suit :

1. Les listes électorales prévues aux articles 4 et 15 seront établies dans les quinze jours qui suivront la date de la promulgation de la présente loi ; elles resteront affichées conformément à l'article 5 durant les quinze jours suivants ;

2. Les réclamations pourront être produites dans la huitaine qui suivra les quinze jours fixés pour l'affichage des listes ;

3. Ces réclamations seront jugées dans la huitaine qui suivra les huit jours fixés pour leur présentation ;

4. Le délai augmenté de trois jours prévu par l'article 9 pour se pourvoir dans le cas de défaut de décision par une commission ou celui de défaut de notification, courra du jour qui suivra la huitaine dans laquelle les réclamations devront être jugées ;

5. La liste des éligibles sera dressée dans la huitaine qui suivra l'expiration du délai prévu au 3 ci-dessus. Ces listes resteront affichées pendant les cinq jours suivants. Les réclamations pourront être produites dans les cinq jours qui suivront l'expiration du délai fixé pour

l'affichage, et il sera statué en première instance sur ces réclamations dans la huitaine suivante.

## ART. 55

Au cours des trois années qui suivront l'affichage des premières listes électorales, pour la confection des listes électorales à l'Assemblée législative, conformément à l'article 20, ou aux conseils provinciaux, conformément à l'article 43, il sera tenu compte de l'inscription sur les anciennes listes électorales.

## ART. 56

La loi électorale en date du 1<sup>er</sup> mai 1883, modifiée par le décret du 11 juin 1900, ainsi que toutes dispositions de lois, décrets, ordres supérieurs et règlements contraires à la présente loi sont et demeurent abrogées.

## ART. 57

Nos Ministres de l'Intérieur et de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente loi, qui entrera en vigueur dès sa publication au *Journal officiel*. Elle sera, en outre, affichée dans les villes et villages de toute l'Égypte.

Fait le 26 Ragab 1331 (le 1<sup>er</sup> juillet 1913).

ABBAS HILMI.

Par le Khédive :

*Le Président du Conseil des Ministres,*

*Ministre de l'Intérieur,*

MOHAMMAD SAID.

*Le Ministre de la Justice,*

YOUSSEF WAHBA.

---



## ETATS-UNIS

Loi destinée à régulariser le commerce étranger en prohibant l'importation aux Etats-Unis de certaines graines et semences falsifiées et impropres à être semées.

(24 août 1912)

Le Sénat et la Chambre des Représentants des États-Unis d'Amérique assemblés en Congrès décrètent que :

Six mois après l'adoption de la présente loi il sera interdit d'importer aux États-Unis les graines d'*alfalfa* (genre de luzerne : *medicago sativa*), d'orge, des herbes fourragères (*poa compressa*) dites *canadian blue grass* et *kentucky blue grass* de brome sans barbe, de sarrasin, de trèfle, de *field corn* et *kafir corn*, de paturin des prés (*meadow fescue*), de lin, de millet, d'avoine, de *dactylis glomerata* (*orchard grass*), de navette (*rape*), d'agrostide, de seigle, de sorgho, de *phleum pratense* (*timothy*) et de blé ou un mélange de graines composé en principale partie d'une des graines précédentes si lesdites graines ou ledit mélange sont falsifiés ou impropres à être semés dans les termes de la présente loi ; et le secrétaire du Trésor et le secrétaire de l'agriculture élaboreront, conjointement ou séparément, les règlements nécessaires pour prohiber l'importation de ces graines aux États-Unis.

Toutefois ces graines pourront être délivrées à leur propriétaire ou consignataire sous engagement de les approprier aux conditions prescrites par le secrétaire du Trésor et, quand ces graines auront été amenées au type de pureté imposé par la présente loi pour l'admission aux États-Unis, elles pourront être rendues au propriétaire ou consignataire après qu'il aura été disposé suivant la manière prescrite par le secrétaire de l'agriculture des résidus du crible et autres déchets retirés de la graine.

La présente loi ne s'appliquera pas aux importations d'orge, de sarrasin, de *field corn* et de *kafir corn*, de sorgho, de lin, d'avoine, de seigle ou de blé non destinés à être semés lorsqu'ils sont importés pour le transit à travers les États-Unis ou pour être manufacturés, mais ces expéditions seront soumises aux dispositions de la loi du 5 août 1909.

Section 2. — Les graines seront considérées comme falsifiées dans l'esprit de la présente loi :

1° Si la graine de trèfle rouge contient plus de 3 % en poids de graine de trèfle jaune, ou de toute autre graine similaire d'apparence à la graine de trèfle rouge, mais d'une valeur marchande inférieure ;

2° Si la graine d'*alfalfa* (*medicago sativa*) contient plus de 3 % en poids de graine de trèfle jaune, de trèfles dits *hurr clover* et *sweet clover* conjointement ou séparément ;

3° Si toute espèce ou variété de graines ou tout mélange de graines dénommées à la section 1 de la présente loi contiennent plus de 5 % en poids d'une graine d'une autre espèce, similaire en apparence, mais d'une valeur marchande inférieure. Toutefois les mélanges de graines de trèfle blanc et de trèfle dit *alsike clover*, de trèfle rouge et de trèfle dit *alsike clover* ou de trèfle dit *alsike clover* et de *phleum pratense* ne seront pas considérés comme des falsifications.

Section 3. — Les graines seront considérées comme impropres à être semées dans les termes de la présente loi :

1° Si une espèce ou variété de graine de trèfle ou d'*alfalfa* (*medicago sativa*) contient plus d'une graine de cuscute pour cinq grammes de graine de trèfle ou de graine d'*alfalfa* (*medicago sativa*) ;

2° Si toute espèce ou variété de graines ou tout mélange de graines dénommés dans la section 1 de la présente loi contiennent plus de 3 % en poids de graines de mauvaises herbes.

Section 4. — Toute personne qui, sciemment, contreviendra aux dispositions de la présente loi sera reconnue coupable d'un délit et devra payer une amende qui ne pourra être supérieure à 500 dollars ou inférieure à 200 dollars ; il est entendu que toute personne qui, en connaissance de cause, vendra pour être semées des graines importées pour des besoins industriels conformément aux termes de la présente loi sera considérée comme coupable d'avoir contrevenu à la présente loi.

Approuvé, le 24 août 1912.

---

## MAROC

Dahir relatif à l'organisation judiciaire du protectorat français  
du Maroc

Louange à Dieu seul !

*(Grand sceau de Moulay Youssef)*

A nos serviteurs intègres, les gouverneurs et caïds de notre empire fortuné, ainsi qu'à nos sujets.

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu très haut en illustrer la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Considérant qu'il importe d'améliorer l'administration de la justice et la sécurité des droits de chacun,

A décrété ce qui suit :

TITRE I<sup>er</sup>

## JURIDICTION ET RÈGLES GÉNÉRALES DE COMPÉTENCE

## ARTICLE PREMIER

Il est institué sur le territoire du protectorat français du Maroc des tribunaux de paix, des tribunaux de première instance et une cour d'appel dont le fonctionnement est assuré par des magistrats français.

## ART. 2

A partir de l'entrée en vigueur du présent dahir, les tribunaux français institués sur le territoire de notre empire connaîtront de toutes les affaires civiles et commerciales dans lesquelles des Français et des ressortissants français seront en cause.

## ART. 3

En matière immobilière, la compétence des tribunaux français est

limité au cas où des Français ou des ressortissants français sont seuls en cause.

En la même matière, le tribunal de première instance et la cour s'adjoignent deux assesseurs musulmans, qui ont voix consultative. Ces assesseurs et leurs suppléants sont nommés chaque année par dahir, après avis du premier président.

#### ART. 4

Le règlement des contestations relatives au statut personnel et aux successions de sujets de notre empire, musulmans ou israélites, est expressément réservé aux tribunaux qui en connaissent actuellement.

Toutefois, si ces contestations se produisent au cours d'un litige dont un tribunal français est saisi, ce tribunal peut les trancher, mais uniquement pour la solution du litige.

#### ART. 5

Les décisions antérieurement rendues par les juridictions compétentes de notre empire continuent à être reconnues et exécutées, quelle que soit la nationalité des parties en cause.

#### ART. 6

A partir de l'entrée en vigueur du présent dahir, les tribunaux français, institués sur le territoire de notre empire connaîtront, dans les limites de leur compétence respective et en conformité avec la loi française :

1° De tous faits qualifiés crimes, commis dans leur ressort, par des sujets marocains, non protégés étrangers, au préjudice des Français ou protégés français et des Européens ou protégés des diverses puissances européennes ;

2° De tous crimes ou délits commis dans leur ressort par des sujets marocains, non protégés étrangers, lorsque des Français ou protégés français seront auteurs, coauteurs ou complices.

Ces mêmes tribunaux connaîtront également de tous crimes, délits ou contraventions commis dans leur ressort par des sujets de notre empire, non protégés étrangers, ou avec leur complicité :

1° A leur audience et dans les lieux où un ou plusieurs de leurs magistrats procèdent à un acte de leurs fonctions ;

2° Contre les magistrats assesseurs ou officiers de la justice française dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ;

3° Contre l'exécution des arrêts, jugements, sentences, ordonnances ou mandats de la justice française.

Seront aussi déférés aux tribunaux français les crimes ou délits commis par les assesseurs marocains dans l'exercice de leurs fonctions d'assesseurs ou par suite d'un abus d'autorité, les crimes ou délits de faux témoignage, faux serment ou subornation de témoins devant les juridictions françaises tant en matière civile qu'en matière pénale, commis par des sujets de notre empire, non protégés étrangers.

Les sujets de notre empire, non protégés étrangers, pourront être appelés devant les diverses juridictions françaises instituées au Maroc, dans les formes prévues par la loi française ou par nos dahirs ayant édicté des règles spéciales à ce sujet. Ils seront passibles des moyens de contrainte et des peines édictées par la loi française.

#### ART. 7

Les dispositions des articles précédents relatives aux Français et ressortissants français seront applicables aux sujets et ressortissants ou anciens ressortissants étrangers, dont les gouvernements auront renoncé à leur privilège de juridiction.

Elles sont immédiatement applicables aux sujets et ressortissants des Etats étrangers qui ne jouissent pas au Maroc, d'un privilège de juridiction.

#### ART. 8

En matière administrative, les juridictions françaises instituées dans notre empire connaissent, dans les limites de la compétence attribuée à chacune d'elles, de toutes les instances tendant à faire déclarer débitrices les administrations publiques, soit à raison de l'exécution des marchés conclus par elles, soit à raison des travaux qu'elles ont ordonnés, soit à raison de tous actes de leur part ayant porté préjudice à autrui.

Doivent être portées devant les mêmes juridictions les actions intentées par les administrations publiques contre les particuliers.

Les administrations publiques sont valablement représentées en justice par un de leurs fonctionnaires.

Il est interdit aux juridictions civiles d'ordonner, accessoirement à l'une des demandes ci-dessus ou principalement, toutes mesures dont l'effet serait d'entraver l'action des administrations publiques, soit en portant obstacle à l'exécution des règlements pris par elle, soit en enjoignant l'exécution ou la discontinuation de travaux publics, soit en modifiant l'étendue et le mode d'exécution desdits travaux.

Il est également interdit aux juridictions civiles de connaître de



toutes demandes tendant à faire annuler un acte d'une administration publique, sauf le droit, pour la partie intéressée, de poursuivre, par la voie gracieuse, la réformation de l'acte qui lui fait grief.

Les décisions rendues en matière administrative sont toujours susceptibles d'appel.

Aucun recours en cassation ne peut avoir lieu, si ce n'est pour excès de pouvoir résultant de la violation des paragraphes 4 et 5 ci-dessus. Dans ce cas, le recours peut être formé directement, contre toute décision en premier ou dernier ressort, par le ministère public. Ce recours est suspensif.

L'annulation prononcée par la Cour de cassation est opposable à toutes les parties en cause.

#### ART. 9

Les tribunaux de paix, en matière pénale, statuent dans les limites de la compétence qui leur est attribuée actuellement en France.

En outre, ils connaissent en premier ressort :

1° Des contraventions qui sont en France de la compétence des tribunaux correctionnels ou administratifs ;

2° De tous délits pour lesquels la loi ne prévoit qu'une peine d'amende, quel qu'en soit le taux ;

3° Des délits de vagabondage et de mendicité et de tous délits pour lesquels le maximum de la peine d'emprisonnement ne dépasse pas deux ans, à l'exception de l'abus de confiance et de la banqueroute simple.

#### ART. 10

En matière correctionnelle, les tribunaux de première instance statuent en premier ressort sur tous les délits et contraventions dont la compétence n'est pas attribuée aux juges de paix par l'article précédent.

En matière criminelle, ils statuent en dernier ressort sur tous les faits qualifiés crimes, avec l'adjonction d'assesseurs ayant voix délibérative, tirés au sort sur des listes dressées chaque année dans des conditions qui seront déterminées par un règlement spécial.

#### ART. 11

Les tribunaux de première instance statuant au criminel sont saisis par un arrêt de renvoi rendu par la chambre des mises en accusation de la cour d'appel.

La décision des tribunaux siégeant au criminel est rendue dans les mêmes formes que les jugements en matière correctionnelle.

Le condamné, la partie civile, le ministère public ont le droit de frapper cette décision de recours en cassation dans les conditions du code français d'instruction criminelle.

#### ART. 12

Les tribunaux statuant en matière criminelle tiennent leurs assises aux époques fixées par arrêté du commissaire résident général rendu sur la proposition du premier président de la cour d'appel.

#### ART. 13

En matière pénale, les recours contre toutes décisions avant dire, droits préparatoires, interlocutoires ou de compétence, ne font pas obstacle à la continuation des débats jusqu'à décision sur le fond.

#### ART. 14

Le pourvoi en cassation est formé dans les conditions prévues par la législation française. Toute juridiction française de notre empire, devant laquelle l'affaire est renvoyée après cassation, doit se conformer à la décision de la cour de cassation sur le point de droit jugé par cette cour.

La cour d'appel statuant sur renvoi est composée de magistrats autres que ceux qui ont rendu la décision dont la cassation est prononcée.

#### ART. 15

Lorsqu'il y a lieu à insertions légales, réglementaires ou judiciaires, elles doivent être effectuées dans l'un des cournaux désignés à cet effet par un arrêté du commissaire résident général. Cet arrêté en fixe le coût, ainsi que celui des exemplaires justificatifs.

### TITRE II

#### COMPOSITIONS DES JURIDICTIONS — RESSORTS

#### ART. 16

La cour d'appel siège à Rabat. Elle comprend :

1 premier président ;

- 3 conseillers ;
- 1 procureur général ;
- 1 substitut du procureur général, s'il y a lieu.

Les arrêts civils, criminels ou d'accusation sont rendus par trois juges.

La cour peut être divisée en sections par dahir, sur la proposition du premier président.

Les membres de la chambre d'accusation sont désignés tous les ans par délibération de la cour, en assemblée générale.

#### ART. 17

Il est institué des tribunaux de première instance à Casablanca et à Oudjda.

Le tribunal de première instance de Casablanca comprend :

- 1 président ;
- 3 juges titulaires dont 1 juge d'instruction ;
- 2 juges suppléants ;
- 1 procureur commissaire du Gouvernement.

Le tribunal de première instance d'Oudjda comprend :

- 1 président ;
- 2 juges titulaires dont 1 juge d'instruction ;
- 1 juge suppléant ;
- 1 procureur commissaire du Gouvernement.

#### ART. 18

Il est institué des tribunaux de paix à Rabat, Casablanca, Oudjda, Saffi, Fez.

Des tribunaux de paix supplémentaires seront institués, par dahir, à titre provisoire et selon les besoins du service.

Ces tribunaux pourront être organisés à titre définitif par dahir ultérieur.

Les tribunaux de paix se composent de :

- 1 juge de paix ;
- 1 ou plusieurs juges suppléants rétribués ;
- 1 ou plusieurs juges suppléants non rétribués ;
- 1 officier de police judiciaire remplissant les fonctions de ministère public.

Les tribunaux de paix peuvent tenir des audiences foraines dans les conditions déterminées par ordonnance du premier président.

#### ART. 19

Tout magistrat doit prêter serment lors de son entrée en fonctions.

#### ART. 20

En cas d'absence ou d'empêchement des magistrats du ministère public, ils sont remplacés par un magistrat du siège, désigné par le président de la juridiction.

#### ART. 21

Les ressorts des diverses juridictions instituées par le présent dahir seront déterminés par un dahir ultérieur. Ces ressorts coïncideront, dans la mesure du possible, avec les circonscriptions administratives de notre empire.

#### ART. 22

En cas de vacance ou d'empêchement, le tribunal ou la cour ne peuvent être complétés que par l'adjonction de magistrats; leur désignation est faite par une ordonnance du premier président rendue après avis du procureur général.

Les juges de paix et leurs suppléants peuvent être appelés à siéger à un tribunal de première instance, les magistrats des tribunaux de première instance peuvent être appelés à siéger à la cour.

S'il n'existe pas de tribunal de première instance au siège de la cour, et au cas d'impossibilité de délégation d'un magistrat de tribunal de première instance, un juge de paix titulaire peut être appelé à compléter cette juridiction.

Les juges de paix et leurs suppléants peuvent, en cas de vacance ou d'empêchement, être temporairement remplacés par le titulaire ou le suppléant d'un tribunal de paix voisin ou même, au besoin, par le titulaire d'un tribunal de paix supplémentaire voisin. La désignation est faite par une ordonnance du premier président, rendue après avis du procureur général.

#### ART. 23

Le recrutement des magistrats des tribunaux s'effectue parmi les magistrats des tribunaux de France, d'Algérie et de Tunisie, ou parmi

les candidats remplissant les conditions exigées, lors de leur nomination, pour pouvoir être appelés à des fonctions judiciaires en France, Algérie ou Tunisie.

Ne pourront toutefois être simultanément membres d'un même tribunal ou de la cour d'appel, soit comme juges, soit comme officiers du ministère public, les parents et alliés, jusqu'à degré d'oncle et neveu inclusivement.

Les traitements et, s'il y a lieu, les indemnités des magistrats seront fixés par un dahir spécial.

#### ART. 24

Les magistrats appelés à faire partie des tribunaux institués par le présent dahir seront demandés par nous au Gouvernement français, sur la proposition du commissaire résident général.

### TITRE III

#### EXÉCUTION

#### ART. 25

Pour l'exécution en territoire français des décisions des juridictions instituées par le présent dahir, la formule prévue à l'article 285 de notre dahir sur la procédure civile est complétée par l'apposition de la formule exécutoire énoncée dans le décret français du 2 septembre 1871.

#### ART. 26

Les jugements, arrêts, mandats, décisions, actes des juridictions ou des autorités judiciaires françaises, métropolitaines ou coloniales, sont exécutoires dans le ressort des juridictions françaises de notre empire, sans exequatur, homologation, revision, contrôle ou enregistrement.

Les pièces et documents délivrés par les autorités françaises, les officiers publics ou ministériels français vaudront dans le ressort des juridictions françaises de notre empire, s'ils sont pourvus ou assortis des certifications, signatures, légalisations, timbres requis en France pour leur validité.



## ART. 27

Le présent dahir entrera en vigueur le 15 octobre 1913

Fait à Marrakech, le 9 ramadan 1331 (12 août 1913).

Vu pour promulgation et mise en exécution :

Rabat, le 30 août 1913.

*Le Commissaire Résident général,*

LYAUTEY.

## PORTUGAL

Loi concernant l'importation des spécialités pharmaceutiques  
et des remèdes secrets

(29 juin 1913)

Au nom de la Nation, le Congrès de la République décrète et promulgue la loi suivante :

## ARTICLE PREMIER

Les spécialités pharmaceutiques et les remèdes secrets étrangers pourront être importés en vrac, ou préparés dans le continent ou dans les îles, pour être mis en flacons ou conditionnés pour la vente fractionnée quand les importateurs, conditionneurs ou préparateurs seront autorisés pour cette fin aux termes de la législation en vigueur.

§ I. — Chaque unité de ces produits, dans le cas où la préparation sera faite dans le continent ou dans les îles, est assujettie à un impôt progressif recouvrable au moyen de timbres, ou de timbrage d'étiquettes ou enveloppes fait à l'Hôtel de la monnaie, aux conditions suivantes :

Quand le prix de vente au public, par unité, timbre inclus, est

égal ou inférieur à 25 centavos (1 fr. 25) l'impôt sera de 5 centimes (1) ;

De 25 centavos (1 fr. 25) jusqu'à 50 centavos (2 fr. 50) inclus, 10 centavos (0 fr. 50) ;

De 50 centavos (2 fr. 50) jusqu'à 75 centavos (3 fr. 75) inclus, 15 centavos (0 fr. 75) ;

De 75 centavos (3 fr. 75) jusqu'à un écu (5 fr.) inclus, 20 centavos (1 fr.) ;

Pour chaque 50 centavos en plus ou fraction, 10 centavos (0 fr. 50).

§ 2. — Quand lesdits produits seront conditionnés après leur importation en vrac, chaque unité sera assujettie au  $\frac{2}{3}$  de l'impôt qui lui correspondrait si elle était préparée dans le continent ou dans les îles.

a) En aucun cas cet impôt ne sera inférieur à 5 centavos pour chaque unité.

b) Quand les  $\frac{2}{3}$  de la taxe ne correspondront pas exactement à la valeur des timbres fiscaux en usage pour le timbrage de ces produits, elle sera arrondie de manière à ce qu'il soit appliqué au produit du timbre de la valeur immédiatement supérieure à celle de la fraction trouvée.

## ART. 2

Les spécialités pharmaceutiques destinées à la consommation en dehors du continent et des îles adjacentes (Madère et Açores) seront exemptes de l'impôt respectif quand l'exportation se fera en quantités supérieures à 9 unités de la même spécialité pour chaque remise.

## ART. 3

Les spécialités faites dans le continent ou îles antérieurement à la date de cette loi pourront être vendues, après être timbrées, conformément à l'article premier quand les timbres respectifs auront été posés et inutilisés dans les conditions que le règlement de cette loi indiquera.

§ unique. — Sont considérés sans effet et classés les procès qui subsistent relativement à ces produits.

## ART. 4

Les spécialités qui se trouvent timbrées avec des vignettes de 5 centavos (25 centimes), non oblitérées par la douane, pourront être ven-

(1) Conformément à la loi du 21 juin 1913, la comptabilité publique portugaise est, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1913, tenue en *escudos* unités correspondant aux anciens *milreis*. L'*escudo* se divise en cent *centavos*.

dues sans apposition de nouveaux timbres dès que leurs possesseurs se présenteront devant le fonctionnaire le plus haut en grade de la corporation des impôts en service dans l'arrondissement ou quartier où se trouvent les produits, pour qu'il leur soit appliqué un cachet ou le visa de cette circonscription, partie sur le timbre, partie sur l'étiquette ou emballage, chaque fois que cela sera possible.

§ Unique. — Pour effectuer l'apposition du visa auquel se réfère l'article 5, il est concédé un délai de 30 jours à compter de la date de la publication du décret réglementant cette loi.

#### ART. 5

Les spécialités importées en vrac avant la publication de cette loi pourront être conditionnées dans les termes que le futur règlement indiquera et leur vente pourra en être effectuée aussitôt qu'elles seront timbrées avec une vignette de 5 centavos (0 fr. 25) par unité.

§ Unique. — Dans ce cas, le timbrage et l'oblitération des timbres seront faits par le fisc après qu'il aura vérifié que, par les substances qu'elles contiennent, les droits auront été payés comme médicaments non spécifiés ou autres s'il leur incombait en vertu de leur nature spéciale.

#### ART. 6

Deux inspecteurs techniques, un appartenant à la Direction générale, l'autre au service extérieur, seront employés au service de fiscalisation de l'impôt des spécialités pharmaceutiques ; ces deux fonctionnaires seront aidés par des agents attachés au corps de l'inspection des impôts.

#### ART. 7

Les inspecteurs techniques des spécialités pharmaceutiques seront en tous points assimilés aux premiers techniques, chefs de section de la Direction générale, sauf ce qui est indiqué à l'article 9, étant pour cela subordonnés aux fonctionnaires auxquels se réfère l'article 6.

#### ART. 8

Aux inspecteurs techniques des spécialités pharmaceutiques il incombe de :

a) Donner leur avis dans les différents entre le fisc et les préparateurs ou vendeurs des dites spécialités.

b) Donner toutes les informations techniques qui pourront leur être demandées sur la matière de cet impôt.

c) Visiter et faire visiter par les inspecteurs auxiliaires avec l'aide du personnel des impôts, et conformément aux instructions de la Direction générale des établissements où se préparent, se vendent et se trouvent déposées des spécialités pharmaceutiques.

#### ART. 9

Ces fonctionnaires recevront des appointements correspondant à leur catégorie et, en plus, chacun 2 % sur l'excès de recouvrement du même dans l'année 1910-1911, mais cette quote ne pourra pas excéder, accumulée avec les appointements, les appointements des premiers officiers techniques, mentionnés à l'article 7.

#### ART. 10

Cette loi entrera en vigueur aussitôt que sera publié le décret qui doit la réglementer, lequel réglementera conjointement la loi du 19 juillet 1909 dans la partie qui se rapporte à l'impôt des spécialités pharmaceutiques et substituera le règlement du 26 mai 1911 sur le même impôt.

#### ART. 11

La législation contraire est révoquée.

Le Président du ministère et ministre des finances.

Fait le 29 juin 1913.

---

## RUSSIE

Extrait de la loi sur l'emploi illicite de l'emblème  
ou dénomination « Croix-Rouge » ou « Croix de Genève ».

(28 juin 1912)

... La première partie du chapitre xiv du titre VIII du Code pénal (Code des lois, tome XV, édition 1885) est à compléter par l'article 1357 de la teneur suivante :

ART. 1357. — Les personnes qui se rendront coupables de l'emploi, sans autorisation spéciale, sur les enseignes, produits d'industrie, placards, circulaires, prix courants, etc.... de l'emblème de la Croix-Rouge sur fond blanc ou bien de la dénomination « Croix-Rouge » ou « Croix de Genève », ainsi que du dépôt dans un établissement industriel ou commercial ou de la vente de la marchandise ou de produits portant cet emblème ou cette dénomination, seront passibles de la peine prévue à l'article 1417 dudit Code.

II. Le deuxième chapitre du titre IX du même code est à compléter par l'article 1417<sup>1</sup> de la teneur suivante :

ART. 1417<sup>1</sup>. — Les personnes coupables de l'usage, sans autorisation spéciale, de l'emblème de la Croix-Rouge sur fond blanc ou bien de la dénomination « Croix-Rouge » ou « Croix de Genève » seront passibles :

1° Pour la première fois, d'une amende qui ne dépassera pas la somme de 200 roubles ;

2° Pour la deuxième fois et les suivantes, soit d'une amende qui ne dépassera pas la somme de 500 roubles, soit d'une détention dans une maison d'arrêt pour un délai de trois semaines à trois mois.

Pour ce qui est du Grand-Duché de Finlande, le Sénat impérial finlandais avait prescrit le 26 juillet 1912 aux gouverneurs du Grand-Duché de publier, conformément au paragraphe 8 de l'instruction aux gouverneurs du Grand-Duché du 29 décembre 1894, dans leurs gouvernements respectifs un avis que tout emploi illicite de l'emblème de la Croix-Rouge et de la dénomination « Croix-Rouge » ou « Croix de Genève » serait puni d'une amende de 400 marks finlandaises.



## TUNISIE

Arrêté du Résident général de la République française à Tunis, réglementant le statut du personnel des contrôles civils en Tunisie.

*Composition du Personnel*

## ARTICLE PREMIER

Les cadres du personnel des contrôles civils comprennent :

- 1° Des contrôleurs civils ;
- 2° Des contrôleurs civils suppléants ;
- 3° Des contrôleurs civils stagiaires ;
- 4° Des commis ;
- 5° Des interprètes.

*Cadre supérieur*

## ART. 2

Le nombre des contrôleurs civils faisant partie des cadres est fixé à quinze.

Les contrôleurs civils sont répartis en quatre classes.

Le nombre des agents de chacune de ces classes et leurs appointements sont fixés comme suit :

Trois contrôleurs de classe exceptionnelle à . . . .	12.000 fr.
Quatre contrôleurs de 1 <sup>re</sup> classe à . . . . .	10.000 fr.
Quatre contrôleurs de 2 <sup>e</sup> classe à . . . . .	8.000 fr.
Quatre contrôleurs de 3 <sup>e</sup> classe à . . . . .	7.000 fr.

## ART. 3

Le nombre des contrôleurs civils suppléants faisant partie des cadres est fixé à vingt-deux. Les contrôleurs civils suppléants sont répartis en

trois classes. Le nombre des agents de chacune de ces classes et leurs appointements sont fixés comme suit :

Sept contrôleurs suppléants de 1 <sup>re</sup> classe à . . . .	6.000 fr.
Sept contrôleurs suppléants de 2 <sup>e</sup> classe à . . . .	5.000 fr.
Huit contrôleurs suppléants de 3 <sup>e</sup> classe à . . . .	4.000 fr.

#### ART. 4

Les classes sont indépendantes des résidences, les affectations des agents aux divers postes de leur emploi et leurs mutations étant réglées par le résident général suivant les exigences du service.

#### ART. 5

Les contrôleurs stagiaires sont recrutés parmi les candidats reçus au concours institué par l'arrêté du Ministre des Affaires étrangères, en date du 10 octobre 1907.

Peuvent également être nommés contrôleurs stagiaires les attachés de chancellerie mis à la disposition du résident général de France en Tunisie.

#### ART. 6

Les contrôleurs stagiaires sont soumis à un stage de deux ans qu'ils accomplissent :

1<sup>o</sup> Pendant un an au siège des différentes circonscriptions de contrôle ;

2<sup>o</sup> Pendant un an à Tunis à la résidence générale ou dans les administrations suivantes du gouvernement tunisien : secrétariat général du gouvernement, direction des finances, direction de l'agriculture et du commerce.

#### ART. 7

A la fin de leur stage ils doivent subir les épreuves du certificat arabe parlé et satisfaire à un examen administratif spécial comportant une rédaction et un exposé oral sur un sujet de législation tunisienne, une analyse de dossier, une épreuve de lecture de la carte et un examen d'équitation (annexe I).

Les stagiaires qui n'ont pas subi ces examens sont astreints à une nouvelle année de stage dans un contrôle civil. Après un deuxième échec ils seront licenciés d'office.

## ART. 9

Les emplois de contrôleurs civils suppléants de 3<sup>e</sup> classe sont attribués exclusivement aux contrôleurs civils stagiaires ayant satisfait aux conditions ci-dessus énoncées.

## ART. 10

Les avancements de classes dans chaque grade sont accordés par arrêtés du résident général dans la limite des crédits inscrits au budget.

Les agents de chaque classe sont recrutés exclusivement parmi les agents de la classe inférieure.

L'avancement a lieu exclusivement au choix et ne peut être accordé aux contrôleurs civils et aux suppléants qu'après trois années au moins de bons services accomplis dans leur classe s'il existe une vacance dans les classes supérieures.

## ART. 11

Le délai d'ancienneté peut être abrégé d'un an en faveur des agents titulaires du diplôme supérieur d'arabe délivré par la direction de l'enseignement à Tunis.

## ART. 12

Ne peuvent être nommés contrôleurs civils suppléants de 1<sup>re</sup> classe que les contrôleurs civils suppléants de 2<sup>e</sup> classe qui, remplissant les conditions d'ancienneté indiquées ci-dessus sont, en outre, pourvus du brevet élémentaire d'arabe délivré par la direction de l'enseignement public à Tunis.

## ART. 13

Les emplois de contrôleur civil suppléant à Tunis et de chef ou sous-chef de bureau à la résidence générale peuvent être occupés par des contrôleurs civils. Ces agents touchent le traitement de leur grade et continuent de figurer dans le cadre auquel ils appartiennent.

## ART. 14

Les contrôleurs civils suppléants régulièrement chargés des fonctions de contrôleur civil reçoivent le traitement de contrôleur civil de 3<sup>e</sup> classe et sont rangés pour ordre dans le cadre de ces agents.

Les contrôleurs civils suppléants chargés de la gérance intérimaire d'un contrôle civil conservent le traitement de leur grade.

#### ART. 15

Les contrôleurs civils suppléants de 1<sup>re</sup> classe comptant plus de cinq ans d'ancienneté dans leur grade peuvent, sans être titularisés, recevoir le traitement des contrôleurs civils de 3<sup>e</sup> classe. Le nombre des agents admis à bénéficier de cette disposition ne peut être supérieur à deux. Ces agents continuent de figurer dans le cadre des contrôleurs civils suppléants de 1<sup>re</sup> classe.

#### ART. 16

Le grade de contrôleur civil de 3<sup>e</sup> classe est exclusivement attribué aux contrôleurs civils suppléants de 1<sup>re</sup> classe ayant trois ans d'ancienneté et ayant satisfait aux conditions énoncées à l'article 12 du présent arrêté.

Peuvent toutefois être nommés directement contrôleurs civils de 3<sup>e</sup> classe : 1<sup>o</sup> les officiers ayant au moins douze ans d'ancienneté dans le service des affaires indigènes de Tunisie ; 2<sup>o</sup> les fonctionnaires ayant au moins douze ans de service et titulaires du brevet d'arabe délivré par la direction de l'enseignement à Tunis.

La proportion de ces nominations exceptionnelles ne peut dépasser le quart des emplois à pourvoir.

#### *Cadre subalterne*

#### ART. 17

Nul ne peut être admis dans le cadre subalterne des contrôles civils ; 1<sup>o</sup> s'il n'est citoyen français, sujet ou protégé français ou sujet tunisien et s'il n'a satisfait aux obligations de la loi militaire ; 2<sup>o</sup> s'il a dépassé l'âge de trente ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année en cours. La limite d'âge de trente ans est prorogée d'une durée égale à celle des services militaires obligatoires, admissibles pour la retraite. Peuvent être admis exceptionnellement jusqu'à l'âge de trente-huit ans les sous-officiers retraités.

Les candidats à un emploi doivent adresser à la résidence générale une demande écrite sur papier timbré.

Cette demande doit être accompagnée des pièces suivantes :

1<sup>o</sup> Expédition dûment légalisée de l'acte de naissance ou hodja de naissance ;

2° et 3° Extrait du casier judiciaire, certificat du service anthropométrique et certificat de bonne vie et mœurs des autorités locales, ces deux pièces ayant moins de six mois de date ;

4° Diplômes universitaires ou brevets dont ils peuvent être pourvus ;

5° Pièces établissant leur situation au point de vue militaire (état signalétique et des services, certificat de bonne conduite, certificat d'exemption ou de réforme, etc.) ;

6° Certificat médical constatant que le candidat n'a pas d'infirmités apparentes ou cachées et qu'il est apte au service de l'administration.

### ART. 18

Le cadre des commis de contrôle civil comprend des commis rédacteurs et des commis qui sont répartis respectivement en 4 et 7 classes.

#### Commis rédacteurs :

1 <sup>re</sup> classe . . . . .	5.400 fr.
2 <sup>e</sup> classe . . . . .	4.500
3 <sup>e</sup> classe . . . . .	4.000
4 <sup>e</sup> classe . . . . .	3.500

#### Commis :

1 <sup>re</sup> classe . . . . .	3.000 fr.
2 <sup>e</sup> classe . . . . .	2.700
3 <sup>e</sup> classe . . . . .	2.400
4 <sup>e</sup> classe . . . . .	2.200
5 <sup>e</sup> classe . . . . .	2.200
6 <sup>e</sup> classe . . . . .	1.800
7 <sup>e</sup> classe . . . . .	1.600

Les candidats pourvus du baccalauréat de l'enseignement secondaire peuvent débiter en qualité de commis de 3<sup>e</sup> classe (2.400 francs).

### ART. 19

Les avancements sont accordés par arrêtés de résident général dans la limite des crédits inscrits au budget. Tout avancement de classe dans chaque grade a lieu d'une classe à la classe immédiatement supérieure sous réserve des dispositions de l'article 20. La nomination à l'avancement dans le cadre des commis rédacteurs a lieu exclusivement au choix. Nul commis rédacteur ne peut obtenir une promotion de classe



s'il n'a trois années de bons services dans la classe immédiatement inférieure. L'avancement des commis a lieu pour deux tiers à l'ancienneté et un tiers au choix.

L'avancement à l'ancienneté peut être accordé aux commis qui comptent au moins trois ans de bons services dans la classe immédiatement inférieure. Ce délai peut être réduit en faveur des agents proposés au choix sans pouvoir être inférieur à deux ans.

#### ART. 20

Les commis de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> classe comptant au moins trois ans de services effectifs en qualité de commis, mais qui ne justifient pas des conditions d'ancienneté voulues pour être nommés commis rédacteurs de 4<sup>e</sup> classe, peuvent obtenir ce grade s'ils subissent avec succès les épreuves d'un concours (annexe II).

La condition de trois ans de services effectifs dans le grade de commis ne sera pas exigée de ceux qui sont licenciés en droit.

Les emplois de commis rédacteurs sont attribués aux agents reçus à ce concours, dans l'ordre où ils figurent sur la liste de classement concurremment avec les commis de 1<sup>re</sup> classe ayant accompli trois années de bons services ; la proportion des nominations réservées à ces derniers ne pouvant dépasser chaque année le tiers des nominations,

La date du concours qui a lieu, à Tunis, est publiée au *Journal officiel tunisien* trois mois à l'avance. Le nombre des candidats à admettre est déterminé par les besoins du service.

#### ART. 21

Le cadre des interprètes de contrôle civil comprend des interprètes et des interprètes auxiliaires qui sont répartis respectivement en six et trois classes.

##### Interprètes :

1 <sup>re</sup> classe . . . . .	4.000 fr.
2 <sup>e</sup> classe . . . . .	3.500
3 <sup>e</sup> classe . . . . .	3.000
4 <sup>e</sup> classe . . . . .	2.700
5 <sup>e</sup> classe . . . . .	2.400
6 <sup>e</sup> classe . . . . .	2.200

##### Interprètes auxiliaires :

1 <sup>re</sup> classe . . . . .	2.200 fr.
2 <sup>e</sup> classe . . . . .	1.800
3 <sup>e</sup> classe . . . . .	1.600

## ART. 22

Les avancements des interprètes sont accordés par arrêtés du résident général dans la limite des crédits inscrits au budget et sont soumis aux mêmes règlements que ceux des commis du cadre français jusqu'à la 3<sup>e</sup> classe à partir de laquelle l'avancement a lieu exclusivement au choix après trois années de bons services dans la classe immédiatement inférieure.

*Dispositions générales — Position des agents*

## ART. 23

Les positions diverses des agents du contrôle civil sont :

L'activité.

La disponibilité.

La position hors cadres.

La non-activité.

## ART. 24

L'activité comprend : 1<sup>o</sup> les agents qui occupent un poste ou un emploi rétribué sur le budget des contrôles civils ; 2<sup>o</sup> les agents et fonctionnaires chargés d'une mission ou de travaux particuliers rétribués sur le budget des contrôles civils.

La situation de disponibilité conserve les droits acquis depuis la nomination au premier emploi, mais suspend les droits à l'avancement ; l'agent peut être réintégré en activité lorsqu'une vacance susceptible de lui être attribuée se produit.

Les agents mis en disponibilité sur leur demande sont tenus, sous peine d'être considérés comme démissionnaires, de produire, le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, les pièces et documents nécessaires pour justifier leur maintien dans cette position et éclairer l'administration sur la nature de leurs occupations.

## ART. 25

Les agents sont placés en disponibilité par décret ou arrêté suivant le mode de leur nomination, pour un laps de temps égal à la durée passée par eux dans le cadre de l'activité. Toutefois le temps passé en disponibilité ne pourra au total excéder dix années ; à l'expiration du délai fixé les agents non réintégré sont réputés démissionnaires,

Les agents ayant dix ans de services effectifs pourront recevoir un traitement de disponibilité qui ne dépassera pas la moitié de leur traitement d'activité. Le temps passé en disponibilité avec traitement compte pour la retraite ; la durée du traitement de disponibilité ne peut dépasser trois années.

#### ART. 26

La position hors cadres s'applique aux agents détachés auprès des administrations tunisiennes ou d'un gouvernement étranger ; elle conserve leurs droits acquis ainsi que leurs droits à l'avancement et à la réintégration.

#### ART. 27

Sont rayés du cadre des contrôles civils :

- 1° Les agents en disponibilité à l'expiration du délai fixé ;
- 2° Les agents démissionnaires ;
- 3° Les agents admis à la retraite ;
- 4° Les agents révoqués.

#### ART. 28

Les agents démissionnaires ne peuvent quitter leur poste ou leur emploi qu'après que leur démission a été régulièrement acceptée.

#### *Régime disciplinaire*

#### ART. 29

Les infractions à la discipline et les fautes commises par les agents du contrôle civil sont punies, suivant la gravité des cas des peines ci-après :

a) Peines du premier degré :

- 1° Blâme avec inscription au dossier ;
- 2° Changement de poste par mesure disciplinaire.

b) Peines du deuxième degré :

- 1° Mise en non-activité ;
- 2° Révocation.

## ART. 30

La mise en non-activité et la révocation sont prononcées par décret ou par arrêté, selon le mode de nomination de l'agent. Les agents qui en sont l'objet ne touchent ni traitement ni indemnité quelconque.

La mise en non-activité est prononcée pour une durée déterminée qui ne peut excéder cinq ans. A l'expiration du terme fixé l'agent qui n'aura pas été remis en activité sera de plein droit considéré comme en disponibilité pour un laps de temps égal à la durée de ses services effectifs, déduction faite de celle du retrait d'emploi. Il sera réintégré dans le cadre de l'activité de son grade dès qu'il pourra être pourvu d'un nouveau poste ou emploi équivalent à celui qu'il occupait.

## ART. 31

Les peines disciplinaires du deuxième degré sont prononcées après avis du conseil de discipline.

En cas de faute d'une gravité exceptionnelle le résident général peut prononcer d'urgence la suspension d'un agent. Cette mesure n'a qu'un caractère provisoire. Dans le délai d'un mois à partir de la suspension, et à moins que dans ce délai l'agent n'ait été l'objet d'une inculpation judiciaire, il doit être fait application à l'agent d'une des peines prévues à l'article 29.

## ART. 32

L'agent traduit devant le conseil de discipline est informé des griefs articulés contre lui, recoit communication de toutes les pièces relatives à l'inculpation et doit être mis à même de présenter sa défense sous forme de mémoire écrit.

## ART. 33

Le conseil de discipline se compose : 1° pour les agents du cadre supérieur, du délégué à la résidence générale, président ; du secrétaire général, président, du secrétaire général du gouvernement tunisien pour l'administration, d'un fonctionnaire de la carrière diplomatique ou consulaire et de deux agents, l'un du grade de l'inculpé, l'autre du grade supérieur, tirés au sort en sa présence ; 2° pour les agents du cadre subalterne, d'un fonctionnaire de la carrière diplomatique ou consulaire, président, de deux contrôleurs civils ou contrôleurs suppléants désignés par le résident général et, pour chaque affaire, de deux fonctionnaires, l'un du même grade que l'inculpé, l'autre du grade supérieur, tirés au sort en sa présence et résidant à Tunis dans un rayon de 100 kilomètres autour de Tunis.

## ART. 34

Tout agent traduit devant le conseil a le droit de récuser un des deux agents désignés par le sort. Lorsque, dans un délai de huit jours à compter de la remise en communication des pièces relatives à l'inculpation, l'agent en cause n'a pas fourni sa défense par écrit, le conseil peut se réunir et délibérer valablement.

L'agent détéré au conseil est invité à comparaître personnellement devant le conseil aux fins d'explications verbales. Il est statué hors de sa présence. Si l'agent dûment convoqué ne se présente pas, il est passé outre.

## ART. 35

Les agents appelés à faire partie du conseil de discipline ainsi que les agents traduits devant ce conseil ont droit à une indemnité de frais de voyage.

*Mariage des agents*

## ART. 36

Aucun agent du contrôle civil ne peut contracter mariage sans l'autorisation du résident général. L'infraction à cette disposition entraînera pour l'agent qui s'en sera rendu coupable la mise en retrait d'emploi ou en disponibilité.

*Permissions et congés*

## ART. 37

Les permissions et les congés sont accordés par le résident général.

Aucun agent ne peut s'absenter de sa résidence pour une cause étrangère au service dont il est chargé, ni interrompre l'exercice de ses fonctions s'il n'a préalablement obtenu une permission ou un congé.

## ART. 38

Sont considérées comme permissions les autorisations d'absence n'excédant pas huit jours.

Lorsque la durée totale des permissions accordées au cours d'une année dépassera trente jours, ces autorisations d'absence sont comptées



comme congé. N'entrent pas en ligne de compte les permissions accordées dans un intérêt de service dûment constaté par la délivrance à l'agent d'un permis de circulation gratuit.

#### ART. 39

Les absences ayant pour cause l'accomplissement d'un des devoirs imposés par la loi (périodes d'exercices militaires, comparution comme témoin devant les tribunaux, etc....) ne sont pas comptés comme congés.

#### ART. 40

En cas de maladie dûment constatée mettant un agent dans l'impossibilité absolue de continuer ses fonctions, un congé peut être accordé sans retenue pendant trois mois puis, avec une retenue de la moitié du traitement, pendant trois autres mois. Cette durée de six mois constitue le maximum des congés de maladie pouvant être accordés pendant une même année. A l'expiration de cette période si l'agent ne peut reprendre son service il est mis en disponibilité d'office. Toutefois, si l'état des crédits et la nécessité du service le permettent l'administration se réserve la faculté de prolonger la durée du congé à demi-solde en faveur des agents victimes d'un accident grave résultant notoirement de l'exercice de leurs fonctions, dans ce cas l'intégralité du traitement de l'agent peut lui être maintenue pendant une période supérieure à trois mois.

Toute demande de congé pour cause de maladie doit être appuyée d'un certificat médical circonstancié, indiquant notamment le temps présumé nécessaire pour la guérison, les énonciations de ce certificat doivent être appuyées de l'avis motivé du chef de l'agent intéressé.

#### ART. 41

Les agents dont le service est satisfaisant peuvent, si les nécessités du service le permettent, obtenir un congé d'affaires ou de repos, sans retenue, d'un mois par an ou de deux mois tous les deux ans. Le congé annuel peut être porté à deux mois si l'agent, sans être dans l'impossibilité absolue de continuer ses fonctions fournit un certificat médical constatant que cette prolongation est nécessaire à sa santé ; cette prolongation ne sera point comptée comme congé de maladie mais comme congé de repos.

A l'expiration d'un congé d'affaires ou de repos les agents ne peuvent obtenir une prolongation que si leur demande est motivée par des circonstances exceptionnelles et en subissent la retenue de la moitié du traitement : la durée totale de l'absence à solde entière ou à demi-

solde ne peut dans ce cas excéder une période de trois mois dans la même année. A l'expiration de cette période l'agent qui n'a pas rejoint son poste est privé de solde, sans préjudice des mesures disciplinaires qu'il peut encourir, si son absence n'a pas été autorisée.

Exceptionnellement les agents français des contrôles civils de Gatsa et Tozeur ont droit chaque année à deux mois de congé à solde entière ou à trois mois tous les deux ans.

Le maximum des congés s'applique à l'année grégorienne comptée du 1<sup>er</sup> décembre au 31 janvier.

En vue de tenir compte de la durée du voyage par terre et par mer, à l'aller et au retour, les congés accordés pour être passés en dehors de la régence s'accroissent des délais suivants, calculés d'après la circonscription de contrôle civil dans laquelle l'agent a sa résidence :

Tunis, Bizerte : quatre jours.

Grombalia, Sousse, Kairouan, TebourSouk, Béja, Medjez-el-Bab, Souk-el-Arba, Mactar, le Kef, Sfax : cinq jours.

Tabarca, Gabès, Thala, Gafsa, Tozeur : sept jours.

Djerba : huit jours.

*Frais de déplacement en cas de nomination, de congé  
ou de mutation du personnel*

ART. 42

Les agents du contrôle civil nommés à leur premier emploi ou changés de résidence autrement que par mesure disciplinaire ou par convenance exclusivement personnelle ont droit au remboursement de leurs débours.

Le remboursement ainsi accordé comprend :

1<sup>o</sup> Les frais de voyage par la plus économique des voies de terre et de mer, pour eux leur femme, leurs ascendants et descendants (les frères et sœurs de l'agent et ses beaux-parents sont exclus de cette faveur), vivant sous leur toit et à leur charge et, lorsque sa présence est nécessitée par des circonstances particulières (nombre ou âge des enfants, état de santé de l'agent ou de sa famille, etc....) pour un domestique les accompagnant en 3<sup>e</sup> classe. Ces contrôleurs civils, les suppléants et les stagiaires sont autorisés à voyager en 1<sup>re</sup> classe les commis et les interprètes en 2<sup>e</sup> classe, les chaouchs en 3<sup>e</sup> classe ;

2<sup>o</sup> Les frais d'hôtel exposés en cours de route jusques et y compris le lendemain de leur arrivée au poste qui leur est assigné, à charge de justification de la dépense et dans les limites suivantes :

7 francs par jour au maximum par journée de déplacement et par personne composant la famille des agents voyageant en 1<sup>re</sup> classe ;

7 francs pour ceux voyageant en 2<sup>e</sup> classe ;

3 francs pour les domestiques.

Ces frais sont réduits de moitié pour les enfants âgés de moins de douze ans.

3° Les autres frais accessoires (menus bagages, pourboires, etc.) sans justification de la dépense et moyennant une allocation forfaitaire de 15 p. 100 calculée sur le prix intégral des tarifs officiels ou usuels des transports (chemins de fer, lignes de navigation, voitures, etc.) ;

4° Les frais d'emballage et de transport du mobilier, à charge de justification de la dépense et sans que le remboursement puisse excéder huit fois, si l'agent se déplace seul, douze fois s'il se déplace avec sa famille, les 40 p. 100 du prix intégral des tarifs officiels ou usuels pour les transports par voie de terre ou les 25 p. 100 des mêmes tarifs pour les transports par voie de mer ; toutefois, lorsque le calcul ainsi opéré donne en raison du faible parcours un chiffre inférieur aux dépenses réelles, l'agent est remboursé de ses dépenses sous réserve des justifications requises et à concurrence d'un maximum de 300 francs.

#### ART. 43

Les frais de retour en France de la famille d'un agent décédé sont réglés d'après l'allocation qu'il aurait obtenue pour lui et pour les siens, déduction faite des frais personnels dudit agent.

#### ART. 44

Les agents qui au cours d'une année n'ont pris aucun congé ont droit l'année suivante et dans les conditions prévues ci-dessus (Al. 3. 1°) au passage, aux frais de l'administration, sur les bâtiments d'une compagnie subventionnée pour le parcours compris entre le port d'embarquement et Marseille.

Les agents qui, en l'espace de deux ans, n'ont pris chaque année qu'un mois de congé ont droit, la troisième année, à la même faveur.

Il n'est pas tenu compte pour l'interruption de service des permissions pour repos, affaires ou faveurs, à concurrence d'un maximum de trente jours au total pendant chacune des deux années, ni des congés accordés pour maladie, à concurrence d'un maximum d'un mois pendant la même période ; il n'est, en aucun cas, tenu compte des congés accordés pour l'accomplissement d'un devoir légal.

Le bénéfice du passage gratuit s'étend à la femme, aux ascendants, et aux enfants sans profession et non mariés, vivant sous le toit du chef de famille et qui accompagnent l'agent muni d'un congé régu-

lier. Il s'étend également à un domestique voyageant en 3<sup>e</sup> classe lorsque des circonstances particulières (nombre ou âge des enfants, état de santé de l'agent ou des membres de sa famille) nécessitent la présence d'un domestique pendant le voyage.

Sont réputés accompagner l'agent les membres de sa famille qui le précèdent ou le rejoignent au lieu où il doit profiter de son congé. Si la femme appartient elle-même à une administration publique, elle demeure régie par les règlements propres à son administration.

Lorsque la femme, les ascendants ou enfants doivent se rendre en France sans être accompagnés du chef de famille, ils peuvent obtenir le passage gratuit si l'agent se trouve lui-même en situation d'y avoir droit, mais les droits personnels de l'agent se trouvent ainsi épuisés.

Les agents qui, se trouvant dans les conditions voulues pour obtenir le passage gratuit désireraient pour des motifs de convenance personnelle, se rendre soit à Marseille par un paquebot n'appartenant pas à une compagnie subventionnée, soit vers tout autre destination par voie de mer ou de terre, seront remboursés sur état. Le remboursement est limité à l'équivalent du prix de la traversée, suivant le tarif des passagers de l'État, entre le port d'embarquement et Marseille.

#### *Logement et indemnités diverses*

##### ART. 45

Il est mis à la disposition des contrôleurs civils chefs de poste et des contrôleurs civils suppléants chefs d'annexe, un logement et des bureaux meublés par l'administration. Les pièces de réception et les chambres d'hôtes du logement doivent être laissées par le titulaire du poste partant en congé à la disposition éventuelle du gérant. Celui-ci pourra, s'il y a lieu, être autorisé par la résidence générale à en faire usage.

##### ART. 46

Les contrôleurs civils suppléants régulièrement affectés à un poste ainsi que les contrôleurs civils et contrôleurs civils suppléants détachés dans les bureaux de la résidence générale reçoivent une indemnité de logement dont le taux est fixé par un arrêté du résident général.

##### ART. 47

A chaque immeuble de l'Etat est affecté un chaouch dont le traitement est assuré par l'administration. Ce chaouch est chargé de l'entretien de l'immeuble. Le chef de poste peut l'employer à son service

personnel. En cas d'absence du chef de poste, le chaouch demeure, à moins d'avoir obtenu de la résidence générale un congé régulier, à la disposition du gérant du poste, pour l'entretien des bureaux et du logement si celui-ci est occupé par le gérant.

#### ART. 48

Les dépenses de réparations et d'entretien de l'immeuble sont à la charge de l'administration. Elles ne peuvent être engagées par le chef de poste que sur autorisation régulière de la résidence générale.

#### ART. 49

Les contrôleurs civils chefs de poste et les contrôleurs suppléants chefs d'annexes reçoivent une indemnité de frais de bureau et une indemnité de frais de représentation dont le taux est fixé par arrêté du résident général.

Lorsque l'absence du titulaire d'un poste dépasse trois mois, l'indemnité de frais de représentation est ordonnancée au profit du gérant intérimaire jusqu'au retour du titulaire.

#### ART. 50

Les contrôleurs civils suppléants chargés de la gérance intérimaire du poste auquel ils sont affectés pourront recevoir, dans la limite des crédits disponibles, une indemnité mensuelle de gérance de 100 francs à partir du deuxième mois de la gérance.

#### ART. 51

Les agents chargés d'un intérim ne dépassant pas un mois en dehors de la ville de leur résidence peuvent recevoir une indemnité journalière qui est fixée conformément au tableau ci-dessous :

	De 1 à 10 jours	De 10 jours à 1 mois
Contrôleurs civils. . . . .	9 fr.	7 fr.
Contrôleurs suppléants stagiaires. . . .	8 fr.	6 fr.
Commis rédacteurs. . . . .	6 fr.	5 fr.
Commis . . . . .	5 fr.	4 fr.
Interprètes. . . . .	4 fr.	3 fr.

Les indemnités journalières inférieures à 6 francs sont majorées de 25 p<sup>r</sup> 100 en faveur des agents mariés.



L'indemnité journalière est diminuée d'un tiers lorsque l'administration assure le logement de l'agent.

Lorsqu'un agent est chargé en dehors de sa résidence d'un intérim dépassant un mois, il peut recevoir une indemnité spéciale fixée par arrêté du résident général.

#### ART. 52

Les contrôleurs civils chefs de poste et les contrôleurs suppléants chefs d'annexe qui possèdent un cheval et en font usage pour les tournées de service ont droit à une indemnité annuelle de 800 francs mandatée trimestriellement sur production de l'état de tournée.

#### ART. 53

Les contrôleurs civils suppléants de 3<sup>e</sup> classe reçoivent au moment de leur nomination une indemnité d'entrée en campagne de 720 fr., destinée à leur faciliter l'achat de leur uniforme et de leur équipement.

Cette indemnité est également attribuée aux contrôleurs civils de 3<sup>e</sup> classe nommés dans les conditions indiquées au paragraphe 2 de l'article 16 du présent arrêté.

#### ART. 54

Ont droit à l'indemnité de résidence les agents du contrôle civil du cadre français jouissant d'un traitement inférieur à 6.000 francs, en service à Gabès, Djerba, Gafsa et Tozeur.

Les localités dotées de l'indemnité de résidence sont groupées en deux catégories comprenant : la première Gafsa et Tozeur, ; la seconde Gabès et Djerba.

L'indemnité de résidence bénéficie aux agents nommés au poste où elle est attachée, du jour de l'installation à la date de la cessation de fonctions. Elle est acquise aux agents en intérim au prorata du nombre des jours passés par l'ayant droit dans le poste en question.

Fait à Tunis, le 31 octobre 1913.

*Le Résident général,*  
ALAPETITE.

Vu et approuvé :

*Le Ministre des Affaires Etrangères,*  
S. PICHON.

## ANNEXE I

*Règlement et programme de l'Examen d'aptitude administrative  
au grade de Contrôleur civil suppléant*

## ARTICLE PREMIER

L'examen d'aptitude administrative prévu à l'article 7 de l'arrêté résidentiel du 31 octobre 1913 aura lieu à Tunis chaque année, pendant le cours du deuxième trimestre.

La date d'ouverture de chaque session sera annoncée trois mois à l'avance par un avis inséré au *Journal officiel tunisien*.

## ART. 2

Ne pourront se présenter à cet examen que les contrôleurs civils stagiaires pourvus du certificat d'arabe parlé délivré par la direction de l'enseignement.

## ART. 3

L'examen se compose d'une épreuve écrite, d'interrogations orales et d'épreuves spéciales.

L'examen écrit portera sur le paragraphe 1<sup>er</sup> du programme. La durée accordée pour cette épreuve est de quatre heures. Elle est éliminatoire, le candidat devant, pour pouvoir être admis à subir les épreuves orales, avoir obtenu un nombre de points égal au moins à la moitié du maximum.

L'examen oral comprend : 1<sup>o</sup> une interrogation orale sur les paragraphes 2, 3 et 4 du programme, chaque matière donnant lieu à une note spéciale ; 2<sup>o</sup> un exposé oral de dix minutes au maximum sur la législation tunisienne ; 3<sup>o</sup> une analyse de dossier. Pour chacune de ces deux épreuves il sera accordé au candidat une demi-heure de préparation.

Les épreuves spéciales consistent en une lecture de la carte et en un examen d'équitation.

Chaque épreuve donnera lieu à une note variant de 0 à 20 à l'exception des épreuves spéciales qui seront cotées de 0 à 10. L'épreuve écrite aura le coefficient 2. Ne pourront être admis que les candidats qui auront obtenu en tout, à l'écrit et à l'oral, un nombre de points égal ou supérieur à 80.

## ART. 4

Le jury de l'examen se compose :

- 1° D'un agent de la carrière diplomatique ou consulaire, président ;
- 2° D'un délégué du secrétariat général du gouvernement tunisien ;
- 3° D'un délégué du directeur des finances ;
- 4° D'un contrôleur civil ou contrôleur civil suppléant ;
- 5° D'un officier désigné par le résident général.

Une fois les épreuves terminées le jury établira immédiatement la liste de classement par ordre de mérite des candidats admis.

## ART. 5

Les matières du programme sont les suivantes :

- 1° Législation tunisienne ; organisation et fonctionnement du protectorat ;
- 2° Histoire de la Tunisie et notions sommaires d'histoire de l'Afrique septentrionale ; géographie générale du monde islamique et étude particulière de l'Afrique du Nord ou pays avoisinants ;
- 3° Attributions des contrôleurs civils ;
- 4° Attributions des vice-consuls de France.

\*  
\* \*

## ANNEXE II

*Règlement et programme du concours pour l'obtention  
du grade de commis rédacteur de 4<sup>e</sup> classe*

## ARTICLE PREMIER

Le concours prévu à l'article 20 de l'arrêté résidentiel du 31 octobre 1913 aura lieu chaque année, à Tunis, pendant le cours du quatrième trimestre.

La date du concours sera annoncée trois mois à l'avance par un avis inséré au *Journal officiel tunisien*.

Les candidats devront adresser leur demande à la résidence générale quinze jours au moins avant la date fixée pour les épreuves.

## ART. 2

Ne pourront se présenter à ce concours que les commis de contrôle ayant un traitement égal ou supérieur à 2.400 francs et qui compteront à la date fixée au moins trois ans de services dans le contrôle civil. Sont dispensés de la condition d'ancienneté les commis titulaires de la licence en droit.

## ART. 3

Le concours se compose d'une épreuve écrite et d'interrogations orales. La durée accordée pour l'épreuve écrite qui est éliminatoire est de trois heures. Elle portera sur la législation tunisienne. Elle donnera lieu à une note variant de 0 à 20. Seront déclarés admissibles les candidats ayant obtenu une note supérieure à 10.

L'examen oral comprend des interrogations sur chacune des trois parties du programme annexé au présent arrêté et l'analyse d'un dossier administratif. Il sera donné pour cette épreuve à chaque candidat une demi-heure de préparation.

Chaque épreuve écrite ou orale donne lieu à une note variant de 0 à 20.

L'appréciation des services de l'agent entrera en ligne de compte pour admission définitive à la suite des épreuves orales. Cette appréciation sera en conséquence représentée par une note calculée de 0 à 20 et délivrée dans la résidence générale qui viendra s'ajouter aux points obtenus dans les diverses interrogations.

Ne pourront être admis que les candidats qui auront obtenu un nombre total de points égal ou supérieur à 80.

## ART. 4

Le jury de l'examen se compose :

D'un agent de la carrière diplomatique ou consulaire, président.

De deux contrôleurs civils ou suppléants.

Une fois les épreuves orales terminées, le jury établira immédiatement la liste de classement par ordre de mérite des candidats admis.

## ART. 5

Les matières du programme sont les suivantes :

1° Notions sommaires d'histoire et de géographie de l'Afrique du Nord (Tunisie, Algérie, Maroc) Une question ;

2° Législation tunisienne : organisation administrative et judiciaire ; fonctionnement du protectorat ; attributions des contrôleurs civils. Deux questions ;

3° Etat civil : notariat ; recrutement ; nationalité, naturalisation ; élections. Deux questions.

Le certificat d'arabe parlé donnera droit à une majoration de 10 points.

### *Détail du programme*

1° Notions sommaires d'histoire et de géographie de l'Afrique du Nord (Tunisie, Algérie, Maroc) ;

2° Législation tunisienne ; pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire du bey :

Organisation et fonctionnement du protectorat ;

Résidence générale ;

Secrétariat général du gouvernement tunisien ;

Décrets, mahrouds, arrêtés ;

Caïds, khalifas, kahias, cheikhs, — leurs attributions ;

Cadis, charaa ; organisation, compétence ; notariat indigène ;

Tribunal de l'Ouzara ; tribunal de la Driba ; tribunaux régionaux, leur organisation, leur compétence ;

Organisation municipale.

Juridiction française.

Tribunal mixte. Son organisation, sa compétence, loi foncière. Immatriculation ; notions sur la législation immobilière tunisienne. Propriété ; biens melk et biens habous ; habous privés et publics. Enzel ; kirdar ; usufruit ; emphytéose ; privilèges et hypothèques.

Finances. — Direction générale et services financiers : impôts directs et indirects.

Agriculture, commerce et colonisation. — Direction générale et services qui en dépendent.

Enseignement public. — Direction générale.

Travaux publics. — Direction générale et services qui en dépendent.

Représentation de la colonie française. — Conférence facultative. — Conseil supérieur de gouvernement. — Chambres de commerce et d'agriculture. — Chambres mixtes.

Armée. — Recrutement tunisien ;

3° Attributions des contrôleurs civils et des vice-consuls de France.



Organisation du contrôle civil. — Attributions des contrôleurs civils. — Rôle général de ces agents. — Leurs rapports avec les divers services et les agents locaux de ceux-ci. — Pouvoirs administratifs des contrôleurs civils.

Fonctions notariales. — Compétence territoriale. Compétence relativement aux personnes. Conditions de validité et d'authenticité des actes. Mentions et formalités substantielles.

Expéditions, grosses, actes en minutes et actes en brevet. Registres des actes. Actes sur feuilles volantes. Notions sommaires sur les actes les plus fréquents (procurations, contrats de mariage, donations, testaments, liquidations, partages de successions, inventaires, etc.).

Etat civil français, état civil tunisien. — Compétence territoriale. Compétence relativement aux personnes.

Actes de naissance.

Actes de décès.

Actes de mariage, célébration du mariage.

Formes, dépôt, conservation des registres de l'état civil.

Légalisation.

Passeports et certificats.

Nationalité.

Naturalisation.

Rapatriement des nationaux.

Application des lois militaires.

Comptabilité et droits de chancellerie en Tunisie.

---

## QUATRIÈME PARTIE

---

# CHRONIQUE

---

### FRANCE

Voyage de S. M. le Roi d'Espagne à Paris; toasts échangés à l'issue du dîner de gala du Palais de l'Elysée par S. Exc. le Président de la République.

(7 mai 1913)

*Toast de M. le Président de la République :*

Sire,

La France, qui a gardé un reconnaissant souvenir des deux dernières visites de Votre Majesté, se rappelle avec émotion la sympathie que vous lui avez toujours témoignée.

Elle est heureuse de souhaiter de nouveau la bienvenue à un souverain qui a su la charmer par sa loyauté, sa bonne grâce et sa bravoure.

Elle salue en lui la noble nation qui a dicté à l'Histoire tant de pages glorieuses et offert au monde tant d'exemples chevaleresques.

Je me félicite particulièrement de recevoir Votre Majesté au lendemain du vote unanime par lequel les Assemblées de nos deux pays ont donné leur approbation à nos accords marocains.

Les longues et courtoises négociations qui ont abouti aux récentes conventions auraient, s'il en avait été besoin, préparé l'Espagne et la France à se mieux connaître et à s'estimer davantage.

Ce n'est pas d'hier que les deux grandes nations voisines ont compris l'étroite solidarité de leurs intérêts et les raisons permanentes de leur amitié traditionnelle. Mais, en collaborant désormais, avec une mutuelle confiance, à une œuvre de civilisation et de paix, elles verront plus clairement que jamais dans leur voisinage une leçon de la nature et dans leur parenté la loi de leurs destinées.

Je lève mon verre en l'honneur de Votre Majesté, de Sa Majesté la reine et S. A. R. le prince des Asturies.

Je bois à la prospérité et à la grandeur de l'Espagne.

### *Réponse de S. M. le Roi*

Vous venez de me souhaiter la bienvenue dans des termes qui ne font qu'augmenter l'émotion que je ressens en me retrouvant sur le sol de cette noble France qui, toujours, m'a témoigné de si vives sympathies.

Vos paroles me vont droit au cœur.

Elles toucheront profondément aussi la Reine qui regrette vivement de ne pouvoir, en ce jour, recueillir avec moi les précieuses marques d'amitié qui me sont données.

La nation espagnole sera heureuse de constater, une fois de plus, dans le chaleureux accueil qui m'est fait, les sentiments fraternels du peuple français à son égard.

Voisin jusqu'ici en Europe, nos deux pays le seront aussi désormais en Afrique et se réjouiront d'avoir — dans des accords scellés par vous — élargi la voie qui leur permettra d'affermir chaque jour davantage les nombreux liens qui les unissent et de rendre plus étroite leur collaboration à l'œuvre de paix et de progrès.

Monsieur le Président, je lève mon verre à votre santé et à celle de la France.

\*  
\* \*

### Nominations dans le Personnel du Contrôle civil français en Tunisie

Par décret en date du 24 septembre 1913 ont été nommés :

#### *Contrôleur civil de 1<sup>re</sup> classe*

M. Klepper (Georges), contrôleur civil, hors classe, de Tunisie, hors cadres.

*Contrôleur de 3<sup>e</sup> classe*

M. Cortade (Henri), administrateur de 2<sup>e</sup> classe des communes mixtes de l'Algérie, hors cadres.

*Contrôleur suppléant de 1<sup>re</sup> classe*

M. Rousseau (Georges-Ambroise-Antoine), lieutenant d'infanterie en réserve spéciale.

*Contrôleurs suppléants de 2<sup>e</sup> classe*

M. Champion (Victor-Paul) administrateur adjoint des communes mixtes de l'Algérie, hors cadres.

M. Communaux (Gabriel-Louis), contrôleur civil suppléant en Tunisie.

M. Huet (Marcel-Eugène-Gaston), administrateur adjoint de 1<sup>re</sup> classe des communes mixtes de l'Algérie, hors cadres.

M. Vautrain (Pierre), administrateur adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies.

*Contrôleur suppléant de 3<sup>e</sup> classe*

M. Durand de Villers (Edgard-Emile), administrateur adjoint de 2<sup>e</sup> classe des colonies.

■  
\* \*

**Nominations et Mutations dans le Personnel diplomatique  
et consulaire**

*(Septembre-Novembre 1913)*

Par décret en date du 6 septembre 1913, M. de La Vaissière, vice-consul de 1<sup>re</sup> classe à Santiago de Cuba, non installé, a été placé dans le cadre de la disposition.

— Par décrets en date du 24 septembre 1913 :

M. Willox, consul général en disponibilité, a été admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite.

M. Petithuguenin, interprète de 1<sup>re</sup> classe, premier interprète de la

légation de la République à Bangkok, a été mis à la disposition du gouvernement siamois et placé hors cadres.

M. Morawiecki-Moreau, consul de 2<sup>e</sup> classe, attaché au bureau du personnel, a été chargé du vice-consulat de Swansea.

M. Aymé-Martin, consul de 1<sup>re</sup> classe à Manille, a été nommé à Mexico.

M. Tinayre, consul de 2<sup>e</sup> classe à Carthagène, a été nommé à Séville.

M. Menant, consul de 2<sup>e</sup> classe à Corfou, a été nommé à Carthagène.

M. Le Mallier, consul de 2<sup>e</sup> classe, attaché à la direction des affaires administratives et techniques, a été nommé à Corfou.

M. Rabut, consul de 1<sup>re</sup> classe à Malte, a été nommé à Gibraltar.

M. Milon de Peillon, consul de 2<sup>e</sup> classe chargé du vice-consulat de Douvres, a été nommé à Malte.

M. Corbes, consul de 2<sup>e</sup> classe, attaché à la direction des affaires administratives et techniques, a été chargé du vice-consulat de Douvres.

M. Marinacce-Cavalacce, consul de 1<sup>re</sup> classe à Kharkoff, a été nommé à Valence.

M. Pigeonneau, consul de 2<sup>e</sup> classe chargé du vice-consulat de Melbourne, a été nommé à Kharkoff.

M. Homery, vice-consul de 1<sup>re</sup> classe à Saint-Jean-de-Terre-Neuve, a été nommé à Melbourne.

M. Suzor, vice-consul de 2<sup>e</sup> classe à Galveston, a été nommé à Saint-Jean-de-Terre-Neuve.

M. d'Humières, vice-consul de 2<sup>e</sup> classe chargé de la chancellerie de la légation de la République à Belgrade (non installé), a été nommé à Galveston.

— Par arrêtés en date du 24 septembre 1913 :

M. Carlier, consul de 2<sup>e</sup> classe à Uskub, a été nommé attaché à la direction des affaires administratives et techniques.

M. Malivoire Filhol de Camas, vice-consul de 2<sup>e</sup> classe, chargé de la chancellerie du consulat de Bâle, a été nommé attaché à la direction des affaires administratives et techniques.

M. de Suzzoni, vice-consul de 3<sup>e</sup> classe, faisant fonctions d'élève vice-consul au consulat du Caire, a été chargé de la chancellerie de la légation de la République à Belgrade.

— Par décret en date du 24 septembre 1913, M. André (Marius),



vice-consul de 1<sup>re</sup> classe à Durban, a été nommé au vice-consulat de Santiago de Cuba.

— Par décret en date du 24 septembre 1913, M. Louis Barthou, président du Conseil des Ministres, ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, a été chargé de l'intérim du Ministère des Affaires étrangères, en l'absence de M. Stéphen Pichon.

— Par décrets en date du 17 octobre 1913 ;

M. Riffault, ministre plénipotentiaire de 1<sup>re</sup> classe en disponibilité, a été admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite.

M. Laurent-Cochelet, consul général à Leipzig, a été nommé ministre plénipotentiaire et admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite :

— Par arrêtés en date du 24 octobre 1913 :

M. Colard, chancelier attaché au bureau du chiffre, a été nommé secrétaire archiviste à Berlin (emploi créé).

M. Noël, chancelier chargé des fonctions de commis de chancellerie à Rome, a été nommé secrétaire archiviste de l'ambassade (emploi créé).

M. Topenot, interprète chargé de la chancellerie de la légation de Bangkok, a été nommé premier interprète au même poste.

M. Malzac, drogman au consulat de Tanger, a été chargé des fonctions de premier drogman à l'agence et consulat général de Tanger (emploi créé).

M. Ballereau, drogman à la disposition du haut commissaire dans les confins marocains, a été chargé des fonctions de son grade au consulat de Tanger.

— Par décrets en date du 28 octobre 1913 :

M. Barron, consul de 1<sup>re</sup> classe à Rosario, a été nommé à La Plata (poste créé).

M. Hoff, consul de 2<sup>e</sup> classe chargé du vice-consulat de Saffi, a été nommé à Rosario.

M. Paillard, chancelier à Hongkong, a été chargé du vice-consulat de Manille (poste transformé).

— Par arrêté en date du 28 octobre 1913, M. Gayot, chancelier à Manille (emploi supprimé), a été chargé des fonctions de son grade à Hongkong.

— Par décret en date du 28 octobre 1913, M. Notton, interprète faisant fonctions d'élève interprète à Xieng-Maï, a été inscrit dans le cadre des chanceliers (pour prendre rang du 25 avril 1913), et chargé des fonctions de son grade à la légation de Bangkok.

— Par arrêtés en date du 28 octobre 1913 :

M. Salin, rédacteur à la direction politique et commerciale, a été placé dans le cadre de la disponibilité.

M. Alphan, vice-consul à Bender-Bouchir (non installé), a été nommé rédacteur à la direction administrative et technique.

M. Siegfried, secrétaire d'ambassade de 3<sup>e</sup> classe au Caire, a été nommé attaché à la direction politique et commerciale.

M. Marette de Lagarenne, secrétaire d'ambassade de 3<sup>e</sup> classe à Londres, a été chargé des fonctions de son grade au Caire.

— Par décrets en date du 30 octobre 1913 :

M. Ferté, consul de 1<sup>re</sup> classe à Alep, non installé, a été placé dans le cadre de la disposition.

M. Barré de Lancy, consul de 2<sup>e</sup> classe à Rabat, a été nommé à Alep.

M. Rais, consul de 1<sup>re</sup> classe à Trébizonde, a été nommé à Rabat.

M. Wiet, consul de 2<sup>e</sup> classe à Bagdad, a été nommé à Trébizonde.

M. Bousquet, consul général chargé du consulat de Buenos-Ayres, a été nommé ministre plénipotentiaire de 2<sup>e</sup> classe et admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite.

— Par décrets en date du 1<sup>er</sup> novembre 1913 :

M. Ganderax, ministre plénipotentiaire de 2<sup>e</sup> classe, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République à Luxembourg, a été promu à la 1<sup>re</sup> classe de son grade et placé en disponibilité.

M. Mollard, ministre plénipotentiaire de 1<sup>re</sup> classe, introducteur des ambassadeurs, chef du service du protocole, a été nommé envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République à Luxembourg.

M. William Martin, ministre plénipotentiaire de 2<sup>e</sup> classe, sous-directeur des affaires de chancellerie et du contentieux administratif, a été nommé chef du service du protocole et introducteur des ambassadeurs près le Président de la République.

M. Auzouy, conseiller d'ambassade chargé des fonctions de secrétaire à la légation de la République à Christiania, a été nommé sous-directeur des affaires de chancellerie et du contentieux administratif.

— Par décret en date du 3 novembre 1913, M. de Manneville, conseiller d'ambassade à Berlin, a été nommé ministre plénipotentiaire de 2<sup>e</sup> classe.

— Par décret en date du 3 novembre 1913, M. Laurence de Lalande, ministre plénipotentiaire de 2<sup>e</sup> classe, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République à Rio-de-Janeiro, a été admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite.

— Par décrets en date du 4 novembre 1913 :

M. Lanel, consul général de France à New-York, a été nommé ministre plénipotentiaire de 2<sup>e</sup> classe et nommé envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République à Rio-de-Janeiro.

M. Bosseront d'Anglade, consul général de France à Barcelone, a été nommé au consulat général de New-York.

M. Gaussen, consul général de France à la Canée, a été nommé au consulat général de Barcelone.

\*  
\* \*

### Exequatur

(Septembre-Novembre 1913)

L'Exequatur a été concédé à :

M. Hanus de Favreuil, consul de Panama à Lille.

M. Antonio Lobo d'Almada Negreiros, vice-consul de Portugal à Versailles.

M. M.-J. Messiah, consul de Venezuela à Nice.

M. Louis Eydoux, vice-consul de Grèce à Toulouse.

M. Walter A. Schültz, consul des Etats-Unis d'Amérique à Nantes, avec juridiction sur les départements de Loire-Inférieure, Côtes-du-Nord, Finistère, Indre-et-Loire, Maine-et-Loire, Morbihan et Vendée.

M. Gustave Corde, agent consulaire d'Autriche-Hongrie à Rouen.

M. Charles-Fernand Methlin, vice-consul de Suède au Tréport.

M. Raffaele Pompeï, consul d'Italie à Cette.

M. Henri Thillier, consul du Paraguay à Angers.

M. S. Mabit, vice-consul de la République Argentine à Pau.

\*  
\* \*

### Distinctions honorifiques

Par décret du 5 octobre 1913 ont été promus dans l'ordre national de la Légion d'honneur; au grade d'officier : M. Léon Cocagne, président de la Chambre de Commerce française de Madrid, et au grade de chevaliers : MM. Eugène Bruniquel, directeur de la Société générale des Eaux de Barcelone et Albert Geron, architecte de l'ambassade de France à Madrid.

— Par décret du 15 octobre 1913, M. Alberto Santos-Dumont a été nommé commandeur de l'ordre national de la Légion d'honneur pour services exceptionnels rendus à l'aviation.

— Par décret de même date, M. J. Cruchon-Dupeyrat, consul général, chef du bureau du Maroc au Ministère des Affaires Etrangères, a été nommé officier du même ordre.

— Par décret en date du 12 novembre 1913, M. Albert-Emmanuel Turrettini, directeur général de la Banque de Paris et des Pays-Bas, a été nommé officier de la Légion d'honneur.

M. Victor Ayguesparse, secrétaire d'ambassade de 3<sup>e</sup> classe, a été nommé chevalier du même ordre.

— Par arrêté ministériel en date du 6 septembre 1913, ont été nommés officiers de l'Instruction publique :

MM. Bertrand (Etienne), secrétaire général de la Société de bienfaisance et d'enseignement de Saint-Sébastien (Espagne).

Elizalde (Luis), architecte à Saint-Sébastien (Espagne).

Estrade (François), président du Cercle français de Saint-Sébastien (Espagne).

de Laffitte y Ruis (Gabriel-Maria), adjoint au maire de Saint-Sébastien (Espagne), avocat du consulat de France.

Lefèvre (Alphonse-Marie), président du Comité de l'alliance française à Saint-Sébastien (Espagne).

le docteur Vic (Charles), médecin à Saint-Sébastien (Espagne).

Et officiers d'Académie :

MM. Châteauvert (Georges-Alexandre-François), vice-consul chargé de la chancellerie du consulat de France à Saint-Sébastien (Espagne).

Génin (Pierre), président de la Société française de bienfaisance à Saint-Sébastien (Espagne).

Monis (Antonio-Lopez), avocat, secrétaire particulier du Ministre de l'Instruction publique du royaume d'Espagne.

## ALLEMAGNE

**Discours prononcé par M. d'Estournelles de Constant, membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, à la séance du Congrès de la Ligue d'entente internationale, à Nuremberg.**

*(7 octobre 1913)*

Français et Allemands, nous sommes acteurs et non spectateurs du drame qui se déroule en Europe ; assisterons-nous impassibles au dénouement que prépare notre mutuelle inertie ?

S'il en est ainsi, déclarons franchement notre abdication ; c'est le suicide. Sinon, sachons ce que nous voulons, de part et d'autre, et hâtons-nous d'agir. Ne nous attardons plus à examiner le régime paradoxal sous lequel nous vivons, chacun de notre côté, entassant les armements sur les armements, les charges sur les charges, dans une atmosphère saturée de soupçons, d'accusations réciproques, de surexcitations haineuses des esprits, à la merci chaque jour d'un incident, d'un coup monté.

Notre mutuel commerce est arrêté dans son élan, dans ses entreprises, dans ses projets mêmes ; l'insécurité toujours, l'hostilité aux heures de crise, pèsent sur nos deux activités ; nos concurrents seuls en profitent pour se développer à pas de géant, dans le nouveau monde et dans l'ancien, tandis que nous leur laissons le champ libre.

Voilà nos ressources nationales ainsi menacées, en ce moment même où nous devrions les multiplier pour faire face à nos dépenses nouvelles réclamées d'urgence pour notre outillage économique, nos colonies, notre expansion lointaine, nos réformes sociales, nos devoirs dans l'ordre de l'éducation, de l'assistance, de l'hygiène, du progrès sous toutes ses formes.

Ce n'est pas tout. Ce régime ne pouvant durer devient chaque jour plus intolérable, engendre un universel dégoût, un besoin irrésistible d'en finir. Nous en arriverons bientôt à n'être d'accord que pour dire : Il faut en finir ! Comment ? Par la guerre, qui serait la suprême aggravation, et parce que nous n'aurions pas eu la sagesse de chercher à temps et ensemble comment en finir par la paix.

Voilà où nous marchons, les yeux fermés. Malheur à ceux qui voient le danger s'ils se taisent ; l'histoire ne leur pardonnera pas leur défection. Nos deux pays ne peuvent pas se déclarer la guerre sans la vou-



loir. Ils ne peuvent pas désespérer de la paix après quarante années qui prouvent, au contraire, la possibilité de la paix. Ils ne peuvent pas désespérer d'un rapprochement franco-allemand sans avoir fait de part et d'autre tout ce qu'il faudrait pour le préparer.

L'expérience de ces dernières années nous offre malgré tout autre chose que des sujets de découragement : elle prouve que l'accord franco-allemand a été possible plus d'une fois. En 1905, la France était seule, en pleine transformation militaire, entre la Russie, épuisée par la guerre suivie de révolution, et l'Angleterre, à peine alors réconciliée. Quelle occasion pour l'Allemagne, si elle eût été belliqueuse ! Elle ne l'a pas saisie. L'incident de Casablanca était encore une occasion ; l'Allemagne a demandé qu'il fût réglé par l'arbitrage. Le coup d'Agadir lui-même a abouti à ce traité du 4 novembre 1912, qui fit des victimes, sans doute, parmi les deux gouvernements, mais sans coûter une goutte de sang aux deux pays.

Hier encore, que dire de ces guerres des Balkans, dont le scepticisme tire argument, alors qu'elles ont été l'occasion pour la France et l'Allemagne de coopérer pour localiser une conflagration inévitable, et qui devait gagner l'Europe entière ? Quel progrès ! Ces mêmes puissances, considérées, il y a dix ans seulement, comme le danger, sont devenues aujourd'hui une sauvegarde. L'incendie a été combattu, limité par ceux-là mêmes qu'on soupçonnait de l'entretenir ou de vouloir l'allumer. Si ces ententes franco-allemandes occasionnelles ont pu se réaliser, pourquoi une entente générale et durable serait-elle impossible, alors qu'elle s'impose au monde entier ? On m'objecte l'abîme qui sépare nos deux pays ; je ne l'ai que trop mesuré ! Il a pu faire reculer nos deux diplomaties, mais il ne peut pas empêcher nos deux peuples de se rapprocher, s'ils le veulent.

S'ils le veulent ! Tout est là !

Voulons-nous, oui ou non, Français et Allemands, en finir avec le régime actuel dont nous souffrons également ?

Le voulons-nous ? Le voulez-vous ?

Nous sommes deux peuples libres, deux démocraties, quoi qu'on en dise, sous deux gouvernements bien différents ; nous avons le droit de décider de notre avenir.

Voulons-nous, oui ou non, le rapprochement franco-allemand ? Oui ! Alors que chacun de nous cesse d'attendre toutes les concessions de l'autre !

Que chacun de nous se prépare non pas seulement à demander, mais à consentir lui-même des concessions !

Quelles concessions ? Je l'ai dit cent fois ; elles doivent se dégager non pas de l'intransigeance absolue de l'un ou de l'autre, mais du consentement éclairé et spontané de chacun des intéressés.

A cette condition, l'accord sera durable, honorable, acceptable pour tous.

En France, je suis convaincu, je sais que c'est là l'état véritable des esprits. Un effort sincère de conciliation allemande fera plus que toutes les armées du monde sur les cœurs français. Nous ne voulons ni subir ni imposer la paix ; nous répondrons avec joie à la bonne volonté par la bonne volonté. En Allemagne, examinez vos consciences, vos intérêts, votre devoir de patriotes et d'hommes libres, et cherchez toutes les concessions que vous pouvez faire avec nous pour nous rapprocher. Mais hâtons-nous ! Dans peu d'années peut-être il sera trop tard. Le régime actuel ne peut plus durer. Le moment arrive où il nous faut opter entre la révolution, l'anarchie, ou bien l'ordre, la prospérité, le progrès, en d'autres termes entre la guerre européenne ou les Etats-Unis d'Europe. Puissent nos deux grands pays remplir leur destinée, qui est d'ouvrir à tous et non de fermer le chemin du salut.

\* \*

Exposé fait au Parlement par S. Exc. le Chancelier de l'Empire  
sur la politique étrangère

(9 décembre 1913)

Les événements des Balkans ont durant ces derniers mois préoccupé la politique extérieure de l'Allemagne à tel point que je prête en parler tout d'abord. Dans l'intervalle qui s'est écoulé depuis les derniers mois, nous avons eu la seconde guerre balkanique, le traité de Bucarest et la signature de la paix entre la Turquie et ses adversaires de la première heure.

Il est bien évident que les conséquences de la révolution historique à laquelle nous avons assisté continuent de se produire. Le problème de la détermination de la frontière du nord et du sud de l'Albanie paraît, après avoir soulevé pour un temps quelques difficultés, s'approcher de sa solution.

La question du nouveau règlement de la Dette turque imposée par le partage d'une partie de la Turquie d'Europe nous intéresse plus particulièrement. Une conférence s'est réunie à Paris à cet effet pendant l'été dernier a dû s'ajourner au début de la deuxième guerre balkanique. Nous nous efforcerons en attendant la reprise de ces séances de préparer la base de la solution de ce problème par des pourparlers avec d'autres puissances, avec la France en particulier, durant ces derniers temps.

Le sort des îles de la mer Egée n'a pas encore été définitivement décidé ainsi que vous le savez. Je ne puis émettre d'hypothèse à ce sujet. La décision doit être prononcée par l'ensemble des puissances. Je crois cependant devoir exprimer l'espoir qu'on trouvera pour cette difficulté une solution satisfaisante.

Les grandes puissances sont restées groupées au cours de toutes les phases de cette crise balkanique bien que leurs intérêts aient parfois été en désaccord.

Elles pourront triompher des difficultés qui subsistent encore. En effet, depuis les premiers coups de canon dans les Balkans, cette attitude des grandes puissances, cette idée que les changements survenus dans les Balkans ne doivent pas ébranler la paix du monde, n'a rien perdu de sa force.

Elle s'est affirmée au contraire pendant ces mois de tension pénible. Toutes les grandes puissances ont augmenté le mérite de cette entente. On verra peut-être plus tard la reconnaissance qu'on doit à cette conférence de Londres, si critiquée au début d'avoir réglé les intérêts solidaires de l'Europe, de les avoir maintenus unis.

Nous continuerons à l'avenir de participer à ce travail commun des puissances dans l'esprit qui nous a inspiré jusqu'à ce jour ; dans cette œuvre, comme nous avons soutenu énergiquement et effectivement les intérêts spéciaux de nos alliés, l'Autriche-Hongrie et l'Italie. Nous avons en même temps, dans une confiante collaboration avec l'Angleterre et par l'aide de notre amitié avec la Russie, rendu des services à la paix européenne.

Ce travail nous a été facilité par l'heureuse correction de nos rapports avec la France.

Lorsque la paix de Bucarest fut signée, certaines divergences se produisirent sur la question de savoir s'il serait soumis à une revision. Nous nous sommes prononcés contre une revision. Nous avons cru pouvoir considérer ce traité comme une base qui pût servir au travail de réorganisation dans les Balkans. Cette attente ne nous a pas trompés.

Sans excès d'optimisme nous avons pu voir que la situation des Balkans va en s'améliorant sensiblement depuis la signature du traité de paix de Bucarest, traité dû à la sagesse du souverain, à la clairvoyance politique des hommes d'Etat roumains.

Je puis démentir de la façon la plus catégorique que les divergences qui ont pu se produire lorsqu'on examina la question de savoir si une telle revision était opportune, aient une influence fâcheuse sur nos rapports avec nos alliés.

Je m'appuie en parlant ainsi sur les déclarations que le comte Berchtold a faites devant les Délégations. Notre alliance est trop solidement fondée dans la communauté des intérêts vitaux des deux empires pour se ressentir de certaines divergences d'opinions sur quelques points du programme balkanique, ou l'Autriche a des intérêts plus immédiats que les nôtres. Au cours de toute la crise balkanique, l'union des trois peuples associés par la Triple-Alliance s'est affirmée avec plus de force que jamais, sans troubler d'ailleurs à aucun moment le travail commun des puissances. Quelle attitude l'Europe

compte-t-elle prendre en ce qui concerne le développement futur de la Turquie ?

Sur ce point, messieurs, nous pouvons constater l'absolue ananimité des grandes puissances. La Triple-Alliance a depuis le règlement des questions de Bosnie et de Tripoli un intérêt personnel à maintenir l'intégrité de la Turquie. L'unité profonde de la politique de la Triple-Alliance dans toutes les questions qui se rattachent, celle-ci a pu être établie au cours des conversations que nous avons eues avec le marquis de San Giuliano à Kiel en juillet dernier, à l'occasion de la rencontre des deux monarques.

Cette unité profonde de la politique de la Triple-Alliance a déjà, à l'occasion, fait sentir son effet. Notre attitude à l'égard du développement futur de la Turquie est d'accord avec celle de l'Angleterre ou des trois puissances de la Triple-Entente.

Les déclarations que sir Edward Grey a faites au Parlement anglais ont permis d'apercevoir l'uniformité qui existe entre le point de vue du cabinet anglais dans les questions d'Orient et le nôtre. Cette uniformité de points de vue porte sur le maintien des Turcs dans la Turquie et les territoires de la Turquie en Europe et en Asie-Mineure.

Le premier ministre anglais, M. Asquith, a plus tard, dans son discours de Guildhall, à Londres, le 10 novembre dernier, exprimé nettement à nouveau le vœu que l'Angleterre forme au sujet de la Turquie d'Asie. Elle entend s'efforcer de conserver sa position par des réformes intérieures sans intervention de l'Europe, mais avec l'appui des puissances intéressées au développement de l'Asie-Mineure. Ce programme s'accorde en tous points avec nos idées. De même au cours des entretiens que j'ai eus avec le premier ministre russe, M. Kokovzof, et le ministre des Affaires étrangères, M. Sazonof, lors de leur visite à Berlin, j'ai pu m'assurer que la Russie ne ferait aucune tentative d'acquisitions territoriales en Asie-Mineure et que ses efforts n'auront d'autre but que de poursuivre, en parfaite communauté d'idées avec nous, l'amélioration de la situation en Arménie. Cette amélioration qui est dans l'intérêt de la Turquie est reconnue par elle-même en principe comme une nécessité.

Enfin j'ai cru devoir également conclure du cours même des événements que la France, par suite de ses relations avec la Turquie, poursuit une politique conservatrice dans son essence.

De cette réserve générale nous pouvons espérer qu'un conflit de prestige entre les grandes puissances au sujet de la Turquie ne se produira pas de longtemps. Reste la concurrence économique particulièrement active des différentes grandes puissances en Asie-Mineure. Les grands intérêts économiques que nous pouvons réclamer comme nôtres, en Asie-Mineure, par suite de l'entreprise du chemin de fer de Bagdad, doivent attirer tout particulièrement notre attention.

Nous avons déjà, au cours de la session précédente, communiqué au Reichstag à propos des déclarations du gouvernement anglais, que nous



avons entamé des négociations avec le cabinet de Londres pour prévenir les froissements possibles sur le terrain économique et pour régler la question du chemin de fer de Bagdad, une fois pour toutes, au double point de vue politique et financier.

Enfin tout dernièrement nous sommes entrés en pourparlers avec le gouvernement français sur le désir de celui-ci pour éviter tout antagonisme des deux nations dans ces contrées où leur activité économique respective se touche. Qu'il me soit permis de remarquer à ce sujet que nos négociations avec l'Angleterre sont déjà assez avancées tandis qu'avec la France nous en sommes encore au premier stade.

Comme je vous l'ai déjà dit l'heureuse amélioration de nos rapports avec l'Angleterre nous a permis d'aborder dans un libre échange de vues la solution du problème de Bagdad.

Notre principe a été de ramener nos rapports avec l'Angleterre dans la voie normale dont ils parurent un moment s'écarter, en nous entendant sur une série de questions de détail se rapportant à notre concurrence économique ou coloniale avec l'Angleterre. En suivant l'application de ce principe, nous avons entamé de nouvelles négociations avec l'Angleterre pour prévenir certains conflits économiques possibles en Afrique.

Sans porter préjudice au droit des tiers je tiens à souligner un point : nous nous efforçons d'arriver à un accord équitable des intérêts des deux parties. Il est faux de dire que l'Allemagne devrait seule pratiquer dans cette affaire le principe de la renonciation. Mais il est également faux de parler comme on l'a fait de concessions en Asie-Mineure faites en échange d'avantage dans l'Afrique centrale ou inversement.

Je ne veux pas parler plus explicitement aujourd'hui que les négociations ne sont pas terminées. J'ajouterai pourtant que j'ai toutes raisons de croire que la fin des négociations sera considérée en Allemagne et en Angleterre comme une solution acceptable des difficultés possibles.

J'espère que la correction qui caractérise nos relations actuelles avec le gouvernement anglais gagnera alors dans les deux pays les milieux qui parlent pour le moment avec assez de scepticisme du rapprochement des deux pays.

Laissons passer en paix et continuons l'action avec confiance sur les bases du présent.

Je vous ai signalé les points les plus importants de notre politique étrangère. Je comprends que plus d'un parmi vous ait voulu que je m'exprime plus longuement. Je ne puis satisfaire à ce désir, lorsqu'il s'agit de questions internationales intéressant plusieurs puissances à la fois. D'ailleurs, notre politique est claire et nette ; la protection de nos intérêts et le maintien de nos relations avec nos alliés sont des formules d'un dessein si clair que nous ne pouvions en suivre une autre.



De plus la politique que nous suivons est, à mon avis, en accord avec les grands principes que doit diriger toute politique étrangère.

Notre position au cœur même de l'Europe continentale nous conduira toujours à appuyer de toute la force politique et morale de notre pays au maintien intégral de notre puissance ; mais le même effort demande une plus grande expansion sur le terrain économique de chaque puissance.

Cette tâche est lourde en raison du but poursuivi alors même que ce but ne pourra être atteint qu'après de longs et patients efforts.

---

## AUTRICHE-HONGRIE

Allocution prononcée par S. M. l'Empereur et Roi au cours de la réception, à Vienne, des Délégations austro-hongroises

(19 novembre 1913)

C'est avec de chaleureux remerciements et avec une sincère satisfaction, que j'accueille l'assurance de dévouement fidèle que vous venez de m'adresser.

Les complications dont le commencement attira votre attention, lors de la dernière session des Délégations, se sont terminées avec la fin de la seconde guerre balkanique.

Durant la crise, les efforts de mon gouvernement se sont employés à préserver les intérêts politiques et économiques de la monarchie de tout préjudice, et à consolider dans la plus grande mesure possible notre situation en Orient.

Par suite de la grande importance que l'Adriatique, unique débouché de notre commerce maritime, revêt pour la monarchie, mon gouvernement s'est préoccupé particulièrement de la solution de la question albanaise.

En plein accord avec le gouvernement italien, notre allié, nous avons suggéré à la Conférence des ambassadeurs, à Londres, la création d'une principauté indépendante de l'Albanie, et nous avons pu obtenir le consentement et l'appui des puissances pour faire prévaloir notre point de vue.

Nos relations avec toutes les puissances n'ont pas cessé d'être ami-

cales, et dans une période difficile, l'alliance qui nous unit avec l'Allemagne et l'Italie, pour le salut de nos peuples, s'est révélée, à nouveau, comme une vigoureuse protectrice de la paix européenne.

La récente visite de l'empereur Guillaume à Vienne, visite qui me causa une si grande joie, offre un nouveau témoignage de l'union et de l'étroite amitié qui existe entre l'empire allemand et nous.

Le budget ordinaire de l'administration de la guerre se tient dans un cadre normal. Les préparatifs faits l'hiver dernier, pour mettre notre armée sur le pied de guerre, ont occasionné des dépenses considérables. Ces dépenses vous seront soumises en qualité de dépenses supplémentaires, dont je recommande la prise en considération à votre esprit de sacrifice éprouvé.

Mes forces militaires ont, avec le plus grand dévouement, accompli, à mon entière satisfaction, dans des circonstances difficiles, la tâche des plus pénibles qui leur a été imposée par les événements sérieux des Balkans.

S'appuyant sur la valeur et les capacités éprouvées de notre armée, de notre marine de guerre et des deux landwehrs, mon gouvernement a réussi à atteindre par des moyens pacifiques le but qu'il poursuivait.

Malgré les événements belliqueux, qui se sont déroulés dans les Etats voisins, le développement intellectuel et économique de la Bosnie-Herzégovine n'a subi aucune altération.

Le vote par la Diète de Bosnie-Herzégovine de la loi relative à la construction de chemins de fer, loi destinée à procurer aux deux pays des communications rendues indispensables par des raisons politiques et économiques, est une preuve que les représentants du peuple savent interpréter avec une haute intelligence les grands intérêts de la monarchie.

Je compte sur votre clairvoyance et votre zèle patriotique pour l'accomplissement de votre tâche et je vous adresse une cordiale bienvenue.

\*  
\* \*

Exposé de la politique étrangère de l'Empire fait à la Commission des Affaires étrangères des Délégations austro-hongroises par S. Exc. le Comte Berchtold, ministre des Affaires Etrangères.

*(19 novembre 1913)*

Notre monarchie s'en tenait depuis de longues années à la formule traditionnelle du maintien le plus prolongé possible de l'état de choses

existant et à la formule passée en axiome qui tendait à ne pas empêcher le développement des Etats balkaniques.

Cette orientation répondait autant à notre amitié traditionnelle envers la Turquie qu'à l'intérêt sympathique que nous inspiraient les Etats balkaniques chrétiens. Et ce fut en application de cette profession de foi politique que, dans notre dernier exposé, fut exprimée l'idée que nous étions prêts à tenir compte le plus possible de la nouvelle situation créée par la victoire des Etats balkaniques.

Nous étions d'autant plus déterminés à cette solution que la monarchie a considéré son extension territoriale dans les Balkans comme achevée par l'acquisition de la Bosnie-Herzégovine et qu'un abandon de ce point de vue, nettement précisé par mon prédécesseur, n'aurait répondu ni à nos intérêts bien compris ni au principe de continuité auquel je me suis toujours attaché.

Notre attitude bienveillante à l'égard des Etats balkaniques victorieux ne pouvait pas, cependant, cela va sans dire, signifier que nous renoncions à faire valoir certains intérêts spéciaux de la monarchie ; et c'est pourquoi il nous était impossible d'accepter la formule de désintéressement proposée ce jour-là.

Ces intérêts spéciaux peuvent se résumer dans la création d'une Albanie autonome, dans l'empêchement d'un déplacement de forces dans l'Adriatique, et dans la création de conditions de stabilité dans la péninsule balkanique par des moyens autant que possible pacifiques. L'objet de nos soins et de notre action diplomatique était donc désormais de faire triompher ces intérêts spéciaux.

Nous n'avons pas manqué d'informer d'une façon régulière les grandes puissances et les Etats balkaniques intéressés de notre manière de voir et d'établir, en même temps, le principe que, sans vouloir empêcher les opérations de guerre, nous entendions que nos revendications fussent respectées de la part des alliés après la cessation des hostilités.

L'attitude inamicale qui fut opposée en maints endroits, dans les Balkans et ailleurs, à nos exigences, bien que celles-ci n'aient pas dépassé le cadre de nos intérêts légitimes, a fait craindre un moment que l'entente entre les grandes puissances ne fût troublée et qu'un arrangement pacifique devient impossible. C'est cette crainte qui déterminait le Cabinet de Londres à proposer la réunion d'une Conférence des ambassadeurs.

Sous la réserve expresse que la création d'un Etat autonome albanais ne serait pas mise en question et qu'on n'attribuerait à la Serbie qu'un accès à l'Adriatique exclusivement commercial, nous nous sommes déclarés prêts à prendre part à la Conférence des ambassadeurs ; nous étions convaincus de pouvoir ainsi, d'une part, assurer le succès de la plus essentielle de nos revendications vis-à-vis des grandes puissances et, d'autre part, de contribuer au dénouement pacifique des problèmes non encore résolus.

Effectivement, dans la première séance de cette Conférence, le 17 décembre 1912, fut déclarée, conformément à nos désirs, l'autonomie de l'Albanie, ainsi que l'accès commercial de l'Adriatique pour la Serbie.

Le ministre de Serbie à Londres fut informé de cette décision de la Conférence par le gouvernement anglais.

Dès le début de la Conférence, nous ne nous sommes fait aucune illusion, car nous savions que les ambassadeurs entreprenaient une tâche extrêmement délicate et difficile et que le règlement des questions qui leur étaient soumises, malgré toute leur prudence et toute leur habileté, malgré aussi toute l'énergie et la prévoyance du secrétaire d'Etat anglais qui dirigeait les travaux et pour l'Europe entière ne saurait trouver que des paroles de remerciement et de reconnaissance, exigerait un travail diplomatique long, actif et pénible.

La délimitation de l'Albanie d'une manière à rendre possible la viabilité de ce nouvel état, l'évacuation des territoires albanais occupés par les alliés, la création d'un statut albanais, l'attribution des îles de la mer Egée, toutes ces questions touchaient les intérêts européens et ce ne pouvait être une tâche facile que d'aplanir leur conflit.

La mobilisation partielle de l'armée autrichienne, dont la note à payer a été soumise hier aux Délégations comme annexe au budget, n'a été qu'une précaution défensive, en raison des mesures prises par la Russie et de l'attitude de la Serbie.

A cette époque précisément, la tension en Europe n'avait pas encore diminué malgré les batailles décisives de Kirk-Kilissé et de Lule Bourgas ; les mesures militaires extraordinaires prises par la Russie dans ses provinces occidentales provoquaient de l'inquiétude, tandis que la Bulgarie continuait d'observer une attitude de plus en plus conciliante envers les exigences de la Roumanie relativement aux compensations territoriales ; tous ces faits fournissaient de nouvelles matières à conflit en Orient. C'est pour cette raison que la collaboration de tous les diplomates à une Conférence était un moyen d'assurer le contact constant entre les puissances et par cela même de garantir, bien que d'une façon non absolue pourtant, le maintien de la paix.

C'est pourquoi, malgré tous les retards énervants, mais rendus inévitables par le caractère même de la réunion, nous avons persévéré dans cette entreprise ; c'est pour cette raison aussi que nous nous sommes décidés à maintes concessions, qu'il ne nous a pas toujours été facile d'accorder, bien qu'elles eussent toujours été échangées contre des compensations convenables.

Le chemin laborieux que nous avons suivi sous la pression de ces conditions extraordinaires, nous a pourtant conduit au but désiré.

Nous avons exécuté la partie la plus essentielle de notre programme et sauvé la paix de notre monarchie. Il est vrai que pour sauvegarder nos intérêts en présence de l'attitude hostile observée par nos voisins du Sud contre nos revendications, il est devenu nécessaire pour



nous de faire des préparatifs militaires assez étendus, préparatifs que nous pouvions d'autant moins éviter qu'il nous était impossible de savoir, tout d'abord, si cette disposition hostile ne finirait pas par prendre une forme concrète.

Nous devons, en effet, nous rappeler qu'au temps de la Bosnie-Herzégovine, la Serbie, seule et sans être soutenue par une grande puissance, avait fait contre nous des préparatifs de guerre. Nous avions sur nos frontières les armées victorieuses et sur pied de guerre d'Etats qui croyaient pouvoir compter, en outre, sur l'entier concours politique et militaire d'un puissant groupement européen.

Nous avons dû nous décider à prendre des précautions militaires sur notre frontière du Nord-Est. Ces mesures, provoquées par le maintien sous les drapeaux d'une classe de réservistes en Russie, étaient nécessitées par l'insuffisance des troupes de couverture à notre frontière ; mais elles n'étaient nullement justifiées par le caractère parfaitement correct et amical de nos relations avec l'empire russe. Un échange de vues à ce sujet, dû à l'initiative généreuse des deux monarques, réussit à amener l'abandon de ces mesures avant que la crise ne se fût trop prolongée.

Les combats entre Serbes et Albanais qui se sont produits tout récemment et qui ont fait de très nombreuses victimes, laissant derrière eux de profondes rancœurs, viennent à l'appui de notre thèse.

Les empiètements commis à cette occasion par les Serbes sur le territoire albanais, empiètements qui semblaient dénoter un dessein de s'approprier, par le procédé du fait accompli, de nouveaux points de la frontière déjà défavorable pour l'Albanie, nous ont déterminé à demander à Belgrade, d'abord d'une façon amicale, puis en termes plus catégoriques, l'évacuation des territoires occupés contrairement au droit reconnu. Nous nous y sommes décidés parce que, d'un côté, le procédé de la Serbie menaçait dans son existence le nouvel Etat albanais, et que, d'un autre côté, il n'était pas compatible avec le prestige de la monarchie de tolérer, tout près de sa frontière, des changements à la décision prise par les puissances avec sa collaboration.

Le gouvernement serbe, comprenant que son point de vue n'était pas défendable, nous a donné prudemment satisfaction, ce qui a écarté le péril de complications que nous ne désirions certainement pas.

Les rapports entre les grandes puissances ont révélé pendant la crise passée une cohésion imprévue. Cette force de résistance doit être attribuée pour une assez grande part à l'équilibre des forces existant en Europe, équilibre qui n'a pas été ébranlé par les événements des Balkans. Grâce au besoin général de paix et à l'absence de conflit entre les intérêts vraiment vitaux, la solidité des groupements européens a pu être éprouvée, sans amener de danger de conflagration. Cette solidité s'est particulièrement manifestée dans l'appui constant, énergique et loyal que nos alliés éprouvés, l'Allemagne et l'Italie, nous ont prêté pendant la crise.

La Triplice, qui a pu être renouvelée le 7 décembre de l'année der-



nière, longtemps avant d'être arrivée à son terme puisqu'elle devait n'expirer qu'au cours de l'année prochaine, a donné depuis des preuves de sa force inébranlable et de sa structure solide. L'Italie étant intéressée plus directement dans certaines questions balkaniques, nous étions tombés complètement d'accord sur la façon dont deux puissances alliées pouvaient agir et l'exécution solidaire de notre programme n'a fait qu'augmenter l'intimité de nos relations réciproques.

L'empire allemand n'est pas, il est vrai, intéressé directement dans ces questions, mais il a donné, à nouveau, la preuve que, le cas échéant, nous pouvions absolument compter sur sa fidélité d'allié.

L'amélioration heureuse des rapports anglo-allemands a été très profitable également à la monarchie. La politique étrangère anglaise, poursuivie avec un objectif rigoureux, a sensiblement contribué à ce que les nombreuses difficultés sur la situation pussent être écartées sans produire de sérieux mécontentements de la part des puissances intéressées.

J'ai eu déjà l'occasion de signaler que nos rapports avec l'empire russe sont restés corrects et amicaux pendant toute la durée de la crise. L'évolution de la situation dans les Balkans a écarté bien des motifs de malentendus entre les deux puissances voisines et a non seulement diminué les occasions de froissement entre elles, mais aussi a produit sous beaucoup de rapports une heureuse harmonie de conceptions et d'intérêts qui ne peut qu'avoir une excellente influence sur le développement de nos relations.

Comme vous le savez, il n'y a pas d'intérêts appréciables qui nous séparent de la France. Si, de temps en temps, des voix peu amicales pour nous se font entendre dans la République, on ne peut guère en trouver l'explication; heureusement, nous n'avons pas lieu de croire que ces manifestations reflètent l'opinion des sphères compétentes.

Il a déjà été mentionné que l'occasion fut offerte à la Roumanie, dont les désirs justifiés ont été soutenus dès le début de la crise balkanique avec énergie par l'Autriche-Hongrie, dans la guerre serbo-bulgare, de réaliser complètement son programme.

Nous accompagnons ce royaume lié avec nous par une amitié intime, aussi bien dans l'avenir que dans le passé, de nos plus chaleureuses sympathies.

Quant à nos rapports avec les Etats balkaniques, nous voulons nous appliquer à entretenir avec tous des relations amicales et nous efforcer de tenir compte autant que possible de leurs besoins économiques.

Nous pouvons exprimer l'espoir que, après les changements survenus dans les Balkans, s'ouvrira pour nous une ère nouvelle dans nos rapports avec ces Etats, une ère de relations économiques plus étroites et plus vives, et de rapports pleins de confiance.

Nous nous efforcerons de mener à bien cette tâche. Si nous nous

fortifions sans cesse au point de vue politique, *si nous nous tenons prêts au point de vue militaire* et si nous ne nous abandonnons pas à l'illusion qu'une coopération harmonieuse et dévouée peut, à elle seule nous donner force et prestige, et à l'heure du danger sécurité et confiance en nous, alors nous pourrons profiter pleinement des bienfaits de la paix pour notre développement économique et intellectuel et réparer les dommages économiques qui furent la conséquence naturelle des grands événements historiques qui se sont déroulés sur nos frontières.

## ESPAGNE

Visite de S. Exc. M. le Président de la République française  
à la Cour d'Espagne

*Télégrammes échangés entre S. M. le Roi et M. Raymond Poincaré  
au moment de l'entrée en Espagne du Président de la République*

(6 octobre 1913)

A Son Excellence Monsieur Poincaré.  
Président de la République française,

Au moment de votre arrivée en Espagne, c'est avec un vrai plaisir que je m'empresse de vous souhaiter la bienvenue très cordiale en vous réitérant mes sentiments d'amitié sincère et de vive sympathie pour la France, qui sont heureusement partagés et de tout cœur par mon peuple. Je forme les meilleurs vœux pour que les souvenirs de votre séjour parmi nous soient les plus agréables.

ALFONSO R.

\*  
\* \*

A Sa Majesté le Roi Alphonse XIII, Madrid.

Je remercie Votre Majesté de ses aimables souhaits de bienvenue. Je viens déjà d'éprouver, en entrant en Espagne, la sincérité des senti-

ments du peuple espagnol pour la France. Je tiens à vous exprimer à mon tour tous les vœux de mon pays pour Votre Majesté et pour sa noble nation.

R. POINCARÉ.

\*  
\* \*

*Toasts échangés au diner de gala offert au Président par S. M. le Roi  
au Palais-Royal de Madrid*

*(7 octobre 1913)*

*Toast de S. M. Alphonse XIII*

Monsieur le Président de la République,

Je suis heureux de vous témoigner toute la joie que je ressens dans cette occasion où j'ai l'honneur de vous exprimer la reconnaissance émue que je garde de mes séjours en France.

Je vous prie de voir dans l'accueil enthousiaste que la ville de Madrid vient de vous faire une manifestation éloquente et sincère des sympathies du peuple espagnol à votre égard et à celui de votre patrie. Il a salué en vous, en même temps que la droiture et les qualités éminentes de l'homme, le passé splendide et le présent glorieux de la nation voisine et amie.

A l'heure où l'Espagne et la France s'emploient à une tâche commune de civilisation au delà du détroit, elles trouvent que leur accord est déjà fait dans les esprits et dans les cœurs, et les nobles efforts pour harmoniser les énergies des deux nations sont aussi bien l'élan des âmes que l'effet d'un besoin irrésistible de logique qui mène à assurer la solidarité de nos intérêts dans une collaboration féconde.

Le souvenir de votre visite ne s'effacera pas de ma mémoire, car j'y découvre un gage précieux pour un avenir d'intimité et de bonne entente de plus en plus cordiale entre l'Espagne et la France, à laquelle j'adresse ici mon salut d'amitié et de profonde admiration.

Je vous souhaite la bienvenue et je lève mon verre en votre honneur.

Je bois à la prospérité de la France.

\*  
\* \*

*Toast de S. Exc. M. Raymond Poincaré*

Sire,

Je suis profondément ému de l'accueil que me fait aujourd'hui Votre Majesté et de la chaleureuse sympathie que le noble peuple d'Espagne témoigne au représentant de la France.

Chaque fois que Votre Majesté a bien voulu venir dans mon pays, et notamment en ces derniers mois, lorsqu'elle a eu l'amabilité de me rendre visite à Paris, mes compatriotes lui ont laissé voir, par leurs acclamations unanimes, la vivacité des sentiments que leur ont inspirés sa bonne grâce, sa bravoure et sa loyauté chevaleresque.

Ils ont reconnu en Votre Majesté un ami de tous les instants et satisfaits de savoir écartées par le traité récent, toutes causes de malentendus entre les deux nations, ils se sont empressés de céder, sans arrière-pensée, à leurs penchants naturels, de montrer la grande admiration qu'ils ont pour la vaillante et glorieuse Espagne, et de proclamer leur volonté très réfléchie de resserrer entre elle et la France les liens d'une amitié traditionnelle.

La population espagnole me prouve à son tour par d'émouvantes manifestations qu'elle est entraînée par le même élan du cœur et par la force souveraine de l'intérêt commun.

La clairvoyance de l'opinion publique a rendu facile la tâche des gouvernements. Tout nous permet maintenant d'envisager avec confiance l'avenir de bonne entente et d'intimité dont parle Votre Majesté : nos affinités héréditaires, l'identité de notre civilisation et de notre culture, la parenté de nos belles langues latines, la solidarité de nos entreprises africaines, le besoin de développer nos relations économiques, notre égal attachement à la paix universelle.

Ce sera pour moi une joie et un honneur si ma visite peut contribuer à rendre l'union des deux peuples plus étroite encore et plus féconde.

Je lève mon verre en l'honneur de Votre Majesté, de Sa Majesté la Reine, de Sa Majesté la Reine Marie-Christine, de S. A. R. le Prince des Asturies et de la famille royale.

Je bois à la grandeur et à la prospérité de l'Espagne.

*Discours prononcé par M. Raymond Poincaré au cours de la réception  
de la colonie française à l'ambassade de France*

*(7 octobre 1913)*

Monsieur le Président de la Chambre de commerce française,  
Monsieur le Président de la Société française de bienfaisance,  
d'assistance mutuelle et d'enseignement,  
Messieurs et chers Compatriotes,

Dans cette maison qui est la vôtre, puisqu'elle est celle de la France, j'ai grand plaisir à rencontrer, dès mon arrivée à Madrid, votre belle et florissante colonie.

Industriels, commerçants, agriculteurs, représentants de grands établissements de crédit, les Français qui vivent en Espagne et qui y exercent des professions si variées, font honneur à notre race, à son esprit d'initiative, à la diversité de ses aptitudes et à son énergie.

Nous nous calomnions nous-mêmes lorsque nous nous jugeons moins capables que nos rivaux de porter hors de nos frontières un peu de notre force productive et de notre valeur économique. Un peuple qui se replierait sur lui-même et qui restreindrait à son propre territoire le champ de son activité serait sûr, aujourd'hui, d'être rapidement écrasé dans la concurrence universelle.

La France comprend qu'elle a de plus en plus intérêt à se montrer, avec toutes ses richesses nationales, sur les grands marchés étrangers. Vous êtes de ceux qui lui ouvrent une des fenêtres du monde et vous méritez d'en être chaudement félicités.

En développant nos relations commerciales avec un pays ami, vous ne contribuez pas seulement à la fortune des deux nations voisines, si bien faites pour s'entendre et pour associer leurs forces de travail. Vous réalisez, en même temps, une œuvre, encore plus féconde, d'union intellectuelle et morale.

Aux heures mêmes où des malentendus fugitifs ont pu voiler momentanément les véritables sentiments des deux peuples, vous avez été, vis-à-vis de la France, les témoins des nobles vertus espagnoles et, vis-à-vis de l'Espagne, les garants de l'âme française. Vous avez travaillé à établir, sur des fondements inébranlables, une amitié commandée par la nature des choses et préparée, avec vous, par tous ceux, Français ou Espagnols, qui avaient un peu d'avenir dans l'esprit.

Vous avez le droit aujourd'hui d'éprouver quelque fierté et de vous dire que vous avez rendu service, tout à la fois, à la patrie dont vous



êtes temporairement éloignés et au pays dont vous goûtez la cordiale hospitalité.

Soyez remerciés, Messieurs, pour votre action bienfaisante et recevez tous mes vœux de bonheur.

\* \* \*

*Toasts prononcés au banquet offert à S. M. le Roi d'Espagne par S. Exc. M. Raymond Poincaré à bord du « Diderot » en rade de Carthagène, le vendredi 10 octobre 1913.*

#### *Toast du Président*

Sire,

Je ne veux pas m'éloigner des rives espagnoles sans redire à Votre Majesté quel souvenir ému et reconnaissant j'emporterai de mon séjour à Madrid, à Tolède et à Carthagène.

Dans le cadre merveilleux des têtes qui m'ont été offertes, j'ai vu passer devant mes yeux l'illustre histoire de l'Espagne, le long cortège de ses gloires et toutes les forcés vives d'un présent plein d'espérances.

J'ai admiré, sur terre, la tenue martiale de sa belle armée et je me réjouis d'avoir, dans cette rade magnifique, salué les braves officiers et les valeureux équipages de la marine espagnole.

Je suis très reconnaissant à S. M. le Roi George d'avoir envoyé en vue de Carthagène le cuirassé *Invincible*. Les officiers et les marins français sont heureux aujourd'hui de fraterniser avec leurs camarades espagnols et anglais.

Sur cette Méditerranée dont les flots nous entourent et qui a été le berceau des civilisations latines, l'Espagne et la France comprennent mieux encore, s'il est possible, la communauté de leurs intérêts permanents et les précieux avantages de leur union pacifique.

Je lève une fois encore mon verre en l'honneur de Votre Majesté. Je bois à l'armée et à la marine espagnoles. Je bois à la généreuse nation qui a offert au premier magistrat de la France une inoubliable hospitalité.

#### *Réponse de S. M. le Roi*

Monsieur le Président,

Vos éloquentes paroles ont trouvé le chemin de mon cœur et je vous en remercie comme officier et chef des armées de terre et de mer

de l'Espagne dont vous venez de parler en des termes si flatteurs et si touchants.

L'œuvre, non pas de conquête mais de civilisation et de paix, à laquelle les soldats et les marins espagnols, ainsi que leurs frères d'armes français consacrent leurs efforts au delà du détroit, sur cette terre d'Afrique souvent arrosée de leur sang généreux, servira, j'en suis sûr, à resserrer chaque jour davantage les liens qui doivent unir deux peuples partout voisins et à rendre plus intime et plus féconde une entente déjà cordiale.

Nous ne pouvons pas oublier notre berceau commun et nos intérêts permanents que les flots de la Méditerranée, qui nous entourent aujourd'hui, nous rappellent sans cesse.

Je suis très reconnaissant à Sa Majesté britannique le Roi George V d'avoir envoyé le cuirassé *Invincible* à Carthagène, où j'ai reçu, il y a six ans, la visite du Roi Edouard VII, de glorieuse mémoire.

Je lève encore une fois mon verre en votre honneur, Monsieur le Président. Je bois à l'armée et à la marine françaises dont vous avez bien le droit d'être très fier ; je bois à la grande nation voisine et amie.

\* \*

*Télégramme d'adieu adressé à S. M. le Roi par M. Raymond Poincaré  
à bord du « Diderot »*

(10 octobre 1913)

A S. M. le Roi Alphonse XIII à bord du cuirassé *Espana*.  
en rade de Carthagène,

Au moment où l'escadre française quitte les eaux espagnoles, je tiens à exprimer de nouveau toute ma gratitude à Votre Majesté et à Sa Majesté la Reine, ainsi qu'à la généreuse nation espagnole pour l'accueil si sincère, si amical que j'ai reçu pendant mon séjour et pour les sentiments si cordiaux qui ont été témoignés à mon pays. Je prie Votre Majesté d'agréer pour elle et pour S. M. la Reine et pour l'Espagne les vœux les plus chaleureux de la France.

POINCARÉ.

\* \*

*Réponse de S. M. Alphonse XIII*

Au nom de l'Espagne, de la Reine et en mon nom, je vous remercie très sincèrement de votre aimable télégramme. Moi aussi, je forme

les vœux les plus chaleureux pour la grandeur et la prospérité de la France, ainsi que pour votre bonheur et celui de Madame Poincaré. Je vous souhaite un heureux voyage.

ALFONSO.

■  
\* \*

*Télégramme adressé par S. M. le Roi et S. Exc. le Président de la République française à S. M. le Roi George V, au cours de la visite de « l'Invincible » envoyé spécialement en rade de Carthagène pour saluer les deux Chefs d'État.*

A Sa Majesté George V, Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des territoires britanniques au-delà des mers, Empereur des Indes, Londres.

Nous nous unissons pour remercier Votre Majesté d'avoir envoyé l'*Invincible* dans les eaux de Carthagène. Nous avons été très heureux de visiter ensemble ce beau cuirassé. Nous prions Votre Majesté de recevoir la nouvelle assurance de notre cordiale amitié.

ALFONSO, R. POINCARÉ.

---

## GRANDE-BRETAGNE

Extrait du discours prononcé à Newcastle par Sir Edward Grey,  
Secrétaire d'État aux Affaires Etrangères

(7 novembre 1913)

.... Avec les autres grandes puissances, nous aurons eu pour but d'empêcher la guerre balkanique de s'étendre. Il n'était au pouvoir de nul d'entre nous de l'arrêter, mais nous pouvions arrêter sa propagation et nous l'avons arrêtée.

Beaucoup d'ennuis attendent encore les Ministres des Affaires étrangères européens ; il s'agit, en effet, de préciser dans le détail le règlement de comptes en cours et les décisions sur lesquelles on s'est mis d'accord au cours des dernières années.

Cependant, je crois pouvoir dire que les chancelleries sont au bout de leurs soucis. J'entends par là qu'en dépit des détails ennuyeux qu'elles ont à régler, des détails parfaitement susceptibles de leur causer quelque tourment et quelque lassitude; ces ennuis ne sont pas tels qu'ils puissent s'imposer à l'attention immédiate des départements militaires ou inspirer de l'inquiétude ou de l'appréhension aux diverses nations. Nous sommes entrés dans une période plus calme.

La politique étrangère n'est pas susceptible de grands succès et de grands exploits. D'abord, tout succès diplomatique doit être payé tôt ou tard ; plus on en fait ressortir l'importance et plus élevé est le prix que l'on doit acquitter. Ensuite, les événements extérieurs ne sont pas entièrement à portée de la main de celui qui les traite. Dans les grandes affaires, on ne peut agir seul ; il faut coopérer avec les autres.

Quand nous rencontrons à l'étranger une situation désagréable, hier en Chine, au Mexique aujourd'hui, nous pouvons dire : Nous allons prendre l'affaire en mains et nous allons essayer de la dénouer heureusement. Non, les événements nous échappent.

La politique étrangère demande bien moins des coups hardis et des tentatives brusques, qu'un long pilotage attentif.

Les devoirs du Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères se décomposent ainsi :

Il doit surveiller les combinaisons politiques qui peuvent affecter l'empire dans sa sécurité, qui peuvent menacer ses voies de communication.

Il doit faire échec à la tendance qui nous porte à nous agrandir territorialement. Nous sommes à une époque où ajouter à notre empire serait en diminuer la force.

Il doit encourager le commerce et pour cela autant qu'il est humainement possible écarter, non seulement la guerre, mais encore les inquiétudes qu'inspirent les chances de guerre.

Enfin, il doit faire ce qu'il peut pour servir les causes humanitaires chères à ce pays. Le Secrétaire d'Etat ne doit négliger aucun de ces objets, aucun des divers courants de l'opinion publique qui se porte tantôt vers l'un tantôt vers l'autre de ces buts : il faut que le Secrétaire d'Etat porte sans cesse son regard sur l'ensemble.

---

## GRÈCE

Discours lu par S. M. le Roi à l'ouverture  
de la session parlementaire

(13 novembre 1913)

Gloire et louange au Très Haut qui a béni nos luttes pour la libération de nos frères non rachetés et pour la constitution d'une plus grande Grèce embrassant presque tous les pays où domine l'hellénisme

Pieusement, ma pensée se porte vers tous ceux qui, depuis l'inoublable roi, mon père, jusqu'au plus humble soldat, ont versé avec empressement leur sang pour le succès de cette œuvre grandiose et immortelle.

Je proclame ma reconnaissance envers mes armées de terre et de mer, c'est-à-dire envers la nation en armes qui a, par son héroïsme, par ses glorieux exploits, ajouté une page éclatante à l'histoire de la nation. J'adresse mes remerciements à tous ceux qui, d'une façon quelconque, soutinrent notre lutte nationale, à ceux dont le concours a soulagé les souffrances causées par la guerre.

La guerre libératrice des peuples balkaniques ne put pas, malheureusement, se terminer par un partage pacifique. Un des alliés prétendit s'approprier la majeure partie des fruits de la victoire commune et prendre vis-à-vis des autres peuples balkaniques une situation tellement prépondérante que leur libre évolution fut menacée dans l'avenir.

Mon gouvernement tenta tous les moyens possibles pour prévenir un conflit entre les alliés, pour assurer le partage par une entente entre ceux-ci, et, finalement, par un arbitrage ; mais il ne négligea rien non plus pour mettre diplomatiquement et militairement le pays en situation d'affronter une nouvelle guerre.

Notre collaboration intime avec les Etats non alliés, la Serbie et le Monténégro, et la coopération de la Roumanie aboutirent à imposer le traité de Bucarest. Ce traité établissant l'équilibre réel dans la Péninsule balkanique en constitue la charte. Il a assuré le développement pacifique de ses peuples par la collaboration sincère des Etats qui contribuèrent à sa conclusion.

Les nouvelles frontières de la plus grande Grèce ne sont pas encore définitivement tracées sur toute leur étendue. Le traité de Londres, qui sera prochainement, je l'espère, corroboré par le traité d'Athènes,



confia aux grandes puissances la délimitation des frontières méridionales du nouvel Etat de l'Albanie et le règlement du sort définitif des îles de la mer Egée, sauf la Crète.

J'espère que le règlement de ces questions aura lieu au plus tôt et que, donnant la plus grande satisfaction possible aux aspirations nationales des populations intéressées, il contribuera à affermir davantage la paix en Orient.

La nation peut contempler avec un légitime orgueil l'œuvre accomplie et la riche moisson des deux guerres ; elle a le droit d'envisager l'avenir qui s'ouvre devant elle avec une juste confiance en ses propres forces.

Vous avez à organiser et à développer les vastes et fertiles régions qui furent annexées au royaume, vous avez à continuer l'œuvre de réforme intérieure que la guerre libératrice interrompit simplement.

Mon gouvernement vous soumettra une série de projets dans ce but : en premier lieu, les projets relatifs à la liquidation des frais de guerre, et le projet en faveur des invalides de la guerre et des familles privées de leurs soutiens ; puis, ceux concernant l'organisation des nombreuses provinces et l'augmentation des forces militaires du pays en proportion de ses nouvelles ressources et de ses nouveaux besoins.

En appelant la bénédiction du ciel sur vos travaux, je proclame ouverte la seconde session de la nouvelle législature.

\*  
\* \*

Télégrammes échangés entre S. M. le Roi Constantin  
et S. M. le Roi de Serbie

(1<sup>er</sup> septembre 1913)

Sa Majesté le Roi, Belgrade,

En commémoration d'une époque historique et si mémorable pour nos deux pays et en souvenir de nos luttes communes, je prie Votre Majesté de vouloir bien accepter le grand-cordon de mon Ordre du Sauveur. A cette décoration j'attache une importance toute spéciale, et je suis heureux qu'il me soit permis aujourd'hui de sceller ainsi les liens étroits de mon amitié envers Votre Majesté, priant le Protecteur de cet Ordre d'accorder sa grâce toute-puissante pour le bonheur de nos pays respectifs.

CONSTANTIN.

\*  
\* \*

Sa Majesté le Roi, Athènes,

Profondément touché par la pensée délicate de Votre Majesté, qui, en souvenir de nos luttes communes, a bien voulu me conférer le grand-cordon de son Ordre du Sauveur, je m'empresse de vous exprimer, Sire, ma plus vive gratitude, et je suis heureux que cette marque d'amitié coïncide avec mon intention de donner une consécration toute spéciale à l'époque glorieuse où nos deux peuples ont combattu côte à côte, en décernant à Votre Majesté le grand-cordon de l'Etoile de Karageorge.

Votre Majesté me ferait un grand plaisir en acceptant en même temps ma médaille d'or pour la bravoure.

Moi et mes soldats, nous serons fiers de savoir que cette médaille brille sur la poitrine du brave commandant en chef de la vaillante armée grecque.

---

## ITALIE

Discours lu par S. M. le Roi à l'ouverture  
de la session parlementaire

(*Novembre 1913*)

J'adresse mon salut à la représentation nationale, élue pour la première fois au suffrage universel, ainsi que l'expression de ma confiance la plus entière que, représentant toutes les classes sociales, elle sera une protectrice sûre de leurs intérêts légitimes ainsi que des hautes aspirations de la patrie.

Il y a deux ans, les premières cinquante années de la vie nationale ont été closes par une exposition universelle qui a révélé au monde les progrès admirables réalisés par l'Italie, grâce à son unité et à sa liberté.

Une nouvelle période s'est ouverte par l'acquisition d'une colonie destinée à assurer à l'Italie la place à laquelle elle a droit dans la Méditerranée et par une loi reconnaissant à tous les Italiens le droit de participer à la vie politique.

L'expédition de Libye, en même temps qu'une vaste colonie et une situation politique plus forte et plus digne de nous, nous donne la conscience des vertus de notre peuple, de sa constance sûre et tranquille et de la sérénité avec laquelle il consent les plus lourds sacrifices lorsqu'il s'agit de l'honneur et de la fortune du pays.

Pendant que l'armée et la marine achevaient avec bravoure la conquête de la Libye, le Parlement accomplissait une sage réforme en appelant à la vie politique plus de cinq millions de citoyens. Cette réforme aura pour conséquence inévitable d'engager le Parlement et le gouvernement à élever le niveau intellectuel, moral et économique des classes populaires, et de pousser l'activité du pays à une production plus intense, ce qui élèvera le niveau de la richesse nationale.

Notre devoir sera donc de compléter et de perfectionner la législation sociale en faveur des travailleurs, et de continuer avec activité cette politique de travail à laquelle on doit en grande partie les progrès économiques réalisés jusqu'à ce jour. Nous ne devons pas moins servir les intérêts de l'agriculture et de l'industrie et consacrer tous nos soins à la marine marchande, facteur si puissant de la prospérité commerciale et de la force du pays.

Sur le terrain de la législation, on devra commencer la réforme du code civil afin de donner à la femme la place qui lui revient dans la famille, puis nous devons réaliser la réforme de l'organisation de la juridiction civile afin de la rendre plus prompte et plus facilement accessible à tous ; et la réforme de la législation commerciale, afin de la mettre à même de répondre aux nouvelles conditions du commerce et du crédit, pour qu'elle soit aussi une sauvegarde sûre pour le public.

Les rapports entre l'Eglise et l'Etat, qui prennent en Italie une importance particulière, doivent être réglés avec sagesse par nos lois, sur la base de la plus large liberté religieuse ; mais cette liberté ne doit jamais se traduire par l'ingérence de l'Eglise dans le fonctionnement de l'Etat, parce que l'Etat, qui est le seul représentant de l'universalité des citoyens, ne peut admettre aucune limitation à sa souveraineté.

Un grave malaise s'est, dans ces derniers temps, manifesté dans l'Europe tout entière, à la suite des questions soulevées par les événements qui, à travers des conflits sanglants, ont modifié la carte de la péninsule balkanique.

L'Italie, en complet accord avec les puissances ses alliées, et en vertu des excellents rapports d'amitié qu'elle entretient avec les autres puissances, a contribué, par sa coopération agissante, à éviter des conflits plus graves.

Le désir, commun à toutes les personnes, de résoudre pacifiquement les différends qui avaient surgi, a conduit à des accords qui ont été un grand bien pour la cause de la paix et de la civilisation.

Je souhaite maintenant que pour les peuples balkaniques si cruelle-

ment éprouvés par des guerres sanglantes, commence une période de paix et de prospérité.

L'expérience de ces derniers temps si troublés a démontré que le groupement des grandes puissances par des alliances ou des ententes a réalisé un équilibre de forces qui est la plus sûre garantie du maintien de la paix.

Nous devons, pour notre part, contribuer au maintien de cet équilibre en conservant toujours aux forces de notre armée et de notre marine la proportion qui doit correspondre à notre situation politique.

La législature qui s'ouvre aujourd'hui marque le commencement d'une nouvelle période de notre histoire.

\*  
\* \*

### Exéquatour.

S. M. le Roi, dans les audiences des 11 juillet et 11 août 1913, a concédé l'exequatur souverain à :

MM. Staziata (Gaetano), consul de Panama à Bari.

Hosang, consul général des Pays-Bas à Gênes.

Ambruzzi (Lucio), vice-consul de l'Argentine à Turin.

En date des 12, 22, 25 juillet et 18 août 1913 l'exequatur ministériel a été concédé à :

MM. Airey John (Charles-Robert), vice-consul de Norvège à Portoferraio.

Tagliavia (Francesco), vice-consul de Norvège à Palerme.

Grounsell (George Villiam), vice-consul d'Angleterre à Naples.

Iapo Rumbozo (Angelo), agent consulaire de Belgique à Licata.

Riley (Frédéric G.), consul de Norvège à Tripoli.

Cassala (Edoardo), vice-consul de Turquie à Syracuse.

Marcari (Ignazio), consul du Brésil à Rome.

Campbele (Gerald), vice-consul d'Angleterre à Venise.

Messina (Domenico), vice-consul de Danemark à Trapani.

\*  
\* \*

Nomination et mutation dans le personnel  
diplomatique et consulaire

(mai-juillet 1913)

— Par décret ministériel du 10 mai 1913, M. Vittorio Negri, vice-consul de deuxième classe, a été nommé attaché de légation.

— Par décret royal du 12 juin 1913, M. le Comte Lambertenghi, secrétaire de légation, a été mis en disponibilité pour raison de santé.

— Par décret royal du 5 juillet 1913, M. le Comte Nani Mocenico, secrétaire de légation de 2<sup>e</sup> classe, a été nommé à l'ambassade royale de Constantinople.

— M. Francesco Taliani, secrétaire de légation à Berlin a été nommé en cette même qualité à Constantinople par décret ministériel du 5 juillet 1913.

— Par décret royal du 11 juillet 1913, M. Gaetano Poccardi, consul à La Plata, a été mis à la disposition du Ministre des Affaires Étrangères.

M. Carlo Galli, consul à Scutari, a été nommé consul général.

M. Burgarella, interprète à Beyrouth, a été nommé interprète du consulat d'Italie au Caire.

MM. Ermanno Armao, Emanuele Grazzi, Luigi Arduini, Ubaldo Rochira, Ugo Faralli, Paolo Emilio Giusti et Gaetano Vecchiotti, élèves consuls ont été nommés vice-consuls de deuxième classe.

— Par décret royal du 20 juillet 1913, M. Mario Lago, premier secrétaire de légation a été nommé chef du cabinet du sous-secrétaire d'Etat aux Affaires Étrangères.

\*  
\* \*

Création de postes consulaires

— Un décret ministériel du 10 juillet 1913 a institué une agence consulaire à Itacoatiara, sous la dépendance du consulat de Manaos.

— Un décret ministériel du 12 juillet a créé une agence à Indipendence sur la dépendance du consulat de la Nouvelle-Orléans.

— Un décret du 14 juillet a créé une agence à Dar-Es-Saalam sous la dépendance du consulat de Mombasa.



— Un décret du 21 juillet a créé une agence consulaire à Barbacena (Brésil, Minas Geraes) sous la dépendance du consulat de Bello-Horizonte.

---

## SERBIE

Discours prononcé à la Skoupchtina, par S. Exc. M. Pachitch, Président du Conseil des Ministres, sur la politique extérieure du gouvernement royal.

*(29 octobre 1913)*

Depuis le jour où j'ai eu l'honneur de vous exposer la situation politique jusqu'à aujourd'hui, de grands faits historiques se sont accomplis.

La question d'Orient, qui dominait la politique des grandes puissances, a été résolue par les Etats chrétiens des Balkans à l'avantage des nations balkaniques.

La puissance musulmane, qui, il y a un siècle, avait subjugué les Etats chrétiens dans les Balkans, a dû se retirer devant les jeunes Etats chrétiens et leur céder les provinces qu'elle leur arracha il y a cinq siècles.

Il semble que la destinée historique ait voulu restaurer les mêmes Etats chrétiens qui, il y a cinq siècles, succombèrent à l'invasion turque, et rendre à la nation serbe presque tous les pays que les Turcs gagnèrent à Kossovo.

Ces grands événements historiques se sont développés si rapidement devant nos yeux que nous n'avions pas suffisamment de temps pour les apprécier en paix sous toutes les faces ou pour régler notre attitude et notre action selon ces événements.

Les peuples balkaniques qui, il y a cinq siècles, perdirent leur indépendance, l'ont recouvrée par la vertu de leurs communs efforts; ils ont repoussé la puissance turque presque sous les murailles de Constantinople.

Après ces grands et brillants succès, des événements se sont produits, qui ont assombri l'éclat de la concorde balkanique, mais qui, en même

temps, ont consacré la punition de ceux qui avaient détruit cette concorde.

C'est une consolation pour la Serbie que d'avoir fait l'impossible afin d'éviter un conflit et des querelles sanglantes au sujet des questions qui se firent jour au cours de la guerre et qui pouvaient être résolues pacifiquement.

Non seulement les représentants de la nation, mais tout le monde doit savoir que la Serbie avait émis cette opinion que les contestations relatives au partage des territoires conquis devaient être résolues par la voie pacifique, par une entente commune sur la base des sacrifices réellement consentis et proportionnellement aux forces employées.

Ces contestations, nous en avons la profonde conviction, auraient pu être aplanies par une entente commune, et cela dans l'intérêt des deux parties.

Quand une entente entre les pays balkaniques était possible sur la base des hypothèses pourquoi n'aurait-elle pas été réalisable sur la base des faits accomplis.

On serait arrivé très facilement à cette entente si, des deux côtés, on s'était montré animé du désir de maintenir l'entente, désir qui existait lorsque l'alliance fut conclue.

Mais de grands succès historiques avaient assombri l'intelligence de gens faibles, ils avaient affaibli leur raisonnement au sujet des événements ; ces succès avaient créé des convoitises sur les acquisitions d'autrui ; ces gens dépréciaient la force de leurs alliés et s'illusionnaient sur la leur.

La Serbie est restée fidèle à l'esprit de l'alliance, bien qu'elle fût obligée de surmonter les difficultés qui lui étaient créées par des patriotes enthousiastes, incapables de maîtriser leurs désirs et leurs sentiments dans les questions où il fallait conserver du sang froid pour arriver à une juste appréciation des circonstances et des événements, en tenant compte des grands courants et des aspirations générales des puissances.

La Serbie tenta, avant tout, de résoudre le conflit entre les gouvernements alliés sur la base des sacrifices consentis et de résoudre par les soins d'hommes d'Etat qui connussent le traité d'alliance, les forces militaires et les sacrifices consentis.

La Serbie, elle, était soutenue par les mêmes sentiments et le même esprit qui l'animait lors de la création de l'alliance balkanique, lorsque vinrent à l'ordre du jour, après la conclusion de la paix de Londres, les questions qui avaient surgi au cours de la guerre. L'attitude prudente et chevaleresque du gouvernement serbe lui fut reprochée ici même et on lui donna comme exemple l'attitude de la Bulgarie. Il va sans dire que ces reproches émanaient de ceux qui jugèrent les événements et les apprécièrent de la même façon que les jugèrent et les apprécièrent les hommes d'Etat bulgares.

Mais la Bulgarie, non seulement évitait la solution de la question, elle en évitait la disussion. Les tentatives qui furent faites, ainsi que les raisons qui furent mises en avant pour engager la Bulgarie dans la conversation sont connues, grâce à mon précédent exposé, non seulement des représentants du peuple, mais de tous ceux qui s'intéressaient à ces questions.

Qu'il me soit permis de repousser ici un grief qui fut fait dans ce sens au gouvernement dans les milieux politiques. On reprochait au gouvernement d'avoir entamé trop tard ses pourparlers avec la Bulgarie et, notamment, de ne pas les avoir entamés quand le concours de la Serbie lui fut demandé pour assurer la prise d'Andrinople. On croit peut-être que, de cette façon, un conflit aurait pu être évité, que la Serbie aurait eu moins de sacrifices à consentir.

Le résultat aurait été le même. Bien que le gouvernement royal ait eu connaissance de ce reproche à cette époque, il ne pouvait pas s'engager dans la voie qui lui était indiquée ; il a considéré et il considère encore que les intérêts de la Serbie et la cause de l'alliance balkanique eussent été moins protégés si la Serbie avait formulé des conditions à ce moment.

En Europe, avant tout, personne n'eût pu approuver un tel acte, celui d'un allié qui, au moment où l'ennemi commun se trouve sur le champs de bataille et où la paix n'est pas encore signée, pose les conditions pour accorder son concours à son allié en vue de vaincre l'ennemi.

La Serbie, par un tel acte, se serait attiré le reproche de rançonner son alliée au moment du danger et de provoquer la discussion des rapports mutuels au moment où l'ennemi se trouvait aux portes. Mais la cause de la Serbie n'aurait rien gagné à une telle politique, elle y aurait, au contraire, perdu. Les Bulgares aurait alors sacrifié Andrinople comme ils l'ont sacrifié plus tard ; nous aurions dû faire un procès au sujet de la Macédoine dans des conditions défavorables pour nous ; un conflit aurait même éclaté, avec cette différence que notre situation aurait été moins favorable et la situation de la Bulgarie moins défavorable. Par dessus tout, il nous aurait fallu poser des conditions au concours que nous apportions et nous reporter au traité qui, par les mêmes milieux politiques de ce pays, étaient jugé mauvais et nuisible à nos intérêts. Si l'on s'était reporté au traité pour refuser le concours demandé ou y mettre des conditions, la situation de la Serbie aurait été affaiblie et ses revendications pour la revision du traité auraient été compromises.

Quand nous avons vu que toutes les tentatives faites pour résoudre le conflit par une entente mutuelle restaient vaines nous essayâmes de le résoudre à la Conférence commune des quatre présidents du Conseil des Etats balkaniques.

Cette tentative, elle aussi, fut vaine.

C'est alors que nous avons accepté l'arbitrage du tsar, qui avait invité les quatre présidents à se rendre à Saint-Pétersbourg pour tenter, sous les auspices du gouvernement russe, de s'entendre entre eux ou remettre au tsar, en cas de désaccord, le soin de partager entre les quatre alliés les territoires qu'ils occupaient dans les Balkans.

Avant cela et après la chute d'Andrinople, la Bulgarie avait commencé à retirer précipitamment ses troupes de la Thrace et à les concentrer sur les frontières serbe et grecque.

Quand les rapports entre la Serbie et la Bulgarie eurent commencé à prendre un caractère inquiétant, quand l'opinion publique de l'un et de l'autre côté eut été très excitée, après que des incidents de frontière eussent eu lieu ici et là entre les armées, caractérisant le mauvais état des esprits et empirant ainsi les rapports entre les alliés, la Serbie proposa que des deux côtés, il fut procédé à la démobilisation, que de chaque côté il ne fut conservé que 80.000 hommes pour garder les frontières et assurer l'ordre dans le pays et qu'alors on procédât à la discussion du procès.

Il est avéré que ce projet de la Serbie tendant à éviter les dangers d'une guerre fut repoussée par la Bulgarie ; la Bulgarie fit des contre-propositions qui, en quelque sorte, augmentaient le danger d'une guerre.

Cependant le gouvernement serbe bien qu'il fût animé d'un grand désir d'entente n'osait se baser sur ces propositions et attendre les événements les bras croisés, et cela surtout après avoir appris que le gouvernement bulgare cherchait à trouver un allié en cas de conflit armé avec la Serbie.

La Bulgarie essaya, par des voies détournées, de gagner la Roumanie à sa cause, lui promettant, par un intermédiaire, des territoires serbes à titre de compensation pour son concours. Puis elle essaya de s'entendre isolément avec la Grèce et séparer ce pays de la Serbie. Enfin elle ne cessa de faire des promesses à la Turquie pour que celle-ci restât neutre dans un conflit serbo-bulgare.

Il était clair que la Bulgarie ne désirerait pas résoudre le conflit pacifiquement par une entente entre les Etats balkaniques ou en s'en remettant à la décision du tsar de Russie.

Les offres faites par le gouvernement bulgare à ses différents voisins ne furent pas acceptées, car il était probablement évident pour tous que la Bulgarie désirait obtenir l'égémonie dans les Balkans et qu'elle aspirait justement à ce qui menacerait la sécurité non seulement de la Serbie, mais de ses autres voisins.

C'est pourquoi ceux-ci étaient enclins à désirer que la Bulgarie fût plutôt plus faible que plus forte et cela à cause de leur propre désir d'assurer la paix et de protéger leur sécurité en même temps que leurs intérêts.

Quand la Bulgarie vit que toutes ses tentatives restaient vaines elle



décida, en sa déloyauté, de faire diligence pour préparer avant le départ des quatre présidents du Conseil à Saint-Petersbourg, un fait accompli.

Comme nous l'avons rappelé, le gouvernement serbe se trouvait en présence de cette question : Que doit faire la Serbie si la Bulgarie ne veut pas d'une solution pacifique du conflit ? Osera-t-elle laisser les événements suivre leur cours et les attendre ou bien doit-elle les prévoir et faire à temps tout ce qui est nécessaire pour protéger les intérêts des territoires du royaume au cas où la Bulgarie ne désirerait pas une solution pacifique du conflit ?

Le gouvernement serbe intervint aussitôt auprès du gouvernement bulgare. Celui-ci traîna les choses en longueur et évita une conversation avec le gouvernement serbe au sujet de la question que nous avions soulevée. La Serbie attira alors l'attention de la Bulgarie sur les tentatives faites par le gouvernement bulgare en vue de trouver, en cas de guerre, un allié contre la Serbie.

Le gouvernement royal a, de même, attiré l'attention du quartier général sur la concentration de l'armée bulgare sur notre territoire et sur la prétention du gouvernement bulgare que le gouvernement russe laisse le conflit entre nous et les Bulgares en se basant sur le paragraphe 2 de l'annexe secrète du traité, sans tenir compte de l'article 4 de la même annexe, d'après lequel tout conflit concernant l'exécution et l'interprétation de n'importe quelle stipulation de cette annexe du traité et de la convention militaire devrait être soumis à la décision du tsar de Russie aussitôt qu'une des parties déclarerait qu'on n'a pas pu arriver à une entente par des pourparlers directs.

Se basant sur tous ces faits, le gouvernement royal se vit obligé de déclarer le 17 juin, à son quartier général, son appréhension de la Bulgarie afin qu'il prit les mesures nécessaires pour n'être pas surpris.

Lorsque le conflit serbo-bulgare relatif au partage des territoires eut pris un caractère plus grave et qu'on put croire que le temps de l'entente mutuelle était déjà passé; quand on commença à publier les notes qui avaient été échangées entre le gouvernement serbe et le gouvernement bulgare, ceci dans le dessein d'introduire l'opinion publique dans le conflit, de préparer et de gagner son appui et ses sympathies ; quand on sut qu'il fallait recourir à un arbitrage si on ne désirait pas la rupture de l'alliance balkanique et une guerre entre alliés, les intrigues commencèrent dans la presse étrangère, intrigues que nos journaux et les journaux bulgares réimprimaient dans le but d'empêcher une issue pacifique de cette grave crise, et aussi de nous amener à déchirer le traité et à entrer en lutte.

D'un côté, l'opinion publique, en Serbie et en Bulgarie, craignait le jugement de l'arbitre ; de l'autre comme meilleur moyen pour la solution du conflit on ne pouvait s'en remettre au sort des armes : « A qui la victoire, à qui le droit »...



Communiqué officiel publié par l'agence Reuter à Paris  
sur le soulèvement albanais

(25 septembre 1913)

Nous apprenons qu'en conséquence de la situation grave en Albanie, le gouvernement serbe a adressé une note circulaire aux puissances dans laquelle, après avoir décrit la situation à la frontière serbo-albanaise, il déclare que le gouvernement royal de Serbie a été obligé de prendre les mesures que faisait prévoir sa précédente note. Dans cette note, il était déclaré que la Serbie serait contrainte de réoccuper certaines positions stratégiques abandonnées par les troupes serbes par déférence pour les désirs des puissances.

La note-circulaire d'aujourd'hui déclare que la situation est telle que les positions en question doivent être reprises comme garanties de sécurité et pour prévenir de nouvelles attaques.

La Serbie, de plus, proteste énergiquement contre la présence d'officiers bulgares qu'elle accuse d'être à la tête du mouvement insurrectionnel et elle demande les bons offices des grandes puissances pour amener le rappel immédiat de ces officiers des territoires albanais.

D'autres détails montrent encore que le combat qui c'est livré à Dibra, le 23 septembre, a revêtu un caractère extrêmement sanguinaire et a duré deux heures. Six mille Albanais, commandés, dit-on, par des officiers étrangers, ont attaqué la petite garnison serbe de Dibra et l'ont forcée à se retirer vers Kitchovo. Les pertes, des deux côtés, ont été considérables.

Les troupes se concentrent maintenant pour préparer un mouvement en avant sur Dibra, en chasser les Albanais et reprendre la place.

## TURQUIE

Allocutions prononcées à l'issue de la conclusion du traité  
de paix turco-bulgare, à Constantinople

(29 septembre 1913)

*Allocution de S. Exc. le Grand Vizir :*

Permettez-moi de féliciter l'assemblée réunie ici d'avoir pu, par la concorde et la conciliation, terminer son œuvre de grandeur et de paix.

Je remercie les délégués bulgares et les conseillers du concours qu'ils ont apporté aux travaux.

Je suis persuadé que la paix sera suivie d'une ère de prospérité, de grandeur et de bonheur pour les deux nations.

*Réponse du général Savof, plénipotentiaire bulgare :*

Je tiens à vous remercier au nom des délégués bulgares de votre grande courtoisie et des facilités rencontrées dans l'accomplissement de notre mission. Grâce aux efforts multiples de la bonne volonté et à l'esprit de conciliation mis en œuvre au cours de l'examen des questions que nous avons eu à traiter, un état de choses qui existait depuis près d'une année entre les deux pays et pesait lourdement sur eux se trouva supprimé.

Le traité que nous venons de signer marque une reprise, entre la Bulgarie et la Turquie, des relations de bon voisinage.

Résolution adoptée par l'assemblée des délégués des différentes nations européennes convoqués à Paris par la section arménienne du Comité de l'Asie française au sujet de la question des réformes à appliquer au régime des vilayets d'Arménie.

(novembre 1913)

Les délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de France, de Grande-Bretagne et d'Irlande, d'Italie, de Russie et de Suisse...

Considérant que les demandes d'aides financières adressées par la Turquie aux puissances donnent à celle-ci le moyen le plus simple et le moins dangereux, c'est-à-dire une occasion qui ne se retrouvera plus, d'obtenir enfin du gouvernement ottoman la réalisation des réformes arméniennes :

Considérant que ces réformes sont d'un intérêt urgent pour les puissances et pour la Turquie elle-même ;

Que seules elles peuvent éviter à ce pays des désordres menaçants, cause certaine d'interventions qui mettraient en grave danger l'intégrité de l'Empire Ottoman, son existence et la paix internationale elle-même ;

Qu'elle ne menacent en rien la souveraineté ottomane, les Arméniens n'ayant et ne pouvant avoir aucune arrière-pensée séparatiste, se montrant loyaux sujet de l'Empire et devant l'être d'autant plus qu'ils jouiront d'une sécurité et d'une régularité administrative inconnues jusqu'ici, dont ils partageraient d'ailleurs le bénéfice avec les autres populations avec lesquelles ils sont mêlés dans les vilayets d'Arménie ;

Considérant que les intérêts des porteurs de fonds ottomans, présents et futurs, sont en l'espèce identiques à ceux de la Turquie et des Puissances ;

Qu'à la suite de la guerre des Balkans la Turquie devra aggraver les charges d'un budget déjà en déficit chronique dont une simple amélioration de la taxation des ressources existantes ne saurait assurer l'équilibre qu'on ne peut demander d'une manière durable qu'à la création de ressources nouvelles résultants de progrès économiques impossibles sans réformes administratives ;

Que, par conséquent, tout emprunt turc préalable à l'adoption d'un projet de réformes serait conclu au mépris des intérêts des porteurs de fonds ottomans et constituerait une menace pour leur sécurité ;

Considérant qu'aucun projet de réformes ottomanes ne saurait être

tenu pour sérieux s'il ne prévoit de la manière la plus précise un contrôle administratif européen ;

Que l'échec et l'abandon de toutes les tentatives faites précédemment par la Turquie laissée à ses propres forces ont prouvé que ce contrôle ne peut être utilement exercé que par des fonctionnaires européens dont les pouvoirs et les contrats seraient garantis par les puissances ;

Que, faute d'un contrôle ainsi assuré, un projet de réformes serait plus dangereux que bienfaisant, comme le prouvé l'exemple de la Macédoine, et ne saurait donc être pris en considération par une diplomatie soucieuse de faire œuvre sérieuse et de ne pas se discréditer en se payant de mots.

Considérant que le projet de réforme administratives des six vilayets d'Arménie adopté récemment par les ambassades de Constantinople, conformément aux droits et aux devoirs que fait aux puissances l'article 61 du traité de Berlin répond aux intérêts et aux nécessités qui viennent d'être exposés en établissant nettement le contrôle européen.

Emettant le vœu que les puissances ne consentent à l'élévation des droits de douanes attomans ni à l'application de taxes nouvelles aux étrangers en Turquie, ne se prêtent à l'émission d'aucun emprunt ottoman, c'est-à-dire se refusent à satisfaire en aucune manière aux demandes financières de la Turquie avant que la Sublime Porte ait formellement adhéré au projet de réformes arméniennes que lui présentent les ambassades de Constantinople et qui stipulent le contrôle des puissances et l'attribution de pouvoirs exécutifs aux fonctionnaires européens devant être engagés pour réorganiser l'administration des vilayets d'Arménie.

Les délégués expriment l'intention d'inviter les gouvernements de leurs pays respectifs à ne pas se rendre responsables, en y donnant leur approbation ou en aucune autre manière, de prétendues réformes qui, faute de l'élément essentiel du contrôle européen, ne pourraient entraîner que des désastres.

---

*L'Administrateur-Gérant : L. PORTIER.*

---

# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

## TABLE ALPHABÉTIQUE ET ANALYTIQUE

des Tomes CXXV à CXXIX

(Année 1913)

N.-B. — *Les chiffres égyptiens indiquent le numéro des tomes ; les chiffres arabes les pages des tomes cités.*

**Abordage.** — Convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière d'abordage (23 septembre 1910). 126, 26.

Ratification par S. M. le roi de Danemark des deux conventions internationales pour l'unification du droit maritime, signées à Bruxelles le 23 septembre 1910, et concernant, l'une les abordages de navires, l'autre l'assistance et le sauvetage maritimes. 128, 84.

Adhésion du gouvernement britannique pour la Nouvelle-Zélande aux conventions internationales signées à Bruxelles le 23 septembre 1910, concernant l'unification de certaines règles en matière d'abordage, ainsi qu'en matière d'assistance et de sauvetage maritimes. 128, 83.

V. aussi : *Assistance et sauvetage maritime.*

**Actes judiciaires.** — V. *Procédure.*

**Aéronautique.** — Décret instituant au Ministère français des Affaires Etrangères une commission chargée d'étudier les solutions à adopter pour les relations aéronautiques de la France avec les pays étrangers (6 mai 1913). 127, 58.

Nomination de membres de la commission sus-indiquée (6 mai 1913). 127, 93.

Accord franco-allemand concernant la navigation aérienne entre les deux pays (26 juillet 1913). 128, 58.

**Affaires Etrangères** (Ministère français des). — Décrets concernant l'organisation du Ministère des Affaires Etrangères (8 septembre 1912). 125, 135.

Décret instituant une commission chargée d'étudier les solutions à adopter pour les relations aéronautiques de la France avec les pays étrangers (6 mai 1913). 127, 58.

Extrait du rapport de M. Doumer, au Sénat, sur le projet de budget de l'exercice 1913 (les œuvres françaises à l'étranger). 127, 60.

Décret présidentiel relatif à la composition de la commission de droit international privé (6 juin 1913). 127, 57.

Décret relatif à la composition de la commission permanente des chancelleries

et du contentieux instituée auprès du Ministère des Affaires Etrangères (6 juin 1913). 127, 56.

V. *Consulats.* — *Personnel.*

**Afrique équatoriale française.** — Décret portant promulgation en France de l'accord signé à Berlin, le 2 février 1912, entre l'Allemagne et la France au sujet des personnes se trouvant dans les territoires échangés le 4 novembre 1911. 125, 127.

V. *Cameroun.*

**Albanie.** — Déclaration de Sir Edward Grey, secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères du Royaume-Uni sur la constitution d'une Albanie autonome (8 avril 1913). 127, 102.

Proclamation de S. A. R. le prince héritier de Monténégro aux habitants de Scutari (26 avril 1913). 127, 117.

Lettre de Mgr le duc de Montpensier à M. de Jahantho, chef de sa maison et de son service d'honneur, sur l'éventualité de sa candidature au trône d'Albanie (25 avril 1913). 127, 96.

Communication faite au gouvernement monténégrin par les représentants des Puissances au sujet de la prise de Scutari (28 avril 1913). 128, 80.

V. *Autriche* — *France* — *Russie* — *Serbie.*

**Alcools.** — V. *Allemagne.*

**Algérie.** — V. *Allemagne.*

**Allemagne.** — Arrangement entre l'Allemagne et la Belgique pour régler le mouvement des alcools et spiritueux franchissant la frontière entre les deux pays (27 juin 1911). 129, 55.

Liste des membres allemands de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 96.

Convention avec la Russie pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (28 février 1913). 129, 5.

Ordre du jour lu par S. M. l'Empereur dans le Lustgarten, à Berlin, devant les délégations des corps de troupe réunis à l'occasion de la célébration du centenaire de l'indépendance prussienne (10 mars 1913). 125, 198.



Allocution prononcée à Breslau par S. A. I. le Prince Eitel Frédéric devant la garnison assemblée à l'occasion du centenaire de l'indépendance prussienne (10 mars 1913). 126, 169.

Communiqué officiel publié à la suite de l'exposé de la politique extérieure de l'Empire fait par S. Exc. M. de Jagow, à la Commission du Budget du Reichstag (3 avril 1913). 126, 170.

Discours de S. Exc. le Chancelier de l'Empire au Reichstag à l'occasion de la discussion du projet de réforme militaire (7 avril 1913). 127, 97.

Accord franco-allemand concernant la navigation aérienne entre les deux pays (26 juillet 1913). 128, 58.

Note officieuse communiquée par le Ministre des Affaires Etrangères au *Berliner Lokal Anzeiger* au sujet du chemin de fer de Bagdad (27 août 1913). 128, 123.

Instruction du Ministre français de l'agriculture concernant l'importation en Allemagne des vins, moutus de raisins et raisins foulés provenant de France et d'Algérie (8 août 1913). 129, 71.

Allocutions prononcées au cours de la remise du bâton de feld-maréchal par S. M. l'Empereur et Roi à S. M. le Roi de Grèce (8 septembre 1913). 128, 123.

Discours prononcé par M. d'Estournelles de Constant, membre de la Cour permanente d'arbitrage de la Haye pour la République française, à la séance du Congrès de la Ligue d'entente internationale à Nuremberg, sur les relations franco-allemandes (7 octobre 1913). 129, 230.

Exposé de la politique étrangère de l'Empire faite au Reichstag par S. Exc. le Chancelier impérial (9 décembre 1913). 129, 232.

V. Abordage. — Afrique Equatoriale — Bulgarie. — Cameroun. — Propriété artistique. — Propriété industrielle. — Réceptions diplomatiques. — Saint-siège. — Togo. — Turquie.

Alliance française. — Note sur cette association. 127, 68.

Andrinople. — V. Turquie.

Angleterre. — V. Grande-Bretagne.

Antilles danoises. — Adhésion du Danemark à la convention internationale du 11 octobre 1909, relative à la circulation des automobiles, à l'exception des îles Féroé, de l'Islande et des Antilles danoises (13 août 1913). 128, 84.

Arbitrage. — Convention d'arbitrage entre les Etats-Unis du Brésil et l'Equateur (13 mai 1909). 125, 8.

Convention d'arbitrage entre le Portugal et le Nicaragua (17 juillet 1909). 126, 97.

Convention d'arbitrage entre les Etats-Unis du Brésil et la Chine (3 août 1909). 125, 6.

Traité d'arbitrage entre les Etats-Unis du Brésil et le Pérou (7 décembre 1909). 126, 55.

Arrangement entre les Etats-Unis d'Amérique et la France au sujet de la durée de la convention d'arbitrage signée entre les deux pays le 10 février 1908 (13 février 1913). 126, 64.

V. Cour d'arbitrage.

Argentine. — Traité avec les Pays-Bas pour régler l'assistance médicale à donner aux ressortissants des deux pays sur le territoire de chacun d'eux (29 septembre 1910). 129, 17.

Réception par le Président de la République française, à Paris, de S. Exc. M. Manuel Lainez, ambassadeur extraordinaire de la République argentine (5 mai 1913). 127, 86.

Liste des membres argentins de la Cour permanente d'arbitrage de la Haye (1913). 128, 97.

V. Abordage. — Assistance et sauvetage maritimes. — Radiotélégraphie.

Arménie. — V. Turquie.

Armes. — Décret beylical réglementant l'introduction, le commerce, la détention et le port d'armes en Tunisie (18 mars 1913). 127, 79.

Armes à feu. — V. Congo belge.

Arts. — V. Protection artistique et littéraire.

Arts graphiques. — Loi française relative à la participation de la France à l'exposition internationale de l'industrie du livre et des arts graphiques de Leipzig en 1914 (7 août 1913). 128, 86.

Assistance judiciaire. — Convention d'assistance judiciaire entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie (17 mars 1911). 129, 40.

Assistance et sauvetage maritimes. — Convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière d'assistance et de sauvetage maritimes (23 septembre 1910). 126, 26.

Procès-verbal de dépôt des ratifications de cette convention. 126, 49.

Ratification par S. M. le roi de Danemark de la convention internationale concernant l'assistance et le sauvetage maritimes (23 septembre 1910). 128, 84.

Adhésion du gouvernement britannique pour la Nouvelle-Zélande aux conventions internationales signées à Bruxelles, le 23 septembre 1910, concernant l'unification de certaines règles en matière d'abordage, ainsi qu'en matière d'assistance et de sauvetage maritimes. 128, 83.

Assistance médicale. — Traité entre la République Argentine et les Pays-Bas réglementant l'assistance médicale à donner aux ressortissants respectifs (29 septembre 1910). 129, 17.

Atlantique (Océan). — V. Pêcheries.

Automobiles. — Dénonciation par le gouvernement britannique de la convention internationale relative à la circulation des automobiles, signée à Paris, le 11 octobre 1909, en ce qui concerne les Barbades, les

iles Leeward, le Nigeria du Nord, le Nigeria du Sud, la colonie de Sierra-Leone et les Seychelles. **128, 73.**

Adhésion du Danemark à la convention internationale du 11 octobre 1909, à l'exception des îles Féroé, de l'Islande et des Antilles danoises (13 août 1913). **128, 84.**

**Autriche-Hongrie.** — Arrangement particulier conclu entre les administrations des téléphones de l'Italie et de l'Autriche pour régler leurs rapports de service (16-24 novembre 1909). **126, 92.**

Accord relatif aux communications téléphoniques échangées entre l'Autriche et l'Italie sous le régime des abonnements (19 janvier-6 février 1911). **126, 96.**

Convention d'assistance judiciaire entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie (17 mars 1911). **129, 40.**

Arrangement commercial avec le Portugal (juillet 1911). **125, 101.**

Communiqué officieux du *Fremdenblatt* de Vienne sur l'action internationale en Monténégro et en Albanie (2 avril 1913). **126, 172.**

Echange de notes établissant un accord provisoire de commerce avec le Japon (22 décembre 1911). **125, 108.**

Liste des membres austro-hongrois de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye (1913). **128, 97.**

Allocution prononcée par S. M. l'Empereur et Roi au cours de la réception à Vienne des délégations austro-hongroises (19 novembre 1913). **129, 236.**

Exposé de la politique étrangère de la Monarchie fait à la Commission des affaires étrangères des Délégations par S. Exc. M. le Ministre des Affaires étrangères (19 novembre 1913). **129, 237.**

V. *Abordage.* — *Assistance et sauvetage maritimes.* — *Propriété industrielle.* — *Radiotélégraphie.* — *Serbie.* — *Turquie.*

**Bagdad** (Chemin de fer de). — V. *Allemagne.*

**Balkans.** — Historique de la guerre. **126, 143.**

V. *Allemagne.* — *Autriche.* — *Bulgarie.* — *France.* — *Grande-Bretagne.* — *Grèce.* — *Hongrie.* — *Monténégro.* — *Roumanie.* — *Russie.* — *Serbie.* — *Turquie.*

**Barbades** (Colonie des). — V. *Automobiles.*

**Barbade.** — Loi française portant ouverture au Ministre des Affaires Etrangères d'un crédit extraordinaire pour frais de la mission envoyée aux funérailles de S. A. R. le Régent de Bavière (21 mars 1913). **126, 122.**

**Belgique.** — Convention avec la Roumanie pour la protection réciproque des œuvres littéraires, artistiques et photographiques (10 avril 1910). **129, 53.**

Arrangement avec l'Allemagne pour régler le mouvement des alcools et spiritueux franchissant la frontière entre les deux pays (27 juin 1911). **129, 53.**

Arrangement commercial avec le Japon (8 juillet 1911). **125, 104.**

Convention réglant le service de la correspondance téléphonique entre la France et les Pays-Bas par la Belgique (15 septembre 1911). **126, 88.**

Déclaration franco-belge concernant la transmission des actes judiciaires et extra-judiciaires en matière civile et commerciale (10 octobre 1912). **125, 76.**

Liste des membres belges de la Cour permanente de La Haye (1913). **128, 97.**

Loi française portant approbation de la déclaration française signée à Bruxelles, le 18 juillet 1900, entre la France et la Belgique, en vue de modifier l'article 10 du traité d'extradition franco-belge du 15 août 1874 (11 août 1913). **128, 86.**

Voir : *Abordage.* — *Assistance maritime.* — *Notifications diverses.* — *Propriété artistique et littéraire.* — *Propriété industrielle.*

**Bolivie.** — Liste des membres boliviens de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye (1913). **128, 98.**

**Bosnie-Herzégovine.** — Application à la Bosnie et à l'Herzégovine des dispositions de la convention d'assistance judiciaire signée le 17 mars 1911 à Belgrade entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie. **129, 51.**

**Brésil** (Etats-Unis du). — Convention d'arbitrage avec la République de l'Equateur (13 mai 1909). **125, 8.**

Convention d'arbitrage avec la Chine (3 août 1909). **125, 6.**

Traité d'arbitrage avec le Pérou (7 décembre 1909). **126, 55.**

Liste des membres brésiliens de la Cour d'arbitrage de la Haye (1913). **128, 101.**

V. *Propriété industrielle.* — *Radiotélégraphie.*

**Bucarest** (Traité de paix de). — Documents divers y relatifs. **128, 125, 126, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 154, 155.**

**Budget.** — Extraits du rapport fait au Sénat sur le projet de budget du Ministère des Affaires Etrangères de la République française, pour l'exercice 1913, par M. Paul Doumer, sénateur. **127, 60.**

**Bulgarie.** — Convention de commerce et de navigation entre la Bulgarie et le Monténégro (9 mai 1909). **127, 11.**

Echange de notes entre les gouvernements bulgare et italien en vue d'accorder l'entrée en franchise de droits aux objets destinés à l'usage domestique (mars-juillet 1910). **126, 104.**

Convention commerciale provisoire entre la Bulgarie et la Turquie (6 février 1911). **126, 62.**

Notes diplomatiques échangées avec l'Allemagne pour prolonger la durée du traité de commerce du 1<sup>er</sup> août 1905 (29 septembre 1911). **125, 106.**

Protocole d'armistice entre les troupes ottomanes et les troupes bulgares, serbes

et monténégrines (20 novembre 1912). **125, 84.**

Liste des membres bulgares de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye (1913). **128, 98.**

Réponse de S. M. le roi des Bulgares au télégramme à lui adressé le 8 juin 1913 par S. M. l'Empereur de toutes les Russies au sujet du conflit existant entre la Bulgarie et la Serbie (11 juin 1913). **127, 46.**

Résumé, d'après l'agence Havas, de la réponse du gouvernement bulgare à la demande de révision du traité d'alliance de 1912 (19 juin 1913). **127, 47.**

Réponse du gouvernement grec à la note remise par le gouvernement bulgare le 7 juin 1913 au sujet de la situation réciproque des armées alliées (28 juin 1913). **127, 51.**

Note remise par le Ministre de Serbie à Belgrade au gouvernement de S. M. le roi des Bulgares pour lui annoncer la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays (6 juillet 1913). **127, 55.**

Réponse du Ministre des Affaires Etrangères du royaume de Montenegro à la note par laquelle le Ministre de Bulgarie lui notifie son départ de Cettigné (9 juillet 1913). **128, 80.**

Télégramme adressé par le Ministère des Affaires Etrangères à la légation royale à Paris pour le charger de demander d'attirer l'attention du gouvernement français sur la complication créée dans les Balkans par l'intervention de la Roumanie (14 juillet 1913). **128, 82.**

Note remise aux Puissances par le gouvernement impérial ottoman au sujet de la nouvelle frontière turco-bulgare (19 juillet 1913). **128, 75.**

Note remise par le Ministre de Bulgarie à Paris au Ministre des Affaires Etrangères de la République française pour lui demander d'intervenir pour que la nouvelle ligne de frontière Enos-Midia soit respectée par l'armée turque (20 juillet 1913). **128, 78.**

Télégramme adressé par S. M. le Roi à S. M. le Roi de Roumanie pour lui demander la conclusion de la paix (21 juillet 1913). **128, 125.**

Réponse de S. M. le Roi de Roumanie au précédent télégramme (21 juillet 1913). **128, 126.**

Extraits du discours prononcé par S. Exc. M. Guénadief, ministre des Affaires Etrangères, à la Chambre des Députés, sur la politique étrangère du royaume (21 juillet 1913). **128, 127.**

Protestations faites aux ministres plénipotentiaires des Puissances par S. M. le Roi sur la violation du territoire bulgare par les armées turques (24 juillet 1913). **128, 128.**

Télégramme adressé par le gouvernement royal à la légation royale de Paris pour être communiqué au gouvernement de la République française et protestant contre les calomnies répandues sur la con-

duite de l'armée bulgare dans la guerre contre les Turcs et dans celle contre les Serbes et les Grecs (28 juillet 1913). **128, 81.**

Note publiée par le Ministère des Affaires du royaume de Grèce relativement aux conditions de la suspension d'armes entre les troupes grecques et serbes d'une part et les troupes bulgares d'autre part (31 juillet 1913). **128, 78.**

Note du gouvernement bulgare aux Ministres des Puissances au sujet de la délimitation de la frontière turco-bulgare (7 août 1913). **128, 79.**

Communication verbale faite au gouvernement ottoman par les ambassadeurs des grandes puissances pour le rappeler au respect des principes posés par le traité de Londres en ce qui concerne la délimitation de frontière de l'empire ottoman avec la Bulgarie (7 août 1913). **128, 76.**

Réponse du gouvernement ottoman à la précédente note (11 août 1913). **128, 77.**

Télégrammes échangés entre S. M. le roi et S. M. le roi de Roumanie à l'occasion de la signature de la paix à Bucarest (8 août 1913). **128, 145.**

Ordre du jour de S. M. le roi aux troupes ayant pris part à la guerre balkanique (11 août 1913). **128, 129.**

V. Bucarest. — Russie. — Serbie.

**Cameroun.** — Déclaration franco-allemande relative à la délimitation de la frontière entre le Cameroun et l'Afrique Equatoriale française (28 septembre 1912). **125, 29.**

**Cavalla.** — V. Grèce.

**Certificats d'origine.** — V. Japon.

**Ceylan.** — V. Propriété industrielle.

**Chancelleries** (Commission des). — V. Affaires Etrangères. — Consuls.

**Chasse** (Permis de). — V. Congo.

**Chemins de fer.** — V. Allemagne. — Maroc.

**Chili.** — Liste des membres chiliens de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye (1913). **128, 98.**

V. Assistance et sauvetage maritimes.

**Chine.** — Convention d'arbitrage avec le Brésil (3 août 1909). **125, 6.**

Convention entre le Japon et la Russie pour la protection réciproque de la propriété industrielle des sujets russes et japonais en Chine (10-23 juin 1911). **129, 32.**

Note remise par le Ministre de Russie à Pékin au Ministre des Affaires de Chine au sujet de la question mongole (15 juillet 1913). **128, 73.**

Liste des délégués du gouvernement chinois à la Cour permanente d'arbitrage de La Haye **128, 99.**

**Colis-postaux.** — Convention entre la France et les Etats-Unis pour l'échange des colis-postaux entre les Etats-Unis et la Guadeloupe (3 juillet 1912). **127, 12.**



Convention concernant l'échange de colis postaux entre la France et Haïti (3 juillet 1912). 128, 64.

**Colombie.** — Protocole concernant l'application à certaines possessions britanniques du traité de commerce conclu entre la Colombie et la Grande-Bretagne le 16 février 1866 (20 août 1912). 125, 5.

Liste des membres Colombiens du tribunal d'arbitrage de La Haye. 128, 99.

V. *Exéquatur*.

**Commerce.** — Convention de commerce et de navigation entre la Bulgarie et le Monténégro (9 mai 1909). 129, 11.

Notes concernant l'importation des produits pharmaceutiques dans les deux pays échangées entre le Ministre des Affaires Etrangères du Royaume d'Italie et le Ministre de S. M. la Reine des Pays-Bas à Rome (3-4 janvier 1910). 126, 104.

Convention commerciale provisoire entre la Bulgarie et la Turquie (6 février 1911). 126, 52.

Arrangement international de Madrid du 14 avril 1891 pour l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce révisé à Bruxelles le 14 décembre 1900 et à Washington le 2 juin 1911. 126, 80.

Accord conclu entre le Brésil, Cuba, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, le Portugal, la Suisse et la Tunisie modifiant l'arrangement de Madrid et concernant la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises. 126, 86.

Traité de commerce et de navigation entre les Pays-Bas et la Norvège (20 mai 1912). 129, 12.

Protocole concernant l'application à certaines possessions britannique du traité de commerce conclu entre la Grande-Bretagne et la Colombie le 16 février 1866 (20 août 1912). 125, 5.

Echange de notes entre le Ministre ottoman des Affaires Etrangères et l'Ambassadeur de Sa Majesté britannique à Constantinople au sujet de l'expédition dans les douanes respectives des deux pays des échantillons introduits par les voyageurs de commerce (6 novembre 1912). 126, 101.

Traité de commerce et d'amitié signé entre la Russie et la Mongolie et protocoles annexes (octobre-novembre 1912).

Convention entre la Grande-Bretagne et la Norvège relative à l'application du traité de commerce anglo-norvégien du 18 mars 1816 à certaines possessions britanniques (16 mai 1913). 129, 34.

Décret beylical réglementant l'introduction, le commerce, la détention et le port d'armes en Tunisie (18 mars 1913). 127, 79.

Nomination de membres de l'office national français du commerce extérieur (mars 1913). 127, 95.

**Commerce** (Navires de). — Notes échangées entre le Ministre des Affaires Etrangères

de Russie et le Chargé d'affaires de Norvège à Saint-Petersbourg au sujet de la reconnaissance réciproque des lignes de franc-bord des navires de commerce (1<sup>er</sup> avril 1913). 127, 42.

## Commissions. —

V. *Affaires Etrangères*.

**Commissions rogatoires.** — Convention d'assistance judiciaire entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie (17 mars 1911). 129, 40.

**Congo belge.** — Ordonnance relative au trafic des armes à feu et aux permis de chasse (16 avril 1912). 125, 159.

**Consulats.** — Création de postes et d'agences consulaires d'Italie. 125, 222.  
126, 182.

Décret concernant le tarif des droits à percevoir dans les chancelleries diplomatiques et consulaires de France (6 novembre 1913). 129, 148.

V. *Notariat.* — *Personnel*.

**Consuls.** — V. *Personnel*.

**Contentieux** (Commission du). — V. *Affaires Etrangères*.

**Contrôle civil.** — V. *Maroc.* — *Tunisie*.

**Cour d'arbitrage.** — Liste des membres de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 96.

**Crédits.** — Décret portant ouverture au Ministère des Affaires Etrangères d'un crédit supplémentaire à l'occasion des funérailles de S. M. l'Empereur du Japon (2 octobre 1912). 125, 131.

Loi portant ouverture au Ministre français des Affaires Etrangères d'un crédit extraordinaire à l'occasion de la réception à Paris de S. M. le roi d'Espagne (6 mai 1913).

Décret portant ouverture de crédits supplémentaires au ministre français des Affaires Etrangères (7 septembre 1913). 129, 86.

V. *Bavière*.

**Croix Rouge.** — V. *Russie*.

**Cyrenaïque.** — V. *Tripolitaine*.

V. *Bavière* — *Livre* (Industrie du).

**Cuba.** — Liste des membres cubains de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 99.

V. *Abordage.* — *Assistance et sauvetage maritimes.* — *Propriété industrielle*.

**Dahomey.** — V. *Togo*.

**Danemark.** — Notification par le gouvernement fédéral au Ministère de Sa Majesté britannique à Berne de la ratification par S. M. le Roi de Danemark de la Convention pour la protection des œuvres littéraires et artistiques signée à Berne le 15 novembre 1908 (1<sup>er</sup> juillet 1912). 125, 109.

Liste des membres danois de la Cour d'arbitrage de La Haye, pour l'année 1913. 128, 99.

Adhésion du Danemark à la convention internationale du 11 octobre 1909, relative

à la circulation des automobiles, à l'exception des îles Féroë, de l'Islande et des Antilles danoises (13 août 1913). 128, 84.

V. *Abordage*. — *Assistance maritime*. — *Propriété artistique et littéraire*. — *Propriété industrielle*. — *Suède*.

**Distinctions honorifiques.** — Allemagne (février 1913). 125, 200.

Autriche (août 1913). 128, 125.

Espagne (avril-mai 1913) 126, 175.

France (octobre-novembre 1912). 125, 197.

France (février 1913). 126, 157.

France (mai-juin 1913). 127, 93.

France (juin-août 1913). 128, 141

France (octobre-novembre 1913). 129, 229.

Italie (juin-septembre 1912). 125, 223.

**Dominicaine** (République). — Liste des délégués de la République à la Cour d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 100.

V. *Propriété industrielle*.

**Douanes.** — Notes échangées entre les gouvernements hollandais et italien au sujet de l'importation des produits pharmaceutiques des deux pays (3-4 janvier 1910). 126, 106.

Echange de notes entre les gouvernements bulgare et italien en vue d'accorder l'entrée en franchise de droits aux objets destinés à l'usage domestique (mars-juillet 1910). 126, 104.

Accord de douanes italo-japonais (12 juillet 1911). 125, 105).

Echange de notes entre le Ministre ottoman des Affaires Etrangères et l'Ambassadeur de S. M. Britannique à Constantinople portant accord au sujet de l'expédition dans les douanes respectives des deux pays des échantillons introduits par les voyageurs de commerce (6 novembre 1912). 128, 101.

V. *Allemagne*. — *Commerce*. — *Tunisie*.

**Droit d'auteur.** — V. *Propriété littéraire*.

**Droit international privé** (Commission de). — V. *Affaires Etrangères*.

**Droit maritime.** — V. : *Abordage*. — *Assistance maritime*. — *Sauvetage maritime*.

**Egée** (îles de la mer). — Iradé de S. M. l'Empereur de Turquie concernant l'administration des îles de la mer Egée (octobre 1912). 125, 15.

**Egypte.** — Loi électorale (1<sup>er</sup> juillet 1913). 129, 170,

Loi organique (1<sup>er</sup> juillet 1913). 129, 150.

V. *Radiotélégraphie*.

**Equateur.** — Liste des délégués de la République à la Cour d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 100.

V. *Brésil*.

**Erythrée.** — V. *Italie*.

**Espagne.** — Réceptions diplomatiques. 125, 206. 126, 173.

Composition du ministère Romanones (janvier 1913). 125, 206.

Nominations et mutations dans le personnel diplomatique et consulaire. 125, 203. 126, 175.

Instructions données au commandant général de Ceuta pour le développement de l'action espagnole au Maroc (29 février 1913). 126, 143.

Instructions annexées aux précédentes et portant organisation de services du protectorat espagnol au Maroc. 126, 146.

Nomination de membres de la Cour d'arbitrage de La Haye (mars 1913). 125, 206.

Liste des membres espagnols de la Cour d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 100.

Loi portant ouverture au Ministre français des Affaires Etrangères d'un crédit extraordinaire à l'occasion de la réception à Paris de S. M. le roi d'Espagne (6 mai 1913).

Voyage en France de S. M. le roi (mai 1913). 129, 222.

Voyage en Espagne du Président de la République française ; discours et allocutions (octobre 1913). 129, 242.

V. *Abordage*. — *Crédits*. — *Exequatur*. — *Madrid* (Institut de). — *Maroc*. — *Personnel*. — *Propriété industrielle*. — *Propriété artistique*. — *Réceptions diplomatiques*.

**Etats Malais.** — V. *Perse*.

**Etats-Unis.** — Notes sur le fonctionnement de l'Institut français aux Etats-Unis en 1912. 127, 65.

Loi destinée à régulariser le commerce étranger en prohibant l'importation de certaines graines et semences impropres à être semées (24 août 1912). 129, 186.

Arrangement avec le gouvernement de la République française au sujet de la prolongation de durée de la convention d'arbitrage du 10 février 1908 (13 février 1913). 126, 64.

Télégrammes échangées entre le Président de la République française et le Président Wilson (mars 1913). 126, 175.

Message du Président au Sénat et à la Chambre (8 avril 1913). 126, 117.

Extraits du message lu au Congrès par le Président de la République relatifs au Mexique (27 août 1913). 128, 130.

Liste des membres américains de la Cour d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 101.

V. *Abordage*. — *Assistance et sauvetage maritimes*. — *Colis postaux*. — *Notifications diverses*. — *Pêcheries*. — *Propriété industrielle*.

**Exequatur.** — Colombie. 125, 202.

Espagne. 126, 175.



France. 126, 156. 127, 92. 128, 110. 129, 228

Italie. 125, 222. 126, 182. 128, 137.

**Extradition.** — Accord entre la Grande-Bretagne et le Paraguay relatif à l'application à certaines possessions britanniques du traité d'extradition du 12 septembre 1906 (16 juillet 1913). 129, 37.

Loi française portant approbation de la déclaration française signée à Bruxelles, le 18 juillet 1900, entre la France et la Belgique, en vue de modifier l'article 10 du traité d'extradition franco-belge du 15 août 1874. (11 août 1913). 128, 86.

**Fabrique** (Marques de). — V. *Commerce*. — *Propriété industrielle*.

**Féroë** (Iles). — V. *Danemark*.

**Florence** (Institut français de). — Notes sur le fonctionnement de cet établissement. 127, 61.

**Franc-bord** (Lignes de). — V. *Commerce* (navires de).

**France.** — Convention réglant le service de la correspondance téléphonique entre la France et les Pays-Bas par la Belgique (15 septembre 1911). 126, 88.

Déclaration franco-allemande relative à la délimitation de la frontière entre le Cameroun et l'Afrique Equatoriale française (28 septembre 1912). 125, 29.

Déclaration franco-belge concernant la transmission des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale (10 octobre 1912). 125, 76.

Convention entre la France et les Etats-Unis pour l'échange des colis-postaux entre les Etats-Unis et la Guadeloupe (3 juillet 1912). 127, 12

Extraits du discours prononcé à Nantes par S. Exc. M. Raymond Poincaré, président du Conseil, ministre des Affaires Etrangères, sur les événements balkaniques et la politique extérieure de la France (27 octobre 1912). 125, 184.

Election de S. Exc. M. Raymond Poincaré à la Présidence de la République; télégrammes des souverains, chefs d'états et ministres étrangers (janvier-février 1913). 126, 158.

Voyage en France de S. M. Alphonse XIII roi d'Espagne (mai 1913). 129, 222.

Extraits du discours sur la politique étrangère du la République prononcé à Lons-le-Saulnier par S. Exc. M. S. Pichon, ministre des Affaires Etrangères, (24 août 1913. 128, 115.

Liste des membres de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye. 128, 101.

V. *Abordage*. — *Aéronautique*. — *Affaires Etrangères*. — *Allemagne*. — *Arbitrage*. — *Assistance et sauvetage maritimes*. — *Bulgarie*. — *Distinctions honorifiques*. — *Espagne*. — *Etats-Unis*. — *Extradition*. — *Italie*. — *Legs*. — *Libres* (Industrie du). — *Moroc*. — *Notifications diverses*. — *Personnel diplomatique*. — *Procédure*. — *Propriété artistique et littéraire*. — *Propriété indus-*

*trielle*. — *Radiotélégraphie*. — *Réceptions diplomatiques*. — *Russie*. — *Saint-Siège*. — *Suisse*. — *Turbines à vapeur*. — *Universités*. — *Togo*. — *Vénézuëla*. — *Vins*.

**France-Amérique** (Comité). — Allocutions prononcées à l'issue du déjeuner offert à Paris par le Bureau du Comité à S. Exc. M. Robert Bacon, ancien ambassadeur des Etats-Unis en France (20 septembre 1913). 128, 119.

**Fraudes** (Répression des fraudes). — V. *Propriété industrielle*.

**Genève** (Croix de). — V. *Russie*.

**Grande-Bretagne.** — Echange entre le Royaume-Uni et la Perse de notes au sujet de la position des Etats malais fédérés (mai-juin 1904). 128, 72.

Accord avec les Etats-Unis d'Amérique au sujet des pêcheries de l'Atlantique du Nord (20 juillet 1912). 125, 20.

Protocole concernant l'application à certaines possessions britanniques du traité de commerce conclu entre la Grande-Bretagne et la Colombie le 16 février 1866 (20 août 1912). 125, 5.

Echange de notes avec le Japon pour l'abandon réciproque des droits consulaires sur les certificats d'origine concernant les exportations (26-31 octobre 1912). 125, 110.

Echanges de notes entre le Ministre ottoman des Affaires Etrangères et le Ministre de Sa Majesté britannique à Constantinople au sujet de l'expédition dans les douanes respectives des deux pays des échantillons introduits par les voyageurs de commerce (6 novembre 1912). 126, 101.

Note communiquée à la presse par les délégués ottomans à la Conférence de Londres (3 février 1913). 125, 207.

Déclaration sur la politique extérieure du royaume faite à la Chambre des Communes par sir Edward Grey, secrétaire d'Etat au Foreign Office (25 mars 1913). 125, 208.

Déclaration sur les événements balkaniques faite à la Chambre des Communes par sir Edward Grey, secrétaire d'Etat au Foreign Office (8 avril 1913). 127, 102.

Accord avec la république de Liberia au sujet de la navigation sur la rivière Manoh (10 avril 1913). 127, 5.

Convention entre la Grande-Bretagne et la Norvège relative à l'application du traité de commerce anglo-norvégien du 18 mars 1826 à certaines possessions britanniques (16 mai 1913). 129, 34.

Extrait du discours prononcé par M. Winston Churchill, premier Lord de l'Amirauté, au cours de la discussion à la Chambre des Communes du budget du Ministère des Colonies (26 mai 1913). 125, 212.

Voyage à Londres du Président de la République Française. Discours et toasts échangés (juin 1913). 127, 103.

Extraits du discours prononcé par S. Exc. le Président du Conseil au banquet du centenaire de la fondation de la Chambre de Commerce de Birmingham et relatifs aux événements balkaniques (27 juillet 1913). 128, 133.

Liste des représentants du Royaume-Uni à la Cour permanente d'arbitrage de La Haye. 128, 101.

Extrait du discours concernant la situation internationale prononcé Newcastle par Sir Edward Gray, secrétaire d'Etat au Foring Office (17 novembre 1913). 129, 248.

V. Abordage. — Assistance maritime — Commerce. — Douanes. — Extradition. — Monténégro. — Propriété artistique. — Propriété industrielle.

**Grèce.** — Message de S. M. le roi à l'armée hellénique au lendemain de l'assassinat du roi Georges (19 mars 1913). 125, 216.

Message de S. M. le roi au peuple hellène (5 juillet 1913). 128, 134.

Note publiée par le Ministère des Affaires du royaume relativement aux conditions de la suspension d'armes entre les troupes grecques et serbes d'une part et les troupes bulgares d'autre part (31 juillet 1913). 128, 78.

Télégramme adressé par S. M. le roi de Roumanie pour le féliciter de la signature du traité de Bucarest (10 août 1913). 128, 135.

Note communiquée par le Ministère français des Affaires étrangères à la presse parisienne au sujet de l'attitude respective des gouvernements français et russe dans l'attribution à la Grèce de la ville de Cavalla (12 août 1913). 128, 120.

Télégrammes échangés entre S. M. le roi et le roi de Serbie (1<sup>er</sup> septembre 1913). 129, 251.

Allocutions prononcées au cours de la remise à S. M. le roi du bâton de feld-maréchal par S. M. l'empereur allemand, roi de Prusse (8 septembre 1913). 128, 123.

Toasts échangés au cours du déjeuner offert le dimanche 21 septembre 1913 à S. M. le roi par le Président de la République Française, à Paris. 128, 121.

Discours lu par S. M. le roi à l'ouverture de la session parlementaire (13 novembre 1913). 129, 250.

Liste des membres hellènes de la Cour d'arbitrage de La Haye en 1913. 128, 102.

V. Abordage. — Assistance et sauvetage maritimes. — Bulgarie. — Propriété littéraire.

**Guadeloupe.** — Convention entre la France et les Etats-Unis pour l'échange des colis-postaux entre les Etats-Unis et la Guadeloupe (3 juillet 1912). 127, 12.

**Guatemala.** — Liste des membres guatémaltèques de la Cour internationale d'arbitrage de La Haye (1913). 127, 102.

**Haiti.** — Liste des délégués haïtiens à la Cour internationale d'arbitrage de La Haye 128, 102.

Convention concernant l'échange des colis postaux entre la France et Haiti (3 juillet 1912). 128, 64.

V. Colis-postaux. — Propriété artistique et littéraire.

**Hollande.** — V. Pays-Bas.

**Hongrie.** — Déclaration sur la politique étrangère faite à la Chambre des Députés par S. Exc. le comte Tisza, président du Conseil des ministres (19 juin 1913). 127, 114.

V. Autriche.

**Industrie.** — V. Fabriques (Marques de). — Propriété industrielle.

**Instruction publique.** — V. Etats-Unis. — Florence. — Italie. — Madrid. — Saint-Petersbourg. — Universités.

**Islande.** — V. Automobiles.

**Italie.** — Arrangement particulier conclu entre les administrations des téléphones de l'Italie et de l'Autriche pour régler leurs rapports de service (novembre 1909). 126, 92.

Notes concernant l'importation des produits pharmaceutiques échangées entre le Ministre des Affaires Etrangères du royaume et le Ministre de S. M. la reine des Pays-Bas à Rome (janvier 1910). 126, 106.

Echange de notes diplomatiques entre les gouvernements italien et norvégien concernant la reconnaissance mutuelle des lettres de jauge (8-23 juin 1910). 127, 43.

Echange de notes diplomatiques entre les gouvernements bulgare et italien en vue d'accorder l'entrée en franchise de droit des objets d'usage domestique (mars-juillet 1910). 126, 104.

Accord relatif aux communications téléphoniques échangées entre l'Autriche et l'Italie sous le régime des abonnements (janvier 1911). 126, 96.

Echange de notes entre le Ministre des Affaires Etrangères du royaume de Norvège et le Ministre d'Italie à Copenhague au sujet de la notification réciproque par les deux gouvernements italien et norvégien des nationaux condamnés dans l'un et l'autre de ces pays (avril-décembre 1911). 129, 57.

Règlement franco-italien relatif à l'échange d'assistants français et italiens pour l'enseignement des langues vivantes dans les écoles secondaires de garçons en Italie et en France (février-mai 1912). 125, 81.

Traité de commerce et de navigation avec le Japon (25 novembre 1912). 129, 18.

Déclarations faites à la Chambre des députés par S. Exc. M. le Marquis di San Giuliano, ministre des Affaires étrangères en réponse à une interpellation de M. Barzilai, député, sur le renouvellement anticipé de la Triple Alliance (18 décembre 1912). 125, 218.

Discours prononcé par S. Exc. M. Barrière, ambassadeur de la République française au cours de la réception de la colonie française de la ville de Rome (1<sup>er</sup> janvier 1913). 125, 216.

Discours par S. M. le roi à l'ouverture de la session parlementaire (novembre 1913). 129, 252.

Déclaration entre l'Espagne et l'Italie relative à la Lybie et au Maroc (4 mai 1913) 129, 56.

Liste des délégués italiens à la Cour d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 103.

V. *Abordage maritime*. — *Assistance*. — *Ezechatur*. — *Florence* (Institut de). — *Japon*. — *Personnel*. — *Propriété artistique*. — *Propriété industrielle*. — *Radiotélégraphie*. — *Turquie*.

**Japon**. — Convention avec la Russie pour la protection réciproque de la propriété industrielle et commerciale (10-23 juin 1911). 129, 30.

Convention avec la Russie pour la protection réciproque de la propriété industrielle des sujets japonais et russes en Chine (10-23 juin 1911). 129, 32.

Accord provisoire de commerce avec l'Italie (12 juillet 1911). 125, 105.

Echange de notes avec la Grande-Bretagne pour l'abandon réciproque des droits consulaires sur les certificats d'origine concernant les exportations (26-31 octobre 1912). 125, 110.

Traité de commerce et de navigation avec le royaume d'Italie (25 novembre 1912). 129, 18.

Accord provisoire de commerce avec l'Autriche (22 décembre 1911). 125, 108.

Liste des délégués japonais à la Cour internationale d'arbitrage de La Haye (1913) 128, 103.

V. *Abordage*. — *Assistance maritime*. — *Autriche-Hongrie*. — *Belgique*. — *Crédits*. — *Propriété artistique et littéraire*.

**Jauge** (Lettres de). — Echanges de notes diplomatiques entre les gouvernements italien et norvégien au sujet de la reconnaissance mutuelle des lettres de jauge (8-23 juin 1910). 127, 43.

**Lausanne** (Traité de). — V. *Turquie*.

**Leeward** (iles). — V. *Automobiles*.

**Legs**. — Décret autorisant l'exécution en France du legs fait par M. Carr Asley à la Royal National Life Boat Institution de Londres (18 avril 1913). 126, 123.

Décret du Président de la République française autorisant l'exécution en France du legs Kirchheim (22 août 1913). 128, 91.

Décret autorisant l'exécution en France du legs Pittaud de Forges (12 septembre 1913). 129, 144.

**Leipzig** (Exposition de). — V. *Livre (Industrie du)*.

**Liberia** (République de). — Accord avec le

royaume de Grande-Bretagne au sujet de la navigation sur la rivière Manoh (10 avril 1913). 127, 5.

V. *Propriété artistique et littéraire*.

**Livre** (Industrie du). — Loi française relative à la participation de la France à l'Exposition internationale de l'Industrie du Livre et des Arts graphiques de Leipzig en 1914. (7 août 1913). 128, 86.

**Livrets d'identité**. — Adhésion à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1913 de la République orientale de l'Uruguay à l'arrangement international du 26 mai 1906 concernant les livrets d'identité, conformément aux dispositions de l'art. 24 de la Convention postale universelle. 128, 84.

**Londres** (Conférence de). — V. *Grande-Bretagne*. — *Serbie*. — *Turquie*.

**Luxembourg**. — Liste des délégués du Grand-duché à la Cour d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 103.

V. *Propriété artistique et littéraire*.

**Lybie**. — Déclaration signée entre l'Italie et l'Espagne au sujet de la Lybie et du Maroc (4 mai 1912). 129, 56.

V. *Tripolitaine*.

**Madrid** (Arrangement de). — V. *Propriété industrielle*.

**Madrid** (Institut français de). — Notes sur le fonctionnement de cet établissement en 1912. 127, 64.

**Malais** (Etats). — V. *Perse*.

**Manoh** (rivière). — V. *Liberia*.

**Maroc**. — Convention franco-espagnole en vue de préciser la situation respective des deux pays à l'égard de l'Empire chérifien et protocole concernant le chemin de fer Tanger-Fez (27 novembre 1912). 127, 21.

Extraits du rapport fait au nom de la commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies de la Chambre française chargée d'examiner le projet de loi portant approbation de la convention conclue à Madrid le 27 novembre 1912, entre la France et l'Espagne en vue de préciser la situation respective des deux pays à l'égard de l'Empire chérifien, par M. Noulens, député (27 février 1913). 125, 149.

Déclaration entre l'Espagne et l'Italie relative à la Lybie et au Maroc (4 mai 1913). 129, 56.

Décret du président de la République française instituant un corps de contrôle civil au Maroc (31 juillet 1913). 128, 88.

Arrêté du commissaire résident général de la République française fixant l'organisation du corps des contrôleurs civils (26 août 1913). 128, 92.

Divers documents officiels relatifs à l'organisation judiciaire du protectorat français (septembre 1913). 129, 87, 188.

Dahir chérifien relatif à l'organisation judiciaire du protectorat français (12 août 1913). 129, 188.



Nominations dans le personnel des tribunaux consulaires français. 127, 93. 128, 111.

V. Espagne.

Marques de fabrique ou de commerce. — V. Propriété industrielle.

Mexique. — Liste des délégués de la République à la Cour internationale d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 103.

V. Abordage. — Assistance et sauvetage maritimes. — États-Unis. — Propriété industrielle. — Réceptions diplomatiques.

Monaco (Principauté de). — V. Propriété artistique et littéraire.

Mongolie. — Traité de commerce et d'amitié avec la Russie (21 octobre 1912). 125, 86.

Note remise par le Ministre de Russie à Pékin au Ministre des Affaires de Chine au sujet de la question mongale (15 juillet 1913). 128, 73.

Monténégro. — Convention de commerce et de navigation avec la Bulgarie (9 mai 1909). 127, 11.

Note officielle russe relative à l'action des Puissances pour faire évacuer Scutari par le Monténégro (4 avril 1913). 126, 186.

Déclarations faites à la Chambre des Communes, par sir Edward Grey, secrétaire d'Etat au Foreign Office, sur la démonstration navale internationale devant les côtes du Monténégro (8 avril 1913). 127, 102.

Déclaration de blocus de la côte monténégrine entre Antivari et l'embouchure de Drin, par le vice-amiral Cecil Burney, commandant de la flotte internationale (10 avril 1913). 127, 116.

Proclamation du prince héritier aux habitants de Scutari (26 avril 1913). 127, 117.

Communication faite au gouvernement monténégrin par les représentants des puissances au sujet de la prise de Scutari (28 avril 1913). 128, 80.

Réponse du Ministre des Affaires étrangères du Royaume à la note par laquelle le ministre de Bulgarie lui notifia son départ de Cettigné (9 juillet 1913). 128, 80.

V. Balkans — Bulgarie.

Navigation. — V. Commerce.

Neutralité. — V. Suède.

Nicaragua. — Liste des délégués de la République à la Cour internationale d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 103.

V. Abordage. — Arbitrage. — Assistance maritime.

Nigeria. — V. Automobiles.

Norvège. — Echange de notes diplomatiques entre les gouvernements italien et norvégien concernant la reconnaissance mutuelle des lettres de jauge (8-23 juin 1913). 127, 45.

Echange de notes entre le ministre des Affaires Etrangères de Norvège et le ministre d'Italie à Copenhague au sujet de la

notification réciproque par les deux gouvernements italien et norvégien des nationaux condamnés dans l'un et l'autre de ces deux pays (avril-décembre 1911). 129, 57.

Traité de commerce et de navigation avec les Pays-Bas (20 mai 1912). 129, 12.

Composition du ministère Gunnar Knudsen (janvier 1913). 125, 224.

Notes échangées entre le Ministre des Affaires Etrangères de Russie et le Chargé d'affaires de Norvège à Saint-Petersbourg au sujet de la reconnaissance réciproque des lignes de franc-bord des navires de commerce (1<sup>er</sup> avril 1913). 127, 42.

Convention avec la Grande-Bretagne relative à l'application du traité de commerce anglo-norvégien du 18 mars 1826 à certaines possessions britanniques (16 mai 1913). 129, 34.

Réunion de l'archipel de Spitzberg au vicariat apostolique de Norvège (1<sup>er</sup> juin 1913). 128, 152.

Liste des délégués à la Cour internationale d'arbitrage de La Haye en 1913. 128, 224.

V. : Abordage. — Italie. — Propriété artistique et littéraire. — Propriété industrielle. — Sauvetage maritime. — Suède.

Notariat. — Décret autorisant les agents consulaires de France à Lagos et Accra de faire les actes simples de notariat (19 septembre 1913). 129, 145.

Décret autorisant l'agent consulaire de France à Sainte-Marie de Bathurst à faire des actes simples de notariat (23 septembre 1913). 129, 143.

Notifications diverses. — 125, 109, 113. 128, 83.

Nouvelle-Zélande (Dominion de la). — V. Propriété industrielle.

Office national des Universités et écoles françaises. — 127, 66.

Office national français du Commerce extérieur. — Nominations (mars 1913). 127, 95.

Ouvres dramatiques. — V. Protection artistique et littéraire.

Pacage. — Arrangement entre la France et la Suisse pour le pacage sur les pâturages situés des deux côtés de la frontière (23 octobre 1912). 125, 78.

Panama. — Liste des délégués de la République à la Cour d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 104.

Paraguay. — Accord avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande au sujet de l'application à certaines possessions britanniques du traité d'extradition du 12 septembre 1908 (16 juillet 1913). 129, 37.

Paris (Convention de). — V. Propriété industrielle.

Pays-Bas. — Notes concernant l'importation des produits pharmaceutiques dans les deux pays échangées entre le ministre de

S. M. la reine à Rome et le ministère royal italien des Affaires Etrangères (janvier 1910). 126, 106.

Traité avec la République Argentine concernant l'assistance médicale à donner aux ressortissants de l'un des deux pays résidant sur le territoire de l'autre (29 septembre 1910) 129, 17.

Convention réglant le service de la correspondance téléphonique entre la France et les Pays-Bas par la Belgique (15 septembre 1911). 126, 88.

Traité de commerce et de navigation avec la Norvège (20 mai 1912), 129, 12.

Liste des délégués de toutes les puissances à la Cour d'arbitrage de La Haye en 1913. 128, 101.

Discours prononcé par M. Andrew Carnegie au cours de la remise officielle du Palais de la Paix à la ville de La Haye (28 août 1913). 128, 140.

V. Abordage. — Assistance et sauvetage maritimes. — Cour d'arbitrage. — Propriété industrielle. — Propriété littéraire.

**Pêcheries de l'Atlantique du Nord.** — Accord entre les Etats-Unis et le Royaume-Uni au sujet des pêcheries de l'Atlantique du Nord (28 juillet 1912). 125, 20.

**Pérou.** — Traité d'arbitrage avec les Etats-Unis du Brésil (7 décembre 1909). 126, 55.

Liste des délégués péruviens à la Cour internationale d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 104.

**Perse.** — Echange entre le Royaume-Uni et la Perse de notes au sujet de la position des Etats malais fédérés (mai-juin 1904). 128, 71.

Composition du ministère (janvier 1913). 125, 225.

Liste des délégués persans à la Cour internationale d'arbitrage de La Haye en 1913. 128, 105.

**Personnel diplomatique et consulaire** (Nominations et mutations dans le) :

Allemagne.	125, 200.
Colombie	125, 201.
Espagne	125, 203.
»	127, 150.
France.	125, 187.
»	126, 158.
»	127, 89.
»	128, 109.
»	129, 224.
Grande-Bretagne.	128, 134.
Italie.	125, 220.
»	126, 180.
»	128, 136.
»	129, 255.
Uruguay.	126, 190.

Décrets réglementant les positions diverses des agents des services extérieurs au Ministère des Affaires Etrangères de la République française (22 septembre 1913). 129, 106.

Décret relatif à la comptabilité des agents consulaires (6 novembre 1913). 129, 143.

**Pharmacie.** — Notes concernant l'importation des produits pharmaceutiques échangées entre le Ministre des Affaires Etrangères d'Italie et le Ministre des Pays-Bas à Rome (janvier 1910). 126, 106.

**Portugal.** — Convention d'arbitrage entre le Portugal et le Nicaragua (17 juillet 1909). 126, 97.

Arrangement commercial provisoire avec l'Autriche (juillet 1911). 125, 101.

Composition du ministère Affonso Costa (janvier 1913), 125, 226.

Loi concernant l'importation des remèdes secrets (29 juin 1913). 129, 196.

V. Abordage. — Arbitrage. — Propriété industrielle.

**Postes.** — V. Colis-postaux. — Livrets d'identité.

**Postes consulaires.** — V. Consuls. — Notariat.

**Procédure** — Echange de notes entre le ministre des Affaires Etrangères de Norvège et le ministre d'Italie à Copenhague au sujet de la notification réciproque par les deux gouvernements italien et norvégien des nationaux condamnés dans l'un et l'autre de ces deux pays (avril-décembre 1911). 129, 57.

Déclaration franco-belge concernant la transmission des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale (10 octobre 1912). 125, 76.

V. Assistance judiciaire.

**Propriété artistique et littéraire.** — Convention internationale relative à la protection des œuvres artistiques et littéraires (13 novembre 1908). 126, 5

Ratification de la susdite convention par l'Allemagne, la Belgique, la République d'Haïti, la République de Libéria, le Japon, le Grand-duché du Luxembourg, la Principauté de Monaco et la Suisse (9 juin 1910). 126, 19.

Ratification par la France et la Tunisie (30 juin 1910). 126, 23.

Ratification par l'Espagne et la Norvège (24 septembre 1910). 126, 23.

Ratification par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande (14 juin 1912). 126, 24.

Ratification par le Danemark (1<sup>er</sup> juillet 1912). 125, 109.

Convention entre la Belgique et la Roumanie pour la protection réciproque des œuvres littéraires, artistiques et photographiques (10 avril 1910). 129, 53.

Loi française portant approbation de la convention littéraire signée le 22 avril 1912 entre la Grèce et la France (4 août 1913). 128, 85.

Loi hollandaise concernant la faculté pour les Pays-Bas et les colonies néerlandaises



daises d'adhérer à la convention de Berne du 13 novembre 1908 et de conclure des traités analogues (26 juin 1911). 125, 179.

Loi hollandaise réglementant le droit d'auteur (25 septembre 1912). 125, 163.

Convention russo-allemande pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (28 février 1913). 129, 5.

Loi française portant approbation de la convention littéraire signée le 22 avril 1912 entre la Grèce et la France (4 août 1913). 128, 85.

**Propriété industrielle et commerciale.** — Convention d'union de Paris du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Bruxelles le 14 décembre 1900 et à Washington le 2 juin 1911. 126, 65.

Organisation du bureau international de Berne. 126, 73.

Arrangement international de Madrid du 14 avril 1891 pour l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, révisé à Bruxelles le 13 décembre 1900 et à Washington le 2 juin 1911. 126, 80.

Accord entre les Etats-Unis du Brésil, Cuba, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, le Portugal, la Suisse et la Tunisie modifiant l'arrangement de Madrid du 14 avril 1891 concernant la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises (2 juin 1911). 126, 86.

Adhésion aux actes de la conférence de Washington, de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la République Dominicaine, de l'Espagne, des Etats-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, du Japon, du Mexique, de la Norvège, des Pays-Bas, du Portugal, de la Suisse et de la Tunisie (1913). 126, 83.

Adhésion de la Nouvelle-Zélande, de la colonie de Ceylan, de la colonie de la Trinité et de l'île de Tabago à la convention de Paris révisées, pour la protection de la propriété industrielle, signée à Washington le 2 juin 1911 (juin 1913). 128, 83.

Adhésion du Dominion de la Nouvelle-Zélande à l'arrangement de Madrid, concernant la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises, révisé et signé à Washington le 2 juin 1911 (juin 1913). 128, 83.

Convention entre la Russie et le Japon pour la protection réciproque de la propriété industrielle et commerciale (10-23 juin 1913). 129, 30.

Convention entre la Russie et le Japon pour la protection réciproque de la propriété industrielle de leurs sujets respectifs en Chine (10-23 juin 1911). 129, 32.

**Prusse.** — V. *Allemagne*.

**Radiotélégraphie.** — Convention radiotélégraphique internationale (5 juin 1912). 128, 6.

**Ratifications diverses.** — 126, 19, 49, 50, 51. 128, 83.

**Réceptions diplomatiques.** — Réception par le président de la République française de S. A. le prince Charoon, ministre de Siam (12 décembre 1912). 125, 181.

Cercle diplomatique tenu par le président de la République française (1<sup>er</sup> janvier 1913). 125, 181.

Réception par S. M. l'Empereur allemand, roi de Prusse, de M. de Beistegui, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Mexique (3 janvier 1913). 125, 200.

Réception du corps diplomatique par le président de la République française (17 février 1910). 125, 182.

Réception par S. M. l'Empereur de Russie de S. Exc. M. Louis, ambassadeur de France (17 mars 1913). 126, 189.

Réception par S. M. le roi d'Espagne de Mgr Ragonesi, nonce apostolique (3 avril 1913). 126, 173.

Réceptions de divers ambassadeurs par S. Exc. le Président de la République française (février-avril 1913). 129, 166.

Réception par le président de la République française de S. Exc. M. Manuel Lainez, ambassadeur extraordinaire de la République française (5 mai 1913). 127, 86.

**Relations diplomatiques.** — V. *Vénézuëla*.

**Roumanie.** — Convention avec la Belgique pour la protection des œuvres littéraires, artistiques et photographiques (10 avril 1913). 129, 53.

Toast prononcé par S. M. le roi au dîner de gala donné au Palais Royal de Bucarest en l'honneur des délégués à la Conférence de la Paix (11 août 1913). 128, 146.

Ordre du jour adressé par S. M. le roi à l'armée roumaine (14 août 1913). 128, 147.

Liste des membres roumains de la Cour internationale d'arbitrage de la Haye (1913). 128, 105.

V. : *Abordage.* — *Assistance et sauvetage maritimes.* — *Bucarest.* — *Bulgarie.* — *Grèce.* — *Serbie.*

**Roumélie.** — Echange de notes entre la Turquie et les grandes puissances au sujet de la situation financière des vilayets de Roumélie (16-24 août 1909). 128, 74.

**Russie.** — Convention avec le Japon pour la protection réciproque de la propriété industrielle et commerciale (19-23 juin 1911). 129, 30.

Convention avec le Japon pour la protection réciproque de la propriété industrielle des sujets japonais et russes en Chine (10-23 juin 1911). 129, 32.

Extrait de la loi sur l'emploi illicite de l'emblème de la Croix-Rouge et de la Croix de Genève (28 juin 1912). 129, 200.

Convention avec l'Allemagne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (28 février 1913). 129, 5.

Télégrammes échangés avec le gouvernement français à l'occasion du centenaire des Romanow (mars 1913). 126, 181.

Traité de commerce et d'amitié avec la Mongolie (21 octobre 1912). 125, 86.

Communiqué officiel publié par la presse de St-Petersbourg au sujet de l'attitude du gouvernement impérial dans la crise balkanique (11 avril 1913). 126, 186.

Télégramme envoyé par S. M. l'Empereur Nicolas II au roi des Bulgares et au roi de Serbie au sujet du conflit existant entre ces deux nations (8 juin 1913). 127, 45.

Réponse de S. M. le roi des Bulgares au précédent télégramme (11 juin 1913). 127, 46.

Rescrit de S. M. l'Empereur à son ministre des Affaires Etrangères pour le féliciter de son attitude au cours des événements balkaniques (17 juin 1913). 127, 118.

Note remise par le Ministre de Russie à Pékin au Ministère des Affaires Etrangères de Chine au sujet de la question mongole (15 juillet 1913). 128, 72.

Communiqué officiel publié par la presse de St-Petersbourg au sujet de l'attitude du gouvernement impérial dans la crise balkanique (21 juillet 1913). 128, 149.

Voyage en Russie du général Joffre, chef d'état-major général de l'armée française ; allocutions et discours (août 1913). 128, 149.

Dépêches échangées entre S. M. l'Empereur et S. M. le roi de Roumanie à l'occasion de la signature de la paix de Bucarest (11 août 1913). 128, 148.

Liste des membres russes de la Cour internationale d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 106.

Abordage. — Chine. — Commerce (navires de). — Grèce. — Monténégro. — St-Petersbourg (Institut de).

**Saint-Petersbourg** (Institut français de). — Notes sur le fonctionnement de cet établissement. 127, 62.

**Saint-Siège.** — Correspondance échangée avec le gouvernement français (1902). 125, 92.

Lettre adressée par S. S. Pie X à S. M. l'Empereur allemand, roi de Prusse à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de son avènement au trône (15 juin 1913). 128, 152.

Réunion par le Saint-Siège au vicariat de Norvège de l'archipel du Spitzberg. (1<sup>er</sup> juin 1913). 128, 152.

V. Réceptions diplomatiques.

**Salvador.** — Liste des délégués de la République à la Cour internationale de La Haye (1913). 128, 106.

**Sauvetage maritime.** — V. Assistance.

**Scutari d'Albanie.** — V. Montenegro.

**Serbie.** — Mémoire présenté à la Conférence de Londres au sujet des frontières de l'Albanie (janvier 1913). 125, 119.

Message adressé par le roi à son peuple au moment de la déclaration de

guerre avec la Bulgarie (3 juillet 1913). 128, 153.

Proclamation du roi à son armée au lendemain de la conclusion de la paix avec la Bulgarie (11 août 1913). 128, 154.

Télégramme adressé par le roi au roi de Roumanie à l'issue de la conclusion du traité de paix de Bucarest (18 août 1913). 128, 154.

Lettres adressées par le roi à M. Pachitch et au généralissime Radomir Poutnik après la conclusion de la paix de Bucarest (17 août 1913). 128, 155.

Communiqué officieux du gouvernement serbe publié à Paris par l'agence Reuter sur le soulèvement albanais (25 septembre 1913). 129, 261.

Discours prononcé à la Chambre par S. Exc. M. Pachitch, président du Conseil des Ministres sur la politique étrangère du gouvernement (29 octobre 1913). 129, 266.

Liste des délégués du royaume à la Cour de La Haye (1913). 128, 106.

V. Assistance judiciaire. — Bulgarie. — Grèce — Russie.

**Seychelles (Les).** — V. Automobiles.

**Siam.** — Liste des représentants du gouvernement royal à la Cour d'arbitrage de La Haye (1913). 125, 106.

Réception par le président de la République française du prince Charoon, envoyé extraordinaire et membre plénipotentiaire de S. M. le roi de Siam (12 décembre 1912). 125, 181.

V. Radiotélégraphie.

**Sierra-Leone** (colonie de). — V. Automobiles.

**Somalie italienne.** — V. Assistance.

**Soudan.** — V. Togo.

**Spiritueux.** — V. Alcools.

**Spitzberg** (Archipel du). — V. Norvège.

**Suède.** — Liste des membres suédois de la Cour d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 107.

Déclaration relative à l'établissement de règles similaires de neutralité signée entre les trois royaumes scandinaves (décembre 1912). 125, 125.

V. Abordage. — Assistance et sauvetage maritimes. — Propriété artistique et littéraire.

**Suisse.** — Arrangement avec le gouvernement français au sujet du pacage dans les pâturages situés des deux côtes de la frontière (23 octobre 1913). 125, 76.

Liste des délégués de la Confédération à la Cour d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 107.

Notifications diverses. — Propriété artistique et littéraire. — Propriété industrielle. — Turbines à vapeur.

**Tabago** (île de). — V. Propriété industrielle

**Taxes télégraphiques.** — V. Télégraphe.

**Télégraphe.** — Loi française concernant la



fixation de certaines taxes télégraphiques internationales (22 juillet 1913). 128, 87.

**Téléphones.** — Arrangement particulier conclu entre les administrations de téléphones de l'Italie et de l'Autriche pour régler leurs rapports de service (16-24 novembre 1909). 126, 62

Accord relatif aux communications téléphoniques échangées entre l'Italie et l'Autriche sous le rapport des abonnements (19 janvier-6 février 1911). 126, 96.

Convention réglant le service de la correspondance téléphonique entre les Pays-Bas et la France par la Belgique (15 septembre 1911). 126, 88.

**Togo.** — Déclaration franco-allemande relative à la délimitation du Dahomey, du Soudan français et du territoire allemand de Togo (28 septembre 1912). 125, 66.

**Trinité** (colonie de la). — V. *Propriété industrielle*.

**Triple-Alliance.** — Renouvellement de la Triple-Alliance (7 décembre 1912). 125, 200.

Déclarations faites à la Chambre des députés italienne par S. Exc. M. di San Giuliano, ministre des Affaires Etrangères, en réponse à une interpellation de M. Barzilai, député, sur le renouvellement anticipé de la Triple-Alliance (18 décembre 1912). 125, 218.

**Tripolitaine.** — V. : *Italie.* — *Lybie.* — *Turquie.*

**Tunisie.** — Décret beylical réglementant l'introduction, le commerce, la détention et le port d'armes en Tunisie (18 mars 1913). 127, 79.

Nominations dans le personnel du contrôle civil (juin 1913). 127, 93.

Décret du Président de la République française fixant la quantité de vins de raisin frais de provenance tunisienne pouvant être admise en France du 1<sup>er</sup> août 1913 au 31 juillet 1914 (1<sup>er</sup> août 1913). 128, 89.

Arrêté du Résident général de la République française réglementant le statut du personnel des contrôles civils (21 octobre 1913). 129, 201.

V. *Propriété artistique et littéraire.* — *Propriété industrielle.*

**Turbines à vapeur.** — Sentence arbitrale au sujet de l'interprétation d'une disposition de la convention de commerce du 20 octobre 1906 entre la Suisse et la France relative aux turbines à vapeur (3 août 1912). 127, 71.

**Turquie.** — Protocole d'armistice entre les troupes belligérantes de la Bulgarie, de la Serbie et du Monténégro, d'une part, et celles de l'Empire ottoman, d'autre part (20 novembre 1912). 125, 84.

Iradé de S. M. le Sultan concernant l'administration des îles de la mer Egée (octobre 1912). 125, 15.

Accord concernant le *modus procedendi* pour la conclusion de la paix avec le royaume d'Italie (15 octobre 1912). 125, 12.

Firman de S. M. le Sultan aux populations de la Tripolitaine (18 octobre 1912). 125, 14.

Traité de paix avec l'Italie, dit traité de Lausanne (18 octobre 1912). 125, 17.

Echange de notes entre le gouvernement impérial et les Puissances au sujet de la guerre balkanique et de la session d'Andrinople aux alliés (janvier-avril 1913). 126, 108.

Notes échangées avec les Etats balkaniques au cours de la Conférence de Londres (janvier 1913). 126, 113.

Note communiquée à la presse par les délégués turcs à la Conférence de Londres (3 février 1913). 125, 207.

Note remise aux puissances par le gouvernement impérial au sujet de la nouvelle frontière avec la Bulgarie (19 juillet 1913). 128, 75.

Discours prononcé par Rechid Safvet Bey, président de la délégation envoyée par la ville d'Andrinople dans les différentes capitales pour demander le maintien de la ville sous la domination turque au banquet offert à ladite délégation le 29 août 1913 par la presse parisienne. 128, 117.

Allocutions prononcées à l'issue de la conclusion du traité de paix turco-bulgare, à Constantinople (29 septembre 1913). 129, 262.

Résolution adoptée par l'assemblée des délégués des différentes nations européennes convoquées à Paris par la section arménienne du Comité de l'Asie. 129, 263.

Liste des délégués ottomans à la Cour d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 107.

V. *Bulgarie.* — *Commerce.* — *Douanes.* — *Roumélie.*

**Universités** (Office national français des). — Notes sur la situation de cet office en 1912. 127, 66.

**Uruguay.** — Liste des délégués de la République à la Cour d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 107.

V. *Abordage.* — *Livrets d'identité.* — *Radio télégraphie.*

**Vénézuëla.** — Liste des délégués de la République à la Cour d'arbitrage de La Haye (1913). 128, 108.

Protocole pour la reprise des relations diplomatiques entre la France et le Vénézuëla (11 février 1913). 128, 55.

**Vins.** — V. *Tunisie.*

**Voyages princiers.** — V. *Allemagne.* — *Grèce.*

**Washington** (Conférence de). — V. *Propriété industrielle.*